

Prisons : M. Arpaillange reçoit les syndicats de gardiens

Live nos informations page 4

La tension est par ailleurs très vive dans les prisons à la suite du mot d'ordre de l'intersyndicale des gardiens visant à « paralyser l'appareil judiciaire ». Des violences ont eu lieu à Draguignan, où la police est intervenue après un début de mutinerie. M. Arpaillange devrait recevoir jeudi les syndicats de gardiens (page 16 - section B).



« Il est un peu injuste de mettre sur le même plan le compor-

Le problème n'est d'ailleurs pas sa propre feuille de paie. Elle

n'est devenu un symbole, et donc une affaire politique, qu'à travers la disproportion qui existe entre l'augmentation de salaire qu'il s'octroie et qu'il accepte pour lui-même, et celle qu'il propose à ses collègues. Les difficultés n'est pas non plus dans l'écart qui existe au départ entre le salaire du patron et celui des personnels, mais dans le fait que, au moment où les gains de productivité justifient une mesurée augmentation, les personnels exigent une ce qu'il s'accorde à lui-même. Bref, l'arrogance ne saurait remplacer la cohérence, surtout à l'heure où il devrait être prouvé que l'impasse n'est pas la seule motivation. Font ainsi la différence entre les compétiteurs.

Lire la suite page 24 - section C

59 F

WASHINGTON

Après la drogue et les armes chimiques, l'éducation. A sa manière, M. Bush tient parole. Le jour de son entrée en fonctions, il avait promis d'éliminer le fléau du « crack », et s'il n'a bien sûr rien éliminé du tout pour l'instant, au moins a-t-il consacré à la drogue son premier discours à la nation, à la rentrée de septembre. Il s'était aussi fixé comme objectif prioritaire — dans le domaine du désarmement — la liquidation des armes chimiques : ce fut le thème de sa première allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 25 septembre. Deux jours plus tard, celui qui, tout au long de sa campagne électorale, avait trompé « Je serai le président de l'éducation », réunit autour de lui les gouverneurs des cinquante Etats de l'Union pour un « sommet de l'éducation » : c'est assurément de l'excellente politique et, accessoirement, un moyen de dérober aux démocrates un des thèmes de société qui, logiquement, devraient leur revenir.

Les maux du système éducatif américain sont nombreux, et pas forcément très différents de ce que se passe dans le reste du monde « riche ». Mais un mauvais rendement est insupportable à un pays plus habité à être premier que dernier. Un récent test de mathématiques portant sur des groupes d'enfants de treize ans de différents pays a frappé les esprits : les petits Américains sont retrouvés, précisément, dans les derniers.

Et on commence à tirer de plus en plus frénétiquement le

Phénomène aggravant, bien des emplois « simples » requièrent maintenant la maîtrise de techniques fondées sur l'écriture — bien des chauffeurs-livreurs, par exemple, doivent manier un petit ordinateur pour connaître le point de livraison et l'itinéraire à suivre.

IAN KRAUSE

JAN KRAUZE
Lire la suite page 7

M 0147 - 0929 0- 4.50 F



A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,30 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,85 G; Austral/Finland, 7,20 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; Grèce, 150 dr.; Hongrie, 80 p.; Italie, 1.800 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 140 esc.; Suède, 336 F CFA; Suisse, 12,80 fr.; Suède, 1,60 L.; USA DFL, 1,50 \$; USA Dollars, 2 \$.

هكذا امن الاصل

ÉTRANGER

... Le Monde • Vendredi 29 septembre 1989 3

Les interventions à l'Assemblée générale des Nations unies

M. Arens dénonce l'« hypocrisie » de l'ONU à l'égard d'Israël

Le conflit israélo-arabe va être au centre des entrées qui ont lieu, entre les responsables de la diplomatie, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Par ailleurs, M. Genscher a réaffirmé l'engagement de la RFA en faveur du respect des frontières en Europe.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Toutes les délégations arabes, à l'exception de celle de l'Égypte, ont quitté la salle, mercredi 28 septembre, lorsque le ministre israélien des Affaires étrangères a pris la parole à la tribune de l'ONU. Contrairement aux autres orateurs, ce n'est pas par l'éloge des Nations unies que M. Moshe Arens a ouvert son discours, mais par une longue et dramatique évocation de l'Holocauste, par le rappel des origines de l'État d'Israël, de celles des Nations unies et par la dénonciation de l'« hypocrisie ». Tant que ne sera pas révoquée la résolution par laquelle, en 1975, l'ONU a assilé le sionisme au racisme, vingt-huit ans après avoir reconnu au peuple juif le droit à un État en Palestine, « les décisions des Nations unies », a dit M. Arens, ne pourront prétendre à aucune autorité morale et un air d'hypocrisie continuera d'envelopper leurs débats.

Après avoir ensuite longuement décrit les menaces qui encombrent

Israël, M. Moshe Arens a rappelé les principes de l'initiative de paix du premier ministre Shamir (essentiellement, l'organisation d'élections dans les territoires occupés), en soulignant qu'il n'y avait pas « d'alternative pour engager un processus de paix ». « Le moment n'est pas venu, a-t-il dit, de tenter d'obtenir des concessions d'Israël en vue d'un règlement définitif. Notre objectif immédiat doit être de mettre fin à la violence et d'engager des négociations ».

Bien qu'il ne l'ait pas évoqué directement, le ministre israélien faisait allusion au plan en dix points proposé par M. Mubarak et résumait ainsi tout ce qui, dans ce plan, va au-delà des questions de procédure et relève d'un règlement de paix global. « Si les représentants des populations palestiniennes arabes de Judée, de Samarie et de Gaza viennent à la table des négociations, nous ne sommes pas opposés à ceux qui les ont élus, mais aussi des droits légitimes et des préoccupations d'Israël, il y a de bonnes chances que ces négociations aboutissent à un accord », a ajouté M. Arens. Il a enfin invité les représentants des vingt pays arabes, qu'il a énumérés comme s'il recensait les absents, mais en omettant l'OLP, à venir s'entretenir avec lui.

Après deux premières journées qui, dans la foulée des rencontres américano-soviétiques du Wy-

oming, avaient été dominées par les questions Est-Ouest et celles du désarmement, le problème israélo-palestinien va devenir le thème dominant des conversations qui ont lieu en marge de l'Assemblée générale. M. Mubarak arrive à New-York, où il parlera vendredi à la tribune de l'ONU. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a eu, mercredi, un entretien avec son homologue israélien, dont il a peu près rien filtré. Une rencontre entre eux, deux et le chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid, est annoncée pour jeudi.

Si les Américains travaillent « en coulisses », comme en a convenu lui-même le président Bush dans son discours de lundi, ils se gardent bien de monter en première ligne sur cette affaire et sont très chiches en déclarations et commentaires. D'autant plus que deux sons de cloche israéliens se font entendre actuellement aux États-Unis. M. Stimson Peres est là aussi. Il a eu, à New-York et à Washington, ces derniers jours, des contacts à très haut niveau avec l'administration américaine, y compris avec M. Bush, auprès de qui il a devancé, lundi, M. Arens.

Une rencontre interallemande

La session de l'ONU aura permis, mercredi, au ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, à la fois de rétablir un contact interrompu par la RDA depuis la crise ouverte par

l'exode massif d'Allemands de l'Est ces dernières semaines, et de rassurer très solennellement l'ensemble de la communauté internationale sur les intentions de la République fédérale. M. Genscher qui a dîné, mercredi, avec son homologue est-allemand, M. Oskar Fischer, n'a pas voulu rendre compte de la partie de leur conversation consacrée à la question des réfugiés. Il a toutefois rapporté la volonté exprimée par M. Fischer de voir les relations entre les deux États allemands se développer normalement.

L'essentiel du discours prononcé le matin à la tribune de l'ONU par le ministre ouest-allemand était une mise au point destinée à couper court aux inquiétudes ou aux procès d'intention que suscite actuellement la République fédérale, et à témoigner de son souci d'éviter tout dérapage et déstabilisation.

Les premiers mots de ce discours ont été pour les Polonais, « premiers victimes de l'Allemagne hitlérienne il y a cinquante ans ». « Le peuple polonais », a dit M. Genscher, « peut être assuré que son droit de vivre dans des frontières sûres ne sera pas mis en cause par des revendications territoriales de notre part à nous, Allemands, ni aujourd'hui ni demain. La route de l'histoire ne fera pas marche arrière ».

Cette réaffirmation du principe de l'inviolabilité des frontières était une réponse directe à l'intervention

de M. Chevvardnadze, la veille, à la même tribune.

Ce sont non seulement la Pologne et l'URSS, mais aussi les Occidentaux que M. Genscher voulait rassurer en réaffirmant ensuite, tout aussi solennellement, la fidélité de la République fédérale aux traités et accords qui fondent actuellement l'ordre européen. L'objectif de l'unité allemande inscrit dans la Constitution n'est pas antinomique de ce cadre juridique, a-t-il ajouté en substance. La RFA entend poursuivre cet objectif avec les autres États européens et non contre eux. Autrement dit, Bonn ne remet pas en cause l'existence de la RDA.

Mais la situation actuelle en Europe de l'Est comporte le risque d'une déstabilisation. De la même manière qu'il a appelé les Occidentaux à ne rien faire qui la favorise, M. Genscher a invité les autorités est-allemandes à ne pas y contribuer par leur immobilisme. Le processus de réformes en cours dans d'autres pays de l'Est est « irréversible, a-t-il dit, aucun pays ne peut y échapper à terme ». « C'est avec une profonde émotion, a-t-il conclu, que nous sommes témoins du sort de ces jeunes gens qui quittent leur foyer. Personne ne peut souhaiter cela. Une politique de réformes offrait en RDA, comme dans les autres pays de l'Est, des perspectives nouvelles. Elle engageait ces jeunes gens à rester là où ils ont grandi, là où ils sont chez eux ».

CLAIRE TRÉAN

Le voyage de M. Mubarak à Paris

M. Rocard estime l'initiative égyptienne « tout à fait positive »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui s'est entretenu mercredi soir 27 septembre, pendant plus d'une heure, avec le chef de l'État égyptien, M. Hosni Mubarak, a qualifié de « tout à fait positive » l'initiative égyptienne en dix points, définissant les conditions de création d'un dialogue israélo-palestinien et l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

« Il faut chercher par tous les moyens le dialogue dans cette région », a souligné M. Rocard à l'issue de son entretien.

Une rencontre avec M. Mitterrand

Il a précisé qu'il avait évoqué avec le président égyptien les problèmes de la dette du Moyen-Orient, du Liban, ainsi que des conflits africains qu'il n'a pas cités. M. Mubarak, qui assure depuis juillet la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), préside le comité de médiation panafricain chargé des différends journaliers entre la Mauritanie et le Sénégal.

On indique, dans l'entourage du chef d'État égyptien, qui devait être reçu jeudi matin avant son départ pour New-York par M. François Mitterrand, que l'entretien a également porté sur la renouveau du dialogue Nord-Sud et sur les problèmes de remboursement de la dette du tiers-monde.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : à trois jours de la réunion de Taëf

Le général Aoun revient en partie sur son acceptation du plan de paix arabe

Le général Aoun a jeté un doute, mercredi 27 septembre, sur les chances de succès du plan de paix de la Ligue arabe au Liban en se refusant en partie sur son acceptation du projet de réconciliation nationale du triumvirat (Algérie, Arabie saoudite, Maroc).

Au cours d'une conférence de presse, le chef du gouvernement libanais a jugé « inacceptable en l'état » le projet de « document d'entente nationale » élaboré par le triumvirat arabe et mis en garde les députés libanais contre toute « trahison ». Ce projet préconise notamment l'adoption de réformes constitutionnelles et l'élection d'un président de la République, qui présideraient d'un délai d'un mois deux ans un événement, « redoublément » des troupes syriennes dans l'est du Liban.

Selon le général Aoun, les députés se réuniront le samedi 30 septembre à Taëf, en Arabie saoudite, « sous une double présidence » celle de l'occupant syrien qu'ils savent inévitable de leur retour et celle, morale, du triumvirat, qui tient à faire aboutir son projet. Il a affirmé avoir été « forcé » d'accepter le plan de paix arabe car celui-ci avait « reçu une perception internationale positive », précisant : « Il fallait convaincre nos amis que nous sommes souples et flexibles ».

« Mais, a-t-il ajouté, je n'ai rien concédé », demandant aux députés chrétiens de discuter en priorité, lors de cette réunion, d'un calendrier de retrait des troupes syriennes « avant tout projet de réforme et avant tout consensus national ».

La Syrie, a-t-il poursuivi, « a déjà assassiné l'initiative arabe avant la rencontre de Taëf en refusant de retirer immédiatement les trente-trois mille soldats syriens déployés au Liban ». Le général Aoun réagissait ainsi à une déclaration du vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, selon laquelle aucun soldat de Damas ne quitterait le Liban avant des réformes politiques et la formation d'un cabinet d'unité nationale dans ce pays.

Le général Aoun a, en conclusion, affirmé « n'attendre rien de positif » de la réunion de Taëf, qu'il a souligné, « n'a aucun pouvoir constitutionnel ». « Nous ne permettrons pas, a-t-il ajouté, que l'on cède par la politique ce que le canon a réussi à préserver. Ce serait une trahison. La souveraineté nationale n'est pas à marchandiser ». Il a enfin rappelé qu'il se réservait le droit de « recourir à tous les moyens pour parvenir à mettre un terme aux occupations étrangères du Liban ».

Vingt-quatre députés résident dans le « pays chrétien » au Liban, réunis plus de trois heures durant, mercredi soir, avec le général Aoun, ont retenu le principe d'une participation à la réunion de Taëf. Jusqu'à présent, seuls deux députés chrétiens, dont M. Raymond Eddé, résident à Paris, ont refusé de participer à la réunion. « Une rencontre des députés à l'étranger pour discuter de questions aussi importantes qu'une révision de la Constitution est inacceptable », a déclaré M. Eddé. — (AFP, Reuters, AP.)

ISRAËL : le pacifiste Abbie Nathan reconnu coupable de « contacts avec une organisation terroriste ». — Le tribunal de première instance de Ramleh, près de Tel-Aviv, a reconnu, jeudi 28 septembre, le pacifiste israélien Abbie Nathan coupable de « contacts avec une organisation terroriste » à la suite d'un entretien qu'il avait eu, en 1988, à Tunis, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. M. Abbie Nathan, surnommé le « pilote de la paix », âgé d'une cinquantaine d'années, avait reconnu les faits mais plaqué non coupable, soulignant que l'OLP ne pouvait pas être assimilée à une « organisation terroriste ». — (AFP.)

ESPAGNE : la première visite à Madrid du souverain marocain

Le roi Juan Carlos a évoqué avec Hassan II l'affaire du Sahara occidental

La visite du roi Hassan II à Madrid, du lundi 25 au mercredi 27 septembre, a permis un « déblocage » des relations entre le Maroc et l'Espagne et une évocation des problèmes en litige entre les deux pays.

MADRID

de notre correspondant

Une rencontre entre les chefs de gouvernement espagnol et marocain aura désormais lieu une fois par an, alternativement dans l'un et l'autre pays. C'est là le principal résultat de la visite officielle du roi Hassan II — la première depuis son accession au trône il y a vingt-huit ans.

L'Espagne inaugure de la sorte avec son voisin africain des relations régulières au sommet semblables à celles qu'elle entretient avec ses voisins européens, la France et le Portugal. Un geste particulièrement apprécié par le monarque marocain, à un moment où celui-ci a précisément fait du rapprochement avec l'Europe l'un des axes de sa politique.

Les responsables marocains, observés dans les milieux diplomatiques espagnols, ont désormais compris qu'il était indispensable de commencer par améliorer globalement les rapports entre les deux

pays au lieu de se polariser sur les litiges, qui ne pourront être efficacement traités qu'une fois « réchauffés » les relations d'ensemble. Si le communiqué commun signé mercredi souligne avec emphase « l'excellente phase des relations bilatérales », les désaccords n'en ont pas moins été évoqués, notamment à propos du Sahara occidental : si l'Espagne tente de maintenir à ce sujet, dans la mesure du possible, une attitude diplomatique de « profil bas », elle ne peut toutefois s'abandonner totalement de ses responsabilités historiques quant au sort de son ancienne colonie.

« Déblocage » politique

Le roi Juan Carlos a joué les bons offices en transmettant discrètement à Hassan II un message du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, suggérant au monarque alaouite un assouplissement de ses positions qui permette la reprise du dialogue avec le Front Polisario. Juan Carlos a, d'autre part, rappelé publiquement, lors du dîner officiel au palais royal, la position de son pays en faveur d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, « sous les auspices des Nations unies [et] avec les garanties adéquates ».

Quant à la revendication marocaine sur les deux villes espagnoles de Ceuta et Melilla, sur la côte nord-africaine, le roi Hassan II s'est abstenu d'y faire publiquement mention durant son séjour à Madrid, ce qui a été particulièrement apprécié par ses hôtes, surtout en cette période préélectorale. Il semble toutefois que, malgré les démentis espagnols, le thème ait bien été évoqué lors de ses conversations avec M. Felipe Gonzalez. En janvier 1987, le roi avait officiellement suggéré à l'Espagne, sans obtenir de réponse, la création conjointe d'une cellule de réflexion à ce propos.

L'évocation de litiges dont personne ne nie l'existence n'empêche pas que ce voyage puisse être considéré comme celui du déblocage politique entre les deux pays. Tout au moins au niveau officiel : car si les responsables espagnols se montraient satisfaits, il n'en va pas de même de la presse. Les journaux madrilènes ont apparemment surtout retenu de ce voyage l'absence totale de ponctualité du souverain, qui s'est enjambé durant son séjour à faire longuement attendre tous ses hôtes — y compris le roi Juan Carlos — et à reporter ses divers rendez-vous. A ce niveau au moins, le « réchauffement » des rapports bilatéraux est encore à réaliser.

THÉRIY MALINIAK

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun leur tour.

11 H 00	13 H 00	14 H 00	14 H 30	15 H 00	16 H 00	16 H 30
Michael Spindler : Transévènements	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh IIfx	Programmation : du « sur-mesure » avec HyperCard	Système Macintosh : stratégies et perspectives	Vidéo : Macintosh à la palette et aux commandes	Numeris : les Macintosh sont branchés	Conception et Design : le nouveau défi de Macintosh
Alan Kay : Prospective	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh IIfx	Programmation : du « sur-mesure » avec HyperCard	Macintosh, votre interprète auprès des gros systèmes	Développeurs : vos claviers !	Disque compact numérique : une mémoire d'éléphant	Présentation : Macintosh, un allié pour convaincre

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple. Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.



Apple Expo

EUROPE

YUGOSLAVIE : en dépit des avertissements de Belgrade

Ljubljana inscrit dans la Constitution le « droit à l'autodétermination de la Slovénie »

Réuni mercredi 27 septembre à Ljubljana, le Parlement de Slovénie, la république la plus septentrionale de la fédération yougoslave a adopté des amendements à la Constitution qui renforcent son autonomie par rapport à Belgrade.

Dans la soirée, après le vote, les automobilistes manifestaient leur joie en klaxonnant joyeusement dans les rues, tandis que des passants, massés à la sortie du Parlement, acclamaient leurs députés.

Le Parlement de la Slovénie ne s'est pas soucié des avertissements répétés qui lui avaient été adressés ces derniers jours à la fois par la présidence collégiale de l'Etat et la Ligue fédérale des communistes, convoqués en plénum extraordinaire, mardi à Belgrade. Les députés slovènes des trois chambres ont rejeté tout compromis et refusé d'ajourner leur débat, comme on leur avait demandé instamment de le faire. C'est à une majorité écrasante (256 voix pour, une contre et une abstention) et sous les applaudissements, qu'ils adoptent plus de soixante-dix modifications de leur Constitution.

Ces amendements tendent à renforcer l'autonomie de la Slovénie par rapport au pouvoir central et scellent d'une certaine façon le développement du processus de démocratisation politique et économique en cours dans cette république, qui est déjà la plus avancée sur le plan industriel. Voisins de l'Autriche et de l'Italie, quelque deux millions de Slovènes (sur une population totale de vingt-trois millions d'habitants) sont respon-

sables de 20 % des revenus d'exportation de l'ensemble de la fédération.

Un chapitre de la libéralisation du régime, les changements constitutionnels prévoient que les groupes politiques indépendants, jusqu'ici obligatoirement « chapeautés » par l'Alliance socialiste, pourront à l'avenir agir en dehors de ce « parapluie » et présenter des candidats aux élections. La nouvelle loi fondamentale ne fait plus état du « rôle dirigeant du parti ». Ce sont deux éléments qui vont distinguer la Slovénie des cinq autres républiques du pays, plus ou moins opposées au pluralisme politique. Un pluralisme qui, dit-on à Bel-

grade, à Sarajevo et à Zagreb, pourrait faire resurgir les vieux antagonismes du passé.

« Jusqu'à la sécession »

Ce qui inquiète le plus les autorités fédérales et qui a justifié les réunions de la présidence collégiale et de la Ligue, mercredi à Belgrade, est toutefois le fait que le Parlement de Slovénie vient d'inscrire dans sa nouvelle constitution des articles qui consacrent « le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession », et empêchent le pouvoir central de décréter l'état d'urgence et d'utiliser les

forces armées en temps de paix sur le territoire de cette république, sans feu vert préalable des dirigeants de Ljubljana.

Selon la direction de l'Etat et du Parti communiste, ces amendements sont « contraires à la Constitution fédérale » et menacent l'« intégrité du pays ». Les responsables militaires, siégeant au sein de ces organismes, avaient, pour leur part, lancé une mise en garde contre « les conséquences imprévisibles » de ces décisions. Thèse refusée totalement par les dirigeants slovènes, qui ont vu dans ces amendements une « pression politique inadmissible ». « Il n'y a aucune raison pour les députés slovènes d'ajourner leurs discussions », a déclaré, mercredi à la tribune, le président du Parlement de Ljubljana, M. Miran Potrč. Et d'ajouter : « C'est le droit souverain du peuple slovène ». A ses yeux, les amendements votés ne peuvent être « la base d'une rupture finale avec une longue période durant laquelle l'idéologie et la politique ont dominé la vie des hommes et les problèmes économiques ». Pour M. Potrč, l'adoption de ces amendements « ne signifie pas que la Slovénie veuille faire du tort aux autres nationalités vivant en Yougoslavie ».

Jeudi, la presse serbe de Belgrade — qui défend son chef, M. Slobodan Milosevic et les thèses qu'il développe, à l'opposé des Slovènes, sur un renforcement du pouvoir central — s'est déchaînée, comme les jours précédents, contre les dirigeants « libéraux » de Ljubljana. Mercredi soir, au Monténégro, selon la télévision de Belgrade, des milliers d'ouvriers « hostiles au vote des amendements » avaient défilé dans les rues de Titograd, pour réclamer le « renversement de la direction slovène actuelle ».

A. D.



La Yougoslavie, qui compte 23 millions d'habitants, est composée de six Républiques : la Serbie (9,3 millions d'habitants), la Croatie (4,6 millions), la Bosnie-Herzégovine (4,1 millions), la Macédoine (2 millions), la Slovénie (2 millions) et le Monténégro (600 000). Deux provinces autonomes, la Voïvodine (2 millions) et le Kosovo (1,8 million), sont rattachées à la Serbie.

URSS : la session du Soviet suprême

Haro sur les coopératives

La session d'automne du Parlement soviétique s'est poursuivie par un débat animé sur les coopératives, objets de critiques convergentes.

MOSCOU

de notre correspondant

Riches en sujets de mécontentement et pauvre en objets de consensus, la session soviétique est pourtant à peu près unanime dans son hostilité aux coopératives : qu'on soit bureaucrate conservateur, simple grand-mère en charge des courses, ouvrier ou employé, on n'arrive pas à trouver une légitimité à ces mini-entreprises privées introduites par M. Gorbatchev.

La raison peut en être la jalousie, l'outrage même que suscitent la réussite et l'argent facile dans un pays pauvre où le nivellement social a été fait vertu et dont les énormes inégalités étaient, jusqu'à présent, soigneusement dissimulées. La bureaucratie, quant à elle, craint que ce développement d'une nouvelle couche d'entrepreneurs et de commerçants ne soit la plus sûre de ses condamnations. Et M. et Mme Tout-le-Monde, enfin, enragés de pouvoir trouver dans les

coopératives, mais à des prix insupportables pour eux, des produits de première nécessité qu'ils ne peuvent plus se procurer dans les magasins d'Etat.

Il est donc fréquent d'entendre, dans les queues ou dans l'autobus, une même personne insulter les conservateurs et vouer les coopératives à la pendaison.

Déstabilisés, impopulaires et, de semestre en semestre, déclinant au sommet par M. Gorbatchev, les conservateurs ont donc ainsi trouvé un terrain de bataille rêvé puisqu'il leur permet d'essayer de tuer dans l'œuf la libéralisation économique et de s'en prendre directement au secrétaire général sans même avoir à le nommer, tout cela avec le soutien du public.

Avantage annexe et particulièrement pernicieux de cette bataille : elle entretient un tel sentiment de précarité parmi les coopératives que certains d'entre eux se contentent, sans rien créer, de faire le plus d'argent possible le plus vite possible sans réinvestir leurs bénéfices. A force de les dépeindre en affameurs du peuple, on les pousse ainsi à devenir de simples intermédiaires — commerçants avisés qui savent voir dans quelle région de

l'immense territoire soviétique on peut se procurer, sur le marché d'Etat, tel ou tel produit totalement absent ailleurs, qui courent acheter en masse et viennent revendre à trois ou cinq fois le prix.

Encore remplissent-ils la fonction défendable — celle de régulateurs du marché — et leurs prix ne font-ils après tout, qu'anticiper les hausses générales à venir. Là, en revanche, où le scandale est réel, c'est lorsque des coopératives, de même ou très officiellement associées à des fonctionnaires du réseau de distribution d'Etat, préemptent des livraisons, vident en d'autres termes les magasins publics pour remplir les leurs. Cela devient de plus en plus fréquent et ne constitue qu'un des aspects du sabotage organisé auquel se livre la bureaucratie. En l'affaire, les plus grands coupables sont naturellement les fonctionnaires qui font de cette manière coup triple puisqu'ils se remplissent les poches, font monter la colère contre la perestroïka et oublient que les coopératives purement commerciales — ou dit « spéculatives » — ne représentent que 7 % de l'ensemble du secteur.

Chaque alerte

Dynamiques et déjà indispensables, les coopératives de services en représentent, elles, 13,5 %, tandis que les coopératives de construction en constituent la cinquième. La pression est néanmoins devenue tellement forte — et les abus parfois si réels — que le gouvernement mis en place au début de l'été s'est résolu à présenter devant la deuxième session du Soviet suprême un projet de loi donnant, de facto, aux assemblées locales pouvoir de vie ou de mort sur les coopératives.

C'est à la fois lâcher du lest, se prémunir de toute accusation contre le pouvoir central et tablir sur une prochaine sagesse de ces assemblées dont les élections locales devraient, cette année, profondément renouveler les effectifs. — En faveur, bien sûr, des réformateurs, siôt présentés, en première

lecture, par le vice-premier ministre Leonid Abalkine, le projet a donc provoqué un savoureux psychodrame dans lequel M. Abalkine, un économiste réformateur, défendait les coopératives comme embryon de « marché socialiste » tandis que des députés vitupéraient ces « spéculateurs » qui s'enrichissent sur « le dos de nos enfants ».

Rarement débat parlementaire aura été, de tout en bout, aussi faux puisque chacun poursuivait ses arrière-pensées. M. Gorbatchev s'est même offert le luxe de jouer les voix du peuple et de se faire ovationner par les conservateurs. Interrompant M. Abalkine et prenant le ton du bon sens indigné, il a en effet expliqué, exemples à l'appui, qu'on pouvait « difficilement parler de travail honnête » à propos des coopératives d'achat et de vente et qu'il était donc « justifié de vouloir déigner des barrières contre ceux qui s'enrichissent illégalement et discréditent le mouvement coopératif sans le développement dynamique duquel on ne peut assurer le succès de la perestroïka ».

Le projet défendu par M. Abalkine (et M. Gorbatchev avec lui) a été adopté en première lecture. Un autre projet, interdisant purement et simplement, à l'échelle nationale et dès le 1^{er} octobre, les coopératives commerciales, a, lui, été repoussé de justesse (205 voix contre 193).

L'alerte a été chaude. Il y en aura d'autres — et pas seulement sur les coopératives.

BERNARD GUETTA

■ M. Gorbatchev sur Japon en 1991. — M. Gorbatchev fera sa première visite officielle au Japon en 1991, a annoncé, mercredi 28 septembre à New-York, le porte-parole de la délégation japonaise à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette décision, a-t-il ajouté, a été prise lors d'un entretien que les ministres japonais et soviétiques des affaires étrangères, MM. Taro Nakayama et Edouard Chevardnadze, ont eu mercredi. — (AFP.)

GRÈCE : ancien premier ministre

M. Papandréou sera aussi jugé pour son rôle dans le scandale Koskotas

Le Parlement grec a décidé, jeudi matin 28 septembre, pour la deuxième fois en deux semaines, de traduire l'ancien premier ministre socialiste Andreas Papandréou devant une cour spéciale. La coalition des conservateurs de la Nouvelle Démocratie, des communistes et apparentés de la Coalition de gauche et du progrès avait déjà voté la semaine dernière pour déferer M. Papandréou devant la justice pour des écoutes téléphoniques illégales. Cette fois-ci, les députés se sont prononcés, après deux jours de débats-marathon, par 166 voix contre 121, pour sa comparution pour son rôle dans le vaste scandale politico-financier déclenché par le banquier Georges Koskotas, qui a entraîné l'échec des socialistes aux élections de juin dernier.

ATHÈNES

de notre correspondant

C'est la première fois qu'un ancien chef de gouvernement sera traduit devant la cour spéciale, si l'on exclut le cas de l'ancien dictateur Georges Papadopoulos, condamné à la prison à vie en 1975 pour « haute trahison ».

M. Papandréou sera jugé en compagnie de quatre anciens ministres, MM. Agamemnon Koutsogiorgas, ancien vice-premier ministre et ministre de la Justice, Georges Petros (transports et communications), Panayotis Roumeliotis (économie) et Dimitri Tsovolas (finances).

RDA

La réapparition de M. Honecker facilite les négociations sur les réfugiés

Malgré l'assurance de l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel d'obtenir l'autorisation d'émigrer légalement vers la RFA dans les six mois à venir, la plupart des Allemands de l'Est réfugiés à l'ambassade ouest-allemande à Prague, refusent toujours de regagner la RDA.

Leur nombre ne cesse d'augmenter de jour en jour avec l'arrivée de nouveaux candidats à l'émigration. Mille cinq cents personnes étaient massées, mercredi 27 septembre, dans le périmètre de l'ambassade, où l'on redoutait un nouvel afflux à l'occasion du match de Coupe d'Europe de football Banik Ostrava (Tchécoslovaquie) contre Rotstock (RDA).

Le retour à la vie publique d'Erich Honecker, il y a quelques jours, a mis fin à une relative paralysie du régime est-allemand. M. Vogel dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour tenter de résoudre la crise. L'avocat fait actuellement la navette entre l'ambassade de RFA à Prague et celle de Varsovie, où sont réfugiés trois cent cinquante personnes.

Il est accompagné de trois représentants du gouvernement ouest-allemand, dont le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Juergen Sudhof. Mais ces efforts portent peu leurs fruits. Le nombre de ceux qui ont accepté de rentrer en RDA était de cent soixante-dix-sept, mardi, et d'une cinquantaine, mercredi.

Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand a annoncé officiellement mercredi, à Bonn, que plusieurs réfugiés qui avaient accepté de quitter la représentation ouest-allemande à Berlin-Est, le 8 septembre, et l'ambassade à Prague, le 12 septembre, après avoir reçu la promesse de pouvoir émigrer, étaient déjà arrivés en RFA.

Trois chefs d'accusation ont été retenus contre l'ancien premier ministre. Il est accusé de « corruption passive », de « recel de produits de vol », ainsi que d'avoir été « l'instigateur moral » du dépôt de 3,3 millions de dollars fait par les entreprises publiques grecques à la Banque de Crète, que dirigeait Koskotas et qui connaissait des difficultés de trésorerie.

Pour la première fois depuis le mois de juillet, M. Papandréou s'est présenté au Parlement pour se défendre. « Toutes les accusations portées contre moi, a-t-il dit, sont le fruit de la fantaisie d'un escroc ». « Je ne suis pas venu ici pour avouer quoi que ce soit », a souligné M. Papandréou avant d'ajouter : « J'accuse mes accusateurs », leur reprochant tour à tour de vouloir le « souiller et le détruire personnellement », de le « calomnier », de « fabriquer des accusations » afin d'aboutir à « la chute et à l'écroulement du PASOK ». Il a affirmé que Koskotas, actuellement emprisonné aux Etats-Unis, poursuivait ses calomnies contre lui en échange de sa libération.

M. Papandréou a une nouvelle fois décliné une tentative de la majorité parlementaire de « criminaliser » la minorité avant d'insister sur « l'impasse morale et politique » dans laquelle le pays s'est, selon lui, engagé.

« La justice doit trancher »

L'ancien premier ministre a terminé son discours en lançant un appel à la Coalition de gauche pour une éventuelle coopération dans l'avenir. « Nous gardons les horizons ouverts pour construire une Grèce indépendante, démocratique et progressiste », a-t-il conclu, avant de quitter la salle pour des « raisons de sensibilité personnelle ».

« Il n'y a aucune impasse politique, elle existerait si le PASOK était resté au pouvoir », a souligné le président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantinos Mitsotakis, qui portait le deuil de son gendre Pavlos Bakoyannis, assassiné la veille sous les balles du groupe terroriste 17-Novembre. « Il n'est pas agréable de traduire des hommes politiques devant la justice, mais on ne pouvait pas faire autrement », a ajouté M. Mitsotakis. Il a assuré qu'il n'y aura pas de prescription des scandales. « La catharsis se poursuivra, a poursuivi le dirigeant conservateur ; la justice examinera tous les scandales, petits, moyens et gros », après la victoire de la Nouvelle Démocratie aux prochaines élections, prévues pour le 29 octobre ou le 5 novembre.

Le président de la Coalition de gauche et du progrès, M. Harilaos Trikoupi, a, de son côté, souligné que la gauche ne pénalisait pas M. Papandréou et ses anciens ministres, mais estimait nécessaire leur comparution pour que « la justice tranche ». M. Trikoupi a accusé les socialistes d'avoir tout fait pour « couvrir » le scandale, d'avoir aidé Koskotas dans ses efforts pour investir et contrôler des secteurs importants comme la presse, la banque et le sport.

L'intervention très attendue de M. Koutsogiorgas a constitué un autre point fort du débat transmis en direct à la télévision. L'ancien ministre des affaires étrangères, homme politique chevronné et l'un des meilleurs avocats grecs, s'est défendu pendant plus d'une heure et demi devant ses ex-cofrères. Il a catégoriquement démenti avoir touché un pot-de-vin de 2 millions de dollars, comme l'accusait l'ancien conseiller juridique de Koskotas, affirmant que l'argent a été déposé à son insu sur son compte suisse et a ensuite été retiré par le banquier, une fois que le scandale était éclaté. Selon l'accusation, cette somme devait le « récompenser » pour avoir fait adopter en août 1988 une loi sur le secret bancaire, qui arrangeait bien à l'époque Koskotas.

DIDIER KUNZ

Ankara reconnaît la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a annoncé mercredi 27 septembre à Strasbourg, devant le Conseil de l'Europe, que son pays allait reconnaître la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette reconnaissance permettra aux requêtes individuelles contre l'Etat turc de parvenir à la Cour de Strasbourg. En janvier 1987, la Turquie, signataire de la Convention européenne des droits de l'homme depuis 1954, avait reconnu le principe du recours individuel mais pas la compétence de la Cour de Strasbourg, ce qui avait pour effet de bloquer ces requêtes au niveau du comité des ministres des Vingt-Trois.

M. Ozal était le premier chef de gouvernement turc à prendre la parole devant l'assemblée du Conseil de l'Europe depuis M. Bulent Ecevit en 1978. La Turquie avait été suspendue de cette assemblée en 1980 en raison du coup d'Etat militaire. Il a souligné son attachement au respect des droits de l'homme et à la démocratie pluraliste. Citant Amnesty International, plusieurs députés avaient dénoncé au cours de la séance la poursuite de violations des droits de l'homme en Turquie, notamment les arrestations pour raisons politiques. — (AFP.)

EUROPE

AUTRICHE : nouvel embarras pour les socialistes

Le Parlement crée une commission d'enquête sur le scandale Noricum

Le Parlement autrichien a voté, mercredi 27 septembre, la constitution d'une commission d'enquête sur un vaste trafic d'armes avec l'Irak dont le chef de file était la firme Noricum, filiale du groupe nationalisé Voest. Cette affaire embarrassa sérieusement le Parti socialiste du chancelier Vranitzki, dont les députés se sont abstenus. Plusieurs dirigeants, anciens et actuels du parti, sont mis en cause.

VIENNE

de notre correspondant

Le vote du Parlement fait suite à l'ouverture d'une instruction judiciaire en juillet contre l'ancien chancelier Fred Sinowatz, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Karl Blecha, et l'ancien président du Parlement, M. Leopold Gratz, à l'époque ministre des affaires étrangères, soupçonnés d'avoir couvert ce trafic. Accusés par une autre commission d'enquête d'avoir tenté de camoufler une grave affaire de carambouille - l'affaire Luoma - MM. Blecha et Gratz avaient déjà dû démissionner de leurs fonctions au début de l'année. Plus embarrassant pour le chancelier est pourtant l'implication de son ministre des finances, M. Ferdinand Lachner, un homme de cette nouvelle génération de dirigeants socialistes qui table sur sa réputation d'irréprochabilité

pour redorer le blason du parti. Bien qu'apparemment « doublé » à l'époque par les dirigeants des firmes mis en cause, M. Lachner n'en était pas moins le ministre de tutelle de l'industrie nationalisée. Le chancelier aurait apparemment préféré que M. Lachner soit mis hors de cause lors du procès qui doit s'ouvrir le 22 novembre contre les responsables directs de l'affaire, avant que le parlement ne débâte des responsabilités politiques.

Après avoir voté début 1983 des canons à l'Irak avec des faux certificats de destination pour la Jordanie, la firme Noricum a signé, en mars 1985, un contrat avec l'Irak sur la livraison de deux cents canons de type GHN 45 - les mêmes qu'avaient reçu Bagdad - et sur cent mille obus fabriqués par une autre firme d'Etat, Hirtenberger. Le contrat assurait également aux Iraniens une certaine assistance technique notamment l'entraînement d'officiers et une option sur quatre cents autres canons. Au total, ce marché portait sur 21 milliards de schilling (10,5 milliards de FF).

Un seul inconvénient : ce marché était illégal. La loi sur les exportations d'armes interdit en Autriche, pays neutre, d'exporter des armes dans des pays en guerre ou sur le point d'être impliqués dans un conflit armé. Pour « légaliser » le trafic, on s'est servi de faux certificats de garantie pour la Libye et plus tard pour le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande et même la Pologne (munitions).

Tout se fait cependant très vite dans les milieux d'initiés. Tandis que l'ambassade des Etats-Unis, mettait en garde contre la vente d'armes à Tripoli, l'ambassadeur d'Autriche en Grèce, M. Herbert Amry, recevait des informations détaillées par un marchand d'armes iranien, Hadji Dai, en conflit avec les dirigeants de Noricum, sur la réalité de l'opération. Mais le ministre de l'Intérieur, M. Karl Blecha, se contentait de demander à voir Les certificats de destination finale qui lui ont été promptement présentés... pour la Libye. Ce pays n'étant pas encore en guerre, dans l'optique de Vienne, l'autorisation pour les exportations a été accordée. La Noricum avait de son côté payé 35 millions de schilling à Hadji Dai pour garder le silence.

Des mots suspects

La mort soudaine de M. Amry (« crise cardiaque ») après une réception à l'ambassade à Athènes a alerté la presse qui spéculait sur les conditions assez mystérieuses de ce décès. Quelques mois plus tard, des journalistes découvraient dans le port yougoslave de Kordel-jew une quarantaine de canons GHN 45 destinés à la Libye. Curieusement ce matériel de guerre était muni de modes d'emploi en langue iranienne.

Il a fallu attendre juin 1987 et les aveux d'un ancien dirigeant de la Voest, M. Gernot Preschern, pour en savoir plus. Il confirmait

l'authenticité d'un contrat illégalement passé avec l'Irak et, mieux encore, il ne laissait pas de doute qu'à son avis toute la classe politique était « au parfum ». Il affirmait aussi que M. Herbert Apfalter, directeur général de la Voest - à la retraite au moment des aveux - lui avait assuré que le chancelier M. Sinowatz, avait personnellement donné le feu vert à la vente des canons.

Cité à comparaître, M. Apfalter mourut - lui aussi d'une crise cardiaque - avant d'avoir pu témoigner. Mais les dirigeants de Noricum et de la Voest passent les uns après les autres aux aveux.

Les responsables socialistes ont maintenu jusqu'au bout d'avoir été au courant de rien, jusqu'à ce que cet été des dossiers contenant notamment la correspondance des ambassadeurs dans la région refassent surface. Il en ressort que MM. Sinowatz, Blecha et Gratz étaient forcément avertis de ce qui se passait et qu'ils avaient dû subir un véritable chantage de la part de l'Irak.

Ayant pris connaissance des livraisons de canons autrichiens à son adversaire dans la guerre du Golfe, l'Irak menaçait en effet de bloquer tout commerce avec l'industrie d'Etat autrichienne si l'Irak ne recevait pas également le même type d'armes. L'enjeu était de taille : en cas de perte du marché, un secteur déjà en crise, qui assurait des milliers d'emplois, risquait de s'écrouler.

WALTRAUD BARILY

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Bangkok estime que des milliers de soldats vietnamiens n'ont pas quitté le pays

Il reste encore des milliers de soldats vietnamiens au Cambodge, au lendemain de l'annonce de leur retrait total, a déclaré, mercredi 27 septembre, le vice-ministre thaïlandais des affaires étrangères. « Des dizaines de milliers de soldats vietnamiens [au Cambodge] ont été recrutés et subissent un entraînement militaire pour remplacer les soldats qui viennent de se retirer », a ajouté M. Prapas Limpahandu. D'autre part, selon l'hebdomadaire britannique *Jane's Defense Weekly*, des résistants cambodgiens non communistes sont entraînés depuis plus de quatre ans dans des bases secrètes en Thaïlande par la Grande-Bretagne.

Aux Nations unies, les deux coprésidents de la conférence sur le Cambodge, qui s'était terminée, en août dernier, à Paris, par un échec, ont « favorablement accueilli », mercredi, le retrait vietnamien du Cambodge. Les ministres français et indonésien des affaires étrangères se sont déclarés disposés « à reprendre le processus de négociation et à réunir la conférence (...) en temps opportun ». Pour sa part, la Chine a estimé, jeudi, que la reprise du dialogue sur le Cambodge était du ressort des « parties concernées », mais s'est dite prête à soutenir « tous les efforts » en vue d'une solution du conflit. — (Reuters, AFP.)

COLOMBIE

Deux morts dans l'explosion d'une voiture piégée

Deux personnes qui se trouvaient à bord d'une voiture piégée ont été tuées, mercredi 27 septembre, dans l'explosion de leur véhicule devant une station-service au nord de Bogota.

Douze personnes ont péri depuis le 18 août, date à laquelle le gouvernement du président colombien Virgilio Barco a déclaré la guerre aux gangs de la drogue. Pour prévenir de tels attentats - une bombe chaque jour, en moyenne, dans la seule capitale - les autorités viennent d'affecter mille deux cents agents en civil, militaires et policiers, dans les lieux publics et les grands magasins de la capitale.

Par ailleurs, le général Miguel Maza, chef de la police secrète (DAS), a annoncé mercredi que ses services ont démantelé en une année dans la province d'Antioquia (dont le chef-lieu est Medellin, capitale de la cocaïne) vingt-cinq milices armées aux ordres des trafiquants de drogue. Ces groupes, aux noms sinistres - Scorpions, Cobras, Ivrognes, Cafards, etc. - étaient, pour certains d'entre eux, entraînés par des mercenaires israéliens ou britanniques, précise un rapport de la DAS. La Grande-Bretagne vient, quant à elle, d'annoncer qu'elle mettait à la disposition de la Colombie une assistance en personnels et matériels pour lutter contre les cartels de la drogue. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Prix choc!

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 89



- 205 Roland Garros
- 309 XAD beige
- 309 XS rouge
- 309 SRD blanche, magnum
- 405 GR 191, 9 CV magnum, avec ou sans DA
- 405 GR 191, 7 CV magnum DA-T.O.-L.V.E
- 405 M16 16 magnum, tableau de bord bois

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce.

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

LES PETITS DEJEUNERS D'INTER

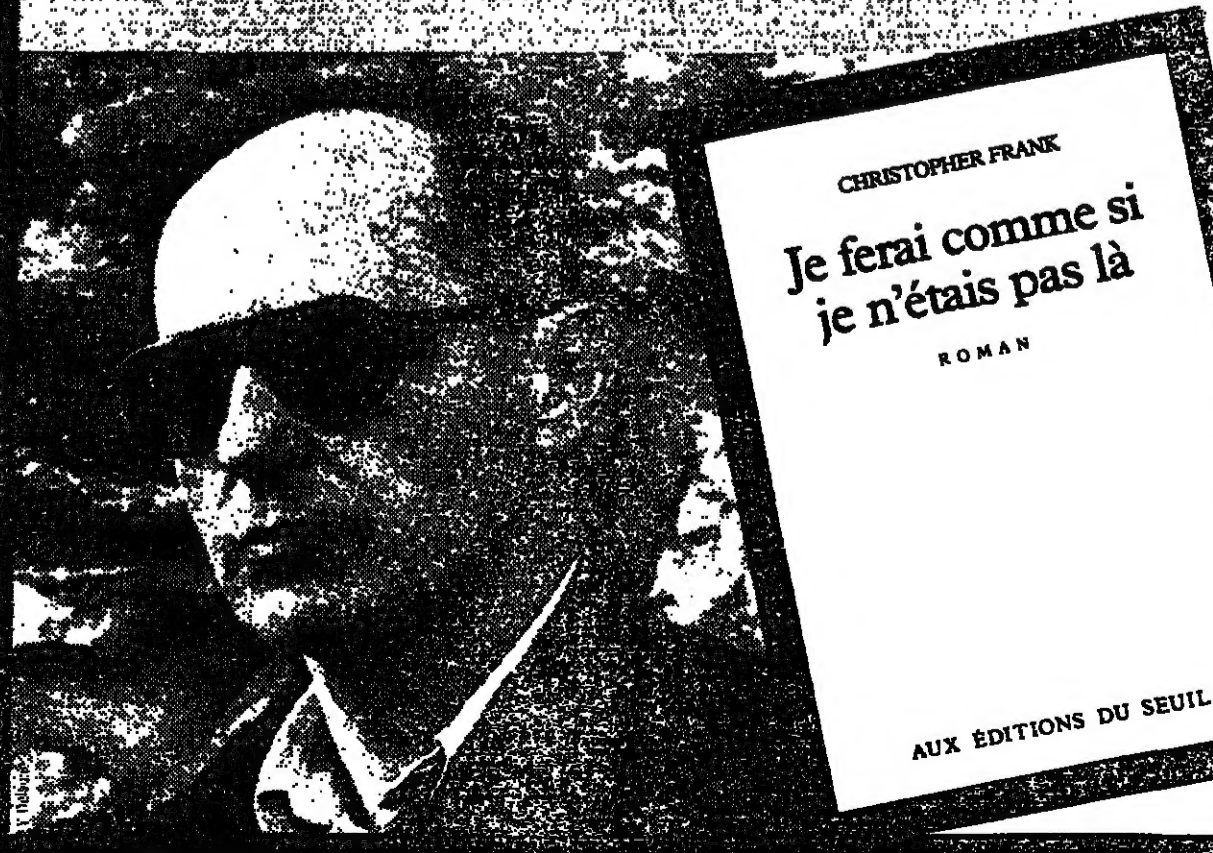


Michel Rocard
en direct sur France Inter

France Inter

PLUS HAUT LA RADIO!

CHRISTOPHER FRANK



Un roman de sentiments perdus et retrouvés, un regard sans strass sur les coulisses du cinéma.
Marie Gry / Télérama

Frank démarre très fort, « Autant que vous le sachiez tout de suite : j'écris ce livre pour l'argent ». Le genre de première phrase qui donne envie de continuer. On ne s'arrêtera pas avant la dernière.
Eric Neuhoft / Madame Figaro

Pour Christopher Frank la vie est tout un roman et quel cinéma!
Pierrette Rosset / Elle

Editions du Seuil



AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après avoir consulté la population blanche

La municipalité de Johannesburg supprime en partie la ségrégation

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La municipalité de Johannesburg, aux mains du Parti national (PN), a décidé, mardi 26 septembre, d'ouvrir ses piscines, ses centres de loisirs et ses lignes d'autobus à toutes les races. Cette mesure a été prise à la suite d'un référendum parmi les électeurs blancs qui a révélé que la population était à une faible majorité favorable à la « déségrégation », sauf pour les piscines.

Désormais, il ne sera plus possible d'interdire l'accès des « non-blancs » dans les parcs, sur les terrains de sport et dans les salles des fêtes de la municipalité. En revanche, il faudra encore attendre environ deux mois que le bureau des transports routiers se prononce pour que les autobus puissent accueillir n'importe quel passager. Actuellement, seules trois lignes

sur soixante-cinq sont « déségrégées » à titre d'expérience. Ce dernier obstacle franchi, l'intégration du réseau ne se fera pas du jour au lendemain. Cela afin d'éviter les possibles incidents. Parallèlement à cette décision, une autre ville de la périphérie de Johannesburg, Benoni, a annoncé que l'utilisation de sa bibliothèque municipale n'était plus réservée exclusivement aux Blancs. Le conseil des universités de la province de l'Etat libre d'Orange a aussi décidé d'ouvrir les résidences universitaires à toutes les races.

L'apartheid s'effrite donc petit à petit, mais il est loin d'être mort. A Johannesburg comme ailleurs, les hôpitaux, les écoles et l'habitat sont toujours régis par le principe de la séparation des races. Cela dépend du gouvernement (excepté pour les hôpitaux, relevant des autorités provinciales), qui a promis de faire disparaître ce que l'ancien président Pieter Botha avait appelé, il y a trois ans et demi, « un concept périmé ».

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Le fils du président portugais blessé dans un accident d'avion en Angola. — Les jours de M. José Soares, fils du président portugais Mario Soares, grièvement blessé, mardi 26 septembre, dans un accident d'avion dans le sud-est de l'Angola, « ne sont pas en danger dans l'immédiat », a affirmé le ministre sud-africain des affaires

étrangères, M. « Pik » Botha. M. Soares, ses trois compagnons de voyage (deux autres députés portugais et un ressortissant ouest-allemand) et le pilote ont été hospitalisés à Pretoria. Leur appareil s'est écrasé près de Jamba, où se trouve le quartier général des rebelles de l'UNITA. — (AFP.)

□ NAMIBIE : violents affrontements entre partis rivaux. — Un sanglant affrontement entre les deux principaux partis politiques namibiens engagés dans la campagne en vue des élections pour l'Assemblée constituante du 7 novembre a fait au moins dix-sept blessés, mardi soir 26 septembre, à Katutura, la grande township noire de Windhoek, la capitale. Il a opposé partisans du SWAPO à l'Alliance démocratique Turnhalle (DTA). — (AFP.)

TUNISIE : la destitution du premier ministre, M. Baccouche

Le président Ben Ali charge M. Karoui de relancer les réformes

Le président tunisien a changé son premier ministre, le mercredi 27 septembre. M. Karoui remplace M. Baccouche, qui paie les blocages entravant une politique de modernisation.

TUNIS

de notre correspondant

Tout en demeurant le maître-mot du discours politique, le « changement » auquel le président Ben Ali s'est attelé depuis sa prise de pouvoir, voici deux ans, semblait marquer le pas depuis quelques mois, et le désenchantement gagnait peu à peu aussi bien les différentes sphères politiques que l'opinion publique.

Pour relancer son projet, le chef de l'Etat n'avait apparemment pas d'autre choix que de provoquer le « choc » auquel appelait, il y a quelques jours, le journal gouvernemental *la Presse* en remplaçant, mercredi 27 septembre, son premier ministre, M. Hedi Baccouche, « appelé à d'autres fonctions » qui n'ont pas été précisées. C'est M. Hamed Karoui, ministre de la justice, qui lui succède.

A peine investi de ses nouvelles fonctions, M. Karoui a défini le cadre dans lequel le président Ben Ali entend qu'il s'inscrive son action, soulignant ainsi indirectement les manquements de son prédécesseur. « Le chef de l'Etat m'a recommandé d'œuvrer en vue d'enraciner le processus démocratique en consacrant l'Etat de droit et des institutions et d'impulser le pacte national (1) à travers l'intensification du dialogue et de la concertation avec les différents partenaires politiques et sociaux aux fins de renforcer et de conforter la réconciliation nationale », s'est-il déclaré. Cette saine plate-forme est de nature à favoriser la poursuite et la mise en œuvre de choix économiques en vue de dynamiser la relance dans tous les secteurs (...) de manière à parvenir à surmonter les difficultés et à relever les défis dont, en premier lieu,

l'emploi et les questions sociales qui requièrent davantage d'attention.

M. Baccouche, que le président Ben Ali avait appelé à ses côtés dans la nuit du 6 au 7 novembre 1987 durant laquelle fut destitué M. Bourguiba, prévoyait-il sa disgrâce et s'est-il choisi de « tomber à gauche » ? Il y a vingt-quatre heures encore, il nous affirmait que « tout était normal » et qu'il n'existait aucun désaccord entre lui et le chef de l'Etat. Toujours est-il qu'il avait ouvert, au début du mois, un véritable débat sur les options économiques du pays qui avaient entraîné une polémique très feutrée au sein même de son gouvernement.

Sans rejeter explicitement la libéralisation progressive du système qu'implique le plan de réajustement structurel suivi depuis trois ans, M. Baccouche avait tenu à s'en démarquer, prudemment mais publiquement. Il insistait sur les dangers que ce plan pouvait entraîner s'il n'était pas sérieusement modulé, notamment en matière d'emploi et d'investissements. Il se montrait aussi réservé à l'égard de la politique de vérité des prix et d'une trop rapide privatisation dans le secteur public.

Cette analyse ne coïncidait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, avec la ligne redéfinie le 25 juillet dernier par M. Ben Ali. Celui-ci avait réaffirmé sa volonté de com-

mer la restructuration de l'économie tout en insistant sur sa volonté d'éviter toutes les retombées sociales qu'elle pourrait entraîner, notamment en matière d'emploi.

La décision du chef de l'Etat a été aussi dictée à l'évidence par d'autres considérations. Des phénomènes de blocage se sont manifestés un peu partout. Dans l'administration, par exemple, les pesanteurs du passé ont persisté, la « redynamisation » prévue n'a pas eu lieu. Les médias officiels sont demeurés réfractaires au changement. La concertation avec les partenaires sociaux n'a pas non plus toujours été menée jusqu'à son terme, comme, par exemple, en août, lorsque la centrale syndicale UGTT a déploré de ne pas avoir été plus amplement consultée avant l'augmentation des prix des produits de première nécessité.

Le dialogue avec l'opposition, bien qu'ayant fait l'objet, voilà quelques semaines, d'une timide reprise — demeurée sans suite — a été pratiquement inexistante depuis les élections législatives d'avril qui ont reconduit une chambre monocolor alors que le président semblait souhaiter, du moins le faisait-il dire, que des voix autres que celles du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) puissent y faire entendre. Il y eut aussi quelques « bavures » en matière de droits de l'homme et de liberté d'opinion.

En un mot, le processus démocratique qui avait démarré spectaculairement est demeuré figé. On peut se demander si, en dépit des divergences de vues, petites ou grandes, des coups de frein, volontaires ou non, enregistrés ici et là, M. Baccouche ne fait pas aussi office de bon émissaire. Dans un régime présidentiel, le premier ministre court des risques...

MICHEL DEURÉ

(1) Le Pacte national, « contrat commun réunissant les Tunisiens autour d'un même consensus », avait été signé le 7 novembre 1988 par les représentants de tous les mouvements politiques et des organisations socio-professionnelles.

Un homme de dialogue

TUNIS

de notre correspondant

C'est un homme discret, toujours affable, à la réputation d'intégrité et de pondération bien établie, qui n'a cessé, depuis trente-trois ans, d'exercer des responsabilités politiques, que le président Ben Ali vient de désigner comme premier ministre.

Né à Sousse en 1927, médecin de profession, M. Hamed Karoui a milité, dès l'âge de quinze ans, dans les rangs de l'ancien Parti socialiste détourné (PSD) dont il a dirigé, dès l'indépendance, les activités dans sa région du Sahel tout en siégeant à plusieurs reprises à la Chambre des députés. Ce n'est qu'en 1986 qu'il a fait son entrée au gouvernement en tant que ministre de la jeunesse et des sports. Il était nommé, un an plus tard, par l'ancien président Bourguiba, directeur du PSD avec rang de ministre délégué. Cette désignation, au plus fort de la crise que traversait le pays, avait alors été

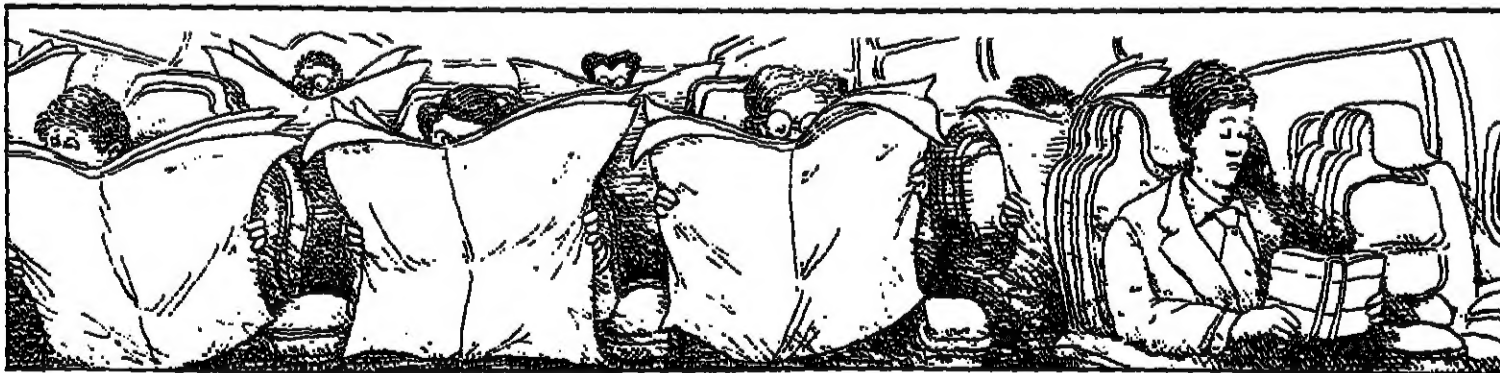
interprétée comme un signe d'apaisement.

Lors de l'accession au pouvoir du président Ben Ali, le 7 novembre 1987, M. Karoui fut maintenu à la tête du parti qui devint par la suite le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), puis nommé, le 28 juillet 1988, ministre de la justice.

Dans la difficile période des dernières années du règne de M. Bourguiba, M. Karoui avait su se montrer ouvert au dialogue en dépit de l'autoritarisme qu'imposait le président, conserver des amitiés dans tous les milieux et se tenir soigneusement en dehors des luttes de clans qui minaient le régime. Aussi rien d'étonnant à ce que le mouvement d'opposition des Démocrates socialistes ait tenu, dès l'annonce de sa désignation à la tête du gouvernement, à saluer en lui « le militant patriote connu et crédible » et à relever dans sa première déclaration « des indices qui incitent à augurer positivement de l'avenir ».

M. D.

On finit toujours par remarquer celui qui est le plus ouvert.



Etre ouvert, c'est avant tout un état d'esprit.

Une volonté de ne pas s'enfermer dans un système de pensée, un désir de dialoguer, de s'enrichir au contact des autres, de partager informations et moyens,

informatique, pour permettre aux groupes de travail de s'exprimer et de réaliser des traitements intelligents, améliorant ainsi la souplesse, la rapidité et la pertinence des décisions.

C'est vous offrir la puissance

et la créativité : des postes de travail personnels, intelligents, assortis des outils de productivité générateurs d'applications et interfaces de réseaux; des plates-formes départementales accessibles par plusieurs centaines d'utilisateurs; des systèmes s'intégrant en toute transparence dans la plupart des environnements réseaux.

Pour NCR, pionnier de l'environnement UNIX, l'ouverture est plus qu'un choix : une conviction profonde, qui s'exprime sur toute la ligne.

Peut-on encore passer à côté d'un constructeur aussi ouvert ?

NCR France

Tour Neptune. Cedex 20

92086 Paris La Défense

Tél. : (1) 49.03.27.75

NCR

Pour créer la valeur

AMÉRIQUES

La troisième croisade de George Bush

Suite de la première page

En même temps, un nombre considérable de gens semblent à peu près incapables de faire une simple addition ou une soustraction, et la généralisation des calculateurs et caisses électroniques encourage sans doute le phénomène.

Pourtant, les sommes consacrées à l'éducation ont considérablement augmenté, de plus de 30 % en valeur réelle au cours de la dernière décennie, les salaires des enseignants s'accroissant dans le même temps de 20 %, pour atteindre 29 000 dollars par an en moyenne — soit environ 15 000 F par mois

thèmes de campagne. Certaines expériences sont tentées ici et là, mais la règle reste que les familles sont tenues d'inscrire leurs enfants selon leur lieu de résidence — ce qui est l'une des raisons pour lesquelles un si grand nombre d'entre elles préfèrent les écoles privées, où la scolarité dépasse couramment 8 000 dollars par an. On alors, on s'arrange pour aménager dans un quartier où l'école publique a bonne réputation, à condition, là encore, d'en avoir les moyens, car il s'agit bien souvent des quartiers riches.

Les entreprises sont elles aussi mises à contribution ; un certain nombre d'entre elles organisent des



avant impôt. En fait, le système éducatif américain absorbe plus d'argent par élève que les systèmes japonais ou allemand, avec des résultats nettement moindres. Même les démocrates, traditionnellement dépeçants, s'abstiennent cette fois de réclamer plus d'argent à l'Etat fédéral.

Seule une très petite partie du financement des écoles publiques vient de Washington (7 %), ce qui ne représente que 1,8 % du budget fédéral. Tout le reste est fourni par les Etats et les collectivités locales. M. Bush est en droit de faire valoir que si son rôle est de sonner l'alarme et de mobiliser les énergies, les initiatives concrètes doivent venir de ces gouverneurs, réunis à dessein en dehors de la capitale fédérale. Après leurs deux jours de « séminaires » avec le président et des membres du cabinet, lesdits gouverneurs vont devoir consulter leurs électeurs sur les remèdes à apporter, après quoi un nouveau « sommet de l'éducation » pourra être convoqué d'ici à sans doute quatre mois.

Parmi les solutions envisagées — mais celle-ci serait très coûteuse, — on souhaiterait développer les jardins d'enfants, pour éviter que les enfants de milieux défavorisés ne soient déjà en retard avant même de commencer l'école. On voudrait aussi introduire dans le système de l'enseignement public une certaine concurrence entre établissements — de cette possibilité pour les parents de choisir leur école, M. Bush avait fait l'un de ses

à présent des programmes destinés à rendre leurs employés utilisables, c'est-à-dire à leur apprendre ou réapprendre à lire et à compter.

On souhaite aussi que les parents s'intéressent de plus près à la vie scolaire — le pasteur noir Jesse Jackson s'est taillé un beau succès en organisant à Washington une sorte de rentrée des parents, en incitant les parents, en particulier ceux des quartiers noirs, à accompagner leurs enfants à l'école et à faire la connaissance des enseignants.

Reste le problème posé par les enfants eux-mêmes : les écoliers américains, dotés d'établissements souvent très richement équipés, ont le bonheur de ne passer en moyenne que vingt heures par semaine en classe, et la quantité de travail exigée est notoirement modeste. A vrai dire, le système scolaire semble souvent plus destiné à intégrer l'enfant dans le moule social américain qu'à lui apporter un grand nombre de connaissances.

Résultat positif, les enfants américains font en règle générale preuve d'une étonnante assurance. Résultat négatif, ils ne sont guère incités à faire des efforts, les études sérieuses ne débutant qu'après l'école secondaire, et on commence à s'apercevoir que la plupart des concours organisés pour les meilleurs élèves sont systématiquement gagnés par des enfants d'immigrés récents — asiatiques en général.

JAN KRAUZE

"A Rouen, nous avons toujours su que Silicon Valley n'était pas une marque de jeans".



En effet, nous n'avons pas attendu 1993 pour construire l'Europe et ouvrir les frontières de notre recherche aux grands industriels internationaux : ESSO, SHELL, SI-GOBAIN, PEUGEOT, RENAULT. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que le CORIA (centre de recherche en aérothermochimie) acquière une réputation mondiale dans le domaine des combustions et des plasmas. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les laboratoires de l'IRCOF comptent parmi les premiers dans leur spécialité de synthèse organique et qu'ils soient associés

à RHONE-POULENC, HOECHST, GLAXO, SANOFI. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que SUP de CO, The European Campus, l'INSA, ENSCELEC, l'Institut Européen d'Architecture soient présents à ROUEN. Nous n'avons pas attendu 1993 pour construire le parc technologique de La Vatière qui a créé 1 600 emplois dans les 60 entreprises nouvellement installées. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que ROUEN, avec ses 2 700 chercheurs, prépare les produits du futur et joue son rôle de capitale scientifique.

ROUEN ville capitale

Contact : Claude DEMONRAI - Tél. : 35 07 49 07

(Publicité)
University Studies in America inc.
Importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités U.S. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctorat). Prise en charge Paris et simplification des formalités. Documentation contre cinq timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94

RECHERCHES
D'AMÉLIORATION
EN VRAIE BOIS
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.
CAPELOU
10, AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 95010 PANTIN - FRANCE - 1.47.53.53.53

LES LOGICIELS

LE CHOIX ET LES CONSEILS AU JUSTE PRIX

Realsoft

Le 1^{er} Espace en Europe de
Micro-Informatique

32/36, av. de l'Europe. 78140 Vélizy - 3614 Code Realsoft - Tél. 39 46 71 19

STOCK
PERMANENT



POLITIQUE

Les journées parlementaires du Parti socialiste

Les journées parlementaires socialistes se sont ouvertes, le mercredi 27 septembre, à Chartres, sous le signe des conflits sociaux. Les députés du PS ont fait sagement savoir à MM. Bérégovoy et Charasse qu'ils ne comprennent pas la façon dont ils gèrent la grève des fonctionnaires de leur ministère. Ils ont aussi, clairement, demandé au gouvernement d'intervenir dans le dossier Peugeot, en votant une motion dans laquelle ils appellent la direction générale de PSA à ouvrir, au plus vite des négocia-

tions et demandent au gouvernement de faire usage des moyens réglementaires à sa disposition pour que les discussions s'engagent. (Lire l'article de Patrick Jarreau page 26, section C).

Le premier ministre, qui doit intervenir à Chartres jeudi en fin de matinée, va pouvoir défendre le ministère dont depuis cet été il se prépare à faire face aux revendications des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques. A propos précisé-

ment de la rentrée sociale le chef du gouvernement devait rappeler M. Calvet au respect de la législation sociale.

M. Rocard devait également souligner la bonne santé du gouvernement et faire remarquer que, depuis la réélection de M. François Mitterrand, le PS a progressé dans toutes les élections, y compris les récentes élections sénatoriales, compte tenu de l'absence des grandes villes dans le scrutin. Tout en expliquant aux députés socialistes qu'il comprend leur sentiment de trouble, en particu-

lier face aux inégalités sociales persistantes le premier ministre devait souligner son parfait accord avec son ministre des finances et rappeler qu'on ne peut critiquer l'action d'un ministre sans critiquer toute la politique du gouvernement.

Ce rappel ne sera pas de trop tant la journée de mercredi a été marquée par de sévères critiques du projet de loi de finances. M. Louis Mermaz a fait part des « réserves » du groupe qu'il préside, M. Pierre Mauroy a confirmé

le dépôt d'amendements significatifs pour permettre « une meilleure justice fiscale et sociale ». M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, s'il a déclaré que c'était « un bon, un très bon budget » a ajouté qu'il fallait améliorer toute la partie fiscale expliquant que la tranche supérieure de l'impôt sur la fortune « n'était pas suffisante », et que la lutte contre la fraude fiscale devait être développée.

M. Pierre Bérégovoy défend son budget

Les parlementaires socialistes ont critiqué le budget de M. Bérégovoy, mais sans vraiment passer à l'attaque. Congrès... et rigueur obligent.

CHARTRES

de notre envoyé spécial

« On nous a présenté un réel avec une garniture de carottes et de crevettes. On a eu la possibilité de discuter la composition de la garniture, mais pas celle du réel... C'est ainsi que le député socialiste M. Jean-Paul Fanchon résume le débat sur le budget qui avait été convoqué les parlementaires socialistes réunis depuis mercredi à Chartres. Pour briser tout déséquilibre, le débat sur la qualité de ce « réel » mitonné par M. Pierre Bérégovoy avait été soigneusement orchestré la veille, au cours d'une réunion des chefs de file du PS et des groupes parlementaires.

Chacun avait convenu de la nécessité de ne pas tenter de trop réchauffer le débat qui avait en lieu cet été sur la plus ou moins grande sagesse sociale du pavé budgétaire. Congrès oblige, les différentes parties en lice ont préféré le serrer, inutile de donner à l'opinion publique l'image de querelles de famille alors que le budget est, dans ses grandes lignes, bouclé et alors qu'il permet, grâce à la croissance, un très sérieux coup de poche aux grandes priorités tracées par le chef de l'Etat (logement, social, éducation).

La réplique de M. Strauss-Kahn

Le débat de fond n'a donc pas eu lieu. Quelques piques furent seulement échangées, sans que le sang soit versé.

Afin que nul n'en ignore, une bandelette bleue affichait la couleur de ces deux journées : « Le grand ensemble pour réduire les inégalités ». Les amendements significatifs que les députés socialistes doivent déposer sur le budget ne sont pas encore définitivement arrêtés, mais on sait qu'ils porteront notamment sur la fiscalité locale. Ils sont hostiles à l'indexation sur le prix de la dotation globale de fonctionnement ; sur la taxe professionnelle que le groupe souhaite voir modifiée afin qu'elle n'entrave pas la politique d'aménagement du territoire ; sur la baisse de l'impôt sur les sociétés (les députés préfèrent d'autres formules, comme celle du crédit d'impôt-recherche, ou tout autre formule orientée) ; sur la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Cette disposition apparaît également à beaucoup de députés

comme un pis-aller par rapport aux mesures de lutte à prendre contre la spéculation financière.

S'agissant des inégalités, le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Dominique Strauss-Kahn, a souligné qu'une fiscalité du patrimoine plus imaginative soit mise en place : « Pourquoi ne pas prendre en compte, par exemple, le niveau de fortune de la personne qui hérite lors des successions ? »

Ne pouvant pas vraiment s'en prendre au fond du budget, M. Strauss-Kahn a critiqué la façon dont il avait été préparé, notamment le fait que le teneur avait été diffusé dans la presse avant que les députés en aient eu connaissance. Il a également regretté que le gouvernement, en annonçant à l'avance certaines mesures sur la baisse du taux de TVA ou sur la baisse de l'impôt sur les sociétés, se soit privé d'un instrument de négociation avec les conjoints lors de la prochaine discussion budgétaire. Enfin, il a souligné que M. Louis Mermaz trouve un renforcement des capacités d'expertise de l'Assemblée.

Soncière d'apaiser le jeu, le rapporteur général du budget, M. Alain Richard, a insisté sur le fait que, compte tenu de « l'atmosphère de l'opposition », tout débat entre le gouvernement et le groupe « pouvait facilement tourner en épiphyse ». Il a rappelé à ses amis qu'aujourd'hui, en matière de gestion économique, la gauche avait acquis « un crédit et une autorité qui seraient, au détriment de la droite, la charge de la preuve de l'efficacité ».

Prenant la parole à son tour, M. Bérégovoy a tamponné sur une ligne macro-économique imprévisible : y a-t-il une autre politique économique possible ? On peut peut-être améliorer le budget, mais on ne peut pas changer la politique économique, à moins de connaître des périodes difficiles que nous avons déjà connues. Il ne faut rien faire qui puisse casser la croissance. Il faut accélérer le mouvement d'investissement et d'épargne tout en assurant la cohésion sociale et le financement des priorités de l'avenir. « Nous avons de la durée », a-t-il encore ajouté pour rappeler implicitement certains à la mesure.

Quant à M. Michel Charasse, interrogé sur la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales, il s'est livré à un de ses coups magistraux sur les arènes des finances locales : le secret. L'assistance n'y a compris goutte, mais en a déduit que si le ministre du budget cherchait à noyer le poisson, c'est que la France envisagée ne cachait vraiment rien de bon pour les finances des collectivités locales.

PIERRE SERVENT

Selon FIFOP

Recul du président de la République et du premier ministre

Après l'embellie de l'été, les cotes de popularité de MM. François Mitterrand et Michel Rocard se sont sensiblement dégradées, selon les résultats du sondage réalisé par FIFOP et publié, le 24 septembre, dans le *Journal du Dimanche*. 43 % des personnes interrogées (au lieu de 50 % au mois d'août) se déclarent satisfaites de l'action du président de la République, tandis que 36 % (au lieu de 32 %) portent un jugement négatif à son égard. De même, 43 % des personnes interrogées (au lieu de 52 %) ont une bonne opinion du premier ministre, tandis que 31 % (au lieu de 27 %) s'en déclarent mécontentes.

Les deux enquêtes n'ont pas été réalisées suivant la même méthode. Tandis qu'au mois d'août mille personnes avaient été interrogées par

téléphone du 28 au 31 août, deux mille vingt-trois l'ont été, cette fois-ci, du 11 au 18 septembre, suivant la technique du face-à-face, comme c'est le cas d'habitude.

Les élections du Parti socialiste demeurent les plus solides soutiens du chef de l'Etat et du premier ministre : 85 % d'entre eux (au lieu de 81 % en août) déclarent avoir une bonne opinion de M. Mitterrand, tandis que 77 % (au lieu de 75 %) passent de mieux à l'égard de M. Rocard. En revanche, 36 % des sympathisants de l'UDF (au lieu de 53 %) et 32 % de ceux du RPR (au lieu de 42 %) portent un jugement négatif à l'égard du premier ministre. 10 % des électeurs de l'UDF et 21 % de ceux du RPR se déclarent également mécontents de l'action du président de la République.

La deuxième méthode Rocard

Le premier ministre compte sur son dispositif d'anticipation et de prévention des conflits pour passer l'automne

Y a-t-il une deuxième méthode Rocard ?

A l'automne 1988, M. Michel Rocard, premier ministre fraîchement promu, surpris en gérant « au coup par coup » les conflits dans la fonction publique. Un an après, il a globalisé la négociation et prend les devants en proposant un « pacte de croissance ». Celui-ci pourrait intéresser au premier chef les fonctionnaires ; mais, s'ils en sont d'accord, les acteurs du secteur privé doivent pouvoir en bénéficier. Cette deuxième méthode serait-elle la vraie « méthode Rocard » ?

Quand M. Michel Rocard arrive à Matignon, tout le monde l'attend sur le terrain social. Il parle compromis, dialogue, concertation. Pendant sa campagne présidentielle, il avait proposé un « nouveau pacte social » réintégrant le « qualificatif » dans la négociation salariale (1). M. Rocard souhaitait, dans les entreprises, la signature d'un « nouveau contrat ». Au début de 1988, les clubs Convergence — dont la fonction est alors de servir les salariés et les patrons — ont publié un ouvrage (2) où ils proposent un tel « contrat » en (dés) trois volets : négociation « contractuelle » et « décentralisée » sur la réduction et l'aménagement du temps de travail (pour lutter contre le chômage), la formation et les salaires.

Les leçons de l'hiver 1988

En somme, M. Rocard arrive à Matignon muni d'un réel corpus théorique sur la politique sociale. Pourtant, à peine installé, il fait l'inverse de ce qu'on attend de lui. Pris de court par l'explosion des conflits dont il n'avait prévu ni la force ni la simultanéité, il doit laisser son projet dans les tiroirs et passer au plus pressé : éteindre les incendies, tout en « lâchant » le moins possible. Le nouveau premier ministre s'est vite convaincu que la conjoncture économique ne lui donne pas — en dehors d'un coup de pouce de 1 % accordé de façon symbolique et préventive — le « grain à moudre » qui nourrirait une négociation salariale globale. Sur le terrain, il découvre, avec les

infirmières, la négociation métier par métier. Une approche dont il mése, et même abaisse, tout au long de l'été.

En l'espace d'une période confuse, les grèves s'arrêtent sans que le premier ministre ait réuni le « Grenelle » de la fonction publique que lui réclament ses amis socialistes. M. Rocard, néanmoins, a obtenu que 95 % des salariés du secteur public finissent par être couverts par un contrat salarial signé avec la majorité des organisations syndicales.

Début 1989, le cabinet tire les leçons de l'hiver qu'il vient de vivre. Selon l'expression employée par l'un des principaux artisans de cette réflexion, on réfléchit sur « les forces et les limites » aussi bien du contrat salarial global que du traitement par métier. Conclusion : la combinaison des deux est nécessaire, mais dans une proportion inverse de celle de 1988 : il faut plus de contractualisation globale et un traitement métier par métier appliqué de façon « plus exigeante et restrictive ». C'est-à-dire uniquement dans les secteurs où sera engagée une action de modernisation.

Co critère devrait éviter les hésitations de 1988, quand les situations d'injustice, devaient, pour être corrigées, être « reconnues par l'opinion ». Il s'agit aussi de responsabiliser davantage les syndicats. En contrepartie de cette sélectivité, une réflexion sur l'évolution technique des emplois du cadre B (contrôleurs, techniciens supérieurs...), laissée de côté en 1988, se profile pour 1989.

Ce critère devrait éviter les hésitations de 1988, quand les situations d'injustice, devaient, pour être corrigées, être « reconnues par l'opinion ». Il s'agit aussi de responsabiliser davantage les syndicats. En contrepartie de cette sélectivité, une réflexion sur l'évolution technique des emplois du cadre B (contrôleurs, techniciens supérieurs...), laissée de côté en 1988, se profile pour 1989.

de pied, soutient un conseiller du premier ministre. Chaque chose arrive en son temps, en fonction du contexte.

Dès la remise à M. Michel Durafour du rapport Guillaumet sur les négociations salariales dans la fonction publique, fin novembre 1988, Matignon a entamé une réflexion qui n'a pas pu aboutir dans cette période agitée et tendue, plus tard, nourrie des leçons, déjà évoquées, des conflits de l'automne et de l'hiver. En avril, lorsque M. Michel Rocard, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, évoque le théorème des « trois tiers » (un tiers de la croissance pour l'emploi, un tiers pour l'investissement et la formation, un tiers pour le pouvoir d'achat), théorème qui, à l'heure actuelle, ne tient plus, il n'est pas encore fait avec l'idée d'un « pacte » social. Au bout du compte, la synthèse de M. Rocard reste fin au conflit des syndicats et intervient dans celui de l'été par le gouvernement.

Décoder les tensions en automne

Une fois que le principe d'un pacte de croissance est arrêté, il reste encore à vérifier un détail avant de l'annoncer : mieux vaut éviter de proposer ce pacte si l'amélioration de la situation économique ne permet pas qu'il se concrétise tout de suite par une prime. Le gouvernement attendra la mi-juillet pour être sûr qu'il disposera d'un « plus » de croissance nécessaire. Il est alors prévu de rendre cette proposition publique au début de l'automne. La mauvaise humeur des socialistes en décidera autrement.

Dès la dixième quinzaine d'août, les « délégués » du PS, certains poids lourds du gouvernement, relancent leurs critiques à l'encontre de la politique suivie. C'est pourquoi Matignon presse le mouvement, et rend publique son idée dès la fin août, afin de couper court à ce mouvement, quitte à susciter de nouvelles critiques, de la part des syndicats cette fois, dont certains auraient aimé être mis au courant au préalable.

La proposition d'une « prime de croissance » est évidemment le gros morceau d'un dispositif d'anticipation et de prévention des conflits sociaux pour l'automne. S'ajoute, dit-on à Matignon, une « écoute sociale » plus attentive, notamment dans chaque ministère,

afin de déceler les tensions en amont avant leur point d'éclosion. Une stratégie, dite familièrement des « palpeurs sociaux », ce qui alimente au sein du cabinet les plaintes selon que l'on peut imaginer...

Il est trop tôt pour savoir si M. Rocard empêchera la température sociale du secteur public de monter en passant, comme l'expliquent ses collaborateurs, du principe du maintien du pouvoir d'achat en 1988 à celui d'une progression en 1989. En revanche, il semble clair, dès maintenant, que M. Rocard ne parviendra pas à calmer les troupes de son propre mouvement politique dont une partie, il est vrai, est à l'affût de toutes les occasions pour attaquer le premier ministre. Ainsi, lors de la première des deux journées parlementaires socialistes à Chartres (lire par ailleurs), des députés ont-ils demandé avec insistance que M. Rocard mette fin au conflit des syndicats et intervienne dans celui de Peugeot.

Seul le premier relèvement de l'autorité directe de l'Etat. S'il s'agit, c'est en partie parce que M. Rocard et son cabinet jugent précisément que, parmi les fonctionnaires, ceux des impôts sont les plus hostiles, d'être les plus mal lotis. En théorie, ils n'ont donc pas grand-chose à espérer. Tous se passent comme si M. Rocard usait avec eux de sa tactique du printemps en Corse : l'insure.

Quant à Peugeot, M. Rocard, jeudi à Chartres, devait rappeler M. Jacques Calvet au respect de la législation sociale, en particulier sur les licenciements et se féliciter que sa méthode soit l'exact opposé de celle du patron de Peugeot. Il s'agit de la seule intervention dans le conflit qui soit, pour le moment, envisagée.

L'issue de l'histoire aura voulu qu'après avoir pris soin de « déminer » autant que possible le terrain social dans le secteur public, ce soit du privé que viennent les premières difficultés de la rentrée. L'automne dernier, la contagion n'avait pas gagné du public au privé. Gagnée-elle, cette fois, du privé au public ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Lire notamment l'article de Michel Noblecourt, « Le nouveau pacte social à l'épreuve du pouvoir » (*Le Monde* du 22-23 mai 1988).

(2) *Les Clubs Convergence avec Michel Rocard : réponses pour demain*. Ed. Syros, 1988.

La réforme du travail des députés

M. Fabius propose que la plupart des lois soient votées en commission

M. Laurent Fabius soumettra au bureau de l'Assemblée nationale, qui se réunira le lundi 2 octobre, jour de la rentrée, un certain nombre de propositions destinées à améliorer le travail parlementaire. Il devait exposer celles-ci jeudi 28 septembre aux députés socialistes réunis en journées d'études parlementaires à Chartres.

Le souci principal du président de l'Assemblée nationale est de rechercher des remèdes à « déséquilibre de nos pratiques institutionnelles » et plus précisément à « la faiblesse persistante depuis 1956 de notre pouvoir législatif ».

M. Fabius se défend de vouloir « mettre sans dessus-dessous nos institutions qui prévalent un président et un gouvernement forts » mais il ajoute : « Une chose est la force, une autre est la toute-puissance ». En revanche, pour assurer un meilleur contrôle de l'exécutif, il propose diverses mesures nouvelles : un nombre minimum de séances de l'Assem-

blée nationale serait réservé à l'examen de propositions de loi d'origine parlementaire alors que la pratique de « l'ordre du jour prioritaire » accorde au gouvernement le quasi monopole de l'initiative des lois. Cette réforme peut intervenir sans texte de loi et s'appliquer dès cette session.

Une autre proposition de M. Fabius porte sur l'organisation du suivi de l'application et de l'évaluation des lois votées. Il s'agit, selon lui, de « combler le fossé entre la décision et son application » une fois que celle-ci a pu montrer des lacunes que le législateur n'avait pas imaginées.

La législation européenne présente plus d'importance, il est nécessaire d'élargir la composition, la compétence et les moyens des délégations parlementaires pour les Communautés européennes comme cela a été convenu avec le Sénat et entre les Parlements des Douze au cours de leur réunion de Madrid en juin dernier. M. Fabius souhaite aussi que chaque semestre, avant chaque changement de présidence de la Communauté, le gouvernement vienne devant le Parlement

pour faire un bilan car « il n'est pas admissible que les décisions communautaires soient prises hors de tout contrôle démocratique ».

Le relais des médias

Le président de l'Assemblée nationale voudrait également développer le contrôle du Parlement sur le pouvoir administratif pour corriger les modalités d'application des lois ; sur le pouvoir scientifique avec l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques créé avec le Sénat en 1983 ; et sur le pouvoir économique en fournissant aux députés de nouveaux moyens d'investigation.

Quant à l'« ouverture » de l'Assemblée nationale sur l'extérieur, M. Fabius veut aussi le développement de certaines séances des commissions permanentes à la presse, il souhaite étendre cette disposition aux commissions d'enquête et de contrôle.

Enfin, le président de l'Assemblée veut trouver des remèdes à l'absentéisme, qui est, « à la fois

inévitables, visibles et mal ressentis ». Il estime qu'« une piste de solution passe par une meilleure différenciation entre les séances plénières et les travaux en commission. La plupart des textes de lois pourraient fort bien être examinés et adoptés en commission, générale ou spéciale, après discussion entre députés qui veulent tout spécialement s'adresser à la question, quitte à être ratifiés en séance plénière. Les séances plénières, elles, seraient moins nombreuses qu'aujourd'hui et réservées à des débats plus politiques. Le Parlement retrouverait alors son rôle d'assemblée où s'expriment et se contrôlent les grandes décisions, sous la présence effective des députés et avec le relais des médias ».

Ces réformes seront sans doute perçues par l'ensemble des groupes politiques comme un effort louable de revalorisation de l'institution parlementaire. Certaines, toutefois, soulèveront des objections et la dernière risque même de rencontrer des obstacles juridiques et constitutionnels.

A. P.

POLITIQUE

La bataille pour la présidence du Sénat

M. Alain Poher n'est soutenu que par le RPR

Le groupe centriste se prononce contre une nouvelle candidature du président sortant et propose que les sénateurs UDF présentent un candidat commun.

Les sentiments seraient-ils interdits en politique ? Un sénateur d'expérience qui voyait M. Alain Poher s'éloigner accompagné de son seul directeur de cabinet, le sénateur de Paris Bernard Guyonard, n'a pu retenir un « C'est bien triste... » un peu ému. C'était en effet un homme blessé qui sortait de la réunion de ses collègues — on n'aurait dit, amis — centristes, mercredi 27 septembre. Il était 16 h 20. Cela faisait près d'une heure et demie que M. Poher s'entendait dire, dans un huis clos somme toute public, ce que beaucoup lui avaient déjà dit en privé.

Une dizaine de sénateurs sont intervenus pour exprimer au « président » l'affection qu'ils lui portaient, et le regret qu'ils avaient à lui demander de se retirer dans son intérêt, dans le leur, dans celui du Sénat, dans celui de leur famille politique.

M. Poher a répondu à tous et à chacun en faisant montre d'une compréhension que d'aucuns auraient jugée, sinon pitoyable, du moins pathétique, avec des formules du style : « Vous auriez dû venir m'en parler ; il est normal que les jeunes veuillent aller vite... »

Ses réponses n'auront pas plus couronné que son propos lumineux. Lisant quelques feuillets dactylographiés, M. Poher avait tenté de justifier sa candidature. Il s'était présenté comme « décidé à combattre pour l'union de l'opposition ». Il avait expliqué qu'il n'avait pas fait part plus tôt de son intention de se représenter afin de ne pas troubler la campagne électorale sénatoriale. Il avait répété vouloir éviter les querelles personnelles

que pourrait provoquer sa succession. Il avait résumé son objectif : faire du Sénat non pas une « vitrine de la désunion », mais un « laboratoire de l'union ». Il avait, enfin, voulu lever une hypothèse — non, il n'était pas l'homme de Charles Pasqua : « Quand le lui ai dit non, il m'a obéi », a-t-il assuré.

A l'évidence, les sénateurs centristes sont moins obéissants que le président du groupe RPR, et l'autorité de M. Poher ne les impressionne plus guère.

M. Poher serait-il tout à fait, complètement, irrémédiablement, mis au ban de son propre groupe ? M. Jean Cluzel, que M. Poher était venu soutenir dans l'Allier, lui a apporté son appui. M. André Fosset, élu des Hauts-de-Seine, a fait valoir qu'à ce petit jeu les centristes risquaient de perdre la présidence et qu'il y avait bien des difficultés à trouver un successeur... ce qui n'avait échappé, à vrai dire, à personne.

Comme il l'avait fait le matin même sur RMC, puis au déjeuner qui réunissait le bureau du groupe de l'Union centriste, M. Jean Lecanuet, relayé sur ce thème par M. Pierre Méhaignerie, a plaidé pour un vote de l'ensemble des sénateurs UDF. Après un entracte d'une vingtaine de minutes, les sénateurs centristes se sont retrouvés en l'absence de M. Poher, et ils ont voté, syndrome de Vichy oblige, à bulletins secrets. Tout comme fut secret le dépouillement effectué par M. Daniel Hoefel, président du groupe, chargé d'en transmettre les résultats à l'intéressé. Si les chiffres ne sont pas connus, en tout cas les points sont formels : les quelques quarante votants se sont partagés mais avec une majorité hostile à la candidature de M. Poher.

Avant d'apprendre cette fâcheuse nouvelle, le candidat-président avait subi une autre épreuve : MM. Pierre Laffitte et Raymond Soucaret, vice-présidents

du petit groupe du Rassemblement démocratique et européen (censé représenter l'aile centre gauche de la majorité sénatoriale), étaient venus l'informer que par vingt voix contre une (celle de M. Louis Brives, élu du Tarn et âgé de soixante-dix-sept ans) et une abstention, ils avaient décidé de ne pas le soutenir. A croire M. Laffitte, qui vient de retrouver son mandat de sénateur des Alpes-Maritimes, M. Poher n'aurait guère réagi à cet « élément d'information ».

« L'incompréhension de l'opinion »

M. Poher peut-il être surpris du vent de fronde qui s'est levé au lendemain de l'annonce publique de sa décision de solliciter à quatre-vingts ans, pour la septième fois, la reconduction d'un mandat qu'il détient depuis 1968 ? A l'évidence, il ne s'y attendait pas ; à l'évidence, son sagement, aussi grand soit-il, ne le conduira pas à envisager de renoncer. M. Pierre Bordry, son conseiller spécial qui avait été déclaré persona non grata à la réunion du groupe centriste, et que beaucoup soupçonnent d'être à l'origine de l'obstruction de M. Poher, assurait, il y a peu de temps encore, que le « président » non seulement serait candidat mais qu'il le serait jusqu'au troisième tour le 2 octobre, car il n'est pas « homme à abandonner un combat qu'il a décidé de mener ».

Fort du seul soutien officiel de M. Charles Pasqua et du gros des troupes RPR (mais pas de la totalité), rappelé encore par lettre mercredi, M. Poher ne peut plus compter que sur les divisions de ses « amis » dont le seul point commun est l'opposition à sa reconduction. Jusque-là assez prudents, les successeurs potentiels commencent à se dévoiler. Le premier à le faire est M. Etienne Dailly qui, à l'unionisme moins un bulletin blanc (le sien), s'est vu demander par son groupe du RDE d'être candidat.

Muni de cette « autorisation », le vice-président radical commence au grand jour une campagne qu'il a entamée depuis bien longtemps déjà, ne voulant pas croire qu'à l'automne 1989 M. Poher serait de nouveau en lice.

Le processus de la multiplication des candidatures est enclenché. Les républicains et indépendants, qui, dès mardi, avaient fait savoir à l'unanimité moins une abstention qu'ils recherchaient une autre solution que celle du président sortant, se sont retrouvés jeudi matin pour prendre acte de la demande des centristes d'examiner avec l'ensemble des sénateurs UDF les conditions dans lesquelles peut être envisagée une candidature unique. L'initiative semble pour le moins tardive à M. Marcel Lucotte, président de ce groupe, qui avait eu un long entretien avec M. Daniel Hoefel, avant que ce dernier ne réunisse son groupe centriste.

Une première étape a été franchie en quarante-huit heures : la rédaction de M. Poher est lourdement hypothéquée. Y ont contribué, pour une part non négligeable, les sénateurs qui reviennent de leur campagne électorale et qui ont entendu leurs grands électeurs proférer des mots sévères sur l'image du Sénat donnée par son président. Les sénateurs ont aussi lu la presse nationale et régionale qui n'a guère été tendre pour leur assemblée et celui qui la préside. La mayonnaise de l'opinion, et cette incompréhension peut se retourner contre nous », explique M. Méhaignerie qui a tenté de dissuader M. Poher, pour la première fois, mardi soir 26 septembre après un dîner au Plessis-Trévise.

La deuxième étape dépend de la capacité d'entente au sein de l'UDF, de la détermination des centristes et des leçons qu'en tirera le RPR.

Le soutien de M. Pasqua

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, propose, dans une lettre datée du 27 septembre, à ses collègues de la majorité sénatoriale de prendre les cinq initiatives suivantes :

- 1) Réunion en un seul intergroupe de l'ensemble des sénateurs se réclamant de la majorité sénatoriale. Cet intergroupe définira ses règles de fonctionnement.
- 2) Adoption du pacte qui sera la majorité sénatoriale autour des principes et des objectifs qui nous sont communs.
- 3) Modernisation et adaptation de nos méthodes pour rendre les travaux du Sénat plus attractifs, plus efficaces et mieux connus.
- 4) Adoption d'une règle qui permettra à chaque groupe d'assumer à tour de rôle, à l'occasion de chaque renouvellement triennal, les principales responsabilités au sein du bureau du Sénat.
- 5) Afin d'assurer dans de bonnes conditions la transition et l'application de ces mesures, soutien de la candidature du président Alain Poher, pour les trois prochaines années.

Le Monde PLANTU DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 250 DESSINS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE
45-55-91-82, poste 4356

La recherche d'un nouvel axe centriste

M. Millon et M. Méhaignerie côte à côte face à M. Pons

Certaines images en disent plus long, parfois, que bien des commentaires. Ainsi, mercredi 27 septembre, le déjeuner de la journée parlementaire du groupe UDC à Plessis-Trévise (Val-de-Marne), qui vit ensemble attablés M. Pierre Méhaignerie, le président de ce groupe, et ses deux invités, M. Charles Millon et M. Jacques Barrot, que « cet intergroupe devient une affaire d'état-major ». L'affaire est d'importance pour les semaines à venir, mais surtout à moyen terme pour le devenir de l'opposition. Volontaires pour un essai de trois mois, les centristes n'accepteront sans doute pas un intergroupe strictement formel.

En revanche, si cette structure devenait un exemple de démocratie interne, les débats risquent d'être rudes, à commencer par celui sur le budget, voire ceux sur des textes aussi périlleux que le projet de réaménagement de la région parisienne qui a mis le RPR en alerte maximale. La réussite de cet intergroupe serait cependant la première démonstration que la fusion de toute l'opposition en un seul mouvement est possible. C'est ce que souhaite M. Dominique Baudis. Mais peu de ses amis patient en fait sur cette hypothèse. Les dirigeants centristes préfèrent tabler sur la constitution naturelle et logique au sein de cet intergroupe et à travers le tamis de l'examen des textes de loi de deux grandes forces : républicains autour du RPR et démocrates autour du nouvel axe Méhaignerie-Millon. Avec d'autant plus d'empressement qu'ils ne veulent pas laisser au nouveau président du groupe UDF le soin d'incarner à lui seul un centre bien armé dans l'opposition à côté d'un autre centre toujours flottant.

L'un dernier, quand il rêvait encore à la constitution d'un grand parti du centre, M. Méhaignerie songeait à faire de M. Millon le secrétaire général de cette formation. Si ce rêve ne s'est peut-être pas au fond d'eux-mêmes dissipé, les voici tous deux visiblement prêts pour de nouvelles aventures communes.

La plus immédiate est la mise en place de l'intergroupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale. Bien entendu, MM. Méhaignerie, Millon et Pons ont été tous trois d'accord pour réaffirmer officiellement que cette structure devait permettre d'instaurer de « meilleures relations de travail et de confiance ». Mais en réalité cette aventure-là paraît bien périlleuse. Au vu de ce petit épisode de mardi, la simple cohabitation entre MM. Méhaignerie, Mil-

lon et Pons n'apparaît pas évidente. Des problèmes de méthode subsistent également. Cet intergroupe fonctionnera-t-il pour tous les textes et comment ? Le principe du vote par tête semble admis. Toute la question est de savoir si ce vote sera effectué à main levée comme le souhaite M. Pons ou à bulletin secret comme le réclament les centristes.

Ce qui s'est passé cette semaine tant au groupe UDF qu'au Sénat montre que la discipline démocratique du vote secret peut changer bien des choses.

Enfin, autre problème : le droit de veto que pourraient exercer les chefs de formations politiques sur les textes à soumettre ou pas aux délibérations de l'intergroupe. Le RPR est pour les centristes contre, redoutant, à l'instar de M. Jacques Barrot, que « cet intergroupe devienne une affaire d'état-major ». L'affaire est d'importance pour les semaines à venir, mais surtout à moyen terme pour le devenir de l'opposition. Volontaires pour un essai de trois mois, les centristes n'accepteront sans doute pas un intergroupe strictement formel.

En revanche, si cette structure devenait un exemple de démocratie interne, les débats risquent d'être rudes, à commencer par celui sur le budget, voire ceux sur des textes aussi périlleux que le projet de réaménagement de la région parisienne qui a mis le RPR en alerte maximale. La réussite de cet intergroupe serait cependant la première démonstration que la fusion de toute l'opposition en un seul mouvement est possible. C'est ce que souhaite M. Dominique Baudis. Mais peu de ses amis patient en fait sur cette hypothèse. Les dirigeants centristes préfèrent tabler sur la constitution naturelle et logique au sein de cet intergroupe et à travers le tamis de l'examen des textes de loi de deux grandes forces : républicains autour du RPR et démocrates autour du nouvel axe Méhaignerie-Millon. Avec d'autant plus d'empressement qu'ils ne veulent pas laisser au nouveau président du groupe UDF le soin d'incarner à lui seul un centre bien armé dans l'opposition à côté d'un autre centre toujours flottant.

DANIEL CARTON

Les décisions du groupe UDC

● Budget 1990. — Les deux économistes du groupe centriste, MM. Edmond Alphandéry et Bruno Durieux, n'ont pas la même appréciation du budget 1990. Si tous deux désapprouvent le rejet en bloc de ce budget par le groupe RPR, M. Alphandéry s'est tout de même montré nettement plus critique que M. Durieux. Pour M. Durieux, le budget doit être mesuré à l'aune d'une politique économique. Les mesures présentées sont satisfaisantes, en ce qu'elles ne sont « ni inflationnistes ni menaçantes pour la stabilité monétaire », affirme-t-il. Il a en outre souligné que ce budget « permettrait l'investissement et préparait en partie l'échéance européenne ».

« On ne peut pas dire, comme M. Juppé, que c'est un budget nul », ni condamnable », observait M. Durieux, qui estime que « la loi de finances constitue une base amendable ». « Nous devons être créatifs pour continuer de voter vrai », observait le député du Nord.

Pour M. Alphandéry, ce budget est « décevant », car il reste « au milieu du gué » alors que les conditions — prévisions de croissance économique optimistes et rentrées fiscales importantes — seraient d'inciter le gouvernement à prendre davantage de risques, notamment sur la taxe professionnelle et la baisse de la TVA. M. Alphandéry s'est, en outre, déclaré hostile à la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur la fortune qui reste, à ses yeux, un impôt

« stupide ». « Le problème est de savoir si on entre ou non dans le jeu du gouvernement. Oui, ce budget va un peu vers l'Europe. Oui, il réduit un peu le déficit. Oui, il comporte des mesures en faveur de l'épargne, observait M. Alphandéry, mais nous devons définir ce que nous voulons et distinguer des priorités. » Pour M. Alphandéry, ces deux priorités, la lutte contre le chômage et l'amélioration des salaires directs, ne sont pas suffisamment affirmées.

Cette position plus sévère semblait remporter l'adhésion de la majorité du groupe centriste, surtout aussi de ne pas renouveler durant cette session le jeu des « marchandes » de couloirs avec le gouvernement qui ont souvent été mal perçues par l'opinion publique.

● Financement des partis. — Contrairement à l'UDF, qui n'est pas encore parvenue à définir une position claire sur le projet de loi relatif au financement des campagnes électorales et des partis politiques (le Monde du 27 septembre), les députés centristes se sont déclarés favorables à l'adoption de ce texte. Porte-parole au sein de son groupe, M. Jean-Jacques Hyest a notamment déclaré : « A condition que l'annulation soit supprimée, il serait de notre honneur de voter ce texte, quoi qu'en pensent les autres, et d'être les héritiers de la moralisation de la vie politique. »

● Un nouveau délégué à la propagande du FN. — Le bureau politique du Front national a nommé M. Fernand Le Rachinel, le 25 septembre, au poste de délégué national à la propagande. Il « travaillera en liaison avec Dominique Chaboche », vice-président du FN jusqu'à la fin de la campagne. (Président-directeur général d'une société d'impression, M. Le Rachinel

est né le 4 juin 1942. Volontaire en Algérie, il entre en politique comme il est coutume de le faire depuis 1979, réélu en 1982 sous l'étiquette UDF-RPR, réélu sous celle du FN en 1988. Il est aussi conseiller régional de Basse-Normandie. En 1984, il est l'un des responsables de la campagne de M. Le Pen aux élections européennes et devient en 1985 secrétaire départemental au FN de la Manche.)

Le Monde



40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NUMERO HORS SERIE
48 PAGES - 28 F

Le Monde a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cent Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 33 F, frais de port inclus — F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à :
Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08.

POLITIQUE

Les adieux de M. Debré à La Réunion

« Oublie pas nous ! »

M. Michel Debré, ancien premier ministre du général de Gaulle, ancien député de La Réunion, vient de faire ses adieux aux Réunionnais. « Créez un jour, créez tous jours », a-t-il répondu à ses amis qui lui ont crié : « Oublie pas nous ! »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

« Monsieur Debré, monsieur le premier ministre, merci de tout ce que vous avez fait pour La Réunion. La dame en chapeau de paille traditionnel est venue de Saint-Paul à Bras-Panon, l'une des deux municipalités que conserve le RPR dans l'île, pour saluer une dernière fois M. Michel Debré qui s'enfuit dans une grosse voiture. L'ancien premier ministre embrasse la petite foule du regard. Sans doute y cherche-t-il la présence de jeunes, ces « enfants de la départementalisation », comme il aime à dire. Mais la jeunesse réunionnaise n'est pas là. Seuls les anciens ont

répondu à l'appel, ceux qui ont vu le général de Gaulle et son premier ministre débarquer un jour de juillet 1959 dans le département de l'océan Indien. L'île comptait alors, tout au plus, deux cent soixante mille âmes. Depuis, la population a doublé.

Avant de reprendre l'avion pour Paris l'ancien premier ministre a jeté un dernier pavé dans la mare en se déclarant hostile à l'introduction du RMI (revenu minimum d'insertion) à La Réunion : « On donne 1 milliard de francs à des gens pour ne rien faire ! », a-t-il lancé en défendant la notion de parité sociale, alors que toute la droite locale s'est rangée à la demande d'égalité sociale par rapport à la métropole, une idée vulgarisée par le PCR. « L'identité politique ne veut pas forcément dire l'uniformité économique et sociale ». Dernière post-scriptum à un message martelé pendant un quart de siècle : La Réunion est département, les Réunionnais doivent être des Français à part entière.

AUX DIJON

La mort de Jean-Maurice Demarquet

Médecin et baroudeur

Le docteur Jean-Maurice Demarquet, ancien député du Finistère, est mort brutalement, le 16 septembre, à l'âge de soixante-six ans. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Né le 20 août 1923 à Marignac (Bouches-du-Rhône), Jean-Maurice Demarquet avait dix-sept ans quand éclata la seconde guerre mondiale. Il s'était engagé dans la première division de la France libre, comme auxiliaire médical, avant même d'avoir terminé ses études de médecine. Promu médecin-lieutenant sur les champs de bataille au cours des campagnes d'Italie et de France, en 1944, il était resté sous les drapeaux, à la Libération, pour servir ensuite comme médecin en Indochine, dans les rangs du deuxième bataillon de parachutistes. C'est là qu'il avait fait la connaissance d'un autre volontaire, plus jeune que lui, Jean-Marie Le Pen, en compagnie duquel il s'était rallié au mouvement de défense des petits commerçants et artisans, fondé par Pierre Pojeade.

Elu député, en 1956, dans le Finistère sur les listes poujadistes, il avait exercé pendant quelques mois les fonctions de vice-président du groupe parlementaire d'Union et fraternité française (UFF), avant de se mettre en congé de

l'Assemblée nationale pour un nouveau baroud, cette fois en Algérie, toujours en compagnie de Jean-Marie Le Pen.

Chef-adjoint de commando au huitième régiment de parachutistes coloniaux, Jean-Maurice Demarquet, blessé, avait définitivement quitté le groupe parlementaire UFF, en janvier 1957, pour se mettre au service de la cause algérienne de l'Algérie française, participant à la semaine insurrectionnelle d'Alger, en janvier 1960, aux côtés de Pierre Lagailarde, qu'il avait accompagné dans sa fuite en Espagne. Acquis à « procès des barouds », en 1961, il avait repris ses études médicales, interrompues vingt ans auparavant, pour ouvrir un cabinet dans la région parisienne.

Jean-Maurice Demarquet n'était réapparu sur la scène publique qu'en 1985 pour rompre spectaculairement avec Jean-Marie Le Pen, après avoir refusé de démissionner en faveur du président du Front national dans un procès impliquant cet ancien compagnon de route dans la pratique des tortures pendant la guerre d'Algérie, une pratique qu'il avait, personnellement, assumée. Il s'était alors violemment opposé à Jean-Marie Le Pen en portant contre lui diverses accusations. Jean-Maurice Demarquet était titulaire de nombreuses décorations militaires.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand, mercredi 27 septembre 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué dont nous publions les extraits suivants.

Statuts de certains personnels enseignants

Le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, a présenté au conseil des ministres, en application du plan de revalorisation des personnels de l'enseignement supérieur, quatre décrets relatifs aux statuts des professeurs et des maîtres de conférences de l'enseignement supérieur, aux statuts des corps des directeurs d'études et des maîtres de conférences de l'École des hautes études en sciences sociales et de l'École pratique des hautes études, et au reclassement des enseignants chercheurs.

Compte rendu de l'Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, a rendu compte au conseil des ministres des réunions de l'assem-

blée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se sont tenues à Washington. Lire page 25

Les résultats des élections sénatoriales

Le ministre de l'intérieur a rendu compte au conseil des ministres des résultats des élections sénatoriales. Celles-ci se sont traduites par une stabilité globale de la configuration politique de la Haute Assemblée.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :
— Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, M^{me} Maud Bailly-Turchi est nommée président du conseil d'administration des houillères de bassin du Nord-Pas-de-Calais ; M. Jean Brenas est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration des houillères de bassin de Lorraine ; M. Paul Bourrellet est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration des houillères de bassin du Centre et du Midi.

Après l'inculpation de l'ancien secrétaire d'État

Une lettre de l'avocat de M. Gaston Flosse

Réagissant à notre article sur l'inculpation, à Papeete, de M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'État du gouvernement Chirac, pour « ingérence », (le Monde du 23 septembre), M^{re} François Sarda, son défenseur, nous écrit :

Revenant de Tahiti, je lis avec une extrême surprise l'article d'Edwy Plenel. La première plainte reproche à M. Flosse d'avoir fait construire une « route d'urbanisation des collines d'Arue » pour desservir la propriété de sa famille et enlever une servitude qui la traversait. Votre article ajoute que personne n'a vu cette « urbanisation ».

Je puis affirmer :

1) Que cette route ne procure aucun accès à la propriété Flosse ; que tout le monde en convient aujourd'hui ;

2) Que cette propriété est accessible en son plein centre et directement par une route ancienne de dix ans ;

3) Qu'un plan détaillé publié dans un journal local fait état d'une « bretelle » d'accès non construite et inexistante... et que le même journal à la base de la plainte en a publié la photographie... en se trompant de voie et de terrain !

4) Que la servitude ne faisait que longer, à l'époque des travaux, « la propriété Flosse » qui n'a été

agrandie qu'après la réalisation de la route ; la servitude ne la traversait pas ;

5) Que « la route d'urbanisation », décidée au conseil des ministres, était demandée depuis longtemps par la municipalité, des agriculteurs et des riverains ;

6) Que l'urbanisation est tellement réelle qu'après un lotissement il s'en réalise un second ; et qu'il y a d'autres constructions et propriétés.

Quant à la seconde prétendue ingérence relative, en deux occasions, à des services de billets ou de transit — enjures chaque fois de 1 500 francs — sollicités auprès de deux agences de la famille, M. Flosse n'a ni demandé les services ni ordonné les paiements. Il s'agit de deux erreurs de fonctionnaires sur les centaines de billets d'avion pris par le Territoire. M. Flosse y est totalement étranger.

[Notre article faisait état des éléments ayant conduit le gouvernement de la Polynésie française, en la personne de son président, M. Alexandre Léonetti, à porter plainte contre M. Flosse sur la base de deux rapports établis en juin 1988 par une commission d'enquête constituée par le conseil supérieur de l'Assemblée territoriale. (le Monde du 18 juin 1988). A l'évidence, M. Léonetti, soutenu de ne pas partager le point de vue de M. Flosse sur cette affaire, et l'inversement. La justice est saïe. Elle tranchera.]

An Parlement européen

M^{me} Piermont démissionne du groupe des Verts

Tête de liste des Grünen (Verts allemands) à l'élection européenne en RFA, en juin dernier, M^{me} Dorothée Piermont, pacifiste active, vient de donner sa démission du groupe des Verts du Parlement de Strasbourg, qu'elle accuse d'avoir des positions pro-européennes. Elle avait manifesté le désir de rejoindre le groupe Arc-en-Ciel, où siègent des régionalistes, des autonomistes et des députés « anti-CEE ».

A l'occasion du scrutin du 18 juin, M^{me} Piermont s'était déjà désignée de son mouvement en apportant son soutien à la liste des rénovateurs communistes de M. Claude Llabrés en France. Son inimitié pour M. Antoine Waechter, porte-drapeau des Verts français, est parfaitement connue et, du reste, réciproque. Elle accuse celui-ci de « droïtisme » : il l'accuse de « gauchisme ». Avec cette démission, le groupe européen des Verts, dont les Français veulent faire « une vitrine », compte vingt-neuf membres — huit Français, sept

Allemands et sept Italiens, notamment — et le groupe Arc-en-Ciel en compte quatorze, tout comme celui constitué, en partie, par les communistes français, portugais et grecs.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (Paris-IV)
Formation continue
COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL
Initiation et perfectionnement
Pratique de la langue orale
Le soir à partir de 18 h 30
INSTITUT D'ÉTUDES IBERIQUES ET LATINO-AMÉRICAINES
31, rue Gay-Lussac
75005 PARIS
Tél : 43 29 05 80 et 77 41 19 30



TIRAGE LIMITE ET NUMEROTE
• 12 volumes 14 x 21,5 cm.
• Environ 900 pages par volume.
• Reliure plein cuir vert bronze avec
caissons en à froid.
• Signets et tranche-fillets.



ACCLAMÉE PAR LA PRESSE
"Grâce à cette édition... il est désormais possible d'appréhender l'anglais et Shakespeare ensemble : l'un et l'autre et l'un par l'autre."
Yves Fassin
"Pages étonnamment vivantes où l'on assiste véritablement aux spectacles shakespeariens... D'ores et déjà dans toute bibliothèque de théâtre, un rayon doit être dégagé pour les recevoir."
Maurice Leboucq
"La magnifique édition ! C'est la plus parfaite parue en France à cette heure... J'y ai pris un plaisir extrême."
Pierre Humbourg
"Pierre Leyris qui en a dirigé les travaux, méritait d'être qualifié de poète pour le don qu'il a su faire passer l'expression poétique d'une langue dans une autre."
André Rougemont

UNE REÉDITION PRESTIGIEUSE DU CLUB FRANÇAIS DU LIVRE
Acceptez à l'examen gratuit
le volume 1 des
ŒUVRES COMPLÈTES
DE SHAKESPEARE
ÉDITION BILINGUE

La seule édition bilingue complète de Shakespeare.

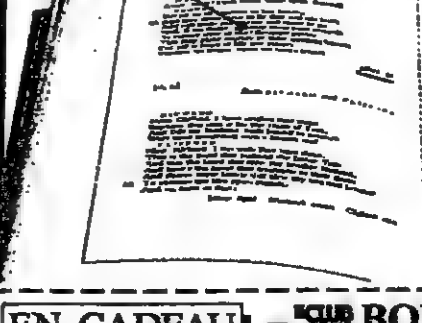
Un événement dans le monde du livre ! Voici, enfin rééditée, la seule édition bilingue complète des œuvres de Shakespeare.

Une réalisation unique au monde, qui possède des caractéristiques véritablement exceptionnelles :

- Une édition établie à partir des textes authentiques par les Professeurs de l'université de Cambridge.
- Une correspondance permanente entre le texte français et le texte anglais original, qui offre aux esprits raffinés et cultivés un plaisir rare.
- Une traduction réalisée par un cercle d'éminents poètes et linguistes, qui ont su transmettre d'une langue à l'autre la flamboyante poésie shakespearienne.
- De nombreuses notes, préfaces, glossaires, rédigés par les meilleurs spécialistes, qui permettent de comprendre et d'apprécier toutes les merveilleuses subtilités du texte.

PAGE DE GAUCHE
texte anglais
avec numérotation des vers pour repérage instantané.

PAGE DE DROITE
traduction française
sur le bon papier d'écriture poétique et linguistique.



Une prodigieuse fresque dramatique.

Hamlet, Le Roi Lear, Richard III, Othello, Macbeth, Roméo et Juliette... autant de personnages dont les problèmes étaient notre destin. Car les questions qu'ils posent sont celles de notre temps : l'ambition, le pouvoir, l'argent, l'amour, le bonheur, la mort... c'est la quintessence de la vie qui est ainsi prise au piège du drame et de la poésie.

"Shakespeare, disait Chateaubriand, est au nombre des cinq ou six écrivains qui ont suffi aux besoins et à l'aliment de la pensée."

On ne saurait mieux dire la place que cette collection mérite dans votre bibliothèque.

Pour recevoir le volume 1 sans aucun engagement d'achat, postez dès aujourd'hui le Bon d'Examen Gratuit ci-dessous.

EN CADEAU
définissez si vous répondez dans les 10 jours l'agenda CUIR 1990 du Club Français du Livre en cuir noir agrémenté de coins dorés.

BON D'EXAMEN GRATUIT
à renvoyer aujourd'hui même, sous enveloppe affranchie, au :
LE CLUB FRANÇAIS DU LIVRE 6, avenue de Villars, 75342 PARIS CEDEX 07

OUI, veuillez m'envoyer à l'examen gratuit le volume 1 de l'édition bilingue SHAKESPEARE en réédition limitée et numérotée.
Si je ne suis pas totalement séduit par ce volume de près de 900 pages, luxueusement relié en cuir, je vous le retournerai par la poste à vos frais au bout de 15 jours, et je ne vous devrai rien.
Autrement, je vous le garderai et recevrai les 11 autres volumes en une seule fois et je bénéficierai des avantageuses conditions offertes aux souscripteurs. Pour ces 12 livres vous m'enverrez 3.450 F (comptant l'impôt d'envoi compris) - c'est-à-dire 287,50 F seulement par volume - soit choisir entre d'avantageux plans de crédit, dont un crédit gratuit de 3 mois.

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Signature _____
(Celle des parents pour les mineurs.)

Offre réservée à la France métropolitaine et limitée au 28 février 1990

EUROPE 93

LA SÉRIE "MONDE"
DE LA REVUE AUTREMENT

"Une approche totalement originale, concrète, indispensable à tous ceux qui veulent sentir un pays, comprendre un autre système de valeurs." *Le Monde*

48 titres, 48 ouvrages référence sur des villes, des pays, des peuples : la "Série Monde" de la Revue Autrement.

Chaque ouvrage : 224 p. 89 F. EN LIBRAIRIE

PARUTIONS RÉCENTES :

- Lisbonne
- Toscane
- Rome
- Istanbul
- Himalayas
- Budapest
- Cuba
- Australie noire
- Andalousie
- Grèce...

audiment
EDITIONS

DEMAIN DANS
Le Monde

AFFAIRES

LES PRIVATISATIONS
EN AMÉRIQUE LATINE

La plupart des pays latino-américains recherchent désormais une sortie de type néolibéral à la crise qui les assaille depuis le début des années 80. Au nombre des mesures mises en œuvre figurent en priorité les dénationalisations d'entreprises. Ainsi l'Argentine et le Mexique viennent-ils de décider de privatiser leur téléphone.

LE MONDE SANS VISA

LES FRANÇAIS ET LEURS VACANCES

Un sondage exclusif IPSOS-Le Monde révèle les attentes des Français en matière de vacances.

Selon leur président, M. Jean-Paul Mohr

Les experts-comptables français sont défavorisés
par rapport à leurs concurrents étrangers

Affilié d'un siècle peu évaluateur, l'Inseca, Institut national de syndicats d'experts-comptables, de comptables agréés et de commissaires aux comptes, le deuxième syndicat français d'experts-comptables (derrière l'IFCC, l'Institut français des experts comptables) a décidé de troquer son intitulé contre celui d'Experts-Comptables de France. Un changement de nom qui symbolise un souci d'ouverture et de communication que cette profession n'avait guère manifesté jusqu'à ces dernières années.

Mais, concurrencés par les multinationales du conseil en entreprise en butte, dans l'Hexagone même, aux professionnels du droit, confrontés à une législation européenne qui risque de limiter leurs prérogatives, les experts-comptables voient petit à petit se réduire leur terrain d'action. D'où leur volonté de mieux se faire connaître du grand public qui pourrait représenter un nouveau marché : qu'il s'agisse de lui offrir des conseils fiscaux ou des avis sur les différents placements financiers, par exemple.

Une lutte
à armes inégales

Cette volonté de communication va également s'étendre à ses partenaires européens. Des représentants des syndicats espagnols, allemands, anglais et italiens étaient présents lors du dernier congrès Experts-Comptables de France tenu à Lyon les 21 et 22 septembre. Ses membres ont créé à cette occasion une commission de réflexion sur l'Europe dont la première réunion se tiendra cette fin de semaine en Italie.

Jean-Paul Mohr, président d'Experts-Comptables de France depuis 1983, nous précise quelles actions il compte mener dans les mois à venir. Ce Strasbourgeois,

expert-comptable et commissaire aux comptes depuis 1952, est également président honoraire du conseil régional de Strasbourg.

« Vous dites que les experts-comptables français se trouvent dans un corset législatif et déontologique qui les défavorise par rapport à leurs confrères européens. Pouvez-vous préciser pourquoi ? »

« Le principal problème est que nous n'avons pas le droit, en France, de créer des sociétés interprofessionnelles. Cela ne nous permet donc pas de lutter à armes égales avec les gigantesques réseaux mondiaux d'audit et d'expertise-comptables, les big five, qui, eux, allient souvent des compétences non seulement dans le domaine de l'expertise comptable, mais aussi du conseil stratégique, ou du conseil juridique et fiscal, ce que nos clients nous demandent.

« Pour pouvoir répondre à cette demande, c'est-à-dire offrir des prestations complètes à nos clients et ne pas être défavorisés par rapport aux cabinets mondiaux, les petits cabinets libéraux, qui sont les membres de notre syndicat, doivent pouvoir collaborer au sein de groupements d'intérêt économique, qu'il s'agisse de groupements régionaux ou de groupements interprofessionnels.

« Le fait de ne pas avoir le droit d'exercer des missions différentes de celles de l'expertise comptable proprement dite est également un handicap face à nos concurrents européens. En Espagne, par exemple, un expert-comptable peut représenter son client, héberger son siège social. Nous ne pouvons offrir la contrepartie.

« Le rapport Saint-Pierre remis au ministre de la Justice en juin va pourtant à l'encontre de vos souhaits, en réservant

l'exercice du droit aux avocats et conseils juridiques. Qu'en pensez-vous ? »

« L'ordonnance de 1945 qui créait l'ordre des experts-comptables, et leur réservait le monopole de la tenue des comptes des entreprises, permettait aux experts-comptables de conseiller et de faire des actes juridiques pour leurs clients. Si les conclusions du rapport Saint-Pierre étaient appliquées, on reviendrait quarante-cinq ans en arrière. C'est une évolution irréaliste dans un contexte où tous les monopoles s'effritent.

Un label
de fiabilité

« Si la directive européenne visant à réduire le nombre d'entreprises légalement obligées de faire vérifier leur compte par des commissaires aux comptes venait en application, quel serait l'impact pour votre profession ? »

« Actuellement, deux cent mille sociétés environ sont soumises à la « révision légale » : il s'agit de toutes les sociétés anonymes et de certaines SARL. La directive européenne, si elle était appliquée, soustrairait cent cinquante mille entreprises à ce contrôle. C'est un danger pour l'économie française. Nous proposons donc de créer un label de fiabilité qui attesterait de la sincérité des comptes. Ce label ne serait pas obligatoire. Mais un expert-comptable qui aurait obtenu un label indélébile pourrait être condamné civilement. Ce type de certification existe déjà en RFA, aux Pays-Bas ; il est en discussion en Grande-Bretagne. »

Propos recueillis par
ANNIE KAHN

Selon un sondage
dans sept paysLa grande majorité
des chefs d'entreprise
sont favorables

à une monnaie commune

Les chefs d'entreprise européens sont favorables à une monnaie commune : selon un sondage Gallup (1) effectué à la demande de l'Association pour l'action monétaire de l'Europe, 83 % d'entre eux se prononcent pour et seulement 10 % contre.

En tête viennent les Italiens, avec 94 % d'avis favorables, suivis des Espagnols (92 %) puis des Belges et des Français, ex aequo à 0 %. Les plus réticents sont (sachant que cette enquête n'a été réalisée que dans sept pays de la Communauté, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg et le Portugal en étant exclus) les Allemands (69 % d'avis favorables) et les Britanniques (65 %).

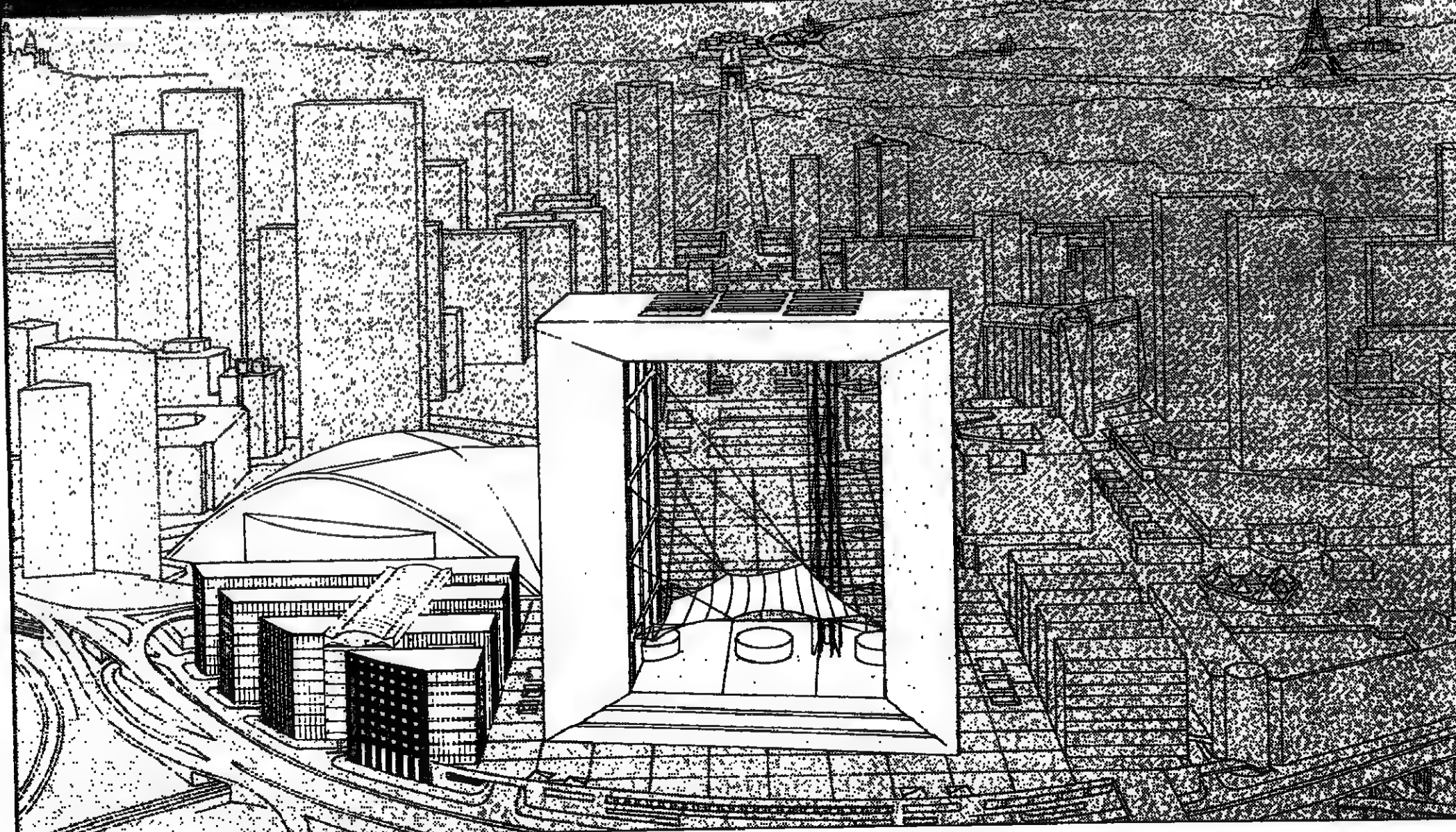
Les trois quarts des dirigeants en faveur d'une monnaie commune estiment que les monnaies nationales devraient progressivement disparaître. Mais l'association entre les deux concepts de monnaie commune et de monnaie unique est moins développée en France et dans les Pays-Bas que dans les autres pays couverts par l'étude. En revanche, elle est réelle en Belgique, en Italie et même en RFA.

(1) Sondage Gallup effectué en juillet 1989 auprès de 1 428 dirigeants d'entreprises - environ 200 par pays - ayant un flux annuel d'importation et/ou d'exportation d'au moins 200 000 écus (2,1 milliards de francs).

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

Sur le parvis de la Défense : 5 immeubles de bureaux autonomes
Heron Continental Center

Sur le site le plus prestigieux de la Défense, là où le regard embrasse la perspective de l'esplanade, de la Voie Triomphale et de l'Etoile, s'élève Heron Continental Center : 34 000 m² en cinq immeubles totalement autonomes, reliés par une superbe galerie vitrée ouvrant sur le parvis.

Au voisinage immédiat de la Grande Arche et du nouveau CNIT, le Heron Continental Center offrira aux sociétés soucieuses de leur image comme de leur confort un rare ensemble de prestations : aménagements intérieurs très complets, qualité et esthétique des matériaux employés, souci de la perfection technique, accès privilégiés, parkings privés.

Des surfaces à partir de 3 000 m² sont disponibles.

Réalisation : Heron International et Générale Continentale Investissements

Commercialisation

BOURDAIS

(1) 42.25.79.67

Jones Lang
Wootton

(1) 47.76.44.34

La loggia décorée par Adami, le rideau de scène peint par Garouste

Le nouveau Châtelet, ouverture et intermède

Pour terminer en beauté la restauration du Théâtre du Châtelet, la mairie de Paris a demandé à Valerio Adami de décorer la loggia, et à Gérard Garouste le rideau de scène. Le concert d'ouverture a eu lieu mercredi 27 septembre.

Nos fins sont décidément en progrès, tout au moins dans le domaine de la commande artistique. Après le tout et n'importe quoi des premières années de relance de la formule quelque peu oubliée, les voici capables d'ajuster le tir, de frapper aux bonnes portes, de s'adresser à qui il faut pour la où il faut. Il est vrai que l'attitude des artistes a bien changé aussi. Ils reviennent dans l'espace public, mais se tenant sur la défensive, et conservant encore, faute de pratique sans doute, un peu trop les réflexes individualistes que des décennies de travail en chambre ont engendrés. Les voici donc capables de souplesse, de s'adapter, de se plier aux exigences, difficiles parfois, des espaces qui leur sont confiés. A preuve les interventions d'Adami et de Garouste au Théâtre du Châtelet, si respectueuses des lieux, chacune à sa manière, si réussies.

Passée à Adami, la commande d'une peinture pour la loggia ouverte (mais protégée par un verre) sur la façade n'était pas commode à concevoir, parce que prise en sandwich entre l'extérieur et l'intérieur du théâtre, et parce qu'il fallait s'arranger avec un mur déjà fortement découpé d'arcades et d'oculi entourés d'ornements. Pourtant, le peintre s'en est remarquablement, avec une belle intelligence de la composition monumentale. On serait presque tenté d'en recommander l'étude aux étudiants en histoire de l'art. Le sujet est parfaitement adéquat : c'est une évocation de la dame du théâtre, et de la musique sous forme de grandes figures allégoriques de 4 mètres de haut. Tout ce qu'il faut pour occuper l'espace entre les ouvertures, renvoyer les têtes et les masques de sa peinture aux masques sculptés du décor précédent, laisser au-dessus l'espace d'un ciel étoilé pour unifier le tout, et enfin, pour que l'ensemble se voie bien de la place du Châtelet.

Et cela se voit du dehors, un peu comme les grandes fresques ou mosaïques des façades italiennes, du Grand Canal ou d'ailleurs ; cela anime sans la trahir l'architecture païenne trop mal fichue, mais assez banale de David. Le tout est très présent sans pour autant alourdir, paraître en surcharge, même



Adami dans « sa » loggia du Châtelet

lorsqu'on circule dans la galerie étroite. L'absence de recul vous colle sur les talons, et les mollets des figures dessinées au trait sont et peintes en grands aplats de couleurs fortes, dans le style habituel de l'artiste, grand manipulateur, rappelle-t-on, d'images symboliques, grand spéculateur sur les données du monde et sa représentation, ses artifices et mascarades. Donc artiste passablement bien choisi pour vous introduire dans le monde du théâtre.

Une intégration réussie

En emboîtant le pas du ministre de la culture, premier commanditaire de rideaux de scène à des peintres d'aujourd'hui (Olivier Delord à la Comédie-Française, Cy Twombly à l'Opéra-Bastille), la mairie de Paris n'a pas fait de faux pas : le rideau de Garouste pour le Châtelet, décidément bien servi, est, lui aussi, une petite merveille d'intégration au décor architectural, celui d'une salle à l'italienne, qui vient de faire l'objet d'une bonne restauration. Garouste a repris tous les tons mordorés et un peu flottants des balcons, du plafond, du pourtour de la scène.

Il a aussi trouvé des éléments décoratifs légers qui pouvaient rappeler ceux de l'architecture, si bien

que sa grande peinture semble avoir été faite non seulement pour celle-ci, mais en même temps qu'elle. Avec cependant cette idée de fermer la salle sur elle-même, plutôt que d'annoncer l'espace scénique, comme le ferait un rideau traditionnel, rouge et tranchant entre les mondes de la réalité et de l'illusion. Ce n'est pas un reproche, car l'univers du théâtre, dans l'imaginaire du peintre depuis longtemps — depuis ses débuts comme décorateur du Palais — est dans la toile et ses motifs, une toile qui constitue une sorte d'intermède. Les regards peuvent glisser dessus : elle n'impose vraiment rien, aucune lecture ; ils peuvent aller sans interruption d'une loge de droite à une loge de gauche, passer du plafond au parterre, et papoter, comme il se doit aussi en attendant les trois coups. Mais ils peuvent être intrigués par ce milieu de formes énigmatiques, de figures possibles, de brides d'histoire, de semblants de personnages, par ce monde d'images cachées, et couissées, que cultive Garouste dans ses tableaux. Et qui, là, s'en donne à cœur joie, disposant d'une surface gigantesque, d'ailleurs parfaitement maîtrisée, comme le peintre maîtrise ses toiles libres, ses « indiennes ».

GENEVIÈVE BRIERETTE

La grande rentrée des orchestres de Paris

Les orchestres français ne manquent pas de qualité, mais ils ne sont pas toujours irréprochables. De jeunes chefs leur donnent un nouveau départ.

A Paris, il n'y a pas moins de huit formations orchestrales (y compris les associations symphoniques) qui se produisent tout au long de l'année. Mais pourquoi se voler la face ? Aucune d'entre elles ne peut prétendre égaler les meilleures formations internationales. Une exception, l'Ensemble InterContemporain, phalange de trente et un musiciens spécialisés dans le répertoire du vingtième siècle. Les orchestres Lamoureux, Pasdeloup et, dans une moindre mesure, la Société des concerts Colonne, ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils ont été. Restent l'Orchestre national de France et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, l'Orchestre de Paris et l'Ensemble orchestral de Paris (un orchestre de chambre). Des ensembles parfois brillants mais dont l'histoire récente n'est pas

exempte de ces soulèvements qui peuvent en quelques mois ruiner des années d'efforts.

L'Ensemble orchestral de Paris venait de tout. La nomination de son chef, Armin Jordan, a redonné du courage et de l'ambition à des musiciens qui avaient fini, sous le règne de Jean-Pierre Wallez, par sombrer dans une routine désolante. Aujourd'hui, l'Orchestre a retrouvé la santé. Sa programmation (œuvres, artistes) en fait l'une des formations avec lesquelles il faut compter. Pour combien de temps ? En France, rien n'est jamais acquis.

Refondu par Pierre Voinzky (qui, en 1973, avait appelé Sergia Celibidache à sa tête), l'Orchestre national s'était hissé en peu de temps au niveau des plus illustres formations mondiales. Au prix de quelques luttes, de quelques résistances (Celibidache, puis Voinzky) pariait, la politique artistique a changé de cap. Privé de chef permanent (et aujourd'hui, à nouveau, sans manager), l'Orchestre s'est posé

à peu près. Au point que son petit frère, l'Orchestre philharmonique, a pu à peu près monopoliser l'attention grâce au remarquable travail d'une équipe artistique menée d'une main de fer par Marek Janowski. Le « Philhar » est devenu la formation la plus solide et polyvalente de la capitale. Bientôt sa vocation ? La nouvelle direction de Radio-France semble pencher pour une réorientation vers la musique contemporaine.

Rendre son rang à la capitale

Aujourd'hui, le moral remonte au National. Jeffrey Tate, invité, a été nommé premier chef invité. A ce titre, il n'a pas à assumer la responsabilité globale des programmes, qui est du ressort du directeur musical (ni directeur qui reste à trouver car Lorin Maazel quitte son poste en août 1990), mais il a la possibilité de choisir les œuvres qu'il souhaite diriger : « Nous allons pouvoir faire du bon travail », nous dit-il. Je suis prêt à donner le maximum de mon temps à l'Orchestre, et l'Orchestre semble heureux de travailler avec lui. Jeffrey Tate, invité, a été nommé premier chef invité. A ce titre, il n'a pas à assumer la responsabilité globale des programmes, qui est du ressort du directeur musical (ni directeur qui reste à trouver car Lorin Maazel quitte son poste en août 1990), mais il a la possibilité de choisir les œuvres qu'il souhaite diriger : « Nous allons pouvoir faire du bon travail », nous dit-il. Je suis prêt à donner le maximum de mon temps à l'Orchestre, et l'Orchestre semble heureux de travailler avec lui.

A l'Orchestre de Paris, la situation est bien différente. Les musiciens s'ont pas commodes dans et ces bas. En guise de chef invité, Daniel Barenboim a eu à diriger leur répertoire grâce à une politique musicale, certes coûteuse, et c'est un euphémisme pour les deux dernières saisons (lire par ailleurs), qui a su attirer les plus prestigieux solistes et chefs d'orchestre, rendant par là-même à Paris son rang parmi les capitales musicales mondiales.

L'Orchestre lui-même a-t-il survécu cette année ascendante ? Ses prestations dépendent directement du chef qui le dirige. Une irrégularité que ne connaissent pas l'Orchestre de Cleveland, le Concertgebouw d'Amsterdam ou l'Orchestre de Chicago : il y a dans ces orchestres, une discipline collective qui prime tout. Même mal dirigés, ces musiciens ne s'abaissent jamais à mal

jouer, voire à saboter un concert. Ce n'est pas encore le cas des français.

Semyon Bychkov entame sa première saison comme directeur musical. A travers sept ans, il arrive précédé d'une flatteuse réputation. Herbert von Karajan n'avait pas hésité à déclarer qu'il voyait en lui un successeur possible (le Monde de la musique n° 78, mai 1985), et les quelques concerts et opéras qu'il a dirigés à la tête des formations hongroises ont prouvé des capacités techniques peu ordinaires chez un si jeune chef. A l'Orchestre de Paris, il va devoir travailler pour rééquilibrer les perceptions : si les vents, la percussion, les cordes graves et médianes sont, grâce au recrutement judicieux de Daniel Barenboim, devenus excellents (au point

que clarinettes, flûtes, hautbois pourraient en remonter à n'importe quel orchestre étranger), les violons manquent d'homogénéité et leur sonorité d'ensemble est encore trop sèche.

Directeur musical, Semyon Bychkov a l'entière responsabilité de la programmation. Cet hiver, il restera dix-huit semaines à Paris. « Grâce au soutien de l'Etat », nous dit-il, nous pourrions travailler efficacement. Pour la Deuxième Symphonie de Mahler (lire par ailleurs), nous avons eu dix-neuf répétitions, ce qui serait impensable aux Etats-Unis ou à Londres. Profitez-en, je fais travailler l'Orchestre presque par plaisir, ce qui permet un travail plus en profondeur. Nous avons de grands projets qui vont se

concrétiser prochainement par des disques et des vidéos. Ce n'est pas un orchestre à grande personnalité d'adaptation ; on dit toujours cela des orchestres français mais c'est vrai. Récemment, ils ont joué un poème symphonique de Richard Strauss sous la direction de Naum Jivry et je puis vous assurer qu'ils ont été magnifiques... comme ils l'avaient été dans une symphonie de Schubert dirigée par Daniel Barenboim. Je ne sais pas combien de temps je resterai à la tête de cet orchestre, trois ans, dix ans, peut-être davantage, mais je voudrais qu'après mon départ l'Orchestre ait progressé, qu'il soit encore meilleur... »

ALAIN LOMPECH

L'élan de Jeffrey Tate

Le beau rideau safran du théâtre du Châtelet s'est ouvert pour la première fois sur l'Orchestre d'Etat de Moscou, un ensemble jeune créé tout après en 1981 « pour servir et mettre en œuvre les idées toujours fortes et originales de son chef, Gueorgui Stokovskovski ». Mais, mercredi soir 27 septembre, l'Orchestre national offrait ses « fiançailles » avec son nouveau « premier chef invité », Jeffrey Tate, qui avait choisi justement pour cette inauguration deux œuvres françaises : Pelléas et Mélisande de Fauré où il ménagea quelques moments admirables de mystère dans la finale, et le Concerto en sol de Ravel. Le soliste était un Philippe Entre-

mont plein d'entrain, très sûr techniquement, pourtant moins raffiné que le chef. L'adagio, où le compositeur déroule sans rupture un fil d'or qui vient broder les instruments tour à tour, parut un peu quelconque comme toucher et comme phrasé pour soutenir de bout en bout une courbe aussi pure. Dans la 3^e Symphonie de Beethoven, Tate donnait toute sa mesure. Ses interprétations sont marquées avant tout par une extraordinaire énergie, ou plutôt une « énérgétique » que les deux bras levés puissamment communiquent sans cesse à l'orchestre, et qui porte de surcroît la joie, l'élan, le charme, le lyrisme au suprême degré.

S'il a conquis ainsi l'Orchestre national, il n'en a pas encore reçu en échange la transparence, la velouté, la profondeur sonore qu'il obtenait par exemple, cet été à Aix, de l'English Chamber Orchestra dans sa flamboyante exécution d'Elle de Mendelssohn (le Monde du 26 juillet). Ce sera pour le temps des « épousailles »...

JACQUES LONGCHAMPT

► L'English Chamber Orchestra est précisément jeudi 28 septembre au Châtelet, sous la direction de Colin Davis, dans un programme Mozart avec Elisabeth Leonska.

Les risques calculés de Semyon Bychkov

En choisissant la Deuxième Symphonie « Réurrection », de Gustav Mahler, pour ouvrir sa première saison comme directeur musical de l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov a pris un risque justement calculé. L'œuvre est diablement difficile, harassante, elle accorde les changements de mesure, d'edge des musiciens et du chef des réflexes de sport, une concentration jamais relâchée sans quoi l'œuvre s'effondre, sans hédonisme d'effort. Mais quel public peut résister à ce finale en majeur triomphant, aux interventions poignantes des solistes, au mystère évoqué par le chœur ? L'interprétation de cette symphonie est toujours suivie de sèves d'applaudissements.

Mardi soir, Semyon Bychkov, l'Orchestre, le chœur, Edith Wiens, Anne Gjevang et Arthur Oldham ont été fêtés. Leur interprétation était-elle pour autant à la hauteur des terribles exigences de l'œuvre ? Claire, scélère, la direction de Bychkov fait perdre à l'Orchestre de Paris cette sonorité pâteuse, cet embonpoint trop souvent regrettés, elle sait aussi aller droit sur chemin tout en ménageant d'habiles coups de théâtre, en déployant des phrases d'une diégèse viciante bien en situation. Mais il manque encore au jeune chef cette liberté dans la rigueur qui seule peut transcender les quelques tunnels d'une œuvre qui a paru un peu longue. A moins que

préoccupé par des troupes encore fragiles, le chef se soit avant tout attaché à en donner une exécution la plus propre possible. De ce point de vue, ce fut excellent et, malgré quelques dérapages dans les cuivres, l'Orchestre de Paris s'est montré sous son meilleur jour.

A. L. ► L'Orchestre de Paris se produira les 4 et 5 octobre, à 20 h 30, sous la direction de Semyon Bychkov dans Timbre, Esquisses, Mouvement d'Henri Dutilleul, la Symphonie héroïque de Beethoven, et le Premier Concerto de Chopin (soliste : Alinda Wiedenberg qui sera se place le 6 à Raphaël Oleg, qui jouera le Premier Concerto pour violon de Prokofiev).

Les chiffres d'un déficit

L'Orchestre de Paris reçoit, chaque année, des subventions de l'Etat (80%) et de la Ville de Paris (40%). A cette enveloppe budgétaire viennent s'ajouter des fonds propres à l'orchestre (vente des billets, abonnements, royalties issues des enregistrements discographiques, droits de retransmission radiophonique et télévisuelle) et le produit du mécénat.

En 1987, l'Orchestre de Paris a dépensé (hors taxes) 63 950 500 F pour des recettes (subventions et fonds propres) de 63 648 000 F (hors taxes). En 1988, les dépenses se sont élevées à 69 152 500 F pour 65 444 700 F de recettes. En 1989, les dépenses devraient s'élever à 78 518 000 F pour des recettes de 87 384 300 F (budget prévisionnel).

Un simple calcul permet de constater que, en 1987, le déficit de l'Orchestre de Paris ne s'élevait qu'à 302 000 F, mais qu'il atteignait la somme de 3 707 800 F l'année suivante et devrait atteindre le chiffre de 9 153 700 F en 1989. D'autant, car l'Orchestre de Paris devra réaliser des économies qui devraient réduire ce trou de 1 million de francs.

Pour l'année 1989, la subvention de l'Etat a été de 51 520 000 F (dont 200 000 F pour apurer le déficit de la tournée mondiale de l'Orchestre), et celle de la Ville de Paris de 21 700 000 F (chiffres toutes taxes comprises).

Les raisons de ce déficit seraient dues, d'après le ministère de la culture, à une programmation coûteuse et à une équipe artistique trop lourde : en plus, du directeur musical l'Orchestre de Paris paie deux conseillers artistiques pour seulement dix concerts annuels (1). Des chiffres et une analyse que conteste l'Orchestre de Paris sans toutefois apporter de précisions chiffrées supplémentaires. Pour Pierre Voinzky, directeur général de l'Orchestre, le déficit est moins élevé et est dû à une augmentation générale et légale des charges (cotisations sociales, salaires, et autres) qui n'a pas été suivie par des subventions à peine indexées sur l'inflation.

A. L.

(1). A titre de comparaison, l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam donne cent cinquante concerts par an sur le sol néerlandais (y compris quinze postales à l'étranger) avec une équipe composée d'un directeur musical (Riccardo Chailly) et d'un directeur artistique.

CULTURE

DANSE

Tango, le culte de la séduction

Les danseurs, musiciens, chanteurs du «Tango argentino» sont de retour toujours chaloupant, encore plus somptueux, dans la fièvre et le désespoir

Douze musiciens, dont quatre bandoneonistes, gueules de ruffians en smoking, torse nus, se balancent, et dans leurs bras, le bandoneon s'élève. Il y a de l'émotion à fleur de peau, de la sensation dans la gorge. Glorieux, ils posent un pied sur leur chaise et se penchent, comme les guitaristes flamencos sur leur guitare, comme pour écouter un secret. Depuis la première version du spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, *Tango argentino*, au Châtelet, en 1983, ce sont les mêmes musiciens qui ont suivi cette époustouflante histoire, et ils ont largement contribué à sa réussite.

Pendant six ans, et ce n'est pas terminé, *Tango argentino* a travaillé sa nostalgie brutallement sensuelle dans le monde entier, tant en Amérique latine, trop pauvre, à l'exception de Caracas, pour offrir le luxe d'un mythe populaire revisité. A vrai dire, le spectacle avait été invité à Buenos-Aires, par le Colón, le plus fameux Opéra du continent. «Ça n'avait aucun sens, le tango au Colón», expliquent Claudio Segovia et Hector Orezzoli. On voulait raconter une histoire d'adversité.

Si les musiciens sont les mêmes, de nouveaux couples de danseurs les ont rejoints. Au fil des tournées, vont et viennent des chanteurs — Raul Lavié, fidèle depuis toujours, comme Jovita Luna et Elba Beron, avec sa bouille de Fréhel tranculente, plus la voix écorchée d'Alba Solis, ses cheveux rouille collés à son visage trop blanc.

Une liberté trouble

Il y a l'orchestre, les mains agiles sur les touches des bandoneons. Dans l'ombre, des silhouettes masculines, chapeau sur l'œil, écharpe blanche, veston court cintré. Ils dansent ensemble comme pour un duel. Les filles arrivent, chaussées de bottines. Epaules nues, elles font virevolter leurs jupes, leur châle. Bientôt, c'est en fourreau fendu et souliers à brides qu'elles dansent. Main à plat sur la hanche, les hommes les tiennent et les dirigent. Lascifs, puis impérieux. Ils se penchent, elles se cambrent. Les jambes se mêlent, se caressent, la main de l'homme sur la cuisse dénudée de la femme. La main

ouverte, frôlant à peine. Ils se regardent et se défient.

Le tango, en son temps, quand il est sorti des bals voyous, a traversé bien des barrières. Pendant des années, il s'est contenté d'une fonction symbolique. Symbole d'une liberté insolite dans ces sociétés des plus catholiques. Une liberté trouble, venue de l'extérieur, des bouleversements de l'entre-deux-guerres, d'un temps sans hier ni lendemain. Pourquoi a-t-il fallu à Bernardo Bertolucci «un dernier tango à Paris» pour raconter trois jours de passion radicale, sans interdits et sans issue ? Il y a eu cette liberté volée à la misère, puis l'engouement suspect des nouveaux bourgeois encanailés, puis l'intellectualisation et le retour à la quasi-clandestinité des danses populaires, la déformation des couples en poupées farfées dans les concours, gardant malgré tout quelque chose de charme ensorcelant.

La preuve en est : dès que le tango est repassé à la chaleur des projecteurs, les générations du musette et celles de l'après-Beaule se sont retrouvées, tanguant dans une même houle.

Contrairement aux danses tropicales, le tango n'est pas un jeu, n'a rien de ludique. Il porte la noblesse de la tragédie. Né dans un pays où se mêlent les Européens latins, il dit le culte de la séduction. Séduction exercée par les fils-ros, rois d'un système patriarcal gouverné par les femmes-mères. C'est la Méditerranée des antipodes.

C'est ce que montre, au-delà des images infiniment sophistiquées, le spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli. Il montre ce qu'est le tango, ce qu'on en a fait, ce que l'on peut en faire. On passe des figures simples aux plus virtuoses, des vestes rayées aux smoking très chic, des jupes fendues à l'insolence des robes somptueusement paillottées, descendant sur la peau des croisillons noirs. On passe de la fureur à la langueur, des ensembles réglés comme à Broadway aux couples qui dansent comme s'ils étaient seuls au monde. Le tango peut tout dire.

COLETTE GODARD

► Théâtre Mogador, 20 h 30, du mardi au samedi ; matinées dimanche, 15 heures, 19 heures. Tél. : 42-86-45-30.

La petite fille et la mort

«Ça va», le spectacle des Belges de Needcompany explore les silences d'une enfant triste

Les cinq danseurs de Needcompany parlent beaucoup et dansent peu. Sur la scène presque vide, tantôt sombre, tantôt éclairée d'une lumière crue, une petite fille observe leurs gestualités. Bax, ils ne la voient pas, ou si peu. Ils s'aiment, se déchirent et souffrent en fanfare. Ils n'ont pas le temps de lui demander si... Ça va. Les pieds nus, sa petite robe bleue très simple couverte d'une cascade de cheveux dorés, elle erre sur la scène trop grande pour elle. Ici, le monde des adultes se résout à deux jeunes hommes un peu paumés, deux jeunes filles presque agressives et un vieil homme, le patriarche, qui n'hésite pas à donner des conseils chorégraphiques à ses rejetons de danseurs. Lui seul accorde une étincelle de vie à l'enfant. Il lui donnera l'illusion de revivre en entamant avec elle un siraki endiablé. Mais c'est déjà trop tard. Elle est fascinée par les ailes d'un oiseau géant qui surplombent le plateau. Elle voudrait en avoir de semblables. Elle voudrait être un sage.

Jan Lauwers, le directeur de Needcompany, s'est inspiré d'un fait divers réel. Le suicide d'un enfant. C'est un curieux spectacle, pathétique et cocasse, que cette petite fille désespérée qui observe la troupe comme elle a scruté le public, tout à l'heure, en pleine lumière, mangeant une pomme

BÉNÉDICTE MATHIEU

Paris : Nederlands Dans Theater Jiri Kylian

Jiri Kylian, maître de cette compagnie et l'un des chorégraphes majeurs d'aujourd'hui, est un fidèle du Théâtre de la Ville. Il y revient ici pour la sixième fois. Son style est dynamique, nerveux, fluide, très lié au discours musical ; sa troupe est brillante, rompue à toutes ses exigences.

► Théâtre de la Ville (les 29 et 30 septembre et le 2 octobre, 20 h 45 ; le 1^{er} octobre, 15 heures). Tél. : 42-74-22-77. De 25 F à 145 F.

Compagnie Charles Créange

Changeling. Trois personnages insolites au bord d'une autoroute, les deux premiers font des numéros de foire, le troisième est peut-être un ange. Spectacle plein de drôlerie et de poésie. Une des réussites de Créange.

► Vitry-sur-Seine. Théâtre Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 46-82-84-90. De 55 F à 75 F.

Grenoble : Anne Teresa de Keersmaecker

Une des personnalités les plus fortes et les plus originales de la jeune danse. Ses danseuses semblent jaillies de la musique de Bartok — *Mikrokosmos* et le *Quatuor n° 4*, avec les instrumentistes sur scène, — qu'elles interprètent avec une énergie, une vitalité et une fantaisie merveilleuses.

► Cargo (Maison de la culture), le 4 octobre, à 20 h 30. Tél. : 76-25-05-45. 95 F (70 F avec la carte Cargo).

Lille : Ballet du Nord

Le Ballet du Nord possède à son répertoire plusieurs ballets de Balanchine, et notamment des trois chefs-d'œuvre que sont *Quatre tempéraments*, *Rubis et Thème et variations*. Son directeur, Alfonso Carrà, a profité de la venue à Paris du New-York City Ballet (NYCB) pour inviter à Lille six de ses jeunes solistes, qui se joindront au Ballet du Nord pour les danser. Balanchine au sommet.

► Opéra de Lille, les 29 et 30 septembre, à 20 h 30. Tél. : 20-24-66-66.

Claude Autant-Lara «persona non grata» à l'Académie des beaux-arts

Claude Autant-Lara a été déclaré *persona non grata* mercredi 27 septembre par l'Académie des beaux-arts, dont il est le vice-président. Cette décision a été prise à la suite des déclarations antisémites du cinéaste à l'encontre de M^{me} Simone Veil, dans un entretien au mensuel *Globe*. Les membres de l'Académie ont «exprimé leur opposition à ce que Claude Autant-Lara exerce quelque fonction que ce soit au sein de l'Académie et émis le vœu de ne plus se trouver en la présence de M. Autant-Lara».


Ce vote équivaut à une exclusion d'un organisme où les membres sont désignés à vie par leurs pairs et d'où, par conséquent, on ne peut démissionner ou être exclu. Si Claude Autant-Lara se présentait, la séance serait immédiatement suspendue. Il devrait devenir président de l'Académie des beaux-arts l'an prochain.

AVEC LE PARRAINAGE DU MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE

UN SPECTACLE DE ROBERT HOSSEIN

DANS LA NUIT LA LIBERTÉ

FREDERIC DARD



1944 : volontaires pour une mission impossible, ces hommes avaient tout prévu sauf ...

PALAIS des SPORTS à partir du 4 octobre 1989
Porte de Versailles
TEL. : 48 28 40 90

UNE PRODUCTION SPSS - SPECTACLES ALAP - SPECTACLES LUMBRUSO - MALETTE LAMPE - JOC - ROBERT HOSSEIN

CULTURE

Un budget plus favorable aux régions qu'à Paris

Le budget 1990 de la culture qui dépasse pour la première fois les 10 milliards de francs est nettement orienté vers la province

Le budget de la culture est taxé de « paritarisme ». L'effort de la Région de Valois favorise, depuis 1981 en particulier, les équipements de la capitale au détriment des régions. Ce fut d'ailleurs un des griefs de François Léotard lors du passage au ministère de la culture, entre 1986 et 1988. C'est sans doute pour répondre à ces reproches nourris par le spectacle de grands travaux, que Jack Lang présente, pour 1990, un budget nettement orienté vers la province.

Le budget de 1990 dépasse pour la première fois les 10 milliards de francs (0,86 % du budget national) et croît officiellement au rythme de celui de l'Etat (plus de 5 %). Il le dépasse en réalité (+ 7,5 %) puisque l'aide à la presse (280 millions de francs), l'un des chapitres du budget de la culture, est maintenant rattachée à celui du premier ministre.

Le poids des grands travaux cesse de croître avec 1,2 milliard de francs en 1990, le démarrage de l'opération Bibliothèque de France affectée de 300 millions de francs d'autorisation de programme et de 150 millions de francs de crédits de paiement. Reste à achever le Grand Louvre (883 millions de francs pour la poursuite de la deuxième tranche des travaux), de l'Opéra-Bastille (140 millions pour la salle modulable et les ateliers de décors), le parc de la Villette (195 millions de francs) et la poursuite de la construction de la Cité de la musique dont une partie devrait être achevée dès l'automne 1990, le Conservatoire national de musique.

Mais l'effort du ministère se porte maintenant dans les régions où la dotation des grandes opérations culturelles augmente de 40 %. Les dotations des musées classés, qui étaient de 93,5 millions de francs en 1989, sont portées à 185 millions de francs. Somme qui sera gonflée d'une enveloppe particulière au titre des grands travaux de rénovation. Les musées de Grenoble, Rouen et Lyon devraient être les premiers à en profiter. Enfin, les crédits dédiés au soutien du patrimoine passent de 1 054 millions de francs à 1 459 millions de francs, soit une progression de 38,5 % (le Monde du 19 septembre).

Le soutien à la création, qui avait marqué une pause l'an passé, redémarre : 98 millions de francs sont inscrits au budget pour aider les compagnies théâtrales qui traversent une grave crise ; une réforme des aides au théâtre doit privilégier la promotion des compagnies régionales et la constitution de troupes permanentes dans les centres dramatiques ; 16 millions de francs sont proposés pour les théâtres nationaux dont les budgets sont en augmentation. Le budget de la danse atteint, cette année, pour la première fois les 100 millions de francs (+ 26 %). La politique musicale doit être marquée par un réajustement de l'aide apportée au jazz et au rock (le Monde du 27 septembre). Tours, Nancy, Lyon et Marseille se disputent déjà le Zénith qui doit être construit cette année en région. Les arts plastiques verront leurs crédits augmentés de 10 millions de francs pour les commandes et les acquisitions d'œuvres d'art. Les mesures prises en 1989 et concernant le cinéma seront maintenues en 1990.

Le ministère de la culture n'oubliera pas de verser sa quote-part à l'effort général entrepris pour rénover notre système éducatif. La difficulté sera de ne pas arroser de manière aveugle les établissements scolaires mais d'orienter le corps enseignant à des innovations pédagogiques significatives. La décentralisation des subventions et d'une partie importante des crédits passe par une régionalisation effective. Les responsabilités des directeurs régionaux des affaires culturelles devraient être augmentées pour que tous les dossiers ne remontent pas systématiquement à Paris mais puissent être réglés sur place. Jouer la carte de la décentralisation, cela veut dire également appuyer financièrement les initiatives prises par les collectivités territoriales. Elles sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses. Les conseils régionaux ont un chapitre obligé de toute politique locale dynamique. Et le coup de pouce indispensable qui permet bien souvent d'emporter une élection.

EMMANUEL DE ROUX

CHANSONS

Francis Cabrel s'affirme homme de scène

Il y a dix ans que Francis Cabrel promène dans la chanson sa silhouette d'homme tranquille, presque ordinaire, son air un peu candide et sans apprêt, un parfum de terroir, un charme insouciant de chroniqueur laissant venir les choses jusqu'au village de Lot-et-Garonne où il se réfugie quand il n'est pas au Québec qui l'a consacré star. Cet artisan de la chanson qui a si peu de goût pour la ville (« Mon cœur a peur d'être emporté entre vos tours de gloire ») aime les mots justes, les mots forts. Il chante des histoires simples qui empruntent la narration du folk et se mêlent avec un « beat » souvent proche du blues, une émotion inachevée, une expérience personnelle, une volonté de fuir et une nostalgie de rêve accentuées par un ton enroué et curieusement absent. Avec dans la voix le nasillement du chanteur country.

L'interprète de *Je t'aime à mourir* et de *Sarbacane* se réfère volontiers à une certaine lignée de chanteurs folk, et singulièrement à l'Américain de Boston James Taylor, l'auteur de *Sweet Baby James* et de *Walking Man*.

Et il est vrai qu'avec son septième album qui porte le titre de la chanson *Sarbacane* et avec son dernier spectacle au Zénith, jamais la filiation n'a été si évidente et si heureuse en même temps. Moins étriqué qu'autrefois, presque à l'aise sur scène, plus riche dans l'orchestration des chansons, Francis Cabrel présente incontestablement aujourd'hui le meilleur spectacle qu'il ait jamais produit, même si celui-ci contient quelques longueurs et se termine dans l'habituelle routine d'une vedette de la chanson.

CLAUDE FLEOUTER
► Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-80-00. Album et DC CBS.

CINÉMA

Elia Kazan à Paris

A l'occasion de la publication de ses *Mémoires*, *Une vie*, Elia Kazan inaugurer le 4 octobre prochain la rétrospective que lui consacre le Cinéma-thèque française jusqu'au 27 octobre. Au cours de cette première soirée, la Cinéma-thèque projettera la *Fièvre dans le sang*. Les jours suivants, elle présentera, parmi ses films les plus célèbres, *Viva Zapata*, *Baby Doll*, et ses premières œuvres, *A Tree Grows in Brooklyn*, *Boomerang*.

► Cinéma-thèque française, palais de Chaillot, 21 heures.

Un premier Festival du film français aux Etats-Unis

« Ce n'est pas une compétition, il n'y a pas de palmarès, ce n'est pas un marché, c'est une présentation de mode », Daniel Toscani du Plantier a présenté, lundi 25 septembre, la liste des œuvres qui participeront au premier Festival du film français des Etats-Unis, du 14 au 19 novembre à Saratoga (Floride). Le président d'Unifrance films s'est félicité d'une telle initiative. Une quinzaine de films seront présentés, dont *I Want To Go Home*, d'Alain Resnais.

Lancement de Cinefex

Starfix lance une édition française de la revue américaine *Cinefex*, spécialisée dans les effets spéciaux au cinéma. Vendu 35 francs (abonnement annuel 120 francs), de nouveau trimestriel consacré son premier numéro français à *Abyss*, de James Cameron (Alfons). Il est disponible dans les kiosques depuis le 1^{er} septembre.

COMMUNICATION

La mise sous séquestre des actions des Mutuelles agricoles

M. Robert Hersant conserve la présidence de la 5

M. Robert Hersant a remporté, mercredi 27 septembre, une nouvelle manche dans sa bataille contre le tandem Seydoux-Berlusconi pour le contrôle de la 5. Le tribunal de commerce de Paris a notamment accédé à sa demande en plaçant sous séquestre les actions litigieuses des Mutuelles agricoles (nos dernières éditions).

La 5 ne changera pas de président. En tout cas, pas encore. Le piteux sort de la mi-septembre par MM. Jérôme Seydoux, PDG de Chargé SA, et Silvio Berlusconi a, pour l'heure, avorté. Les Mutuelles agricoles, dont ils s'étaient fait un allié décisif dans leur stratégie, se trouvent mises hors jeu. Le tribunal de commerce de Paris en a décidé ainsi en plaçant sous séquestre les 16,83 % du capital de la 5 qu'elles détenaient et en confiant à M. Claude Levat, administrateur judiciaire, la charge

de les représenter tant aux assemblées générales des actionnaires qu'aux séances du conseil d'administration.

Certes, le président du tribunal, M. Philippe Grandjean, statuant en référé, n'avait pas compétence pour trancher sur le fond et se prononcer sur la réalité de la vente des actions des Mutuelles à M. Jérôme Seydoux. M. Robert Hersant dénonce cette vente car elle ne tiendrait pas compte du droit de préemption reconnu à tous les actionnaires, mais les Mutuelles comme M. Seydoux ont nié la réalité de cette vente. Dans un échange de lettres du 25 septembre, ils affirment même avoir purement et simplement rattrapé à ce qui n'a jamais été, selon eux, qu'une simple « option ». Néanmoins, étant donné l'importance du litige et les risques d'une « confusion extrême (...), hautement préjudiciable à l'intérêt de la société et de son personnel », qu'enlèverait une éventuelle nullité des délibérations du conseil

d'administration, le président Grandjean a considéré que les Mutuelles devaient prendre des mesures conservatoires, allant même au-delà de la mise sous séquestre.

« Une lutte à mort »

Tout en autorisant la tenue de conseils d'administration (dont M. Robert Hersant demandait l'interdiction provisoire), il a modifié les rapports de forces en interdisant à M. Levat, désormais représentant des Mutuelles de prendre part aux votes. Se plaçant dans l'hypothèse d'un transfert de propriété des actions, il juge « peu convenable qu'une personne n'ayant plus de participation, donc plus d'intérêt dans l'entreprise, influence la conduite et l'avenir de celle-ci ». Une remarque plus proche d'un rappel aux convenances que de la règle juridique et qui, selon M. Georges Terrier, avocat de la 5, vise tout autant deux autres administrateurs siégeant à titre personnel, M^{me} Jacqueline

Beystout et M. Louis Bordeaux-Montreux. La première représente le groupe Les Echos, actuellement vendeur ; le second... les Mutuelles. Que la majorité du conseil d'administration doive, en toute hypothèse, basculer dans le camp de MM. Seydoux et Berlusconi, ne va donc plus de soi.

Les deux parties en sont donc contraintes, aujourd'hui, à attendre une décision sur le fond. Une décision que le président Grandjean a voulu rapide, enjoignant aux plaçants d'en saisir officiellement le tribunal de commerce de Paris avant le 2 octobre, ce qui permet d'envisager un jugement aux alentours de la mi-novembre.

Si les Mutuelles, sans doute embarrasées, se refusent mercredi à tout commentaire, le camp Hersant, lui, affiche une relative satisfaction, tout en reconnaissant que loin d'être apaisé, le conflit avait atteint les dimensions d'une « lutte à mort ». Peut-être préside-t-il aux plus incroyables négociations.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY

Les risques de la télévision par satellite

Panne définitive d'un canal de TDF 1

Le canal 1 du satellite de télévision directe TDF 1, en panne depuis le 1^{er} août (le Monde du 18 août), est définitivement hors d'état de fonctionner, a annoncé, le 27 septembre, le PDG de Télédiffusion de France, M. Xavier Guyouy Beauchamps.

Les experts attribuent la panne du canal 1 de TDF 1 à une fuite d'un système de propulsion ayant entraîné des courts-circuits et des dommages irréversibles dans l'installation électrique du canal affecté à la chaîne sportive Sports 2-3. Selon ces experts, la panne n'affecte pas les quatre autres canaux de TDF 1, ne compromet pas la durée de vie du satellite et, n'étant pas due à un défaut de conception, ne nécessite aucune modification du satellite de secours TDF 2.

Incertitudes pour Sports 2-3

Toutefois, avant le lancement de ce dernier, toujours prévu pour le 20 février 1990, TDF va engager des travaux pour augmenter la sécurité du canal de Sports 2-3 sur TDF 1. La chaîne sportive, à défaut de pouvoir être présente sur les deux satellites, bénéficiera d'un équipement redondant, initialement affecté à la chaîne Canal Plus Allemagne.

Dans l'immédiat, la panne n'a de conséquences pratiques que sur Hector, le programme musical de Radio-France également diffusé sur ce canal 1, puisque la SEPT est la seule des cinq chaînes de télévision choisies par le CSA en avril dernier à être diffusée par TDF 1. Sports 2-3, qui réunit Chargé SA, A2 et FR3, n'est pas encore considérée comme société, et n'envisage d'entraîner au mieux que courant 1990, après le lancement de TDF 2.

Mais même si, en un sens, il justifie a posteriori la choix d'un système à deux satellites redondant, ce nouveau revers (après la perte complète de TV Set 1 en novembre 1987) est un coup dur pour la filière franco-allemande de satel-

lites de télévision directe à forte puissance. Alors que les contrats définitifs lient TDF et les opérateurs de chaînes allemandes (Canal Plus, sa version allemande, Canal Europa-Eurocom, Sports 2-3) ne sont pas encore signés, ces derniers vont sans doute en tirer argument pour tenter de faire baisser le prix des loyers. Sans même parler de Sports 2-3, dont la situation est à l'évidence fragilisée, certains évoquent déjà la hausse possible de leurs assurances pour demander des discussions avec TDF.

L'incertitude sur le sort de Sports 2-3 pourrait aussi conduire le CSA à ignorer le délai du 30 septembre qu'il avait lui-même fixé pour que les opérateurs de chaînes payantes se mettent d'accord sur un système de contrôle d'accès. Dans ses autorisations, le CSA imposait le principe d'un terminal (dit « décodeur ») unique chez l'usager, respectant la norme d'embrouillage Eurocrypt. Bref, le CSA soumettait, à défaut d'une société commune gérant les décodeurs pour satellite, un accord permettant une offre commerciale unique des trois chaînes payantes, Canal Plus, Canal Europa et Sports 2-3. Sinon, le conseil se réservait le droit de fixer d'autorité les modalités du partage des terminaux.

Or, le cadre fixé par le CSA, pour préciser qu'il soit, ne couvre pas tous les problèmes de la télévision payante. Outre les terminaux, un système de contrôle d'accès fait aussi appel à un centre informatique de gestion des titres d'accès, et à des cartes à mémoire. Deux points auxquels ont passé des demandes massives de décodeurs : Canal Plus et France Télécom. Et tous deux estiment de leur vocation de gérer un tel système.

Cette lutte de pouvoir pour le thème des « guichets » de la télévision payante dépasse en fait largement le seul cadre du satellite TDF 1. Car les décisions prises maintenant conditionneront un marché qui n'est encore que balbutiant, en France et en Europe. Le CSA, lui, semble estimer qu'il est « urgent d'attendre » que les négociateurs trouvent un terrain d'entente.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro date dimanche-lundi

Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82

poste 4180 ou 4107

CORRESPONDANCE

La FNPF et la hausse des tarifs postaux de la presse

Le bureau exécutif de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) nous a fait part de ses observations concernant l'article consacré à la hausse des tarifs postaux de la presse le 1^{er} octobre (le Monde du 20 septembre). Le bureau de la FNPF relève que « le « chapeau » de cet article recèle une confusion entre deux négociations : l'augmentation des tarifs du 1^{er} octobre, qui a fait l'objet d'une consultation de tous les syndicats constitués de la FNPF, et l'étude d'une nouvelle grille tarifaire, qui, sur un plan purement technique, est effectivement examinée par un groupe comprenant des représentants de la poste et des représentants de la presse ».

La FNPF indique aussi que, « s'il est bien vrai que dans la grille de tarification actuelle les journaux sont traités différemment selon leur poids, ce qui est normal, les journaux « légers » paient proportionnellement beaucoup plus cher que les journaux « lourds ». Le fait que ceux-ci aient en général peu de publicité ne trouve aucun compensé, et la publicité paie largement sa part de transport postal ».

« La presse dans sa totalité a accepté de se porter solidaire des quotidiens à faibles ressources publicitaires et de prendre à sa charge toutes les augmentations des années précédentes qui n'ont pas ainsi été appliquées à ces journaux », précise la FNPF, qui ajoute que les journaux légers bénéficient depuis 1971 d'un tarif exceptionnel de 50 %.

« Selon les nouveaux tarifs applicables au 1^{er} octobre, les journaux de moins de 70 grammes

devront payer en plus 3,4 centimes, et les journaux de plus de 301 grammes 1,4 centime », note encore la FNPF. « S'il est vrai que les pourcentages d'augmentation sont de plus de 18,1 % dans un cas et de plus de 6,3 % dans l'autre, on peut dire que la distorsion en valeur absolue est tout à fait différente et même inverse ».

A propos de cette augmentation du pourcentage, supérieure pour les journaux de faible poids à celle qui affecte les journaux de poids plus élevé, la FNPF précise, « le jeu des augmentations annuelles en pourcentage prévues par le plan Laurant a amené ainsi les journaux de poids plus élevés à payer une part proportionnellement beaucoup plus importante des charges postales. Il ne s'agit là que d'un très timide essai de redressement de cette situation », entériné à l'unanimité par les syndicats et par la Fédération.

« Il est tout à fait inexact, remarque la FNPF, de dire ainsi que l'a écrit le Monde, « que la FNPF a décidé de faire payer à chaque titre le tiers de son coût postal ». « Il est donc contraire à la vérité d'écrire que les mesures prévues au 1^{er} octobre pénalisent les journaux les moins argentés », conclut la FNPF.

En Italie

M. Gian Carlo Parretti prend le contrôle d'Odeon-TV

Le reprenneur contesté de Pathé-Cinéma, Gian Carlo Parretti, vient de prendre le contrôle de 59 % du capital d'Odeon-TV, un réseau privé de télévision qui couvre principalement la région de Milan et la Toscane. Contrôlée par le PDG de l'industrie laitière italienne Parmalat, M. Calisto Tanzi, proche des démocrates-chrétiens, Odeon-TV était destinée à être le pendant des

réseaux privés de M. Silvio Berlusconi. Mais l'audience d'Odeon-TV plafonne à 4 %, et le réseau a enregistré des pertes de l'ordre de 100 milliards de lires (500 millions de francs). C'est à la faveur d'une augmentation de capital d'Odeon-TV, qui porte celui-ci à 50 milliards de lires, que M. Parretti a acquis la majorité, 41 % restant détenus par M. Tanzi.

Gens d'images

CONGRÈS

« IMAGE ET ETHNOLOGIE »

avec les photos de C. LEVI-STRAUSS

20-21-22 octobre 1989 à Rully (71)

Contact (03) 85-48-21-28

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris

ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Métro : Montparnasse-Bienvenue

SOCIÉTÉ

Après de graves incidents dans plusieurs établissements

La tension dans les prisons conduit M. Arpaillange à recevoir les syndicats plus tôt que prévu

Dès la première journée de reprise du mouvement de protestation des surveillants de prison, de vifs incidents ont éclaté dans plusieurs établissements. Décidé à bloquer l'appareil judiciaire en refusant les écrous et les extractions, les surveillants ont aussi, dans certaines prisons, empêché la tenue des parloirs avec les familles, déclenchant la colère des détenus. A Draguignan, les détenus se sont rendus maîtres de la maison d'arrêt toute la nuit, du mercredi 27 au jeudi 28 septembre, avant l'intervention des forces de l'ordre. Le ministre de la Justice, qualifiant d'« intolérables » ces formes d'action a accepté d'avancer de plusieurs jours une rencontre prévue initialement pour le 2 octobre avec les syndicats. Elle devait avoir lieu dans la soirée du jeudi.

Photo: J. L. L.

Les syndicats de surveillants de prison avaient promis de « paralyser l'appareil judiciaire » à partir du mercredi 27 septembre, pour appuyer leur troisième mouvement de protestation et de revendication en moins de huit mois. Ils ont réussi, en quelques heures, au-delà de toute espérance, et beaucoup, de la chancellerie aux directions d'établissements n'hésitant pas à dire qu'ils sont allés trop loin.

Depuis le début de la semaine, de nombreuses réunions avaient eu lieu dans les établissements pénitentiaires pour définir les modalités du mouvement : blocus total des entrées et des sorties, opposition physique à l'intervention prévisible des forces de l'ordre, manifestations, grève du zèle ou occupation des locaux administratifs. Enfin, ce moyen de pression dont les surveillants sont les premiers à savoir qu'il fait automatiquement monter la tension dans l'univers carcéral : l'interruption des parloirs avec les familles.

C'est cette dernière forme qui a finalement prévalu, notamment dans les prisons de Lyon et de Draguignan, et dans l'un et l'autre cas elle a menacé un équilibre pénitentiaire déjà fragile. A Lyon, des familles de prisonniers se sont massées toute la journée de mercredi devant les portes de la maison d'arrêt, tandis que les détenus entendaient un long concert de casse-

roies. A Draguignan, le mouvement a été la cause directe d'un début de mutinerie. Jeudi, en début de matinée, le calme était revenu après l'intervention des forces de l'ordre. Trois gardiens de cette prison ont été légèrement blessés.

Devant la méthode choisie par l'intersyndicale, M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, avait, tôt dans la journée de mercredi, mis en garde les surveillants contre les risques encourus à jouer ainsi de la population carcérale. Dans un communiqué, la chancellerie avait d'abord rappelé qu'il « ne saurait être toléré que le fonctionnement de l'administration pénitentiaire soit entravé par le refus des écrous et des extractions ». Il est encore moins admissible, expliquait-on, que par l'interruption des parloirs, certains aient choisi d'utiliser la population pénale et les familles comme moyen de pression. Le ministre de la Justice demandait aux agents de « ne pas recourir à des formes d'action qui discréditent la fonction pénitentiaire ».

Dans la soirée, le garde des sceaux se faisait plus pressant encore, et, devant les dérapages du mouvement revendicatif, il affirmait à Europe 1 que la situation n'était pas « supportable ». « Je ne la tolérerai pas », M. Arpaillange

accusait directement les surveillants d'entraîner le dérèglement des établissements et de mettre en jeu des vies humaines. Toutefois, au plus fort de la tension, le garde des sceaux a aussi affirmé qu'il était prêt à recevoir immédiatement les syndicats, jeudi même si possible. A l'origine, le ministre avait proposé à l'intersyndicale de la rencontrer lundi 2 octobre. Mais devant la précipitation des événements, M. Jacques Vialatte, secrétaire général de Force ouvrière, acceptait de se rendre à la chancellerie jeudi à 18 h 30. Les autres syndicats pourraient eux aussi accepter le principe d'un rendez-vous.

Dans les autres prisons françaises, le mouvement de revendication des surveillants n'a pas atteint la gravité des événements de Draguignan. Devant la plupart des maisons d'arrêt, des gardiens ont retenu quelques minutes, parfois quelques heures, des cars qui transportaient des détenus. Les seuls incidents à signaler semblent s'être limités aux maisons d'arrêt de Fresnes et de Fleury-Mérogis. Dans les deux cas, des CRS ont dû faire usage de gaz lacrymogènes. Dans d'autres établissements, notamment à Avignon, à Toulon, à Rognes et à Caen, des détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade en raison de l'interruption des parloirs et de la fermeture des ateliers de travail.

Les revendications

L'intersyndicale des personnels pénitentiaires, à plusieurs reprises demandée au garde des sceaux de la recevoir. Aucune rencontre n'a eu lieu depuis le 7 septembre lorsque M. Pierre Arpaillange a exposé les grandes lignes de son budget. Par écrit, faute d'être reçus ensemble, les syndicats ont exprimé leurs revendications.

Dans une lettre datée du 13 septembre, l'intersyndicale explique qu'elle n'a trouvé dans le nouveau budget « aucune mesure susceptible d'améliorer le sort de l'ensemble des personnels pénitentiaires et le service public ». « Ces personnels connaissent une aggravation permanente de leurs conditions de vie. Leur pouvoir d'achat, comme celui de tous les fonctionnaires, se dégrade de jour en jour. Ils subissent en outre des atteintes journalières à leur dignité. Ils demandent qu'on reconnaisse leur qualification et la pénibilité de leur travail ».

L'intersyndicale demande l'ouverture de négociations sur les points suivants : création d'emplois, pouvoir d'achat, pension de retraite, conditions de travail, respect de leurs droits et dignité, mise en œuvre sans délai de tous les engagements pris lors des précédents mouvements. Les syndicats demandent, aussi, que soit reconstruite la décision de fermer vingt-cinq établissements pénitentiaires jugés vétustes par le ministre. La décision prise au mois de juillet avait été annoncée sans concertation.

A Lyon

Concert de gamelles et fumée noire

LYON

de notre bureau régional

A côté de quelques rares projectiles, les investives et les noms d'oiseaux les plus divers ont volé haut, mercredi 27 septembre, de part et d'autre des murs d'enceinte des maisons d'arrêt de Lyon. En pratiquant, dès le premier jour d'un mouvement largement défilé, la « grève des parloirs », les surveillants des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph ont provoqué la réaction immédiate et indignée des détenus et de leurs familles. Pas d'affrontement autre que verbal, mais une tension audible et palpable, qu'un important déploiement de forces de police a permis de canaliser. Tout au long de la matinée, un concert de cris et de tambourinades pour barreaux et gamelles répercutait au voisinage certaines heures chaudes des mutineries passées.

« On veut nos parloirs ! », scandé à intervalles réguliers par une cinquantaine de personnes — des femmes essentiellement — massées cours Soubert et trépanant d'impudence et de colère en face du grand portail jaune désespérément fermé, ce slogan explicite n'a pas infléchi la détermination des gardiens. Avec leurs sacs de plastique ou leurs bâtons renfermant duinga propre et quelques friandises, les parents de détenus ont été privés du « droit de visite » qui, la veille ou le matin même, leur avait été accordé, ou le papier. « C'est un scandale ! J'ai fait 50 kilomètres pour venir voir mon fils et on me refuse l'accès au parloir ! Il est en pleine dépression et ce contact est vital pour lui », se lamentait une dame aux cheveux gris, qui n'hésite pas à parler de « loi de la jungle ». « On peut comprendre que les gardiens aient des revendications, chacun a le droit de défendre son bien-être, mais ce qui est inadmissible, c'est qu'on nous prêche en otage dans une affaire qui ne nous concerne pas », réchirait une jeune femme mèche rousse qui serre un enfant dans ses bras et ne se résout pas à reporter vers sa lointaine barrière sans avoir pu parler à son mari. « Les voir une demi-heure, ou même un quart d'heure, c'est tout ce qu'on demande ».

Beaucoup des fiancées, des épouses ou des mères ainsi retenues, sans explication offi-

cielle, de l'autre côté de l'avenue par un cordon de policiers impassibles expriment plus verbalement leur désarroi. En reprochant aux surveillants de ne pas « avoir le courage de venir s'expliquer », ou de ne pas prendre en considération les aspects humains de leur mission. « Ce sont des délinquants peut-être, pas des chiens ! ».

Le GIPN

« fait le mur »

Les imposantes bâtisses grises qui bordent la gare de Lyon-Parcasse faisaient ainsi, d'emblée, figure de « bastion » de la contestation. Si lors du long mouvement de l'hiver dernier les prisons lyonnaises avaient souvent été en émoi, jamais les surveillants ne s'étaient résolus à interdire l'accès des familles aux parloirs. Cette fois, à l'exception du libre accès des avocats, toutes les activités en relation avec l'extérieur sont suspendues. Les syndicalistes tiennent à insister sur le fait que cette action dure constitue un « dernier recours » pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. Mais aussi parce qu'ils « ont tant travaillé dans des détroits. C'est cela pour nous comme pour les détenus... ».

En verrouillant le portail principal de Saint-Paul, les « grévistes » ont contraint les forces de l'ordre à faire de l'escalade. Ainsi, vers 13 h 30, une quinzaine de fonctionnaires du groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) durent-ils se munir d'échelles métalliques et de cordes pour « faire le mur » de la prison d'arrêt afin de libérer une partie du personnel administratif, bloqué dans la mess, et permettre à un détachement de policiers d'entrer dans l'établissement. Un peu plus tard, les sapeurs-pompiers s'apprêtèrent à intervenir à leur tour pour maîtriser un début d'incendie. L'épaisse fumée noire qui s'échappait du bâtiment central provenait simplement de quelques paillasses et morceaux de cartons enflammés par des détenus...

En fin d'après-midi, alors que les détenus avaient regagné leurs cellules à l'issue de la promenade — imposée par la direction régionale contre l'avis des surveillants — la situation semblait redevenue normale dans les prisons de Lyon.

ROBERT BELLERET

Grenades lacrymogènes, saccage, incendies

Explosion de colère à Draguignan

L'interdiction du parloir aux familles a déclenché, mercredi après-midi, la colère des cinq cent cinquante détenus de la prison régionale de Draguignan (Var). Vers 17 h 30, alors que les surveillants, toutes tendances syndicales confondues, bloquaient peu à peu la vie de la détention, un groupe d'une soixantaine de prisonniers a d'abord refusé de réintégrer les cellules après les promenades de l'après-midi. Profitant des couloirs vides, ils ont réussi à gagner sans encombre les toits. L'agitation s'est ensuite étendue à tout l'établissement, jusqu'au bâtiment des femmes, les détenus soutenant de la voix ce mouvement spontané, né de la « grève » des gardiens.

Situation incontrôlable

Trois surveillants étaient pris à partie et légèrement blessés par des détenus l'un d'eux fut même détenté de son trousseau de clés. Deux cent vingt portes de cellules furent ainsi ouvertes, le centre de détention très vite envahi, et le personnel d'encadrement dut céder sous le nombre, malgré des tirs de grenades lacrymogènes. La situation, vers 20 heures, était devenue

incontrôlable, de l'aveu même des premières forces de police arrivées sur place et qui tentaient de compenser l'absence des surveillants.

En début de soirée, le calme n'avait pas pu être rétabli. Plus de cent muns ont pratiquement tout détruit dans l'espace de liberté abandonné par les gardiens. Des cellules étaient dévastées, des meubles saccagés. Plusieurs incendies étaient allumés, à l'aide de matelas, notamment dans le bureau d'un éducateur, et, à chaque alerte de fumée, les pompiers ont dû intervenir, appuyés par des CRS envoyés en renfort.

Vers 21 heures, les policiers et une vingtaine d'éléments du peloton de réserve ministérielle de la gendarmerie parvenaient à reconquérir un peu du terrain perdu et à repousser les détenus vers les couloirs de détention. A l'extérieur, selon des informations recueillies par notre correspondant, Jean-Paul Giraud, les surveillants en « grève » tentaient de justifier leur mouvement et surtout de le distinguer de la mutinerie. M. Pierre Simon, délégué FO des gardiens, déplorait l'arrivée tardive, dans la prison, des forces de l'ordre. « Plus de quarante-cinq minutes après le déclenchement de l'alarme ».

A l'aube de jeudi les policiers et les gendarmes préparaient l'assaut des quartiers de détention alors que des ambulances se rangeaient devant la prison. Selon certaines informations, plusieurs détenus auraient pu être blessés au cours de la nuit, certains même victimes de brûlures lors des tentatives d'incendies. De la rue, on attendait quelques familles, les dégâts causés étaient visibles, le toit d'un pavillon effondré. Dans cette prison, construite en 1983 et qui abrite une maison d'arrêt et une centrale où certains prisonniers purgent de longues peines.

Sans velléité de mutinerie

L'issue approchait. Vers 8 heures, jeudi matin, les forces de l'ordre pénétraient dans l'établissement pour entrer en contact avec des détenus qui, selon les policiers eux-mêmes, avaient pour la plupart renoncé à toute velléité de mutinerie bien avant le lever du jour. Ils attendaient simplement dans leurs cellules ouvertes, celles au moins qui n'avaient pas été détruites, et se sont laissés mener docilement vers le terrain de sport pour y être regroupés.

PROVOCATION

par Agathe Logeart

COMME un fruit trop mûr, un fruit qui pousse, les prisons ont éclaté. Par la colère, la rancœur, une nouvelle fois, de ceux qui gardent, et par la réponse suscitée, si prévisible, des détenus. Non contents de bloquer l'appareil judiciaire, de maintenir leurs portes closes, d'empêcher les détenus d'être jugés, d'être incarcérés, de travailler, les surveillants, cette fois, ont franchi le pas le plus symbolique et le plus redoutable : ils empêchent les visites des familles et des amis des détenus. Certains syndicats, certains surveillants, y étaient hostiles. Ils n'ont pas résisté à la surenchère, et sont ainsi montés d'un cran, un cran de trop.

On a vu ces femmes, leur paquet de linge propre sous le bras, souvent venues de loin, se presser aux portes des parloirs pour voir leur père, leur mari, leur frère, leur amoureux. Elles attendent ce jour de visite, jour de peine et de joie. Les hommes aussi, à l'intérieur. Ces demi-heures fugitives, surveillées par les caméras,

par les rondes, c'est ce qui, de part et d'autre des murs, leur permet de tenir. C'est à cela que les surveillants ont touché.

Les surveillants ont joué avec cette dynamite. Aux cris de colère des visiteurs refoulés se sont joints ceux des détenus. De la confrontation à huis clos entre deux mondes par nature hostiles — les gardiens et les gardés — on est aussitôt passé à la haine ouverte. Il faut avoir entendu un détenu au fond de son mitard, ne disposant que d'une dalle de béton et de grilles, taper et taper encore, sans qu'on lui ouvre la porte, pour comprendre ce qu'est la solitude absolue en prison. Ces visites des familles, le travail aussi, le bout de ciel que l'on aperçoit au cours d'un transfert, c'est la soupe qui rend l'enfermement moins insupportable. Y toucher, c'est aller volontairement à l'affrontement entre surveillants et détenus, qui avait été évité au cours des deux précédents conflits.

Les armes utilisées par le personnel pénitentiaire se retournent contre lui. Physiquement d'abord. Trois surveillants ont été blessés à Draguignan. Symboliquement ensuite. S'ils se ressentent comme des « bâtarde », selon le mot de M. Gilles Sicard, le secrétaire général de l'UFAP ou des « deuxième catégorie », comme dit M. Jacques Vialatte (FO), s'ils aspirent, à côté de leurs revendications salariales ou de conditions de travail, à plus de dignité, les personnels pénitentiaires ont choisi la mauvaise manière pour convaincre. Ce n'est pas en prenant les détenus en otage, ce n'est pas en piédant le peu de droits qui restent aux prisonniers, qu'ils pourront eux-mêmes en acquiescer de nouveaux. Si secouer cette image pénible de gardes-chiourme hostiles qui leur colle à la peau. S'en prendre de façon aussi provocante aux détenus sans les renvoyer des années en arrière. C'est donner raison aux détenus qui voient dans les prisons une zone de non-droit.

SCIENCES

En 1973 et en 1980

Deux explosions de fusées soviétiques avaient fait une soixantaine de morts

Deux accidents survenus au sol en 1973 et en 1980 ont fait au total cinquante-neuf morts sur le pas de tir du cosmodrome de Plesetsk, à 300 kilomètres au nord de Moscou, ont révélé, mercredi 27 septembre, des responsables soviétiques.

Les deux catastrophes n'étaient pas connues en Occident. La plus récente s'est produite le 18 mars 1980, a expliqué M. Anatoli Lapshin, porte-parole du centre de Plesetsk. Une explosion est survenue lors du remplissage en kérosène et en oxygène liquide des réservoirs d'une fusée. Quarante-cinq ouvriers et techniciens ont été carbonisés, cinq autres sont morts des suites de leurs brûlures. L'année qui avait fait neuf morts, était survenue dans des circonstances similaires le 26 juin 1973. Les victimes étaient pour la plupart de jeunes appelés d'une vingtaine d'années, a précisé M. Lapshin.

Le cosmodrome de Plesetsk, près d'Arkhangelsk, est l'une des deux grandes bases spatiales soviétiques. Plus de mille fusées y ont

été tirées depuis 1960, pour la mise en orbite de satellites militaires et civils. Le cosmodrome de Baïkonour (dans le Kazakhstan), à l'est de la mer d'Aral, dans le Kazakhstan, est, lui, plus particulièrement spécialisé dans les vols humains.

Ces révélations sont intervenues un peu par hasard, en réponse aux questions de journalistes étrangers basés à Moscou, invités pour la première fois à Plesetsk pour un lancement, et qui avaient remarqué un mémoriel de granite rose orné des photos des victimes.

La catastrophe de mars 1980 est la seconde en importance dans l'histoire mondiale de l'espace. La première s'était produite en URSS également, à Baïkonour, le 24 octobre 1960. Une énorme explosion de carburant y avait fait cinquante-quatre morts, parmi lesquels plusieurs membres de l'élite de la technologie spatiale soviétique, dont le maréchal Nedelme, responsable à l'époque du lancement des fusées. Parmi les accidents spa-

tiaux importants survenus au sol figure encore l'incendie d'une capsule Apollo le 27 janvier 1967 à Cap Canaveral, dans lequel trois astronautes américains avaient péri carbonisés. Une fusée américaine Titan 34 D avait par ailleurs explosé au décollage le 18 avril 1986, causant des dégâts considérables sur la base américaine de Vandenberg (Californie), sans faire de victimes. Un accident similaire s'était produit durant l'été 1969 sur le cosmodrome de Baïkonour, où un prototype avait explosé au sol, sans apparentement provoquer de morts.

S'ajoutent évidemment à cette liste les accidents en vol : écartement à l'atterrissage de la capsule Soyouz-1 le 24 avril 1967 (un mort), dépressurisation de Soyouz-11 le 30 juin 1971 (trois morts) et, surtout, explosion de la navette américaine Challenger soixante-cinq secondes après le décollage, le 28 janvier 1986 (sept morts).

J.-P. D.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

L'intervention réussie du « pompier volant » Joe Bowden sur la fuite de Chémery

Gaz de France va tirer les leçons

La fuite de gaz du réservoir souterrain de Chémery (Loir-et-Cher) au puits 47, a été comblée mercredi 27 septembre à 17 h 45.

CHÉMERY (Loir-et-Cher)

de notre envoyé spécial

Accessoires devenus inutilisés, les équipes ont dû attendre pendant un bon moment avant de pouvoir intervenir. Le silence brutallement retombé sur les champs de maïs alentours est bien la preuve que la fuite de gaz survenant l'avant-veille dans le plus grand réservoir de stockage souterrain d'Europe est enfin jugulée.

Après trois essais infructueux en cours de nuit, un bouchon composé de billes métalliques, de morceaux de caoutchouc et de boue a enfin réussi à contenir la violence du méthane. Il ne restait plus, au cours de la soirée et de la nuit, qu'à injecter de la boue dans le puits au rythme de 300 litres par minute afin de refouler définitivement le gaz vers les entrailles où il est stocké.

Pour les cinq hommes qui luttaient en première ligne contre les caprices du gaz sous haute pression, une première phase de travail est terminée. Devant les caméras accourues, deux Américains, Joe Bowden, cinquante-six ans, et son fils Joe Junior, trente ans, deux routiers des interventions comme des catastrophes industrielles en tout genre. Il y avait aussi, un pas en arrière, trois gaziers français, dont c'était le baptême du feu.

Pendant les longues heures passées sur la plate-forme couronnant le puits, à la merci d'une étincelle, ils ne se sont guère parlés. Il est vrai que les 110 décibels mesurés au périmètre du site ne favorisaient pas les conversations. « Parfois, on s'isolait pour faire le point », raconte Yannick Guérin, responsable de la sécurité des réservoirs souterrains à GDF. Mais la plupart du temps, un geste, un croquis ou quelques lignes griffonnées, cela suffisait à une bonne coordination.

Guérin et ses collègues, Bernard Bouchet et Jean-Charles Busch, sont de vrais professionnels. Mais leur savoir-faire, ils l'ont acquis sur des puits d'écoulement lors de simulations d'éruption. « Nos équipes sont parfaitement formées, mais elles n'ont jamais été en situation », explique Jacques Maire, directeur adjoint de Gaz de France. C'est pourquoi, l'an dernier, nous avons passé un contrat d'assistance avec Joe Bowden.

Un cachet secret

Faméuse idée ! Cet ancien bras droit de Red Adair a passé plus de trente ans de sa vie au pied des puits en folie, qu'ils soient de pétrole ou de gaz. Son entreprise, la Wild Well Control Inc. (WWCI), créée en 1975 à Houston (Texas), emploie une dizaine de personnes, et ses « pompiers volants » interviennent bon an mal an sur une vingtaine d'accidents industriels. Outre les interventions « à chaud », Joe Bowden prodigue à ses clients des conseils sur les matériels et les moyens de prévention. Dans ce cadre, il avait déjà visité tous les sites d'exploitation de GDF. Il était attendu la semaine prochaine à Chémery pour une réunion de travail.

Le hasard aura précipité son arrivée en terre solognote, avec son fils, son presque double. Même prénom, même double menton, même gris soier dans le regard. Les Bowden ont dirigé la manœuvre sans laisser la moindre place à l'improvisation. « Le secret de la réussite, c'est d'avoir trouvé rapidement le bon dosage des billes pour constituer un bouchon, en particulier en choisissant un caoutchouc très dur », explique Yannick Guérin. La recette, bien sûr, était de Joe Bowden.

Encore une fois vainqueur de son corps à corps avec le plus volatil des adversaires, le Texas n'a sûrement pas perdu son temps à Chémery, mais le montant de son cachet restera secret. « Pour les

risques qu'il prend, ses honoraires sont très modestes », a simplement déclaré Jacques Maire.

La perte enregistrée par GDF s'exprime selon ses dirigeants à la manière simple des exercices de calcul soumis aux élèves de sixième : soit une fuite de 100 000 mètres cubes par heure pendant 52 heures à raison de 50 centimes le mètre cube.

Chémery n'a connu qu'un accident de parcours puisque le puits défilant sera à nouveau opérationnel dans un mois. Cependant, estime M. Jacques Maire, « il importe à GDF d'analyser les causes de l'incident et d'en tirer les leçons en matière de procédures et de matériels ».

La direction de GDF a d'ores et déjà annoncé la création d'une commission d'enquête et de réflexion ouverte à des experts extérieurs à l'entreprise.

Trente-deux années après le précédent incident de même nature, les répercussions risquent en effet d'être négatives sur l'opinion. Or GDF est toujours à la recherche de nouveaux sites de stockage. Celui de Cér-la-Ronde, près de Loches, qui pourra recevoir 1,5 milliard de mètres cubes sera prochainement soumis à l'inspection d'utilité publique. Plusieurs autres font l'objet d'études exploratoires, près de Verdun, dans l'Oise, dans la Creuse, etc. En pensant aux prochaines réunions d'information qu'il doit tenir dans ces régions, un cadre de GDF soupire : « Notre approche des populations et des élus locaux sera plus difficile. Désormais, il faudra gérer l'après-Chémery ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

20 milliards de mètres cubes en sous-sol

d'un jour de très grand froid, Paris consomme 450 000 mètres cubes.

La plupart des réservoirs souterrains sont aménagés dans un aquifère.

pose une structure en anticlinal : les hydrocarbures, ayant une tendance naturelle à monter, s'accumulent dans la partie haute de la flexure. Cela suppose aussi une

Sur le pourtour de l'anticlinal sont forés des puits de contrôle (vingt à Chémery) dans lesquels sont faites diverses mesures. En outre, quelques puits n'ayant pas jusqu'à l'aquifère surveillent en permanence l'étanchéité du réservoir.

L'injection de gaz sous pression chasse l'eau vers les côtes de l'anticlinal. Ce qui explique que le soulèvement de trop de gaz permettrait à l'eau de revenir dans la partie centrale.

Vastes cavernes

Tout différents sont les réservoirs aménagés dans des couches souterraines de sel (deux en France). Là il s'agit de très grandes cavernes « fabriquées » par des injections très subtilement contrôlées d'eau douce et par la remontée des saumures de plus en plus salées résultant de la dissolution du sel. Ainsi peut-on éviter en dix-huit mois un énorme volume (de l'ordre de 300 000 mètres cubes à Etretz, Aisne) qui a la forme générale d'une poire ou d'une bouteille très pansue. Le toit d'un tel volume est capable, en effet, de résister aux contraintes liées aux déformations et aux surpressions des gaz.

La forme de ces cavernes est obtenue en suivant un modèle mathématique et contrôlé grâce à un sonar qui est descendu tant que la caverne est pleine de saumures. Ainsi la hauteur de la caverne, à Etretz, est-elle de l'ordre de 130 mètres et le diamètre le plus grand de 76 mètres. Ces cavernes ont en général une capacité moins grande que les réservoirs de stockage des aquifères : 1 milliard de mètres cubes tout de même à Etretz ; 425 millions de mètres cubes à Tersanne (Drôme).

Lorsque la caverne est complètement évidée, les injections de gaz faites sous pression croissante chassent la totalité des saumures dont, en stade final, la salinité est de l'ordre de 250 grammes de sel par litre (rappelons que la salinité moyenne de l'eau de mer est de 35 grammes par litre). Le gaz sous pression (220 bars à Tersanne) remplit donc toute la caverne. Là non plus il ne peut être soutiré dans sa totalité. La pression du gaz doit être maintenue à un degré suffisant pour éviter que la caverne ne se déforme (le sel est plastique). Ce qui en diminue le volume utile.

YVONNE REBEYROL

STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ



frère. La France en a onze de ce type. Comme pour les gisements d'hydrocarbures, il faut que cet aquifère soit un « piège », c'est-à-dire que les hydrocarbures ne puissent, dans le sous-sol, poursuivre leur montée vers le haut, montée due au fait que leur densité est inférieure à celle de l'eau et encore plus à celle des terrains. Cela sup-

couverture imperméable : une couche d'argile ou aussi de sel qui piège les hydrocarbures en les empêchant de continuer leur progression vers le haut.

Pores minuscules

Les réservoirs de ce type sont identiques aux gisements naturels d'hydrocarbures et aussi aux aquifères (2) : ces précieux liquides ou gaz ne remplissent pas de grandes cavernes, mais les innombrables pores minuscules d'une roche perméable, grès ou sable le plus souvent (3).

Lorsque la structure adéquate a été décelée dans le sous-sol par les méthodes géophysiques de prospection de surface, on fore des puits (cinquante-huit à Chémery), dans sa partie centrale pour injecter ou soutirer le gaz.

Chaque puits est chemisé, sauf dans sa partie la plus basse, par un tube d'acier cimenté aux terrains traversés. A l'intérieur de ce premier tube de 160 millimètres de diamètre, en général, est installé le tube de production (127 millimètres de diamètre). La partie basse de celui-ci se termine par une crépine, c'est-à-dire une sorte de passoire qui doit être nettoyée régulièrement, car elle peut être obstruée par des grains de sable ou par d'autres impuretés. Une opération relativement de routine consiste donc à remonter l'ensemble du tube de production pour changer la crépine. Opération tout à fait semblable aux travaux de maintenance faits dans les puits d'exploitation des champs naturels d'hydrocarbures.

CIRCULATION

Deux municipalités des Yvelines refusent de prendre en compte le tracé de l'A-14

A Saint-Germain-en-Laye et à Montesson (Yvelines), les élus municipaux ont voté, à l'unanimité, leur refus de mettre en conformité leur plan d'occupation des sols avec le projet d'autoroute urbaine à péage.

Cette A-14 est destinée à soulager l'autoroute de Normandie (A-13) sur 20 kilomètres. Elle devrait relier, en 1994, Nanterre et Orgeval.

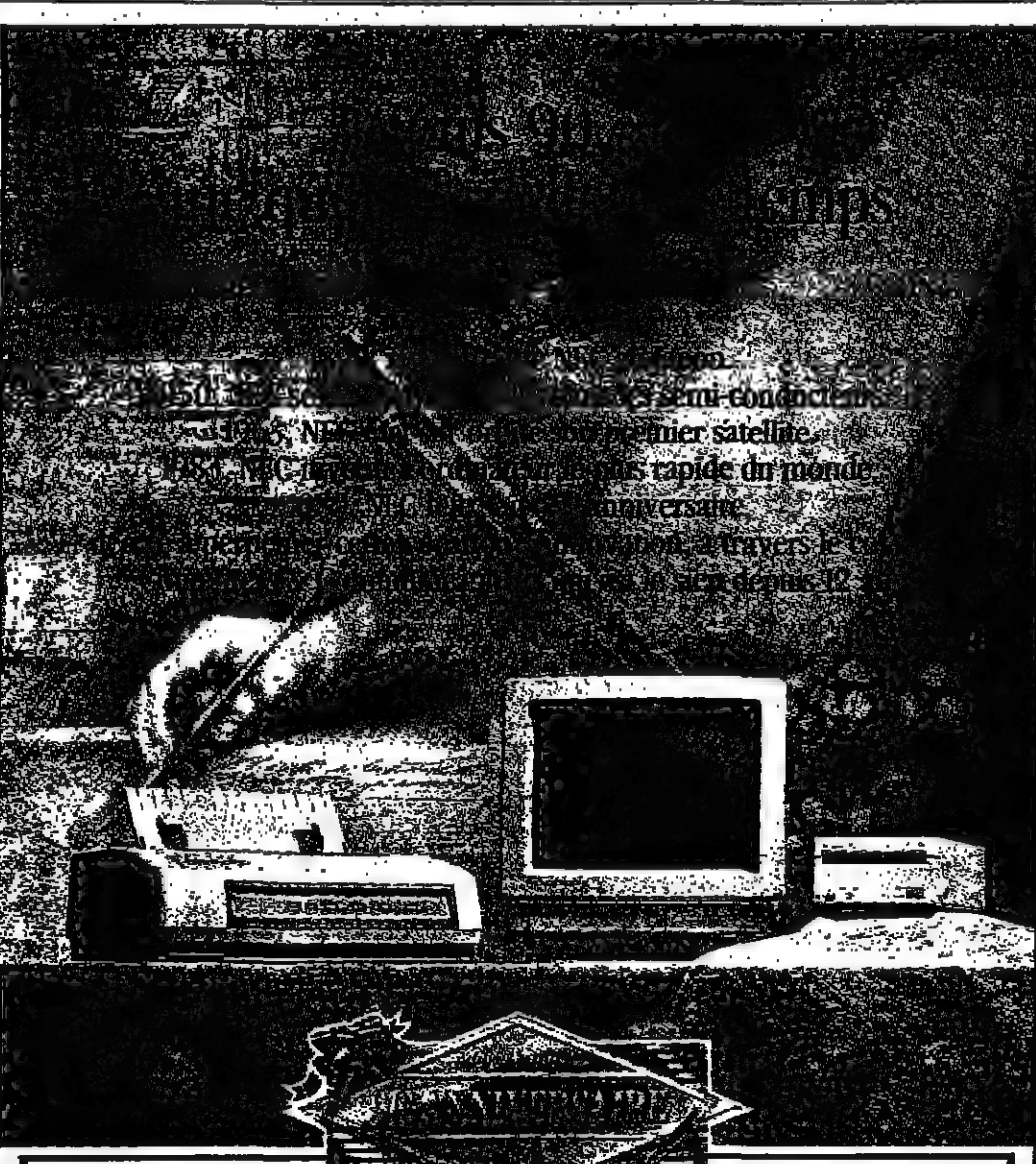
A Saint-Germain-en-Laye, le maire, M. Michel Péricard (député RPR des Yvelines), et le conseil municipal ne remettent pas en cause le principe de l'A-14. Ils en contestent le tracé, dénonçant les « agressions à l'environnement » et le risque d'« explosion totale » de la circulation dans les quartiers ouest de la ville, déjà saturés.

Les élus de Montesson s'en prennent eux aussi au tracé actuel qui, par rapport au tracé initial, « aggrave les nuisances pour la commune » et présuppose l'aban-

don définitif du franchissement de la Seine par un souterrain. Ils demandent une étude sérieuse sur ce passage sous-fluvial qui ne peut être scindé, déclarent-ils, pour des raisons uniquement financières.

L'avenir de l'ensemble de la plaine de Montesson que l'A-14 doit traverser les inquiète. Cette plaine maraîchère située dans l'alignement du Louvre, de l'Étoile et de la Grande Arche, devrait faire, selon eux, l'objet d'un aménagement spécifique. Ils souhaitent à tout le moins que le parcours en déblai de la future A-14 y soit creusé au minimum à 6 mètres de profondeur afin de permettre un jour être reconstruit.

Pourquoi, s'écarter pour sa part M. Michel Péricard, l'administration semble-t-elle presser le mouvement et caviarder la réalisation de l'autoroute sans attendre le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France dont les travaux préparatoires ont commencé à l'initiative du gouvernement ?



Aujourd'hui, NEC fête son 90^e anniversaire ; et pour vous remercier de votre fidélité, NEC a voulu que cet anniversaire soit pour vous une grande fête. A partir du 9 octobre prochain, NEC organise une grande opération "90^e anniversaire". Avec réductions sur accessoires NEC, Grand jeu gratuit.

"90^e anniversaire NEC" : autant d'actions soutenues par une importante campagne publicitaire dans la presse informatique...

Pour en savoir plus, contactez : NEC France S.A., Tour Gan, Cedex 13, 92082 Paris-La Défense, ou à partir du 9/10/89 composez le (16-1) 47.28.83.84.

NEC

LA VIE ASSOCIATIVE

Le règne de l'incohérence

Le marché unique européen inquiète les associations. Elles s'y préparent en réclamant plus de cohérence aussi bien en leur sein que du côté de l'Etat.

Nul doute, la création du marché unique européen représente un sujet d'inquiétude pour les associations. L'inquiétude est d'autant plus grande que l'on connaît très mal nos voisins dans ce secteur très particulier qu'est la vie associative. Lors de la dixième Rencontre nationale des associations, jeudi 21 septembre, le Crédit coopératif a organisé un atelier sur le thème « Association : quel avenir ? ». Cela a été l'occasion de faire un état des lieux en France.

Depuis la fin des années 70, les associations subissent un grand chambardement avec le repli de l'Etat-providence et la décentralisation, qui ont abouti à une redistribution des sources de financement. On peut se demander dans quelle mesure la deuxième onde de choc que représentera le marché unique affectera les associations encore convalescentes.

La perspective a bien sûr ses limites mais on peut toujours, comme l'a fait M^{me} Sylvie Teyssie, directeur général adjoint de la Fondation de France, dégager les éléments prévisibles de l'évolution de notre société à court et à moyen terme. Ainsi, parmi les tendances lourdes, on peut citer entre autres : une démographie qui pèse, un allongement de la durée de la vie et une volonté persistante des femmes à s'inscrire sur le marché du travail. Parmi les données moins prévisibles, on classe : la persistance de la faillite de l'Etat-providence, l'incrustation d'une société à deux vitesses avec une aggravation du nombre des exclus. Il semble cependant que les associations connaissent les failles de l'Etat ne sont pas près de disparaître ; l'école, qui ne joue pas à plein son rôle d'insertion, continue aussi à avoir besoin d'associations-béquilles. De même, l'hôpital, qui traverse une crise profonde, doit s'appuyer pour un moment encore



sur les militants d'associations qui peuvent apporter plus de chaleur dans les rapports humains... M^{me} Teyssie souligne cependant le danger qu'il y a de voir ces organisations d'aide aux démunis s'essouffir : « Elles manquent de bras et de financement ». Répondant à des besoins accentués par la crise, elles devront rapidement bénéficier d'un regain de militantisme ou de plus de subsides si l'on veut qu'elles répondent correctement à la demande.

Du côté du loisir et de la culture, l'horizon est globalement clair : « On vit bien et même de mieux en mieux, sauf dans le tourisme où la concurrence est très forte et risque de s'accroître dans les années à venir. De même, toutes les associations s'occupant d'alcoolisme, de drogue, de violence, de la protection des animaux et de l'environnement n'ont pas trop de soucis à se faire ».

S'appuyant de façon significative sur des subventions provenant des organisations communautaires et sur les collectes de fonds, les associations humanitaires interve-

nant dans le tiers-monde ont davantage de sujets d'inquiétude. Comme l'a expliqué M. Bernard Holzer, secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement, les Anglo-Saxons possèdent une avance sur la France dans les techniques de collecte de fonds. D'autre part, il paraît urgent de comparer les avantages fiscaux proposés par les différents pays, car ces avantages jouent un rôle de donateur dans l'envoi de leurs dons.

Préparer le futur

M. Daniel Bruneau, responsable du développement à l'Association des paralysés de France, qui n'est pas tendre dans son analyse de la politique suivie ces dix dernières années, ne l'est pas plus avec le discours du monde associatif. Selon lui, on nage des deux côtés dans l'incohérence. « Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, il n'y a pas de statut fiscal propre aux associations en France. Les

dégrevements fiscaux sont attribués suivant des critères difficiles à comprendre. Ainsi la fiscalité des associations s'occupe des associations d'aveugles. Le droit fiscal est fixé non pas en fonction de la structure mais de la nature de l'activité (notion subjective et fluctuante de l'intérêt général). Comme il y a très peu de « spécialistes associations » dans les services fiscaux, on peut avoir des différences significatives d'une région à l'autre, avec des régions qui imposent une taxe à un certain type d'associations et d'autres qui ne le font pas.

Mais l'incohérence est plus globale. « D'un côté, vous avez le gouvernement, qui dit avoir de moins en moins d'argent à offrir aux associations et encourage celles-ci à diversifier leurs activités ; de l'autre, vous avez un fisc qui a une vision archaïque du monde associatif. Il soutient que celui-ci ne doit pas faire de bénéfices, alors qu'il n'a seulement pas le droit de les répartir entre ses membres (il peut en revanche les réinvestir) ; de même, il estime que les permanents ne doivent pas être trop payés et ne veut pas que les associations aient recours à des activités commerciales ».

Face à cette situation, l'attitude du monde associatif n'est peut-être pas appropriée. « Il présente des revendications hétérogènes et fluctuantes, et la compétence laisse à désirer ». On constate qu'il vit la fiscalité de façon péniplisante et que, dans son sursaut, la dimension politique des subventions, tant récriminations, s'estompe...

Selon M. Bruneau, la question qui se pose actuellement pour l'Etat, c'est de savoir si les associations sont indispensables à la vie moderne et sociale. « Si oui, il lui appartient d'en assurer une partie des charges, soit directement par le biais des subventions, soit indirectement au moyen de la fiscalité sur le public ou sur les associations ».

CHRISTIANE CHOMBEAU

Bénévoles sur minitel

D'un côté, de plus en plus de Français souffrant de solitude, de l'autre, des associations cherchent désespérément des volontaires bénévoles. Mais, comment les faire se rencontrer ? Depuis dix ans, le Centre national du volontariat (CNV) (1) s'emploie à mettre les uns et les autres en relation grâce à ses quarante-cinq centres implantés en France. Quarante-cinq centres, c'est beaucoup et peu à la fois.

L'expérience a montré que les habitants de la campagne, ceux des petites et même ceux des moyennes villes échappent aux mailles du réseau. Aussi, ce n'est pas sans intérêt que le CNV a étudié l'offre d'Associations-Services (2) d'abriter sur son minitel un secteur offre et demande de bénévoles. Après plus d'un an d'études, Assoc-Services a mis au point, gratuitement (il récupère une partie des fonds investis sur les appels), un logiciel. Le kiosque a été ouvert à la fin du printemps dernier (3).

Il est encore trop tôt pour faire un bilan mais déjà de grandes tendances se dessinent. Malgré le peu de publicité faite jusqu'ici, les appels augmentent à un rythme régulier. Les plus nombreux à piocher sont les jeunes. Se gardant d'une interprétation hâtive, M. Claude Blitz, un retraité qui s'occupe bénévolement du Minitel-Volontariat, a cherché à comprendre pour-

quoi. Du côté des associations, les tâches proposées nécessitent un investissement personnel moyen variant entre deux et cinq heures par semaine. Elles concernent surtout la secrétariat, l'informatique, la gestion ou la recherche des fonds.

On trouve également une demande importante de volontaires pour rendre visite aux enfants hospitalisés, s'occuper des personnes âgées ou handicapées et pour aider scolairement les enfants en difficulté. Ces dernières propositions restent rarement longtemps sans réponse car elles correspondent à l'attente des jeunes.

Le service est actuellement mis à jour toutes les quarante-huit heures mais il devrait, dans quelque temps l'être toutes les vingt-quatre heures. Le CNV contrôle, autant que faire se peut, les offres et demandes. Il veille à ce que ne se glissent pas des annonces indélicates et que ne soient pas proposées des tâches qui normalement nécessiteraient l'embauche d'un permanent salarié.

Plus qu'une simple modernisation de ses outils de communication, le minitel peut être pour le CNV un défi. Il devrait procurer une meilleure adéquation de l'offre et de la demande de bénévoles, élargir la « clientèle », permettre une recherche plus rapide et donc procurer à tous une plus grande satisfaction.

Ch. Ch.

- (1) Centre national du volontariat, 132, rue des Poissonniers 75018 Paris. Tél. : 42.64.97.34.
- (2) Assoc-Services, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42.52.06.02.
- (3) Mode d'emploi : 3615 + code Associa, puis choix n° 3.

fonda

Informons-nous, associations nos idées, proposons et agissons ensemble.

Pour une vie associative utile, innovante, forte, dynamique et reconnue, adhérez à la fonda, abonnez-vous à sa lettre d'information, renseignez-vous

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

Associations vous et le Crédit Coopératif pour entreprendre ensemble



CRÉDITS SPÉCIAUX ASSOCIATIONS

Leur nom : CONFIDANCE ASSOCIATIONS. Leur « plus » : un large choix d'options (crédit flash, moyen et long terme, grand projet Pierre...). Autre possibilité : le livret EPARGNE PLUS (une période de placement suivie d'un prêt à taux préférentiel) ■

PLACEMENTS

Les moyens d'une bonne gestion financière : nos SICAV, FCP, CDN... Le moyen d'en profiter au maximum : notre Conseil ■

TÉLÉSERVICES

Pratiques : les services télématiques et informatiques du Crédit Coopératif. Pour piloter à distance vos comptes et leurs mouvements : COOPATEL CC. CRÉDICOOP CC. Pour gérer des patrimoines sous tutelle : ASTEL CC. Pour lancer des opérations de collecte de fonds : CRÉDICOOP-Dons ■

INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Interventions en fonds propres ■

CREDIT COOPÉRATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE.

Contact : BP 211, 92002 Nanterre cedex. Ou Minitel : 36 14 code COOPA. Tél. : 47.24 87 52

Le Monde
PLANTU

DES FOURMIS
DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES, 1250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

infac

Formation professionnelle
**DIRECTION
D'ENTREPRISES SOCIALES**

- Management et gestion de personnel
- Gestion financière et informatique
- Législation du projet

Contact : Sylvie BRUN (1) 48-76-80-94
Poste 206, 51, rue Jacques-Karst
94150 NOGENT-SUR-MARNE

**100.000 LIVRES
EN STOCK**

5 CATALOGUES PAR-AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS

FORUM 89

LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES
ET DES ASSOCIATIONS

14, 15, 16 DÉCEMBRE 1989
PARC DE LA VILLETTE
GRANDE HALLE
PORTE DE PANTIN

Renseignements et inscriptions :
CAPRIC, 38, rue du Collège, 75008 PARIS
Tél. : 42-25-41-38 - Télax : 648701

NOM _____
PRÉNOM _____
ASSOCIATION ou SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____

Tél. _____

Je désire obtenir :

- ☐ Un dossier pour exposer
- ☐ Une carte d'invitation
- ☐ Le programme des conférences

صكنا من الامم

AGENDA

JEUDI 28 SEPTEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (47-77-12-33). T.J. et dim. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

A LA LETTRE ! ACTUALITÉ DE LA TYPOGRAPHIE FRANÇAISE. Centre d'Information Cei. Jusqu'au 6 novembre.

COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE. MMAM. Grande salle-primaire sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

ALFRED CORNÉES. Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 22 octobre.

DE MATISSE A ALOUARD-HUL. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

L'EUROPE DE GONFRODO PARISE. Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 5 novembre.

FORUM DE LA RÉVOLUTION. Petit foyer et grand foyer. Jusqu'au 5 novembre.

GRAPHISME MODERNE. Galerie des livres Col. Jusqu'au 23 octobre.

WORLD PRESS PHOTO 1989. Galerie de la B.P.J. Jusqu'au 13 novembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Solfèbe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CHARLES LAMÈRE : PEINTURES RELIGIEUSES. Exposition-déclat. Entrée : 22 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1 octobre.

L'OPÉRA. PHOTOGRAPHIES DE CHARLIER. Exposition-déclat. Entrée : 22 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 août 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et dim. de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

HISTOIRES DE MUSÉE. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 novembre.

NAM JUNE PAIK. La 6^e dimension. Jusqu'au 20 novembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TROIS ANS DE DÉCOUVERTES. Galerie colonnade (43-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, sam. : 21 F. Du 30 septembre au 31 décembre.

LES RYNDERS DE JACQUES LANTIER. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie colonnade. T.J. et dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

CENTRES CULTURELS

3^e ÉTAGE. Groupe d'art contemporain aménagé. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (46-70-27-27). T.J. et dim. de 9 h 30 à 18 h 30. Du 28 septembre au 13 octobre.

EVA AEPPL. Centre culturel suisse, 82, rue de France-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et dim. de 13 h à 18 h. Du 28 septembre au 28 novembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des bijoux et des armes d'Oman, Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et dim. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 9 octobre.

LE CABINET DES CLARINETTES DE LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-GENEVIÈVE. Bibliothèque Saint-Genève, 10, place du Panthéon (43-28-61-00). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

DANIEL DEZEULE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (43-53-60-65). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 octobre.

EGYPTE - EGYPTE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars.

JANOSCH. Goethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.J. et dim. de 10 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 octobre.

MAGNELL. Théâtre et variations. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.J. et dim. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 29 octobre.

PARIS EN VISITES

«Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges». 14 h 30, métro Saint-Paul (46-70-27-27). T.J. et dim. de 9 h 30 à 18 h 30. Du 28 septembre au 13 octobre.

«Le château d'eau de Marle de Médice avec son réservoir souterrain. L'Infirmerie Marie-Thérèse». 14 h 30, devant le 71, avenue Dantier-Rochereau.

«Le Val-de-Grâce, fondation d'Anne d'Autriche». 15 h, 277^e, rue Saint-Sauveur.

«Les passages de Saint-André-d'Arto au pont des Arts». 15 heures, devant le fontaine Saint-Michel.

«Le quartier Saint-Sulpice». 14 h 30, fontaine place Saint-Sulpice.

«Les couronnes du Musée de Cluny». 15 h, 6, place Paul-Painlevé.

«Le Musée Mémorial de Camondo». 15 h, 63, rue de Monceau (Paris et ses environs).

«Histoire du Palais-Royal et de ses jardins». 14 h 30, devant les grilles de Coislin d'Etat (Aux Arts et Contours).

«La place Vendôme à l'époque de Napoléon». 15 heures, 7, place Vendôme (O. Houdier).

«Hôtels de la rue de Bac. Le Jardin des minuscules étrangères». 14 h 30, Palais Saint-Thomé-d'Aquin (M^o Cassel).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

«L'hôtel de Launay». 14 h 30, métro Pont-Marie (Correspondance d'Art et d'Architecture).

VERA MOLNAR. Institut hongrois, 82, rue Bonaparte (43-28-06-44). T.J. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Du 2 octobre au 19 octobre.

LE PATRIMOINE PARISIEN PENDANT LA RÉVOLUTION. Musée de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe. T.J. et dim. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 23 octobre.

RENÉ-JACQUES. Un illustrateur contemporain. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Favart (42-74-44-44). T.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 28 octobre.

GUSTAVE BERNHARD BOVY. Centre d'Art, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

LE VERRE GRANDIEUR NATURE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-73-52). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

SUSUMU SHINGU. Paris Art Center, 30, rue Falguère (43-22-59-47). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 14 h à 17 h 45. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 31 décembre.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 septembre à 0 heure et le dimanche 1^{er} octobre à 24 heures.

Durant ces trois jours, les nuages seront abondants sur le nord du pays. Ils apporteront des pluies faibles. Le soleil aura tout de même l'occasion de faire quelques belles apparitions, en particulier à partir de dimanche. Au sud, le temps sera beaucoup plus agréable avec un meilleur ensoleillement.

Vendredi : brumes près de la Manche, orages sur l'extrême Sud-Est.

Le matin, le ciel sera couvert de la Bretagne à l'île-de-France et aux Ardennes. Il y aura de faibles brumes au nord de la Seine. En Corse, le temps sera orageux dès le matin. Sur le reste du pays, le ciel sera nuageux. Il y aura encore du brouillard sur le nord-est du pays.

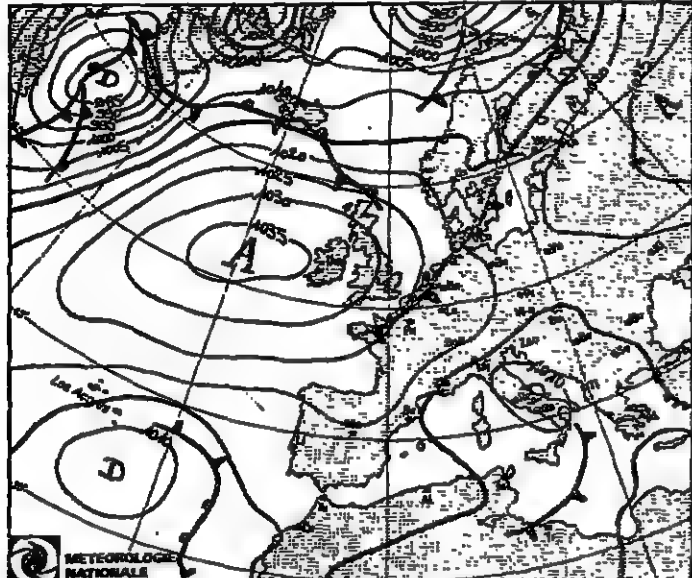
L'après-midi, seules les régions proches de la Manche garderont un ciel sans

vent avec des pluies faibles. En Corse et sur les Alpes du Sud, des orages éclateront. Ailleurs, le temps sera nuageux mais sec.

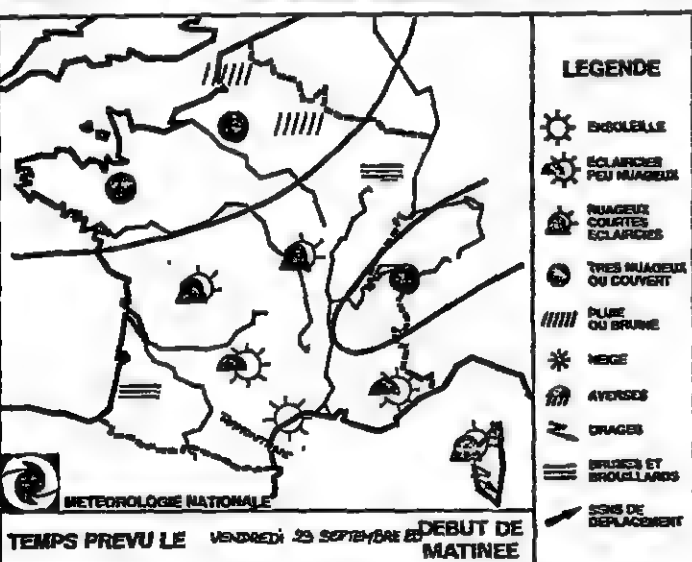
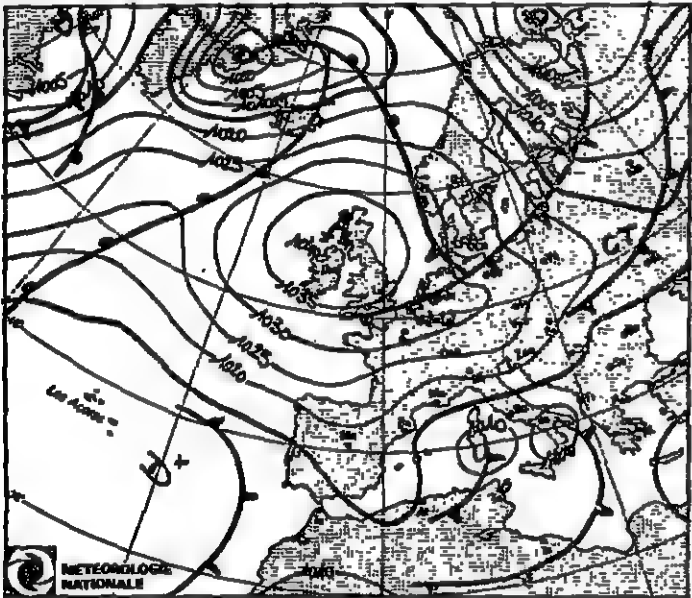
Le mistral et la tramontane souffleront encore fort avec des rafales atteignant les 80 km/h.

Les températures seront encore basses le matin du Nord-Est au Centre-Est avec 4 à 7 degrés, localement 2 à 3 degrés d'Alsace, elles seront comprises entre 9 et 14 degrés. Les températures maximales seront en baisse par rapport à la veille : de 16 à 23 degrés du nord au sud.

SITUATION LE 28 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 SEPTEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 27-9-1989 à 6 heures TU et le 29-9-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	NANTES	BRETAGNE	ALPES	CORSE
AMBIER	24 14 D	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
BARCELONE	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
BELLEVILLE	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
BRETAGNE	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
CAEN	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
CHERBOURG	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
CLERMONT-FR	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
DIJON	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
GRENOBLE	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
LEZARD	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
LYON	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
MARSEILLE	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
NANCY	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
NANTES	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
REIMS	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N
STRASBOURG	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N	20 14 N

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINTEL

Prévisions complètes. Météo marins. Temps observé Paris, province, étranger. 36-15 Types LEMONDRE puis METEO.

CARNET DU MONDE

Naissances

— Pascal PARIANT et Jean-Louis GAREY ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille
Constantine,
le 17 septembre 1989, à Paris.

Décès

— M^{me} Cima Devilla, Aimée et Marie-Cristine, leur famille et leurs amis ont le chagrin de faire part du décès de
Armande CIMADEVILLA,
survenue le 25 septembre 1989.
Cet avis tient lieu de faire-part.
71, boulevard Victor-Hugo,
92200 Nanterre.

— « Le mort ne peut pas mourir »
La Compagnie de Saint-Ursule fait part du décès de
Marie DOMINIQUE,
Nicole de Cramailhac,
à l'âge de 27 ans, le 27 septembre, à Toulon, à l'âge de soixante-quatre ans.

La messe d'adieu aura lieu à la Maison de prière, 32, rue de la Mésange, 37540 Saint-Cyr-sur-Loire, le vendredi 29 septembre, à 14 h 30.

Un car partira du Foyer de Paris à 11 heures. Tél. : 45-40-96-59.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de nous adresser leurs lettres de remerciement à la fin de l'année.

SOUTENANCES DE THÈSES

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 30 septembre à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Suzanne Fritie : « Noblesse foncière et noblesse : Les Cadrilliers de la fin de l'Ancien Régime aux débuts de la III^e République ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le lundi 2 octobre, à 14 heures, salle des actes, centre administratif. M. Abdallah Al Robel : « Les relations pacifiques entre les musulmans et les Francs d'Occident (1095-1291) ».

— Université Paris-X (Nanterre), le lundi 2 octobre, à 14 h 30, à l'INSEP, laboratoire de neurosciences du sport, 11, avenue du Tremblay, 75012 Paris. M. Vincent Nougier : « L'orientation de l'attention visuelle en sport ».

— Université Paris-II, le mardi 3 octobre, à 18 h 30, salle des conseils. M^{me} Catherine Blaise-Hazard : « Les droits de propriété intellectuelle des personnes publiques en droit français ».

— Université Paris-II, le mercredi 4 octobre, à 9 heures, salle des commissions. M^{me} Patricia Stroh : « Origines et évolution du droit au respect de l'œuvre en droit français ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, le jeudi 5 octobre, à 10 heures. M. Redwan Mounajed : « La modification des transferts d'air dans les bâtiments : application à l'étude de la ventilation ».

— Université Paris-VIII (Saint-Denis), le samedi 7 octobre, à 14 heures, salle G 201. M. Yves Paniel : « Les miroirs de la vie. Bilan de la Biennale de Venise des arts figuratifs (1948-1968) ».

— Université Paris-VIII (Saint-Denis), le samedi 14 octobre, à 14 heures, salle G 201. M^{me} Pascaline Budillon, épouse Fuma : « La critique d'art italienne devant les apports étrangers à la Biennale de Venise des arts figuratifs (1948-1968) ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, le mardi 17 octobre, à 10 heures, amphithéâtre Cagnot. M. Behrouz Gami : « Réponse d'un maître sous-marin à l'action de la boue ».

— Université Paris-VIII, le vendredi 20 octobre, à 14 heures, salle G 201. M^{me} Sylvia Horne, épouse Ulmo : « La question ouvrière dans la revue *Forum* (1885-1902) : reflets de la conscience sociale de la classe dirigeante américaine confrontée à la crise ».

CAMPUS

Rénovation du Musée des techniques

Le Musée national des techniques du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) va être rénové. Par manque de moyens d'entretien et de restauration, cet endroit prestigieux a peu à peu pris des allures de château de la Belle au bois dormant.

Les locaux de la rue Saint-Martin à Paris abritant la plus grande collection du monde d'objets scientifiques et techniques. On peut y voir le fardier de Cugnot, l'avion d'Ader, les premières voitures de Panhard, les instruments de laboratoires de Lavoisier, des automobiles du dix-huitième siècle, les sphères célestes de Reinhold et de Bürgi, des horloges marines et des milliers de trésors méconnus et surtout mal mis en valeur.

Afin d'engager une rénovation en profondeur de ce musée, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a demandé un rapport à M. Pierre Figeio, ancien député général à la recherche scientifique et technique. Dans le projet de budget de l'éducation nationale pour 1990, une somme de 15 millions de francs a été dégagée pour financer les études nécessaires ainsi que quelques travaux d'urgence. M. Chapuis espère que la remise à neuf sera terminée en 1994, pour le bicentenaire de la création du musée par l'abbé Grégoire.

* Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. (1) 40-27-22-20. Ouvert tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30.

Théâtre populaire

Le Centre de recherches sur les littératures populaires de l'université de Limoges organise, le 16 décembre, un colloque sur le théâtre populaire. Le centre dramatique national de Limoges accueillera, à cette occasion, les participants dans son théâtre en cours de rénovation.

* Faculté des lettres, 39, rue Camille-Céline, 87000 Limoges. Tél. : 55-01-26-19.

Calcul économique

L'université de Montpellier délivre un nouveau DEA Microéconomie et calcul économique, offrant la possibilité d'une spécialisation en économie industrielle, économie financière et bancaire ou économie publique, ainsi qu'une large gamme d'options : énergie, environnement, santé, éducation, transports, économie urbaine.

* Inscriptions. Tél. : 67-61-54-33 ou 67-64-08-81. Clôture le 30 septembre.

Remerciements

— Saint-Mathieu-de-Tréviers.
Les familles Poupeville, Tota, Jasson, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Yves POUPPEVILLE,
de sa fille,
Sylvie TETU,
de son gendre,
Jean-Pierre TETU,

remercient toutes les personnes, amis, connaissances, personnel des sociétés Difinter et laboratoires Tréviers, qui par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, ont pris part à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— La famille
Et tous les amis de
Denis RICHET
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès.

Anniversaires

— Le 29 septembre 1979, dans le massif de la Sainte-Bonne,
Christophe GIVAUDAN,
gère de l'EMS,
se suicida.

Ses grands-parents,
Ses parents
Et toute la famille
le pleurent chaque jour davantage.

— Il y a huit ans disparaissait
André PLANSON,
artiste peintre,
membre de l'Institut.

Il y a huit mois le rejoignait sa femme,
Emilie PLANSON,
née Hirsch.

Une affectionnée pensée est dédiée à ceux qui les ont connus et aimés.

Avis de messes

— Une messe pour le repos de l'âme de
M. Pierre SANGIER,
décédé subitement le 24 juillet 1989, sera célébrée le jeudi 5 octobre, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Secours, 31 bis, rue du Général-Leclerc, à Bois-Colombes (Haut-de-Seine). Train Paris-Saint-Lazare pour Bois-Colombes.

De la part de
M^{me} Pierre Sangier,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Patrick Perroux,
ses enfants,
M^{me} et M^{me} Jacques Sangier,
leurs enfants et petits-enfants,
ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces.

26, rue de la Paix,
92270 Bois-Colombes.

Communications diverses

— La Chaine nationale des monuments historiques et des sites (Abel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris) présente des photos d'Angkor. Deux conférences accompagnées de projections auront lieu, le 2 octobre, à 19 heures, au Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris : « Le point sur Angkor » ; le 17 octobre, à 18 h 30, à l'hôtel de Sully : « Angkor et autres lieux ».

— Office du Kippour, rite marocain. L'A.D. Union des Juifs du Maroc organise ces offices au Pavillon Duglitz.

Renseignements et réservations : 42-25-09-35 et 43-27-51-15.

— Logo d'étude et de recherche Louis de Clermont. Rite français et traditionnel. Mercredi 11 octobre, 19 h 30. Logo de maître. La Pensée religieuse d'Issac Newton. Les Colonnes et la Lumière du troisième grade.

Sur invitation : L.N.F. BP 51, 75160 Cedex 04. Envoi de la carte de la Masonnerie traditionnelle libre sur demande.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINTEL par le 11

CARNET DU MONDE

Renseignements : 43-47-05-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

Communications diverses : 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 70 lignes.

TRANCHE DU MONDE

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

TALOTAT

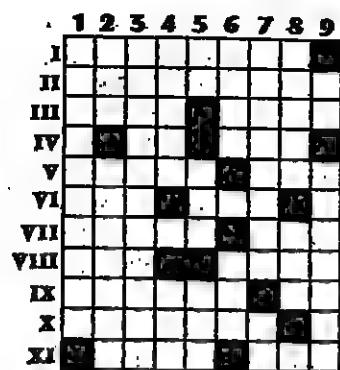
TALOTAT

TALOTAT

AGENDA

MOTS-CROISÉS

PROBLÈME N° 5098



HORIZONTALEMENT

1. Sa belle est une vraie patate.
2. N'est pas un homme de bonne volonté.
3. Ne couvre pas tout. Sont parfois peins.
4. Symbole. Mot qui équivaut à un désaveu de paternité.
5. Pas très sérieux. Supérieur, en Amérique.
6. Parfois au bout de la ligne. D'un seul ton.
7. Ville sur la rivière du même nom. Blanc, en sortant d'une cuvette.
8. Roue. Capitale.
9. Les lumières de la ville. Lie.
10. Un système où le veuf n'a pas à chercher loin pour être consolé.
11. Sans tâches. On y voit parfois du sang.

VERTICALEMENT

1. Qui ne tiennent pas la distance.
2. Dans les affaires étrangères. Nous tient les pieds chauds.
3. Une femme qui a beaucoup vécu.
4. Un gros os. Part.
5. Un peu de miel. Quand on y est, on n'a pas de couvert.
6. Des endroits pleins de poussière. Ne se dégonfle pas.
7. Pas du tout épatés. Cachés.
8. Fait penser à l'alcool. Maurice, par exemple.
9. Préposition. Geste... Touchant.

Solution du problème n° 5097

Horizontalement

I. Océanides. II. Nigaud. III. Ore. Color. IV. Moolleuse. V. Hé! Est. VI. Goal. Es. VII. Ovation. VIII. Poterie. IX. Eau. Erine. X. Été. Egal. XI. Se. Entité.

Verticalement

1. Onomatopées. 2. Cron. Voûte. 3. Egée. Gâtée. 4. Aa. Lhote. Se. 5. Nudéaire. 6. Idée. Loint. 7. Lue. Neige. 8. Essai. Nat. 9. Sures. Polé.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : S Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à l'écran ; N On peut voir ; M Ne pas manquer ; R Récit d'un événement ou chronique.

Jeu 28 septembre

TF 1
20.35 Feuilletton : La vengeance aux deux visages (12 épisodes).
22.10 Documentaire : Voyage au pays des franc-maçons.
23.35 Magazine : Futur's.
0.10 Journal et Métro.

A2
JEAN D'ORMESSON
raconte les amours de
Chateaubriand
Mon dernier rêve
sera pour vous
444 p. J.O. 85 F

20.35 Cinéma : Bras de fer. ■
Film français de Gérard Vergez (1985).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Documentaire : La souffrance de la liberté. 4. Un combat sans fin.
23.25 Informations : 24 heures sur la 2.
23.45 Métro.
23.50 Soixante secondes. Louis Penzo, chronique.
23.55 Du côté de chez Fred (redif.).

FR 3
20.35 Cinéma : Blanche et Marie. ■
Film français de Jacques Renard (1984).

22.10 Série : Chroniques de France. Touraine, de Maurice Falga.
23.05 Journal et Métro.
23.25 Musiques, musique. Concerto pour orgue n° 8 op. 3, de Vivaldi, par l'Ensemble instrumental de France.
23.35 Mini-film.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : Savannah. ■
Film français de Marco Pico (1987).
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Le dernier empereur. ■
Film anglo-italien de B. Bertolucci (1987) (v.o.).
0.55 Cinéma : Les Indes dangereuses. ■
Film français de Roger Vadim (1968) (DL).

LA 5
20.40 Téléfilm : Un job d'enfer.
22.20 Série : Deux filles à Miami.
23.20 Magazine : Désir.
23.50 L'inspecteur Derrick (redif.).
0.00 Journal de minute.

M 6
20.30 Cinéma : On se calme et on boit frais à Saint-Tropez. ■
Film français de Max Pécas (1987).
22.05 Série : La malédiction du loup-garou.
22.35 Série : Brigade de nuit.
23.25 Six minutes d'informations.
23.30 Midnight chaud.
1.00 Rediffusions. Multitop : Les saintes chéries ; Une affaire pour Marnett ; Quand la science mène l'enquête.

LA SEPT

20.30 Cinéma : Incognito. ■
Film d'Alain Bergala (1988).
22.00 Magazine : Image.
Chronique de la jeunesse européenne.
22.30 Magazine : Club sans nom.
23.30 Cinéma : Dites Iran. ■
Film danois de Carl Theodor Dreyer (1943).
1.10 Documentaire : Les églises de village au Danemark.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Les sons de Musique ; dcs « Hors-piste ».
20.30 Dramatique. Le neige vient du ciel.
21.30 Profils perdus. Saint-Alban-sur-Limagnole (Lozère). L'esprit d'un lieu.
22.40 Nuits magnétiques. Bourlinguer.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Des souris et du rock.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 août lors du Festival de Comminges) : Fantaisie et fugue pour orgue en ut mineur BWV 562, de Bach ; Fugue à quatre voix pour orgue, de Grigny ; Choral pour orgue, de Böhm ; A solo orgue coré pour orgue, de Grigny ; Prélude pour orgue BWV 896 et Prélude pour orgue BWV 811, de Bach ; Choral pour orgue, de Böhm ; O Lamen Gottes Unschuldig, Liebest Jesu wir sind hier BWV 730, Liebest Jesu wir sind hier BWV 731, de Bach ; Tu soles africanus, de Couperin ; Aria pour orgue en fa majeur BWV 587 et Fantaisie pour orgue en sol majeur BWV 572, de Bach, par Michel Chapuis, orgue.
23.07 L'invité du soir. Luc Ferrari.

Vendredi 29 septembre

TF 1
14.30 Série : L'heure Simonon.
15.35 Série : Tribunal.
16.55 Variétés : La chance aux chansons.
18.25 Feuilletton : En cas de bonheur.
18.55 Club Dorothée. Candy ; Mark ; Jax.
19.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
19.55 Avis de recherche.
19.55 Feuilletton : Santa-Barbara.
19.55 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 La bête show.
20.00 Journal.

Exposition vente
LA FORME EN BEAUTÉ.
Du 27 septembre au 14 octobre
SAMARITAINE
100 rue de la République, 75001 Paris

20.30 Métro et Tapie vert.
20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Roger Hertz. Variétés : Ref. Shale, imagination. L'affaire Louis Trio. Elie, André Lamy, François Valéry, Swing out Sister.
22.45 Variétés : Et si on se disait tout ? Invité : Serge Gainsbourg.
23.45 Journal et Métro.
0.05 Feuilletton : Holmat (3^e épisode).
1.00 Série : Des agents très spéciaux.
1.45 Flash d'informations.
1.50 TF 1 nuit.

A 2
15.15 Magazine : Du côté de chez Fred.
16.20 Série : Scaramus.
17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Métro.
20.35 Série : Mon dernier rêve sera pour vous.

21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Autour de Guy Bedos (Fables d'Orléans et autres mémoires sans importance), sont invités : Nina Berberova (de Moscou), Maudou (de Paris) et René Victor Phlip (de Méditerranée) et un invité surprise.

22.55 Journal et Métro.
23.05 Soixante secondes. Peter Gabriel.
23.15 Cinéma : Cape et polignard. ■
Film américain de Fritz Lang (1946) (v.o.).

FR 3
13.30 Magazine : Regards de femme. Agnès Legache pour le Carnaval et la Princesse.
13.57 Flash d'informations.
14.00 Magazine : Titre-mémoire.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.00 Feuilletton : A cœur ouvert.
15.25 Magazine : Tête-Caroline.
17.00 Flash d'informations.

De 17.05 à 18.00 Amuse 3
17.05 Petit ours brun.
17.06 Ulysse 31.
17.10 Les péchés mignons.
17.55 David le gnomme.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.35 Cinéma : Diner, le dernier dimanche.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 M6.
20.35 Série : Fiction. Passions envolées.
21.35 Magazine : Thalassa.
Les vingt-cinq ans d'une radio libre en mer.
22.30 Journal et Métro.
22.55 Documentaire : Les grandes chroniques du millénaire.
Jacques Dupont. 2. Heurs et matheurs.
23.50 Musiques, musique. Sonate en si bémol K 378, de Mozart.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Top gun. ■
Film américain de Tony Scott (1986).
15.15 Pochettes surprises. Le savant Microbus et son automate, de Robert Latex.
18.30 Cinéma : Drôles d'espions. ■
Film américain de John Landis (1985).
17.10 Magazine : Dcontact.
17.25 Cabout cadin.
Molarissimo ; Sales miches.
En clair jusqu'à 20.30
15.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Invité : Francis Lopez.
20.30 Téléfilm : Le culte de la honte.
22.25 Documentaire : L'empire du froid.
22.50 Flash d'informations.
22.55 Magazine : Dcontact.
23.00 Cinéma : La veuve noire. ■
Film américain de Bob Fosse (1980).
0.35 Histoire fantastique. ■
Film américain de Stephen Spielberg, William Dear, Robert Zemeckis (1988) (v.o.).

LA 5

14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Thriller.
16.45 Dessins animés.
16.50 Journal Images.
17.00 Série : Happy days.
17.30 Le bar des ministères.
18.55 C'est l'histoire d'un mec...
20.00 Journal.
20.35 C'est l'histoire d'un mec...
20.40 Téléfilm : Poudre d'enge.
22.30 Magazine : Reporters.
23.35 Série : Génération pub.
0.00 Journal de minute.

M 6

17.05 Série : Hit, hit, hit, hurra !
17.10 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Père et impaire.
19.00 Série : Magnum.
19.45 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Hypnose.
21.45 Série : La malédiction du loup-garou.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.05 Capital.
23.10 Six minutes d'informations.
23.15 Sexy clip.
23.45 Variétés : You can dance.
1.00 Rediffusions. Multitop : Les saintes chéries ; Une affaire pour Marnett ; Quand la science mène l'enquête (l'identité génétique).

LA SEPT

18.00 Méthode Victor : Espagnol.
18.30 Documentaire : Jean Poiré et son film (4). De Denis Darné.
17.00 Documentaire : Robert de fer. De Jacob Jorgensen.
17.30 Téléfilm : Sorrow sans.
18.30 Téléfilm : La vengeance d'une orpheline russe (1^{re} partie).
19.00 Magazine : Mégamix, spécial Japon.
19.30 Documentaire : Paroles d'otages (2).
20.30 Documentaire : Nathalie Sarraute, conversation avec Claude Régy.
22.15 Documentaire : Le fantôme du théâtre des Champs-Élysées. De Pascal Kané.
22.30 Documentaire : L'amour en France (1). De Daniel Karlin et Tony Laité.
23.30 Cinéma : Coups croisés. ■
Film français de Stéphane de Marul (1987).
1.00 Court métrage : Les veuves de quinze ans. De Jean Rouch.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 mai, salle Pleyel) : la Flauto vendue, ouverture, de Smetana ; Capriccio brillant pour piano et orchestre en si mineur op. 22, de Mendelssohn ; Barlesque pour piano et orchestre en ré mineur, de R. Strauss ; Symphonie n° 8, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. Jiri Kout, sol. : Elisabeth Leonskaja, piano.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-Archives. Alain paroli Alain...
21.30 Musiques : Black and blue. Piano surprise.
22.40 Nuits magnétiques. Bourlinguer.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Des souris et du rock.

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. de 27/12/88) AUX DIVERSES TOUTES COMPOS									
TRANCHE	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°
0	40 000 A 49 999	50 000 A 59 999	60 000 A 69 999	70 000 A 79 999	80 000 A 89 999	90 000 A 99 999	100 000 A 109 999	110 000 A 119 999	120 000 A 129 999
1	130 000 A 139 999	140 000 A 149 999	150 000 A 159 999	160 000 A 169 999	170 000 A 179 999	180 000 A 189 999	190 000 A 199 999	200 000 A 209 999	210 000 A 219 999
2	220 000 A 229 999	230 000 A 239 999	240 000 A 249 999	250 000 A 259 999	260 000 A 269 999	270 000 A 279 999	280 000 A 289 999	290 000 A 299 999	300 000 A 309 999
3	310 000 A 319 999	320 000 A 329 999	330 000 A 339 999	340 000 A 349 999	350 000 A 359 999	360 000 A 369 999	370 000 A 379 999	380 000 A 389 999	390 000 A 399 999
4	400 000 A 409 999	410 000 A 419 999	420 000 A 429 999	430 000 A 439 999	440 000 A 449 999	450 000 A 459 999	460 000 A 469 999	470 000 A 479 999	480 000 A 489 999
5	490 000 A 499 999	500 000 A 509 999	510 000 A 519 999	520 000 A 529 999	530 000 A 539 999	540 000 A 549 999	550 000 A 559 999	560 000 A 569 999	570 000 A 579 999
6	580 000 A 589 999	590 000 A 599 999	600 000 A 609 999	610 000 A 619 999	620 000 A 629 999	630 000 A 639 999	640 000 A 649 999	650 000 A 659 999	660 000 A 669 999
7	670 000 A 679 999	680 000 A 689 999	690 000 A 699 999	700 000 A 709 999	710 000 A 719 999	720 000 A 729 999	730 000 A 739 999	740 000 A 749 999	750 000 A 759 999
8	760 000 A 769 999	770 000 A 779 999	780 000 A 789 999	790 000 A 799 999	800 000 A 809 999	810 000 A 819 999	820 000 A 829 999	830 000 A 839 999	840 000 A 849 999
9	850 000 A 859 999	860 000 A 869 999	870 000 A 879 999	880 000 A 889 999	890 000 A 899 999	900 000 A 909 999	910 000 A 919 999	920 000 A 929 999	930 000 A 939 999
10	940 000 A 949 999	950 000 A 959 999	960 000 A 969 999	970 000 A 979 999	980 000 A 989 999	990 000 A 999 999			

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. de 27/12/88) AUX DIVERSES TOUTES COMPOS									
TRANCHE	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°	TRANCHE N°
0	40 000 A 49 999	50 000 A 59 999	60 000 A 69 999	70 000 A 79 999	80 000 A 89 999	90 000 A 99 999	100 000 A 109 999	110 000 A 119 999	120 000 A 129 999
1	130 000 A 139 999	140 000 A 149 999	150 000 A 159 999	160 000 A 169 999	170 000 A 179 999	180 000 A 189 999	190 000 A 199 999	200 000 A 209 999	210 000 A 219 999
2	220 000 A 229 999	230 000 A 239 999	240 000 A 249 999	250 000 A 259 999	260 000 A 269 999	270 000 A 279 999	280 000 A 289 999	290 000 A 299 999	300 000 A 309 999
3	310 000 A 319 999	320 000 A 329 999	330 000 A 339 999	340 000 A 349 999	350 000 A 359 999	360 000 A 369 999	370 000 A 379 999	380 000 A 389 999	390 000 A 399 999
4	400 000 A 409 999	410 000 A 419 999	420 000 A 429 999	430 000 A 439 999	440 000 A 449 999	450 000 A 459 999	460 000 A 469 999	470 000 A 479 999	480 000 A 489 999
5	490 000 A 499 999	500 000 A 509 999	510 000 A 519 999	520 000 A 529 999	530 000 A 539 999	540 000 A 549 999	550 000 A 559 999	560 000 A 569 999	570 000 A 579 999
6	580 000 A 589 999	590 000 A 599 999	600 000 A 609 999	610 000 A 619 999	620 000 A 629 999	630 000 A 639 999	640 000 A 649 999	650 000 A 659 999	660 000 A 669 999
7	670 000 A 679 999	680 000 A 689 999	690 000 A 699 999	700 000 A 709 999	710 000 A 719 999	720 000 A 729 999	730 000 A 739 999	740 000 A 749 999	750 000 A 759 999
8	760 000 A 769 999	770 000 A 779 999	780 000 A 789 999	790 000 A 799 999	800 000 A 809 999	810 000 A 819 999	820 000 A 829 999	830 000 A 839 999	840 000 A 849 999
9	850 000 A 859 999	860 000 A 869 999	870 000 A 879 999	880 000 A 889 999	890 000 A 899 999	900 000 A 909 999	910 000 A 919 999	920 000 A 929 999	930 000 A 939 999
10	940 000 A 949 999	950 000 A 959 999	960 000 A 969 999	970 000 A 979 999	980 000 A 989 999	990 000 A 999 999			

Audience TV du 27 septembre 1989 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ L'ATV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	45.2	Scen publicit	Scen annonce	Actual. région.	Passe technique	Titre Journal	Magnum
		15.9	4.1	18.2	5.2	2.5	3.8
19 h 45	55.6	Rous fortune	Danses	19-20 info	Passe technique	Bar ministres	Magnum
		24.0	6.7	10.5	7.0	2.8	4.5
20 h 16	57.9	Journal	Journal	La classe	Passe technique	Journal	Scen publicit
		27.7	13.3	9.2	7.0	5.0	5.8
20 h 35	55.2	Scen soirée	Mémoire d'acteur	Hemmi	Info flash	Ensemble	Justicier route
		21.0	25.0	2.2	3.4	6.5	7.7
20 h 55	55.2	Scen soirée	Mémoire d'acteur	Hemmi	Hélder	Ensemble	Justicier route
		18.1	24.1	1.4	3.5	4.8	7.2
22 h 8	55.2	Scen annonce	Place publique	Hemmi	Trois scènes	Mal Los Angeles	Chemin pierre
		12.4	9.1	1.7	0.9	4.7	1.6
22 h 44	30.8						

SPORTS

FOOTBALL : les coupes d'Europe

Cinq sur cinq

CINQ sur cinq. Jamais le football français n'avait connu pareille réussite lors du premier tour des coupes d'Europe de football. Les cinq équipes engagées dans ces différentes compétitions - Marseille, Monaco, Paris SG, Auxerre et Sochaux - se sont qualifiées pour le prochain tour.

Alors que l'équipe nationale est éliminée de la course à la Coupe du monde 1990 en Italie et que l'ensemble du football français se remet péniblement d'une saison 1988-1989 marquée par de nombreuses affaires, ces succès arrivent à point nommé, mais ils ne constituent certainement pas des exploits historiques. Les équipes françaises ont en effet affronté des adversaires de faible niveau. Rarement le tirage au sort avait été aussi clément avec eux. Seuls Marseille et Monaco ont éliminé des équipes professionnelles. Les autres n'ont eu à dominer que des formations amateurs aux moyens limités. La performance est donc appréciable, mais beaucoup moins valorisante que celle, par exemple, des Allemands de l'Ouest, qui ont qualifié tous ses représentants, dont certains rencontraient des clubs renommés comme Glasgow Rangers (Bayer Munich) ou Feyenoord Rotterdam (VfB Stuttgart).

Le seul véritable intérêt de ce grand chelam des clubs français est qu'il permet à la France de glaner quelques points au classement établi par les instances du football européen. C'est en fonction de ce classement que sont attribuées les places dans les différentes compétitions européennes de clubs. L'idéal serait donc de renouveler cet « exploit » au prochain tour (matchs aller le 18 octobre, retour le 1^{er} novembre), dont le tirage au sort sera effectué le vendredi 29 septembre à Zurich.

Ph. Br.

Paris-SG par le chemin des écoliers

Le Paris-SG s'est qualifié pour les seizièmes de finale de la coupe de l'UEFA en dominant les Finlandais de Lahiti, mercredi 27 septembre à Paris (3-2). En marge des succès de l'équipe professionnelle, le PSG savoure également le titre de « meilleur club de jeunes » qui lui a été récemment décerné.

Le premier est franco-yougoslave, Safet Susic. Le deuxième est uniquement yougoslave, Zlatko Vujovic. Le troisième est argentin, Gabriel Calderon. Les trois buteurs de la victoire parisienne face aux Finlandais de Lahiti (3-2), mercredi 27 septembre au Parc des Princes en match retour du premier tour de la coupe de l'UEFA, sont des vedettes venues de l'étranger. Parmi les joueurs ayant participé à cette victoire étonnante, au sein d'un club, Francis Tassat. Tous les autres ont appris le métier ailleurs qu'à Paris, dans des clubs de province ou à l'étranger. Une situation paradoxale : pour la première fois depuis sa création en 1973, le Paris-SG ne vient-il pas de remporter le challenge du meilleur club de jeunes ?

Cette distinction est attribuée en fonction des résultats obtenus dans les différentes compétitions juniors, cadets, minimes et poussins. En 1988-1989, le Paris-SG et ses cinq cents jeunes ont été les plus performants, juste devant Lille. « Sur l'ensemble des trois dernières années, nous arrivons également en tête », note avec satisfaction le président du club, Francis Borelli, qui consacre un budget annuel de 5 millions de francs à la formation.

Tout part d'une vieille maison bourgeoise bâtie au cœur d'un quartier résidentiel de Saint-Germain-en-Laye : gazon anglais, allées de gravillons, parterres

d'hortensias ; de vieilles dames y prendraient volontiers le thé avant d'aller se promener dans la forêt toute proche. Mais la demeure est occupée par des jeunes gens venus de Sarcelles, d'Aubervilliers ou de Villejuve-Saint-Georges, et, s'ils se rendent chaque jour dans les sous-bois, c'est pour transpirer et apprendre le métier de joueur de football au « Camp des loges », le terrain d'entraînement du Paris-SG.

Dans cette demeure, Luis Fernandez (aujourd'hui à Cannes), Jean-Marc Pilioret (Guingamp), Jean-Claude Lemoult (Montpellier) ou François Brisson (Lyon) ont été initiés au ballon rond. Dans ces murs, également, vingt-huit autres jeunes - la moitié d'entre eux sont logés sur place, le benjamin a quatorze ans - cherchent aujourd'hui à suivre la même voie sous le conduit de Marc Collat, l'entraîneur responsable du centre. Les pensionnaires suivent de front leur carrière sportive et des études dans les lycées de la ville.

« Avant tout, un jeu »

« Si une demi-douzaine d'entre eux arrivent un jour à devenir pros, nous serons satisfaits », assure Thierry Morin, le directeur administratif du club. Cet ancien joueur du Paris-SG, formé lui aussi sur place, explique les succès des jeunes Parisiens par les efforts entrepris ces dernières années en matière de recrutement : « Contrairement à ce qui se passait il y a encore quelques années, les gamins de la région viennent volontiers au PSG et ne partent plus en province. Le club est devenu crédible. Sortir d'ici est un label de qualité. Rares sont aujourd'hui les jeunes Parisiens ou banlieusards, qui nous échappent... C'est d'ailleurs beaucoup mieux pour eux parce qu'ils ne se retrouvent pas coupés du jour au lendemain de leurs familles. Des clubs comme

Auxerre et Sochaux, qui recrutent largement à Paris, subissent d'ailleurs les conséquences de ces nouvelles tendances. »

Le classement du challenge l'atteste : la formation des joueurs a évolué ces dernières années. Les clubs réputés pour la qualité de leur école de football marquent le pas. L'AJ Auxerre se contente d'une modeste treizième place à l'issue de la saison 1988-89, l'AS Saint-Etienne est vingt-quatrième, le FC Sochaux, trentième, et le FC Nantes, trente et unième. Sans doute faut-il voir aussi dans cette évolution le signe d'une remise en question générale de la politique de formation des clubs français.

Le temps des « laboratoires » du ballon, d'où sortent des joueurs stéréotypés et saturés de football avant l'âge, semble révolu. A Paris, comme à Saint-Etienne (le Monde du 13 août), l'objectif des éducateurs est d'inciter les jeunes à sortir de leur cocon et de leur environnement sportif : « Ce n'est pas toujours facile, reconnaît Thierry Morin, lui-même détenteur d'une maîtrise de sciences naturelles décrochée du temps où il jouait encore. Mais nous essayons de leur montrer que le football est avant tout un jeu, qu'il existe autre chose dans la vie. »

Le plus dur reste sans doute de leur expliquer que, même dans pour le maintien du ballon, ils n'ont que peu de chances de se retrouver un jour en équipe professionnelle du PSG. D'autres ont réussi avant eux, certes. Mais l'essentiel de la main-d'œuvre du club vient toujours de l'extérieur. Seuls des jeunes de très grand avenir auront leur chance à Paris. Francis Borelli le reconnaît et l'assure : « Un centre de formation est une nécessité, mais ce n'est pas parce que nous obtenons de bons résultats chez les jeunes que nous allons nous forcer à les intégrer dans l'équipe professionnelle. »

PHILIPPE BROUSSARD

Ajax éliminé par ses supporters

Des supporters de l'Ajax d'Amsterdam n'ont pas accepté que leur club dispute les prolongations, mercredi 27 septembre : ils ont arrosé de projectiles le gardien de but adverse. A Rotterdam, les policiers ont agi préventivement : huit Allemands, âgés de dix-sept à vingt-deux ans, ont été interpellés pour port d'armes prohibées.

AMSTERDAM

de notre correspondant

« C'est une honte pour l'Ajax, une honte pour Amsterdam » : la tête baissée, le regard vide, Leo Beenhokker, l'entraîneur de l'équipe, a su vite fait de résumer le grave incident qui a provoqué l'interdiction de la rencontre de Coupe d'Europe entre l'Ajax d'Amsterdam et l'Austria de Vienne.

Alors que les deux formations, à égalité sur l'ensemble des deux matches (1-1), disputaient la première prolongation, les supporters ont arrosé de projectiles divers le gardien de but autrichien Wohlfahrt. Alors que celui-ci retirait l'attention de l'arbitre sur le fait qu'un morceau de bois d'environ 1,50 mètre venait à

nouvelles de s'abattre à ses pieds, il a été violemment touché dans les reins par une barre de métal. Projété au sol par la douleur, le joueur a reçu ensuite des pierres.

Quelques minutes auparavant, le capitaine de l'Ajax d'Amsterdam avait, sous les sifflets d'une partie du public, décroché des filets de Wohlfahrt deux longs bouts de bois dont les supporters s'étaient servis comme des lances. Véritablement déchaînés, accrochés au grillage qu'ils secouaient comme des fétus de paille, des spectateurs ont laissé libre cours à leur fureur : l'Austria de Vienne venait de prendre l'avantage à la marque.

L'arbitre a immédiatement suspendu la rencontre, se refusant à la poursuivre même en cas d'évacuation complète de la tribune concernée. Éliminé sans gloire de la compétition européenne, l'Ajax s'attend à une sanction qui, selon l'expression de l'observateur français envoyé par l'UEFA, M. Barbé, « ne sera pas négligable ». Le président du club néerlandais spéculait, dans les vestiaires, sur une importante amende et sur une exclusion de la compétition européenne pendant au moins un an.

CHRISTIAN CHARTIER

Résultats

COUPE DES CLUBS CHAMPIONS

Sélections de finale

*Brøndby (Danemark) et Marseille (France) 1-1

COUPE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE

*Monaco bat Belenenses (Portugal) 3-0

COUPE DE L'UEFA

*Sochaux bat Esb (Luxembourg) 5-0

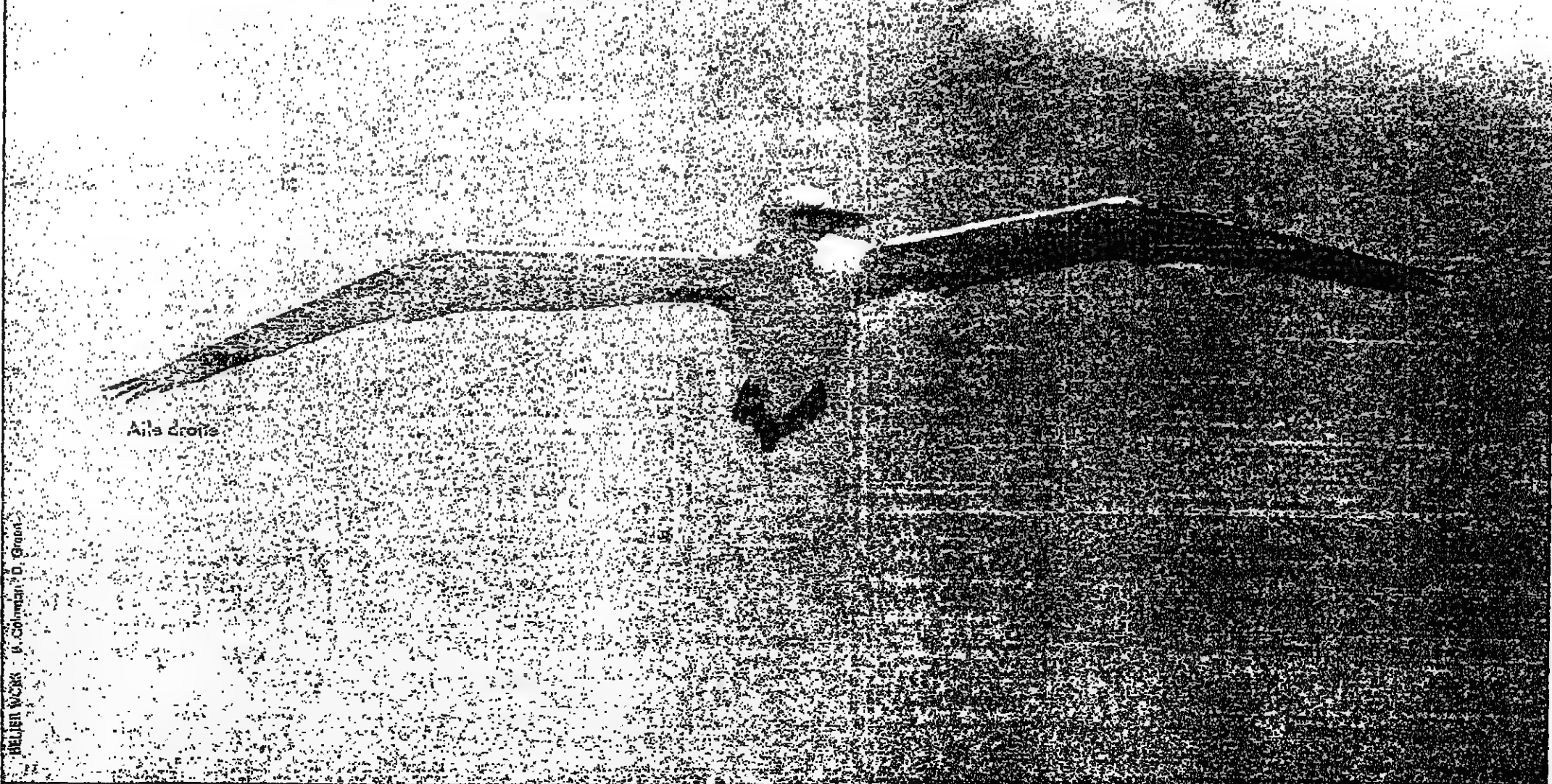
*Paris SG (France) bat Kuusysi (Finlande) 3-2

*AJ Auxerre (France) bat Apollonia (Grèce) 3-0

CYCLISME : nouveau record

des 5 kilomètres pour Jeanne Longo. - La Grenobloise Jeanne Longo a amélioré, mercredi 27 septembre, à Mexico, son propre record du monde des 5 kilomètres sur piste en plein air : elle a converti la distance en 6 min 14 s 13, deux jours après avoir battu celui des 3 kilomètres. La championne du monde a mis en cause la piste encore humide, les rafales de vent et un mauvais traquet (56x16).

NOUS AVONS DEUX TOUTES PETITES RAISONS DE PENSER QUE PERSONNE NE RATRAPERA JAMAIS L'AVION.



Paris Nantes: 55 minutes. Paris Rennes: 1h05.*

Même lancé à très grande vitesse, un lièvre ne pourra jamais dépasser un oiseau. Pour cette raison bien naturelle, Air Inter reste le seul moyen d'atteindre Rennes ou Nantes en un coup d'aile. Et l'avion étant libre comme l'air, il dessert également Lyon, Marseille, Nice en direct au départ de Nantes, tout cela à une vitesse non

égalée sur terre. De plus, Air Inter fait des réductions sur tous ses vols blancs et bleus et ne facture jamais de supplément. Finalement, plus on a les pieds sur terre, plus on préfère monter dans un avion Air Inter. Renseignements et réservations: Air Inter Paris au 45.39.25.25 et toutes agences de voyages.

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

* Temps de vol

صوتنا من الامم

24 Le conflit chez Peugeot
— L'OPEP évite de justesse la débâcle

24 Le départ de M. J.-F. Carraz de la DATAR
25 Le lancement de la 605

30 Marchés financiers
31 Bourse

BILLET

Le « satellite Sony »

M. Jack Lang va devoir réviser ses formules : il lui faudra parler de « satellite Sony » et non plus de « satellite Coca-Cola » pour signifier l'impérialisme culturel des séries américaines. Le rachat de Columbia, major d'Hollywood, par le champion nippon de l'électronique est un événement dans l'industrie de la communication. Il souligne la fin de ce que l'on croyait être un solide accord américain-japonais pour une division à l'amiable des tâches, conclue dans les années 70 et valable jusqu'à l'an 2000 : aux Japonais le « hardware », les téléviseurs, l'industrie ; aux Américains le « software », les films, les logiciels, les services. Sans doute Sony avait-il dépassé la frontière l'an dernier en rachetant les disques CBS. Sans doute aussi les Japonais, après le succès de Goldorak, ont-ils conquis le créneau du dessin animé. Mais cette fois le pacte est décliné. Les 4,3 milliards de dollars mis sur la table (28 milliards de francs) posent leur poids : il s'agit du plus important investissement japonais aux États-Unis.

On y verra la victoire de Mac Luhan, le « contenant » compte plus que le « contenu » ou de Marx, l'industrie plus que les services. Il faut y voir surtout la victoire d'une stratégie — Sony l'explique on ne peut plus clairement — qui articule les deux. Pour vendre, c'est un exemple, ses appareils vidéo de format 8 mm. Sony doit proposer un catalogue attirant de films à ce standard. Tous les produits nouveaux de consommation sont du même type. Mais le Japon est de portée générale : le développement de ce qu'on appelle les services industriels (financement, après-vente, maintenance...) et la fusion des secteurs secondaires et tertiaires troublent les plates de la sorte de la crise, et renvoient le schéma sur la « société post-industrielle » dans les poches.

De là deux conclusions : il faut d'abord que les Européens soutiennent beaucoup plus activement, et sans pudeur, leurs programmes télévisuels s'ils veulent conserver une industrie d'électronique. La plan TVHD n'a qu'une jambe. La seconde remarque concerne l'Amérique, décidément « à vendre » depuis quelques mois. Pour la politique conduite tout au long des années 80 par M. Reagan, acteur d'Hollywood, quel échec !

Dans le « Monde Affaires »

Bongrain : des profits sur un plateau

Des marques célèbres et un PDG très secret : avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs, le groupe Bongrain fait partie des grands de l'agro-alimentaire en France. Les succès de ses fromages, Caprice des Dieux, St-Moret et beaucoup d'autres ont permis à Bongrain d'engranger de substantiels bénéfices et de se lancer dans une diversification dans la charcuterie (il en est le numéro trois en Europe) et la confiserie. Avec l'objectif permanent de s'installer dans des « niches » de marchés et

M. Bush favorable à une augmentation des moyens du FMI

La quarante-quatrième assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale devait s'achever le jeudi 28 septembre à Washington. La veille, le président George Bush avait prononcé le premier discours de son mandat devant les membres des deux institutions. Consacrant le rôle de vedette tenu par la Pologne et les autres pays d'Europe de l'Est au cours de cette assemblée, le président Bush a qualifié de « stupéfiants » les changements en cours dans ces pays et

s'est prononcé en faveur d'une aide financière accrue à la Pologne. D'ailleurs, M. Leszek Balcerowicz a, devant la même tribune, évoqué la « faillite financière » de son pays et demandé de nouvelles aides internationales d'urgence. M. Bush a également insisté sur la nécessité de soutenir les banques créditrices pour la réussite du plan Brady de réduction de la dette. A la surprise des interlocuteurs, il n'a pas rejeté la possibilité d'une augmen-

tation des ressources financières du FMI. « Les États-Unis sont bien conscients du fait que le FMI doit disposer des ressources nécessaires pour jouer son rôle dans l'application du plan Brady », a-t-il affirmé. Le président américain n'a pas manqué d'évoquer le problème de la drogue qui « corrompt les politiques et même la sécurité de nos nations ». Il a demandé à ce qu'il soit mis fin au blanchiment de l'argent de la dro-

WASHINGTON
de notre envoyé spécial
C'est une assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se déroule à Washington. Aucune décision n'y a été prise sur les questions à l'ordre du jour : augmentation des quotas (c'est-à-dire des ressources) du FMI, réduction des droits de vote au sein du superclub des « cinq », ayant l'influence prépondérante au sein de cette institution, bien qu'il soit quasiment certain que le Japon obtiendra la dernière place occupée actuellement par la Grande-Bretagne. Mais quelques choses de plus importantes s'y sont passées : de même qu'il y a une quarantaine d'années les entreprises industrielles et commerciales avaient commencé à refuser de jouer le rôle que les États voulaient leur voir mener — maintenant à tout prix le plein emploi au détriment de leur capacité bénéficiaire — aujourd'hui ce sont les banques qui refusent de jouer le rôle que leur avait assigné au service de leurs politiques qui leur sont étrangères. Rien n'est plus réglé pour l'application pratique du Plan Brady.

Et bien, les banques ayant opté pour la solution 1 ou la solution 2 ne pourront plus compter sur la totalité de la garantie. Or, il semblait que la plupart des banques qui ont constitué de fortes provisions (supérieures à 35 % en tous cas) n'auraient guère l'intention de prêter à nouveau. En attendant, le climat des négociations a été alourdi par plusieurs exigences du débiteur appuyées quand il le fallait par le gouvernement américain — notamment d'obtenir contre la somme de 7 milliards de dollars dont il a été question plus haut, Managant dans l'appel 1,2 milliards de dollars. On demandait aux banques de faire partie du comité restreint de négociation de fournir, en attendant, leur propre garantie sur le gage qu'on leur a promis. Et l'argent finit ? Ce qui tendrait à montrer qu'en fait des aspects négatifs de la négociation, des perspectives de grands changements s'ouvrent est la réponse que nous a faite à cette question un haut fonctionnaire mexicain : « l'argent finit quand les banques seront convaincues qu'il est rentable de prêter à des entreprises mexicaines, car il n'y a aucune raison que le gouvernement mexicain soit lui-même l'emprunteur ». Dans l'idéal, les investisseurs directs étrangers devraient remplacer les emprunts aux banques.

PAUL FABRA

Bouleversement dans l'industrie cinématographique américaine

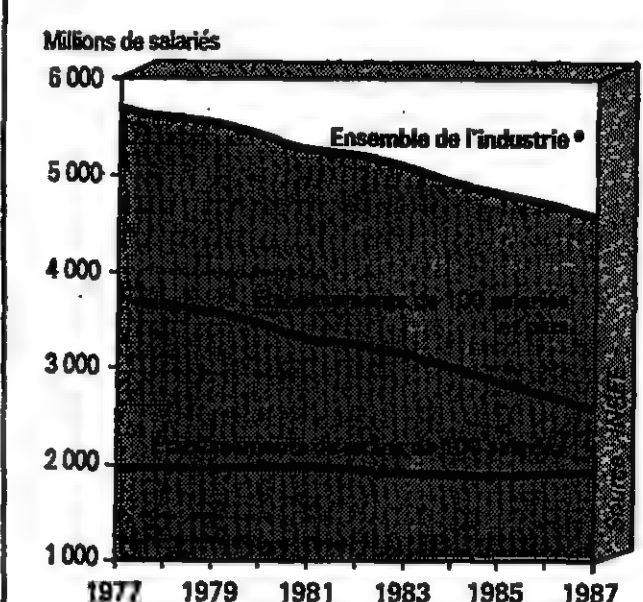
Columbia a accepté l'offre de rachat faite par Sony

L'acquisition de la société cinématographique américaine Columbia par le géant japonais de l'électronique est confirmée. Sony va devenir propriétaire de l'une des majors hollywoodiennes les plus prestigieuses en déboursant quelque 3 milliards de dollars (environ 19 milliards de francs), soit 27 dollars par action, et réalise ainsi la plus grosse acquisition japonaise jamais réalisée à l'étranger. Cette opération — soutenue par Coca-Cola, premier fabricant américain de boissons gazeuses, qui détient 49 % du capital de Columbia — met fin à des mois de spéculations concernant les intentions de Sony, qui n'aurait guère caché son intention d'investir fortement à Hollywood.

Après les disques — Sony a racheté la compagnie de disques CBS en 1987 pour 2 milliards de dollars — voilà donc la télévision et le cinéma : la concrétisation d'une stratégie à long terme visant, comme l'expliquent les dirigeants de la compagnie, à développer des activités de production de programme en synergie avec les activités de fabrication d'équipements audio et vidéo. Et la richesse de Columbia (2700 films, 23 000 programmes de télévision) n'était pas aux yeux des responsables de Sony, le moindre des atouts de la société américaine.

Les Japonais affichent la volonté de laisser Columbia « le plus possible indépendante, comme partie intégrante de l'industrie américaine du film », et s'emploient à restaurer l'industrie américaine en niant l'éventualité d'un changement à la tête de la société. Changement pourtant inévitable si l'on se croit les déclarations faites mercredi 27 septembre par plusieurs membres de l'équipe actuelle de direction prêts à démissionner en cas de réalisation de la vente. A vrai dire, Columbia n'a guère brillé ces derniers mois ni par ses résultats financiers ni par ses échecs au box-office. Le Studio perd de

Les grands établissements ont perdu 1,1 million de salariés de l'industrie en dix ans



* Salariés permanents au 31 décembre de chaque année, travaillant dans des industries manufacturières, l'agro-alimentaire, l'énergie.
En dix ans, de 1977 à 1987, les grands établissements industriels employant plus de 100 salariés ont perdu 1 130 000 de leurs effectifs, passant de 5,7 millions à 4,6 millions. Ils sont largement responsables des pertes d'emplois enregistrées pendant toute la période, note l'INSEE dans une étude publiée le 28 septembre.

Régissant à l'alliance Air France-Lufthansa

SAS et Swissair décident des participations croisées de leur capital

Les compagnies aériennes SAS et Swissair devaient signer, le jeudi 28 septembre, un accord prévoyant une participation croisée dans leur capital (de 5 % à 10 %) et une coopération commerciale et technique accrue. Swissair améliorera son réseau européen grâce à son allié scandinave et celui-ci prendra pied en Afrique et au Proche-Orient grâce à la compagnie helvétique. SAS a, depuis plusieurs années, tenté de s'associer avec de nombreuses autres compagnies. Elle a cherché, en vain, à reprendre British Caledonian et Argentine Airlines. Elle est devenue actionnaire à 10 % de l'indonésienne Trans Air et lorgne sur Lan Chile. De son côté, Swissair est en train de racheter 5 % du capital de Delta Airlines.

Cette nouvelle association entre transporteurs aériens confirme la stratégie des Européens qui, à la différence des Américains, ont choisi d'élargir la taille critique par le moyen de rapprochements où les partenaires conservent leur

INSOLITE

Repos sacré

Au Japon, on ne badine pas avec la durée du travail. Cela fait vingt-deux ans que M. Hideo Tanaka, un ingénieur japonais, bataille contre le géant Hitachi, l'un des principaux fabricants japonais d'électronique et d'électroménager. Pour une histoire d'heures supplémentaires qu'il refusait de faire, M. Tanaka avait été licencié en septembre 1967. Cette affaire a déjà fait l'objet de deux jugements contradictoires. C'est maintenant à la Cour suprême du Japon de statuer. La plus haute instance judiciaire du pays a reçu plus de 113 000 signatures, notamment d'intellectuels japonais et étrangers qui soutiennent M. Tanaka et voient dans son combat une bataille pour « les droits civiques fondamentaux » des travailleurs, en particulier celui du droit au repos. Il est vrai que, en 1987, les salariés japonais ont travaillé 2 188 heures en moyenne contre 1 948 heures pour les Français et 1 642 heures pour les salariés ouest-allemands.

Lire aussi :

- Un entretien avec Cornelius Van Der Klugt, président de Philips (page 27).
- Les consultants au chevet de la gestion hospitalière (page 28).
- Smal Industries, pionnier français du sous-marin de toile (page 29).

AIR INFO

ÉCONOMIE

AUTOMOBILE

Dans la plupart des versions

Les 605 de Peugeot peuvent se comparer aux voitures allemandes de haut de gamme

Présentées en première mondiale au Salon de Francfort (le 15 septembre), les 605 de Peugeot seront commercialisées en France le 2 octobre.

Destinées avant tout à prendre sa place sur le terrain des hauts de gamme — sans cesse élargi par des marques allemandes, Mercedes, BMW et Audi, par plusieurs japonaises et certaines versions de la Renault 25 — les 605 se situent sur le marché d'entre-Rhin au printemps prochain. La même mission a été confiée à la XM de Citroën — marque sœur — sortie en juin dernier. Bien que les deux hauts de gamme du groupe PSA utilisent largement des éléments communs, les 605 apparaissent dotées d'un départ d'assemblage plus tardif que les Citroën, pour certaines, que plus tard.

Pour l'essentiel, les XM de Citroën, bien accueillies par la presse européenne, se distinguent par une silhouette originale et une suspension hydrocive dans laquelle la marque aux chevrons a mis tout un savoir accumulé depuis des lustres.

En fait, la encore son atout principal — une exceptionnelle liaison au sol, mais qui favorise les performances.

Ainsi, avec des éléments identiques pour l'essentiel — motorisation, châssis, train avant, — les résultats sont-ils fort différents. La 605, dans l'affaire, apparaît en définitive plus... allemande. Ce n'est évidemment pas un hasard.

Trois volumes, traction avant (on avait toutefois songé à un retour à la propulsion), allure générale classée.

300 ch de puissance, qui, lui, n'est pas du tout prête pour l'instinct sur Citroën.

Train avant de type pseudo-McPherson (comme sur les 205 GTI, 309 GTI, 405... et les XM), suspension arrière à épave pilotée (multi-barres), les 605 se présentent en toutes circonstances, grâce à un mariage de techniques intelligent, avec une stabilité à toute épreuve.

Quelle que soit, en effet, la position de la voiture par rapport à la route, la route reste toujours perpen-

diculaire — toutes assistées — d'une grande précision (assistance variable en série sur les 3 litres).

Une tenue de cap exceptionnelle

A très haute vitesse (sur les circuits prévus pour les essais), la voiture observe une tenue de cap exceptionnelle, revenant naturellement en ligne, quel que soit le profil, tourmenté ou non, et les courbes de la route. Le freinage est à la hauteur des performances et livré avec un



que, large place inférieure, les 605 utilisent des moteurs connus déjà pour avoir été montés sur les XM. Deux sont des 2 litres, l'un à carburateur (115 ch pour 9 CV fiscal), l'autre à injection (130 ch pour 11 CV fiscal), le troisième moteur étant le six-cylindres 20V reva qui sort 170 ch pour 16 CV fiscal. Et il faut ajouter à cette gamme de moteurs un V6 avec 24 soupapes et

discaire au sol. Chaque point de la position est donc connu tant au point de vue du confort que du plaisir. Cette technique utilisée par Mercedes, BMW et Porsche, notamment, n'avait guère été expérimentée, semble-t-il, sur les tractions avant. La velle désormais utilisée sur toutes les versions de la 605.

Il en découle un excellent comportement routier que servent des boîtes de vitesses à rapports courts et des

antibloquage de roues en série sur les trois modèles à six cylindres.

Seul dans la version quatre cylindres de départ (dont les bruits moteurs apparaissent mal masqués par l'insonorisation), il faut noter que les 605 sont particulièrement bien finies. Cette finition, qui peut comporter des éléments de luxe (cuir, cuir de vache, climatisation automatique et autres sons), est l'un des atouts de cette série de voitures capables en effet de supporter dans bien des domaines la comparaison avec les belles allemandes.

Toutefois, une boîte automatique (détail apprécié outre-Rhin) ne sera disponible qu'en printemps prochain. Cette version indispensable sur un marché étranger riche sera, il est vrai, à un moment de lancement des 605 en Allemagne.

On ne manquera pas de dire que la silhouette des 605 est bien dessinée. La aussi c'est une volonté de la marque qui a voulu ainsi assurer l'air de famille de la gamme Peugeot. Tout comme BMW et Mercedes le font d'ailleurs.

Tout se rejoint.

CLAUDE LAMOTTE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

FORTUNE

LE NUMERO D'OCTOBRE VIENT DE PARAITRE

Au sommaire

FAUT-IL PRIVATISER AIR FRANCE ?

Faut-il privatiser Air France ? Quand la course au mariage agite les compagnies aériennes du monde entier - British Airways, United, KLM, Sabena - Air France part avec un handicap : son statut la prive de rapidité de manœuvre et de moyens financiers.

LA SECONDE EPOUSE DU CHEF

Quand un manager en est à son troisième milliard de dollars, que peut-il rêver de mieux qu'une femme-trophée ? Les secondes épouses des dirigeants américains ont toutes le même profil : belles, elles ont 10 à 20 ans de moins que leur mari et 5 à 10 centimètres de plus. Mais attention : ce genre de trophée ne se range pas dans une vitrine. Deuxième femme de P-DG, c'est un boulot dur.

LE PORTRAIT-ROBOT DU P-DG DE L'AN 2000

À quoi ressemblera le manager de l'an 2000 ? Très peu aux 1508 dirigeants dans le monde qui ont réfléchi au profil de leurs successeurs. Finalement, les carrières rectilignes : le nouveau dirigeant devra surtout être un baroudeur fort d'expériences multiples et difficiles, considérées hier comme des relégations lointaines.

BANQUES : LICENCIERS, LICENCIERS PAS...

Voilà 10 ans que l'on dénonce les sureffectifs dans la banque. Quoi qu'il arrive, et à la veille de 1992, les 400 000 employés du secteur devront fournir un gigantesque effort de reconversion.

STOCK-OPTIONS : LE VRAI SALAIRE DES DIRIGEANTS

La menace sur les avantages fiscaux ne doit pas faire oublier l'essentiel : l'éthique comme l'ambition militent en faveur de ce mode de rémunération.

LA VISION INTERNATIONALE DES AFFAIRES

Les prix en France

TARIF APPLICABLE A LA GAMME 605 (taxes comprises)

- 605 SL, 5 vitesses. Direction assistée. 1998 centimètres cubes (9 CV) ... 116 700 F
- 605 SR, 5 vitesses. Direction assistée. 1998 centimètres cubes (11 CV) ... 134 670 F
- 605 SV 3.0, 5 vitesses. Direction assistée variable. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 179 890 F
- 605 SV 3.0, 5 vitesses. Direction à assistance variable, antibloquage de roues. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 188 480 F
- 605 SV 24, 5 vitesses. 24 soupapes. Direction à assistance variable, antibloquage de roues. 2 975 centimètres cubes (16 CV) ... 228 520 F
- 605 SR 3.0, dont la commercialisation est prévue au premier trimestre 1990, sera proposée aux environs de 160 000 F dans la version sans ABS et aux environs de 170 000 F dans la version avec ABS.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul Indicateur Particulier, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 94, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 05.

LUNDI 2 OCTOBRE
S. 4 - Tapis. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MARDI 3 OCTOBRE
S. 1 - 11 h et 14 h. Collection Etienne Page. Bibliothèque numismatique. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. J. Vinchon, M^{re} F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon, M. M. Kampmann, M^{re} C. Kampmann, M. E. Bourgey, M^{re} S. Bourgey, experts.
S. 5 - Tableaux, meubles anciens. - PARIS AUCTION (M^{re} de Cagny, tél. 42-46-00-07).
S. 6 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 7 - Bons mobiliers. - M^{re} RENAUD.
S. 9 - Retables, tableaux, meubles. - M^{re} RINOCHE, GODEAU.
S. 14 - 14 h 15. Bons meubles, Objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15 - Tableaux 19^e et 20^e siècles, argenterie, objets d'art, bons mobiliers, tapis. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

MERCREDI 4 OCTOBRE
S. 4 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 18 - Tab, bib, mob. - M^{re} BOISGARD.

JEUDI 5 OCTOBRE
S. 5 - Cadres anciens des 17^e, 18^e, 19^e siècles et de style. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} Déléat et Sautin, experts.
S. 7 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 11 - Tabl, bib, mob. - M^{re} LANGLADE.
S. 15 - Livres, meubles, objets mobiliers. - M^{re} DAUSSY, de RICOLES.

VENDREDI 6 OCTOBRE
S. 5 - 14 h 15. Suite de la vente du 5 octobre. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 6 - 14 h. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déléat et Sautin, experts. Exposition chez les experts, 418, rue Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. (1) 42-60-27-14.
S. 12 - Tableaux, objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 16 - Tableaux, bijoux, objets d'art, mobilier, tapis. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 850 873

MERCREDI 4, JEUDI 5 OCTOBRE à 14 h 15
Collection Etienne Page
NUMISMATIQUE
Monnaies antiques, royales françaises, féodales, contemporaines, étrangères, médailles
M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs
M. J. Vinchon, M^{re} F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon
M. M. Kampmann, M^{re} C. Kampmann, M. E. Bourgey, M^{re} S. Bourgey
Exposition chez les experts, jusqu'au 29 septembre, chez R. Bourgey, 7, rue Drouot, 75009 Paris, tél. (1) 47-70-88-67 et 47-70-35-18
Expositions publiques à Drouot-Montaigne les mardi 2 et mercredi 3 octobre de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h

HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (92330)
38, rue du Docteur Roux, tél. 36-60-84-25

BIEN-ÊTRE 1^{er} OCTOBRE, à 14 h 30
Tableaux anciens et modernes. Bijoux, argenterie, Objets d'art et d'ameublement, tapis et meubles d'époque et de style, tapis
M^{re} SIBONI, commissaire-priseur
Expa. publique : le 30 septembre, de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h
le 1^{er} octobre de 11 h à 12 h

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 12, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOSCHER, STUDDER, 5, rue La Boétie (75008), 42-42-70-01.
BOSCHER, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 42-67-10-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (tél. 42-60-27-14).
RHEDS-LAURIN, 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lefebvre (75009), 42-61-50-91.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-60-94.
PARIS-AUCTION : de Cagny, Carliet-Saïet, Dourbargue, Houbert-Castellan, Klayre, 4, rue Drouot (75009), 42-67-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 38.15 CODE A37 puis OSP

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
en la Chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
le MARDI 17 OCTOBRE 1989 à 14 h 30
1) APPART 2 P.P., 6^e ét. - M. à P. : 400 000 F
PARIS (3^e) 64, rue Vieille-du-Temple
VLS, sur place : 28 sept. à 9 h, 12 oct. 10 h-12 h.
2) APPART 3 P.P., 3^e ét. - M. à P. : 270 000 F
PARIS (3^e) 10-12, rue des Capucines (75009)
VLS, sur place : 28 sept. à 3 h, 11 oct. 10 h-12 h.
3) APPART 2 P.P., 3^e ét. - M. à P. : 225 000 F
PARIS (1^{er}) 31, rue du Pont-Neuf
VLS, sur place : 2, 5, 10 oct. 10 h-12 h.
M^{re} BELLANGER, commissaire, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS
tel. (1) 47-43-94-74 ; 47-43-94-66 ; 47-43-94-65.

M^{re} REZENNE, avocat à ÉVRY (91000), 3, place de Rodion
Vente au Palais de Justice d'ÉVRY, MARDI 30 OCTOBRE 1989, à 14 heures
APPARTEMENT aux ULIS (91)
Résidence - LES MULLEPERTEUS - bte. B2
sur 4 étages, de 3 pièces principales - PARKING
MISE A PRIX : JEUDI 5 OCTOBRE 1989, de 9 heures à 10 heures
Pour renseignements, s'adresser au greffe du Tribunal de grande instance d'ÉVRY,
après de tous avocats du barreau d'ÉVRY.
L'adjudication pourra avoir lieu sans que les enchères.

Vente au publ. juic. Palais Justice Paris, lundi 9 octobre 1989, à 14 h
APPARTEMENT à PARIS (11^e)
23, AVENUE FARMER-METZ, 62 m² environ, 7^e étage, bte. A, enc. 2, porte G
avec emplacement de GARAGE et CAYE en 2^e sous-sol, 2 pces paires
LIBRE DE LOCATION
M. à P. 408 000 F
S'adr. à M^{re} J. CUPPER-MONNET, avocat à Paris (17^e), 42, rue Amphil, tél. 46-22-26-15
Pour visiter : le 3 octobre 1989, entre 14 h et 15 h.

Le Monde

AFFAIRES

Bongrain : des profits sur un plateau

Le groupe dirigé par Jean-Noël Bongrain poids lourd du fromage et de la charcuterie en Europe, ressemble à une immense fédération de PME.

« **C**E que nous croyons et ce que nous sommes ont un écho plus fort que ce que nous disons » : chez Bongrain, le numéro un français du fromage, le respect de cette devise, une des nombreuses qui émaillent le rapport annuel du groupe, a valeur de commandement. Caprice des Dieux, Chateaux, Saint-Moret, Tartare ou Belle des Champs, le chocolat Valrhon ou les fillettes Bordeaux-Chesnel : tout le monde connaît. Difficile en revanche de s'y retrouver dans l'architecture de ce groupe agro-alimentaire ou de faire parler M. Jean-Noël Bongrain, son président, fondateur de sa stratégie.

« Une belle affaire avec une forte croissance, un fort taux de rentabilité et une structure de bilan enviable », commentent les analystes financiers qui examinent les comptes de ce groupe, dont les trois pôles (fromage, charcuterie, confiserie) réalisent un chiffre d'affaires estimé à environ 12 milliards de francs. La recette du succès est la même partout : politique de marques et de spécialités, fédération de PME, fort marketing et gestion stricte.

La face immergée de l'iceberg ressemble à un superbe plateau de fromages. Cotée à la Bourse de Paris depuis 1980, Bongrain SA a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 6,58 milliards de francs dont 51 % à l'exportation, contre 5,93 milliards de francs en 1987. Soit une progression de 10,5 %. Dans le même temps, le résultat net a progressé de 21,7 %, atteignant 344,1 millions de francs.

Impossible de savoir si les performances sont aussi bonnes dans les autres sociétés du groupe : IFM (International Fish and Meat), spécialisée dans la charcuterie et le poisson, les filiales de confiserie et de chocolaterie ou de matériels agroalimentaires, elles ne publient pas leurs comptes. Créées au début des années 80, pour diversifier les activités du groupe, ces sociétés appartiennent à Jean-Noël Bongrain, par l'intermédiaire de la Soparid, pivot financier de l'ensemble du groupe. Ce holding familial détient 54 % de Bongrain SA et sans doute la presque totalité des autres activités de diversification.

Un coup de génie

En moins de quarante ans, Jean-Noël Bongrain a transformé une petite laiterie en un groupe qui compte parmi les premiers du secteur en France. L'histoire a commencé après la guerre à Illoud, un village de la Haute-Marne.

Après la mort de son frère dans la Résistance, Jean-Noël Bongrain reprend la petite société créée en 1920 par leur père. En 1956, il a son premier coup de génie : le lancement du Caprice des Dieux. Produit vedette de la gamme, ce fromage est devenu une sorte de fétiche du groupe. Il est vrai qu'il contenait déjà tous les ingrédients qui ont fait le succès de cette firme. Sa pâte

assurant une qualité constante et son emballage de forme ovale, qui le différencie des autres fromages, étaient les prémices de la politique de spécialités et de marques à haute valeur ajoutée qui suivra désormais Bongrain. Des emballages recherchés et un marketing astucieux feront le reste.

Avant de prendre trop d'ampleur, Bongrain prend soin de s'assurer la maîtrise de ses approvisionnements. Dans les années 60, il fait l'acquisition de plusieurs sociétés fromagères, toutes reliées à un réseau régional de producteurs de lait. Mais les fabrications seront réorientées vers la création de produits correspondants aux critères du groupe : Chateaux, Saint-Albray, Rambol, etc.

Parallèlement, Bongrain entame sa stratégie de développement à l'étranger. Après avoir créé des filiales de commercialisation dans les pays de l'Europe, il procède à aussi par prise de contrôle de sociétés locales. Son coup d'essai a lieu au Brésil, où il rachète en 1975 la société Polenghi. D'autres acquisitions en feront le leader des spécialités fromagères au Brésil.

La conquête du continent nord-américain commence en 1976 avec la prise de contrôle de Colombo. Aujourd'hui, le groupe réalise un quart de son chiffre d'affaires dans les sociétés américaines contrôlées par le holding Zausser Food. Il est vrai que du « cheese cream » au chocolat ou à la fraise au yaourt glacé, en passant par les saucisses au fromage, Bongrain a su s'adapter aux papilles américaines.

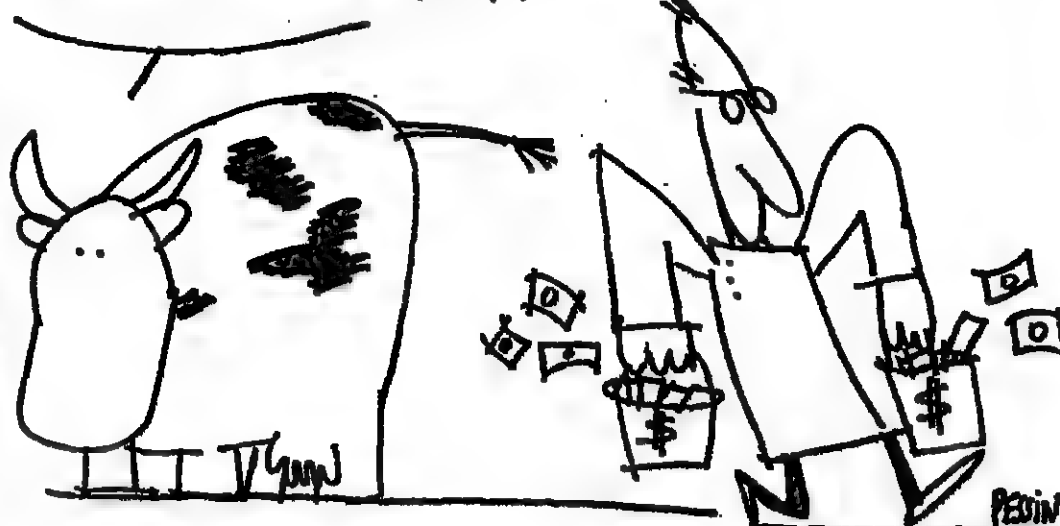
« Ces implantations à l'étranger permettent aussi à Bongrain d'être moins vulnérable que les exportateurs aux variations monétaires. D'autant que les responsables des sociétés brésiliennes, par exemple, savent très bien se débrouiller de la forte inflation de ce pays », note un analyste.

Un objectif : l'Asie

Afin de ne pas faillir à son image de pionnier, le groupe Bongrain a commencé à prendre ses marques en direction de l'Asie. Pour le jour où les habitants de cette partie du monde se mettront à aimer le fromage. Ainsi la création en 1980 d'unités de production en Australie et en Nouvelle-Zélande constitue des bases pour la future conquête de ces marchés. Et il n'est pas question de les sacrifier, même si leurs résultats ne sont pas à la hauteur de ceux habituellement enregistrés chez Bongrain.

Outre-Atlantique, le développement du groupe est quelquefois plus tumultueux. Car les incursions financières américaines ne font pas bon ménage avec l'obsessionnelle direction de Jean-Noël Bongrain. Du coup, si les premières acquisitions d'IFM en France et aux États-Unis ont pu passer inaperçues, il n'en est pas de même de l'OPA lancée en septembre 1988 sur Wilson Foods, un des grands de la charcuterie aux États-Unis. Contrecarrée par l'américain Doskocil, IFM a dû déclarer forfait.

J'AI PARFOIS L'IMPRESSION D'ÊTRE UNE VACHE À LAIT !



Mais Hervé Lasseigne, le PDG d'IFM est tout de même parvenu à mettre la main sur Fisher, la meilleure partie de ce groupe, numéro un de la charcuterie salée dans le sud-est des États-Unis. Toujours en quête de position de leader, Bongrain vient d'en gagner une dans le jambon de Bayonne. C'est le résultat de la douzième acquisition réalisée sous la houlette d'IFM depuis sa création au début 1988. Au total, IFM réalise un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de francs, regroupe vingt PME et est le numéro trois de la charcuterie en Europe.

La politique menée en cours de ces dernières années confirme cette stratégie de spécialités et de position dominante d'un marché. A contrario, la cession en juillet 1988 des confitures Lerebourg, Lenzbourg et Vitrac au groupe BSN ne laisse pas penser que Bongrain se désintéresse de la confiserie.

Au fur et à mesure de la construction de son groupe, le président-fondateur a su donner les moyens de son développement. Au plan financier d'abord, grâce à des bénéfices qui progressent plus vite que le chiffre d'affaires, Bongrain SA s'est constitué un trésor de guerre évalué à 3 milliards de francs. En outre, d'après Jean-Hugues Vadot, directeur financier, la société n'a utilisé qu'à hauteur de 70 % la MOF (Multiplication facilitée) de 230 millions d'euros qui lui avait été accordée en 1983.

Cette situation ne s'est pas faite au détriment des investissements. Entre 1987 et 1988, ils sont passés de 221 millions de francs à 331,2 millions. Soit une progression de 49,8 %.

En revanche, le poste « frais généraux » est réduit à son strict

minimum. L'assemblée générale des actionnaires se déroule à la cantine du siège social.

Il est vrai que « le souci de la réussite économique » fait partie, avec « la foi en l'homme », de celle dans la « personnalité du groupe » des valeurs qui permettent à cette entreprise de réaliser son « grand dessein ». Sorti d'immense fédération de PME qui bénéficie d'une certaine autonomie, le groupe Bongrain est aussi fortement marqué par la personnalité et les choix de son fondateur. Né en 1924, Jean-Noël Bongrain a hérité de l'opiniâtreté des habitants de l'est de la France. Lorsqu'il prend la direction de la laiterie paternelle, il a pour seule baguette un apprentissage de boulanger et un court passage au petit séminaire. Aujourd'hui, cet autodidacte, père de quatre enfants, dévore livres et journaux et passe son temps dans les avions pour visiter les usines de son groupe. Et rien n'échappe à cet homme de terrain. Il visionne par exemple tous les films publicitaires pour les produits et se garde le droit de mettre son veto à leur diffusion.

Une politique sociale coordonnée

De même, il essaie d'être présent aux sorties de jeux olympiques qui, chaque année, opposent les équipes sportives des différentes usines du groupe, un moyen pour le personnel de se rencontrer. « Le dialogue social existe vraiment. Quand il y a des problèmes, on peut généralement les régler », estime le délégué CFDT d'un des établissements. Le groupe Bongrain emploie 8 000 personnes au total, dont 3 960 dans les 13 usines françaises. Entre 1987 et 1988, les effectifs ont augmenté de 11 %. Comparé à d'autres entre-

prises du secteur, la productivité est plutôt meilleure et les salaires plus élevés.

Relativement décentralisée sur ses établissements, la politique sociale est coordonnée, au niveau du groupe, par le secrétariat général chargé des ressources humaines dirigé par Armand Bongrain, un des fils de Jean-Noël. Deux autres services fonctionnels, chargés des finances et du développement sont communs aux trois directions entre lesquelles Jean-Noël Bongrain a récemment réorganisé son groupe : il a conservé la direction de Bongrain International et a confié Bongrain Europe à Claude Bouteau. Le dernier pôle est Bongrain Gastronomie qui abrite les restaurants « la Cloche à Fromage », une fabrique de plats cuisinés et surtout Pôles et Chabot acquis en novembre 1986 avec ses trois prestigieuses Pavillons Gabriel, d'Armenonville et Kléber à Paris. Responsable : Jules Pichot, le « père » des fromages Tartare et Chateaux, créés en 1967.

Pourtant, une chose est sûre : plus on s'élève dans la hiérarchie du

groupe Bongrain, moins la répartition des fonctions est claire. En réalité, Jean-Noël Bongrain est entouré d'une sorte de garde prétorienne d'une demi-douzaine d'hommes dévoués, polyvalents et discrets. Numéro deux du groupe, Claude Bouteau en est une parfaite illustration. A la fois Saint-Cyrien et ancien élève d'Harvard Business School, ce petit homme affable est capable de discuter pendant des heures sur les mérites comparés des pâtes molles et fraîches ou du rôle des micro-organismes dans tel fromage. Pas de danger en revanche qu'il s'épanche longuement sur les montagnes financières.

Difficile notamment d'avoir des détails sur la dernière née du groupe Bongrain, la SBMS, installée avenue de la Couronne à Bruxelles. Une chose est sûre : les plus proches collaborateurs de Jean-Noël Bongrain y passent une grande partie de la semaine. Certains ont même transféré leur domicile dans la capitale belge. Cette automne a manifestement un double but. Grâce à un décret royal, les « centres de coordination » installés en Belgique par des grandes firmes étrangères bénéficient de certains avantages fiscaux. Les cadres qui y sont employés sont imposables en Belgique et peuvent ainsi échapper au système fiscal de leur pays d'origine. Par ailleurs, pour ce centre de coordination autorisé à mener des activités administratives ou financières, la base d'imposition est particulièrement minime.

Outre ces avantages, une implantation bruxelloise donne aussi une image européenne et permet de se rapprocher des instances de décision de la Communauté. Or, à l'aube de 1993, comme tout le monde, Bongrain doit se mettre à l'heure du grand marché. Mais, dans cette perspective et compte tenu des géants mondiaux de l'agroalimentaire, le groupe Bongrain est encore bien petit avec ses 12 milliards de francs de chiffre d'affaires. Le groupe BSN, qui est loin d'être le plus important, affiche, lui, 42 milliards de francs.

Enfin, Jean-Noël Bongrain devra un jour adapter les structures de son groupe à ces ambitions internationales et régler le problème de sa succession. Sans risque de rendre opérable le groupe qu'il a construit. Certains n'en feraient alors qu'une bouchée.

FRANÇOISE CHROT

Confidentiel fromage

« Gourmand, gourmet et tolérant ». Pour être chercheur chez Bongrain, sortir d'une école d'agronomie ou d'une université technologique comme celle de Compiègne ne suffit pas. Aux qualités traditionnelles requises pour remplir ce genre de fonction, les recruteurs de la société fromagère ajoutent donc un péché : celui de gourmandise, et une vertu : la tolérance.

« Les grands chercheurs expliquent en effet Claude Bouteau, ne doivent pas suivre des règles. Ils ont des règles de vie, de comportement qui les éloignent des systèmes centralisés. Quand on a une stratégie de l'innovation, il faut donc savoir intégrer des gens qui ont des idées, avoir le souci de comprendre l'autre et les autres systèmes de pensée. » Voilà pour la vertu.

Mais un chercheur chez Bongrain ne doit aussi de comprendre le marché de l'entreprise, il travaille toujours en équipe, avec un spécialiste du marketing, et a en général « une imprégnation culturelle forte aux choses de la nature ». Aimer les produits de la terre. Voilà donc pour le péché.

L'entreprise ne fait pratiquement pas de recherche fondamentale. Son laboratoire central, situé quelque part en région parisienne, réaliserait un peu de recherche pure à l'échelle de regards. La secret est en effet de règle dans cette industrie qui vit de son savoir-faire et que les brevets ne peuvent donc protéger. En relation avec des laboratoires publics comme ceux de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), elle mène des recherches appliquées : pour la mise au point de nouvelles souches

de ferments, qui permettent de développer de nouveaux aromes, et pour l'acidification des pressoirs ou d'une succession de « sans risque de rendre opérable le groupe qu'il a construit. Certains n'en feraient alors qu'une bouchée.

Confrontés à une matière première en constante évolution, le lait, dont le goût et la composition changent avec l'alimentation et la transformation des troupeaux, les chercheurs ont pour mission de trouver des combinaisons de ferments (qu'il s'agisse des ferments utilisés pour faire « tourner » le lait, ou de ceux employés ensuite pour ensemencer la pâte) nouveaux et stables. Ce sont en effet ces ferments qui donnent ensuite au fromage son goût (fort, discret, acide, etc.) et sa texture (fondant, dur, coulant, etc.). Une trentaine de « combinaisons » seraient déjà trouvées depuis ces quarante dernières années par l'ensemble des industriels. Pour les mettre au point, chaque entreprise du groupe dispose de son propre laboratoire de recherche, décentralisé obligé. Aucune structure formelle n'en assurerait la coordination.

Ces laboratoires travaillent donc sur son propre territoire, apparemment sans trop de problèmes de chevauchement : territoire géographique pour les filiales étrangères qui ont pour mission de trouver des fromages au goût des consommateurs locaux, territoires « gratuits » pour les filiales françaises. Le laboratoire de Rambol s'intéresse à la technologie des fondus tandis que Perreault se concentre sur les pâtes molles, par exemple. Mais il y a aussi dans le plus grand secret.

A.K.

Le Crédit agricole creuse son sillon dans la presse

« Dossier familial », « A son compte »... deux revues de la « banque verte » pour rendre ses clients plus fidèles

QUI connaît *Dossier Familial* ? Peu de monde, en dehors de ses 332 000 abonnés ! Qui sait que cette revue bourrée d'articles pratiques et juridiques pour non-spécialistes est éditée par Uni éditions, une filiale à 100 % du Crédit agricole ? Presque personne. Et pourtant, outre le fait que *Dossier Familial* se classe au cinquième rang des publications vendues par abonnement (le numéro un est *Reader's Digest*), ce journal est surtout l'un des instruments de fidélisation de la clientèle de particuliers du crédit agricole.

Imaginé en 1973 par Jacques Mayoux, à l'époque président de la Caisse nationale du Crédit Agricole, « Dossier familial » a été le premier élément d'une stratégie de communication en direction d'une clientèle de particuliers recherchant une information juridique accessible, explique Mina Darbon, directeur de la communication du Crédit agricole. Commercialisée par le réseau de la « banque verte », la revue a connu une expansion rapide étayée progressivement par une maquette

aérée, l'introduction de la photo, puis de la couleur.

Mais, au début des années 80, l'enthousiasme du réseau pour la revue est quelque peu retombé. « Une nouveauté chasse l'autre, et c'est normal », explique Mina Darbon. L'apparition de nouveaux produits financiers chaque année, des comptes en milliards de francs placent l'activité d'une revue au second plan. Si bien que, malgré un taux de réabonnement spontané très favorable (85 %), la diffusion a stagné, puis a régressé.

L'arrivée de Philippe Jaffré au Crédit agricole peu après sa privatisation a redonné un nouvel essor à la stratégie de communication initiée quinze ans plus tôt par Jacques Mayoux. En 1988, l'activité presse a été filialisée pour profiter des tarifs préférentiels accordés aux journaux et la professionnalisation de l'équipe a été accrue. De vrais journalistes et un nouveau rédacteur en chef ont été embauchés. Simultanément, Mina Darbon, PDG d'Uni éditions, et Jacques Brière, son directeur, ont commencé à réfléchir sur la création d'un nouveau titre.

Après avoir constaté que 750 000 commerçants et artisans

hantaient les guichets du Crédit agricole (dont plus de la moitié pour leur compte personnel), ils ont lancé une enquête marketing sur leurs besoins.

Une information transversale

Sur la base de cette étude, un nouveau titre a été mis en préparation. A son compte, un mensuel à orientation pratique et juridique, sera ainsi lancé en février à destination des entreprises unipersonnelles. « Que l'on ne s'y trompe pas, précise Jacques Brière, ce mensuel n'a pas été conçu comme un soutien publicitaire pour les activités bancaires, mais comme un service supplémentaire pour une clientèle particulière. »

A son compte n'aura donc pas pour fonction de redoubler le discours financier du Crédit agricole, mais d'apporter une information transversale. Comment vendre au mieux son fonds de commerce, comment vivre son contrôle fiscal, etc., sont les thèmes qui ont été sélectionnés pour les premiers numéros. Le réseau bancaire sera mis à contribution pour la vente d'abonnements (les meilleurs ven-

deurs seront récompensés par des voyages ou des bouteilles de champagne), mais n'aura aucun droit de regard sur le contenu des articles. L'indépendance de la presse oblige. Uni éditions envisage également d'introduire de la publicité, mais plus dans un souci de banalisation du produit (un journal sans encarts publicitaires n'a pas vraiment l'air d'un journal) que pour la rentabilité. Les calculs de la direction de la communication du Crédit agricole ont montré que le point mort se situait aux environs de 40 000 exemplaires.

En fait, les vrais problèmes d'Uni éditions se posent dans un an. Une fois l'avenir d'A son compte assuré, que fera la filiale presse du Crédit agricole ? S'orientera-t-elle vers une multiplication des titres en direction des différentes strates de la clientèle du Crédit agricole ? Ou bien essaiera-t-elle d'élargir la gamme du lectorat par l'exploitation systématique de fichiers complémentaires ? Sans doute les deux. *Dossier familial* a déjà gagné plus de 30 000 nouveaux lecteurs grâce au fichier d'une mutuelle.

YVES MAMOU

AFFAIRES

Un entretien avec le président de Philips

« L'industrie européenne n'est pas forcément trop faible pour résister aux Japonais »

CESSION à Thomson de son électronique de défense, vente à l'Américain Whirlpool d'une partie de son électroménager, baisse de sa participation dans ATT Network Systems, réduction d'emploi... depuis deux ans, le géant néerlandais Philips suit une cure d'amalgamation et de « musculation ». Déjà, l'entreprise, qui fête son centenaire en 1991, recueille les fruits d'une stratégie précise pour se reconstruire sur ses métiers phares, qu'elle renforce : les résultats du premier semestre, bien que contrastés, incitent les dirigeants du groupe à l'optimisme.

Européen convaincu, le président du groupe, M. Cornelius Van der Klugt, dresse ici l'état des lieux. Particulièrement sévère à l'égard des Japonais, dont il souligne le comportement belliqueux, il ne montre pourtant aucune complaisance envers les Américains. Et il se félicite de la vitalité nouvelle acquise par des groupes comme Thomson et Nippon dans l'électronique grand public, témoignant que l'industrie européenne a réussi à la guerre que les Japonais mènent dans ce secteur stratégique, jusqu'à ses enjeux sont, finalement, culturels. Philips, Siemens, Thomson... ces trois européens font front face à l'invasion japonaise dans les technologies de pointe.

« Il y a quelques années, on disait que Philips avait un problème de compétitivité. Avec vous, ça a changé de politique ? »

« Nous n'avons jamais eu de problème de compétitivité. Mais nous nous heurtons tous les jours à la concurrence, plus ou moins forte selon les secteurs. Toutefois, nos performances, dans la télévision, les composants ou l'électronique grand public, ne souffrent pas tant qu'on le croit. »

« Mais après avoir conquis les États-Unis, les Japonais se sont tournés vers l'Europe... »

« C'est une situation très sérieuse. Car les Européens ont mis du temps à comprendre que les Japonais menaient une guerre économique et obéissaient à des règles du jeu différentes des nôtres. Ils veulent la destruction de leurs concurrents. »

« Quelle a donc été votre politique ? »

« Nous sommes restés sur nos défenses. Il y a quelques jours à la Funkausstellung de Berlin (1), les Japonais étaient nombreux à prendre des photos et des notes. Pour nous, c'est une situation antérieure. Et je vous assure que l'on ne reviendra plus en arrière ! »

« Mais cela vous a obligé à faire des sacrifices... »

« Estimant que la disparition des barrières intra-communautaires nous disposait de tout produire dans tous les pays, nous avons restructuré nos affaires européennes afin d'atteindre la taille de nos concurrents les plus grands. Cela nous a contraints à fermer des usines, dans l'audio

ou la télévision... Nous avons aussi accru nos efforts aux États-Unis, en y produisant tout ce qui pouvait l'être, conformément à notre tradition : nous nous établissons dans un pays pour y rester, y créer de la valeur ajoutée et pas seulement pour l'exploiter commercialement. Si bien qu'aujourd'hui, dans le grand public et les composants, nous employons plus de monde aux États-Unis que toutes les entreprises japonaises réunies. Car à l'inverse de nous, elles exportent tout du Japon. »

« Pensez-vous être toujours bien suivis en Europe ? »

« Il y a dix ans, on nous accusait d'être faibles, de ne pas savoir faire aussi bien que les Japonais. Aujourd'hui la place de Thomson et Nippon dans le grand public prouve que l'industrie européenne n'est pas forcément trop faible pour résister aux Japonais. Mais ce n'est pas parce que nous construisons l'Europe que nous voulons exclure les non-Européens. A condition qu'il travaille avec les mêmes règles que nous et qu'il crée de la valeur ajoutée, un fabricant japonais est le bienvenu. Or, jusqu'ici, les Japonais exportent leur chômage vers l'Europe. L'estime d'ailleurs que les gouvernements devraient être plus sélectifs lorsqu'ils autorisent des installations. Pourquoi laisser entrer un fabricant d'automobiles, alors que l'on a déjà des surcapacités de production ? »

« Faire l'union monétaire... »

« Quelle action attendez-vous maintenant de Bruxelles ? »

« La chose la plus importante, maintenant, c'est de faire l'union monétaire. Car une communauté avec onze ou douze monnaies, c'est franchement ridicule. »

« L'électronique européenne va mieux, mais il y a des problèmes dans l'informatique. Avez-vous perdu cette bataille en Europe ? »

« La crise de l'informatique est mondiale. Elle est due à une transformation rapide de l'industrie et à des changements de frontières entre les différentes gammes d'ordinateurs. Les compagnies dont la gamme va des gros aux micro-ordinateurs sont plus résilientes. »

« Où en est Philips ? »

« Nous passons par les mêmes problèmes que les autres. L'envergure d'une entreprise détermine l'intensité des sacrifices qu'elle doit consentir pour s'adapter. Et nous pesons à 3 milliards de dollars dans l'informatique. »

« Y perdez-vous de l'argent ? »

« Non, pas en général. Mais sur certains créneaux, oui. »

« Avez-vous des projets d'alliance avec Olivetti ? »

« Dans l'informatique, comme dans la défense, tout le



M. Cornelius Van der Klugt, président du groupe néerlandais Philips.

monde parle avec tout le monde. Mais nous n'avons pas de projet en cours avec Olivetti, sauf des contacts très partiels dans certains domaines.

« Mais, dans la défense, vous vous êtes finalement désengagés, alors que vous aviez pensé initialement vous en faire une spécialité. Vraie-t-on le même cas de figure dans l'informatique ? »

« Je ne pense pas. Nous n'avons pas de contacts dans ce domaine. En règle générale, les gros s'occupent de plus en plus des petits, mais ils ne se mêlent pas si facilement entre eux. Pour l'instant, il est plus sain d'accroître ses activités en comptant sur ses propres forces plutôt que de s'unir avec quelqu'un d'autre. Vous le faites, le cas échéant, mais jamais en priorité. »

« Dans les composants du futur, vous êtes associé à Thomson et Siemens au sein du programme européen JESSI. IBM veut y participer. Doit-il le faire, selon vous ? »

« JESSI concerne aussi les équipementiers et les clients. Il peut donc s'appuyer sur tous ceux qui offrent une assistance en talents et en moyens techniques. Il est évident qu'un groupe comme IBM devrait y avoir sa place. Nous n'avons rien contre. Nous nous sommes d'ailleurs efforcés de le faire participer à certains projets Euréka. Mais les Américains, unis au sein du programme Sematech, ont dit, pour la première fois de leur histoire : « pas d'étrangers ». Pour notre part, nous avons aidé IBM en Europe car ils y ont une activité complète : recherche, développement, fabrication et vente. Nous aussi, aux États-Unis, notre présence est complète en micro-électronique. Pourtant, les Américains ont refusé que nous

participions à Sematech, nous opposant des excuses « pauvres ». Si nous avons laissé entrer IBM, nous exigeons que les mêmes règles nous soient appliquées. »

« En d'autres termes, vous dites : si IBM participe à JESSI, nous devons avoir accès à Sematech... »

« Non. Nous disons aux gouvernements : Attention, si les Américains ne veulent pas laisser entrer les Européens alors qu'ils répondent à toutes les exigences demandées, pourquoi laissez-vous entrer les Américains en Europe ? »

« Des actions Polygram en Bourse... »

« Vous parlez de JESSI ? »

« Non. De tout. Nous ne sommes pas mécontents d'accorder qu'IBM continue à participer à Euréka, si on continue avec un tel cynisme. Comment peut-on jouer le même jeu, si c'est avec des règles différentes ? »

« Comment analysez-vous la position des Américains sur la télévision haute définition (TVHD) ? Changent-ils leur fusil d'épaule ? »

« La situation n'est pas si grave que cela. Mais elle est un peu compliquée. Aux États-Unis, le marché des appareils est dominé par des non-Américains, Européens (2) ou Japonais. A l'inverse, les émetteurs sont des entreprises privées américaines. Il faut rappeler en outre que les normes japonaises (110 volts et 60 périodes), pour des raisons historiques, sont les mêmes que celles en vigueur aux États-Unis. »

« L'an passé, on avait l'impression que les Américains avaient refusé clairement le standard japonais... »

« Nous n'avons rien en vue. Mais je ne suis pas convaincu qu'il est possible de faire des accords de ce genre avec eux. Automatiquement, notre préférence est européenne et, le cas échéant, il peut y avoir un accord avec un Américain d'envergure locale. Nous avons aussi quelques alliances avec des sociétés japonaises, mais seulement dans les cas où nous conservons le pouvoir de déterminer notre propre destin. »

« Comptez-vous toujours mettre en Bourse une partie du capital de Polygram ? »

« Oui. Nous considérons cette activité comme très stratégique. Sans elle, pas de disque compact. Nous allons mettre un petit paquet d'actions en Bourse. »

« On parle de 20 à 30 %... »

« Je ne sais pas encore. Certainement pas plus, peut-être moins. »

« Quand ? »

« Peut-être encore cette année. »

« On parle aussi de négociations avec l'Américain A and M... »

« Polygram les distribue déjà en Europe. Il y a une amitié en soi. Je ne sais pas à quel cela va aboutir. Mais vous savez, leurs patrons possèdent des dizaines de millions de dollars... »

« Une promesse sur les prix... »

« Dans les composants électroniques, la conjoncture se retourne. Cela va-t-il peser sur vos résultats ? »

« Les circuits intégrés, une de nos quatre activités, passent par des difficultés assez graves, dues à la crise de l'informatique. C'est un secteur où une pression s'exerce sur les prix des produits ayant atteint une certaine maturité, tandis que le marché est plus intéressant sur les produits nouveaux. Pour notre part, nous enregistrons de bons résultats pour le « pain de tous les jours », mais nous devons nous battre encore sur les nouveaux produits. Nous sommes dans l'année la pire, car nos frais restent élevés alors que nous n'avons pas encore le résultat de ventes sur nos produits nouveaux, que nous ne fabriquons qu'à petite échelle. »

« Vous allez perdre de l'argent dans ce secteur ? »

« Dans les circuits intégrés, le cash-flow est encore négatif, mais cela ira mieux l'année prochaine. »

« Pourquoi lui avoir vendu votre défense ? »

« La situation change, ces dernières années. La paix éclate de tous les côtés. Les budgets de la défense ne sont - heureusement - pas les plus populaires. Les clients « exotiques » n'ont pas beaucoup d'argent à dépenser. Même un spécialiste n'a pas de place s'il ne possède pas l'envergure nécessaire pour concurrencer des groupes réalisant de gros bénéfices, établis dans un pays ayant des forces importantes. En outre, Thomson est la plus grande entreprise de l'électronique de défense en Europe. »

« Vous n'avez pas réussi à marier votre division médicale. Peut-être vivra-t-elle seule ? »

« Nous n'avons jamais dit qu'il fallait « sauver » notre médical. Mais nous assistons aussi dans ce métier à une concentration très forte. Notre division médicale va très bien, elle redevient bénéficiaire, son carnet de commandes n'a jamais été aussi plein. On serait tenté de dire : Le mariage n'a pas marché. On continue à vivre seul. C'est possible. Mais comme nous cherchons toujours à faire ce qu'il y a de mieux, nous nous sommes déjà des alliances partielles dans certains domaines, tant en Europe qu'en Asie ou aux États-Unis. Sans aucun doute, cette activité va continuer encore en très bonne santé, et si elle rencontre un partenaire avec lequel elle veut travailler nous sommes tout à fait d'accord. Mais c'est elle qui décidera. »

« Mais vous accepteriez un Japonais ? »

« Nous n'avons rien en vue. Mais je ne suis pas convaincu qu'il est possible de faire des accords de ce genre avec eux. Automatiquement, notre préférence est européenne et, le cas échéant, il peut y avoir un accord avec un Américain d'envergure locale. Nous avons aussi quelques alliances avec des sociétés japonaises, mais seulement dans les cas où nous conservons le pouvoir de déterminer notre propre destin. »

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER et FRANÇOISE VAYSSE

(1) Il s'agit de la plus grande foire d'électronique grand public d'Europe.
(2) Philips (Pays-Bas) et Thomson (France) détiennent à eux deux la moitié du marché.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 05

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
« Société civile »
« Les Rédacteurs du Monde »
« Société anonyme
des Lecteurs du Monde »
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Boue-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Contremain paritaire des journaux
de publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Reconnu comme journal de presse
et inscrit au Journal des Mémoires
et Index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Imprimé
à Paris
12, rue de la Harpe
94021 IVRY

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapez LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDPUB 286 136 F

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
35-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SUÈDE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	1168 F	1580 F
1 an	1380 F	1380 F	2000 F	2650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement à
l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque commande doit être accompagnée
d'un bon de commande dûment
rempli. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

AFFAIRES

Hôpitaux en auscultation

Concurrence et nouvelles règles de financement obligent à une rationalisation.
Sociétés d'audit et de conseil entrent dans les établissements, secteur public en tête, pour doper leur gestion.
Les « grands » sont sur le créneau, mais de nouveaux venus entendent s'y faire une place

Au début de 1987, Serge Fontarensky, directeur depuis deux ans du centre hospitalier régional de Limoges, a une idée en tête, un « projet d'entreprise » : transformer complètement l'accueil des malades (« faire du centre l'hôpital le plus accueillant de France », dit-il en toute simplicité. Un retour à la mission originelle de l'hôpital). Cela veut dire transformer les méthodes de travail et les structures de management en brisant la clôture entre les soignants et l'administration et en entraînant l'ensemble du personnel. Si les objectifs lui paraissent clairs, comment les mettre en œuvre ? Comment parvenir à réduire les files d'attente, faire collaborer les services, et pour commencer « faire prendre » l'idée ?

Serge Fontarensky prend une initiative inédite : il fait appel à une société de conseil (Boscard consultants) qui va l'aider à préciser les objectifs, trouver les méthodes, construire des équipes, discerner les phases, monter l'opération et sensibiliser le personnel. Une intervention qui durera près de dix-huit mois et culminera en mai 1988, avec des assistés du personnel réunissant 350 des 5 000 salariés du CHR, des médecins chefs de service et leurs adjoints aux infirmières, aux administratifs et aux contractuels. En même temps, on va aménager les locaux pour améliorer le confort des malades en prévoyant dans tous les services des espaces d'accueil, et faciliter les visites des familles, qui aujourd'hui ne se perdent plus dans les couloirs...

Un hôpital psychiatrique de Franche-Comté doit revoir en profondeur sa capacité d'accueil ? Il confie aussi analyse des besoins de la population et étude de la concurrence à une société de conseil, qui va lui proposer de réduire de moitié le nombre de lits...

Serge Fontarensky, qui a consacré 4,5 millions de francs à son projet, y compris la formation du personnel et les honoraires du consultant (près d'un tiers au total), estime que « la rentabilité est supérieure à tout le reste ». Aujourd'hui il envisage de faire appel à une société spécialisée pour rétablir sa gestion de trésorerie. Il a peut-être été le premier, il est peut-être le plus enthousiaste. Il n'est pas isolé.

Longtemps fermés à toute intervention extérieure, les hôpitaux, publics ou privés, s'ouvrent aujourd'hui aux sociétés d'audit et de conseil, au point de susciter de nouvelles vocations chez les géants du secteur. Stratégie et développe-

ment, management général, mobilisation des hommes, organisation industrielle et logistique, information, communication interne ou externe, qualité : tous les étagés des établissements sont aspirés dans cette recherche de la performance.

L'exemple est venu des États-Unis. Outre-Atlantique, les 7 000 hôpitaux, engagés dans une concurrence sauvage, y recourent à outrance. Ils ont ainsi créé un marché très convoité aujourd'hui, dans lequel Arthur Andersen, premier pour le conseil, deuxième pour l'audit, s'est taillé la part du lion avec 53 millions de dollars de chiffre d'affaires (363 millions de francs).

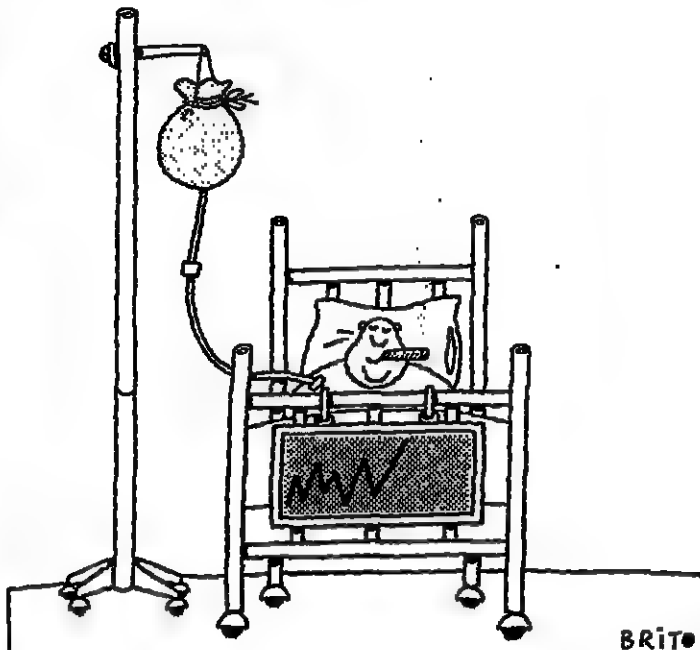
Les nouvelles règles financières

En France, ce sont les nouvelles règles financières, au moins autant que la concurrence, qui incitent les hôpitaux publics à faire appel à des consultants. La substitution d'une allocation budgétaire globale par établissement à un prix de journée par personne impose une gestion optimale des ressources et une planification rigoureuse.

Du jour au lendemain, les gestionnaires se sont retrouvés face à des impératifs de chefs d'entreprise. Or seule l'aide de compétences extérieures permet un pilotage efficace d'établissements aux multiples activités. Blanchisserie, haute technologie médicale ou gestion des services relèvent de métiers différents, soumis à la concurrence des spécialistes : « Nous devons faire aussi bien que les professionnels du secteur », disait Jean Choussat, l'ancien directeur général de l'Assistance publique de Paris (le Monde Affaires du 2 juillet 1988).

Présentant cette mutation, Arthur Andersen, une des premières firmes mondiales d'audit et de conseil « sous azimuts », qui a travaillé à fond le monde hospitalier britannique, a décidé d'accroître sa présence en France dans ce secteur. Partie de l'évaluation classique des systèmes d'information ou des techniques de contrôle de gestion, cette société a décidé d'accompagner l'évolution, en allant par exemple vers la mise au point d'indicateurs de gestion au niveau de chaque centre de responsabilité, autrement dit de chaque service.

C'est le premier pas vers la mise en place de comparaisons des coûts des stratégies thérapeutiques ou vers l'instauration d'indicateurs de qualité, objectifs à plus ou moins long terme des gestionnaires et des sociétés de conseil.



Pent-on réellement aller jusqu'à dans le domaine de la santé ? En va-t-il de l'hôpital comme d'une entreprise ? « Dans les hôpitaux, on a affaire à de grands processus industriels sur lesquels on peut appliquer des méthodes de gestion traditionnelles ; mais il y demeure des aspects bien spécifiques, explique Armand de Rendinger, de chez Arthur Andersen. Les interactions entre services sont complexes et importantes. Les filières d'accès à la distribution de soins sont variables. Il n'y a pas de standardisation possible. On peut rentrer à l'hôpital pour un accouchement ou pour une opération à cœur ouvert. Il n'y a rien de comparable. Et surtout on y trouve une évolution rapide des technologies. »

Moyen-clé de l'évolution des hôpitaux : l'informatique. Peat Marwick (chiffres d'affaires : 4 millions de francs dans le secteur de la santé en France), un autre géant international, qui comme Touche Ross, a mis le pied dans le marché français, s'appuie lui aussi sur ce nouvel outil. Ses experts sont intervenus il y a trois ans à l'Assistance publique de Marseille pour la gestion de la pharmacie : en fait un problème « classique » de rationalisation des flux par la suppression de stocks, de délais d'attente, et des modifications des techniques d'achat.

Les consultants de cette entreprise ont aussi pris goût à ce nouvel univers aux multiples enjeux : économiques ou financiers, mais aussi sociaux ou politiques. Ils sont même entrés dans les vraies coulisses du monde de la santé, c'est-à-

dire au siège de la Caisse nationale d'assurance-maladie : consultés sur la façon de rendre plus opérationnel le service informatique et de le transformer en véritable observatoire permanent des dépenses de santé, ils ont proposé une restructuration complète.

Avec un peu de retard sur le secteur public, un marché de « consulting » s'ouvre également dans les cliniques privées. Celles-ci ne sont pas soumises aux mêmes contraintes budgétaires, mais doivent faire face à la montée des chaînes de cliniques et à de profondes mutations. La plupart des médecins fondateurs partent aujourd'hui en retraite sans pouvoir transmettre à leurs jeunes successeurs le patrimoine trop lourd de leur « outil de travail ». Les audits d'acquisition ou les diagnostics financiers sont donc fréquemment demandés. Arthur Andersen s'en est fait une spécialité après la commande d'un groupe qui a constitué une chaîne d'établissements.

La clientèle hospitalière est aussi convoitée par de nouvelles sociétés qui espèrent s'y faire une place. Parmi elles, Sanesco, créée par Jean de Kervadon, directeur des hôpitaux au ministère de la santé et de la solidarité de 1982 à 1986, chercheur devenu administrateur et socialiste passé à l'entreprise privée, peut se flatter d'être aujourd'hui le premier groupe spé-

cialisé dans le secteur sanitaire et social et notamment... de bien connaître les règles imposées par la tutelle administrative. Audit organisationnel, conception du système d'information - Jean de Kervadon a introduit la « médicalisation des systèmes d'information » dans les projets de réforme hospitalière, selon l'exemple américain - font partie de sa panoplie. Sanesco annonce un chiffre d'affaires de 21 millions de francs pour 1989.

A côté des touche-à-tout comme Sanesco, Expertech vise un créneau bien précis : le conseil en technologie médicale. Fondée par Jean-Pierre Thierry et Claude Kornblum, qui furent, le premier, chargé de mission au CESTA (Centre d'études des systèmes et techniques avancées), et l'autre en fonction dans des cabinets ministériels, cette petite société joue sur sa capacité d'assurer une « interface » entre chercheurs, industriels, politiques et médecins : « Un directeur d'hôpital s'interroge : faut-il acheter une bombe au cobalt ou un scanner ? Nous essayons de lui apporter une vue prospective en fonction de l'évolution des technologies, de la politique de santé », expliquent les deux jeunes chefs d'entreprise.

Après la dizaine de grandes sociétés qui interviennent en généralistes à tous les niveaux de l'hôpital, même si elles cherchent à se donner des secteurs forts, de petites sociétés se mettent sur les rangs de « consulting », spécialisées ou non. « Attention, prévient Jean-Xavier Trazzini, président de la conférence des directeurs d'hôpitaux, elles devront, pour réussir, adapter leurs outils et leurs concepts. »

YANNICK GUHENEUF

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE		
YVONNE 13, rue de Bassano, 16 ^e	F. ven. soir et sam. 47-20-98-15	VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Spéc. de poissons. Pois gras frais. Coiffe de cordon maison. Gibiers et légumes en saison. Carte 250/300 F. Salle climatisée.
LE RÉPÈRE 1, rue du Jourdain, 20 ^e	46-36-65-81 F/Lun.	Déj. et dîner. Maintient une cuisine imprégnée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc. jambon pays en sauce melle, tourteaux pélagiques. P.M.R. 150/200 F.
COPENHAGUE 142, Champs-Élysées, 8 ^e	81-59-20-41 F. dim.	De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD SALÉ. SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.
RIVE GAUCHE		
DOUVE BOUTFANT 25, r. Frédéric-Sainton (Métro-Montparnasse) F. dim.	43-25-25-14	12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Tous jours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.
PAVILLON MONTROUSSE 20, rue Gazan, 14 ^e	45-88-38-52 TLJ - Voiturier	En bordure d'un des plus beaux parcs de Paris, sous la verrière 1900, découvrez son excellente cuisine. Carte, menu 235 F. Salons.
LA PETITE CHAISE 36, rue de Grenelle, 7 ^e	42-22-13-35 TLJ.	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 135 F. vin et a.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent.
ALSACE A PARIS 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e	43-26-89-36 TLJ.	Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Chateaubriots. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.

Views that know no frontiers.

The Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traductions de l'économie et des affaires :

Points de vue au-delà des frontières, The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

مكتبة الأمل

[illegible]

صكرا من الامل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 SEPTEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel											
Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
3776	C.R.E. 36 *	2776	2776	2776	0.00	77	Stellatone	84.10	83.70	82.90	-1.43
1071	C.R.F. 12 *	1071	1071	1071	0.00	280	Chenier	254	254	254	0.00
1205	C.R.F. 12 *	1205	1205	1205	0.00	102	Scho Day Moss	135.00	135.00	135.00	0.00
1206	C.R.F. 12 *	1206	1206	1206	0.00	97	De Baux	94.00	93.30	93.00	-0.70
1207	C.R.F. 12 *	1207	1207	1207	0.00	2280	De Baux	2280	2280	2280	0.00
1208	C.R.F. 12 *	1208	1208	1208	0.00	211	De Baux	211	211	211	0.00
1209	C.R.F. 12 *	1209	1209	1209	0.00	74	De Baux	74	74	74	0.00
1210	C.R.F. 12 *	1210	1210	1210	0.00	776	De Baux	776	776	776	0.00
1211	C.R.F. 12 *	1211	1211	1211	0.00	727	De Baux	727	727	727	0.00
1212	C.R.F. 12 *	1212	1212	1212	0.00	728	De Baux	728	728	728	0.00
1213	C.R.F. 12 *	1213	1213	1213	0.00	729	De Baux	729	729	729	0.00
1214	C.R.F. 12 *	1214	1214	1214	0.00	730	De Baux	730	730	730	0.00
1215	C.R.F. 12 *	1215	1215	1215	0.00	731	De Baux	731	731	731	0.00
1216	C.R.F. 12 *	1216	1216	1216	0.00	732	De Baux	732	732	732	0.00
1217	C.R.F. 12 *	1217	1217	1217	0.00	733	De Baux	733	733	733	0.00
1218	C.R.F. 12 *	1218	1218	1218	0.00	734	De Baux	734	734	734	0.00
1219	C.R.F. 12 *	1219	1219	1219	0.00	735	De Baux	735	735	735	0.00
1220	C.R.F. 12 *	1220	1220	1220	0.00	736	De Baux	736	736	736	0.00
1221	C.R.F. 12 *	1221	1221	1221	0.00	737	De Baux	737	737	737	0.00
1222	C.R.F. 12 *	1222	1222	1222	0.00	738	De Baux	738	738	738	0.00
1223	C.R.F. 12 *	1223	1223	1223	0.00	739	De Baux	739	739	739	0.00
1224	C.R.F. 12 *	1224	1224	1224	0.00	740	De Baux	740	740	740	0.00
1225	C.R.F. 12 *	1225	1225	1225	0.00	741	De Baux	741	741	741	0.00
1226	C.R.F. 12 *	1226	1226	1226	0.00	742	De Baux	742	742	742	0.00
1227	C.R.F. 12 *	1227	1227	1227	0.00	743	De Baux	743	743	743	0.00
1228	C.R.F. 12 *	1228	1228	1228	0.00	744	De Baux	744	744	744	0.00
1229	C.R.F. 12 *	1229	1229	1229	0.00	745	De Baux	745	745	745	0.00
1230	C.R.F. 12 *	1230	1230	1230	0.00	746	De Baux	746	746	746	0.00
1231	C.R.F. 12 *	1231	1231	1231	0.00	747	De Baux	747	747	747	0.00
1232	C.R.F. 12 *	1232	1232	1232	0.00	748	De Baux	748	748	748	0.00
1233	C.R.F. 12 *	1233	1233	1233	0.00	749	De Baux	749	749	749	0.00
1234	C.R.F. 12 *	1234	1234	1234	0.00	750	De Baux	750	750	750	0.00
1235	C.R.F. 12 *	1235	1235	1235	0.00	751	De Baux	751	751	751	0.00
1236	C.R.F. 12 *	1236	1236	1236	0.00	752	De Baux	752	752	752	0.00
1237	C.R.F. 12 *	1237	1237	1237	0.00	753	De Baux	753	753	753	0.00
1238	C.R.F. 12 *	1238	1238	1238	0.00	754	De Baux	754	754	754	0.00
1239	C.R.F. 12 *	1239	1239	1239	0.00	755	De Baux	755	755	755	0.00
1240	C.R.F. 12 *	1240	1240	1240	0.00	756	De Baux	756	756	756	0.00
1241	C.R.F. 12 *	1241	1241	1241	0.00	757	De Baux	757	757	757	0.00
1242	C.R.F. 12 *	1242	1242	1242	0.00	758	De Baux	758	758	758	0.00
1243	C.R.F. 12 *	1243	1243	1243	0.00	759	De Baux	759	759	759	0.00
1244	C.R.F. 12 *	1244	1244	1244	0.00	760	De Baux	760	760	760	0.00
1245	C.R.F. 12 *	1245	1245	1245	0.00	761	De Baux	761	761	761	0.00
1246	C.R.F. 12 *	1246	1246	1246	0.00	762	De Baux	762	762	762	0.00
1247	C.R.F. 12 *	1247	1247	1247	0.00	763	De Baux	763	763	763	0.00
1248	C.R.F. 12 *	1248	1248	1248	0.00	764	De Baux	764	764	764	0.00
1249	C.R.F. 12 *	1249	1249	1249	0.00	765	De Baux	765	765	765	0.00
1250	C.R.F. 12 *	1250	1250	1250	0.00	766	De Baux	766	766	766	0.00
1251	C.R.F. 12 *	1251	1251	1251	0.00	767	De Baux	767	767	767	0.00
1252	C.R.F. 12 *	1252	1252	1252	0.00	768	De Baux	768	768	768	0.00
1253	C.R.F. 12 *	1253	1253	1253	0.00	769	De Baux	769	769	769	0.00
1254	C.R.F. 12 *	1254	1254	1254	0.00	770	De Baux	770	770	770	0.00
1255	C.R.F. 12 *	1255	1255	1255	0.00	771	De Baux	771	771	771	0.00
1256	C.R.F. 12 *	1256	1256	1256	0.00	772	De Baux	772	772	772	0.00
1257	C.R.F. 12 *	1257	1257	1257	0.00	773	De Baux	773	773	773	0.00
1258	C.R.F. 12 *	1258	1258	1258	0.00	774	De Baux	774	774	774	0.00
1259	C.R.F. 12 *	1259	1259	1259	0.00	775	De Baux	775	775	775	0.00
1260	C.R.F. 12 *	1260	1260	1260	0.00	776	De Baux	776	776	776	0.00
1261	C.R.F. 12 *	1261	1261	1261	0.00	777	De Baux	777	777	777	0.00
1262	C.R.F. 12 *	1262	1262	1262	0.00	778	De Baux	778	778	778	0.00
1263	C.R.F. 12 *	1263	1263	1263	0.00	779	De Baux	779	779	779	0.00
1264	C.R.F. 12 *	1264	1264	1264	0.00	780	De Baux	780	780	780	0.00
1265	C.R.F. 12 *	1265	1265	1265	0.00	781	De Baux	781	781	781	0.00
1266	C.R.F. 12 *	1266	1266	1266	0.00	782	De Baux	782	782	782	0.00
1267	C.R.F. 12 *	1267	1267	1267	0.00	783	De Baux	783	783	783	0.00
1268	C.R.F. 12 *	1268	1268	1268	0.00	784	De Baux	784	784	784	0.00
1269	C.R.F. 12 *	1269	1269	1269	0.00	785	De Baux	785	785	785	0.00
1270	C.R.F. 12 *	1270	1270	1270	0.00	786	De Baux	786	786	786	0.00
1271	C.R.F. 12 *	1271	1271	1271	0.00	787	De Baux	787	787	787	0.00
1272	C.R.F. 12 *	1272	1272	1272	0.00	788	De Baux	788	788	788	0.00
1273	C.R.F. 12 *	1273	1273	1273	0.00	789	De Baux	789	789	789	0.00
1274	C.R.F. 12 *	1274	1274	1274	0.00	790	De Baux	790	790	790	0.00
1275	C.R.F. 12 *	1275	1275	1275	0.00	791	De Baux	791	791	791	0.00
1276	C.R.F. 12 *	1276	1276	1276	0.00	792	De Baux	792	792	792	0.00
1277	C.R.F. 12 *	1277	1277	1277	0.00	793	De Baux	793	793	793	0.00
1278	C.R.F. 12 *	1278	1278	1278	0.00	794	De Baux	794	794	794	0.00
1279	C.R.F. 12 *	1279	1279	1279	0.00	795	De Baux	795	795	795	0.00
1280	C.R.F. 12 *	1280	1280	1280	0.00	796	De Baux	796	796	796	0.00
1281	C.R.F. 12 *	1281	1281	1281	0.00	797	De Baux	797	797	797	0.00
1282	C.R.F. 12 *	1282	1282	1282	0.00	798	De Baux	798	798	798	0.00
1283	C.R.F. 12 *	1283	1283	1283	0.00	799	De Baux	799	799	799	0.00
1284	C.R.F. 12 *	1284	1284	1284	0.00	800	De Baux	800	800	800	0.00
1285	C.R.F. 12 *	1285	1285	1285	0.00	801	De Baux	801	801	801	0.00
1286	C.R.F. 12 *	1286	1286	1286	0.00	802	De Baux	802	802	802	0.00
1287	C.R.F. 12 *	1287	1287	1287	0.00	803	De Baux	803	803	803	0.00
1288	C.R.F. 12 *	1288	1288	1288	0.00	804	De Baux	804	804	804	0.00
1289	C.R.F. 12 *	1289	1289	1289	0.00	805	De Baux	805	805	805	0.00
1290	C.R.F. 12 *	1290	1290	1290	0.00	806	De Baux	806	806	806	0.00
1291	C.R.F. 12 *	1291	1291	1291	0.00	807	De Baux	807	807	807	0.00
1292	C.R.F. 12 *	1292	1292	1292	0.00	808	De Baux	808	808	808	0.00
1293	C.R.F. 12 *	1293	1293	1293	0.00	809	De Baux	809	809	809	0.00
1294	C.R.F. 12 *	1294	1294	1294	0.00	810	De Baux	810	810	810	0.00
1295	C.R.F. 12 *	1295	1295	1295	0.00	811	De Baux	811	811	811	0.00
1296	C.R.F. 12 *	1296	1296	1296	0.00	812	De Baux	812	812	812	0.00
1297	C.R.F. 12 *	1297	1297	1297	0.00	813	De Baux	813	813	813	0.00
1298	C.R.F. 12 *	1298	1298	1298	0.00	814	De Baux	814	814	814	0.00
1299	C.R.F. 12 *	1299	1299	1299	0.00	815	De Baux	815	815	815	0.00
1300	C.R.F. 12 *	1300	1300	1300	0.00	816	De Baux	816	816	816	0.00
1301	C.R.F. 12 *	1301	1301	1301	0.00	817	De Baux	817	817	817	0.00
1302	C.R.F. 12 *	1302	1302	1302	0.00	818	De Baux	818	818	818	0.00
1303	C.R.F. 12 *	1303	1303	1303	0.00	819	De Baux	819	819	819	0.00
1304	C.R.F. 12 *	1304	1304	1304	0.00	820	De Baux	820	820	820	0.00
1305	C.R.F. 12 *	1									

26 % de postes supplémentaires en 1990 pour le CAPES et l'agrégation

PHILIPPE BERNARD

PHILIPPE BERNARD

صلى الله عليه وسلم

LIVRES • IDEES

L'assassin américain

A travers Lee Harvey Oswald, meurtrier présumé de John F. Kennedy, l'écrivain Don DeLillo évoque, dans son neuvième roman, *Libra*, le destin de l'Amérique.

LIBRA
de Don DeLillo.
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par Michel Courtois-Fourcy
Stock, coll. « Nouveau Cabinet
Cosmopolite »
304 p., 129 F.

Depuis vingt-cinq ans, aucun autre personnage ne hante l'inconscient américain comme le fait Lee Harvey Oswald. L'assassin. Le tueur. Celui qui s'est laissé duper. Il est entré dans l'Histoire en dormant à JFK un « baiser » présidentiel empoisonné. C'était un enfant de la Nouvelle-Orléans et du Bronx, une créature surgie du métro, qui éprouvait « cette pulsance intérieure montante comme un cri, cette force secrète de l'âme qu'il allait chercher dans les tunnels creusés sous New-York ». C'était un « marin » marxiste, un ouvrier d'usine à Minut, un révolutionnaire qui savait à peine lire, « une sorte de personnage chaplinesque patissant sur les bords d'événements importants et dangereux ».

Il était, en fait, tout ce dont rêve un romancier. Et, dans *Libra*, Don DeLillo nous parle de Lee Harvey Oswald et de cette « matière romanesque » qui constitue la trame de sa vie et de sa mort... et de la mort de celui qui partage finalement son secret, « Président Jack ». L'assassinat de Kennedy ne fut jamais qu'une « aberration au cœur même du réel », une curieuse aventure pour bande dessinée : un instant à Dallas, « sept secondes qui ont brisé en deux ce siècle et l'Amérique ».

Le complot des « architectes »

En centre du roman, il y a une histoire d'amour. Oswald est aussi pervers que « Crazy Cat ». Il adore son épouse soviétique, Marina, mais il la roue de coups. Il ressemble à ce petit frère que nous voudrions ne jamais avoir en. Il est cette présence lancinante, négative, au cœur de l'Amérique, l'aventurier qui disparaît au sein du tourbillon qu'il a lui-même suscité, la victime désignée, avec son idéal magnétique, l'orphelin de la CIA, du FBI et du KGB.

Oswald était entouré de tellement de gens qu'il « manipulait », il avait tellement de « petits papiers » que même son nom, Lee H. Oswald, ressemblait



Lee Oswald, la dupe idéale.
En médaillon, Don DeLillo (photo Nancy Crampton).

à « une sorte de diagramme faisant partie d'une opération destinée à manipuler secrètement l'histoire ».

C'était la dupe idéale. Des foules d'Oswald apparaissent partout dans le monde. Il était tout et il n'était rien. « Les yeux d'Oswald sont gris, bleus, marron. Il mesure 1,75 mètre, 1,77 mètre, 1,80 mètre. Il est droitier, il est gaucher. Il sait conduire, il ne sait pas conduire ».

Et c'est avec ce fantomatique Oswald que des commandos à l'intérieur de la CIA, des « architectes » mécontents de l'affaire de la baie des Cochons vont comploter pour faire tomber Castro et embarrasser Président Jack. Ils s'amuse à penser au bruit et à la fureur, au chaos général qu'une tentative « ratée » d'assassinat va causer. Ils ne voulaient pas « assassiner Kennedy au sens strict du mot. Seulement faire entendre une pétarade dans la rue. Ils voulaient

un attentat raté, aussi programmé qu'une opération chirurgicale ».

Le contraire de Robin des Bois

Mais naturellement, inconsciemment, c'était bien la mort du président qu'ils voulaient. Et ils avaient besoin d'un anesthésique mortel dans le genre d'Oswald, ou d'« Ozzie le lapin », comme l'appelaient ses copains dans les « marines ».

Et une sorte de production théâtrale se mit en place. Avec Oswald dans le rôle du contraire de Robin des Bois, l'homme du peuple qui se sacrifie pour un Graal maudit. Et le génie particulier du livre de DeLillo, c'est qu'il n'étudie jamais Oswald comme un « cas ». Il le fait s'installer à l'intérieur de notre tête comme une blessure triste et terrifiante. Nous ressentons sa souffrance, son trouble, nous le suivons sur les sentiers tortueux qui l'ont conduit au dépôt de livres scolaires, ce jour-là à Dallas, le jour où il a décidé de notre avenir avec un fusil militaire italien.

Cela peut paraître fou, mais le roman de DeLillo me fait penser à *Lolita* — pas du tout parce qu'Oswald ressemble à Humbert Humbert ou à Claire Quilty, ou parce que Little Lo serait un papillon lancé par la CIA. Nabokov a mis au jour l'Amérique des années 50 comme aucun autre écrivain n'a pu le faire — avec sa bêtise, sa tristesse, sa culture de motels alignés le long d'une route sans fin, sa peur terrifiante de la sexualité et sa quête d'amour qui était plus proche du meurtre que quoi que ce soit d'autre.

Il y a dans *Libra* le même chant plaintif. C'est un roman sur l'Amérique que nous sommes devenus : habitants perdus d'un monde de rêve, à la recherche de notre *Lolita* à nous. Et c'est pourquoi l'image que DeLillo nous donne d'Oswald fait si mal.

DeLillo lui-même est un enfant du Bronx. Il a grandi le long de ses frontières bizarres, cauteuses, dans ses terrains vagues, ses caravanes qui ne mènent nulle part. *Libra* est son neuvième roman, mais tous racontent l'Amérique, l'Amérique que l'on d'un gosse du Bronx avec l'Amérique elle-même. Grandir dans le Bronx, comme Oswald et DeLillo, c'est exister toujours au bord des choses. Et ce qu'il y a d'extraordinaire dans *Libra*, c'est que DeLillo nous montre l'Oswald qui est en chacun de nous — pas l'assassin, pas le marin, mais le petit type perdu, un blessé de plus dans la grande guerre américaine.

Jerome Charyn.

(Traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay.)

— Signalons également l'enquête de Dominique Venner sur l'Assassinat du président Kennedy qui vient de paraître aux Éditions Perrin (196 p., 100 F.).

LE FEUILLETON

de Michel Brard

Une leçon d'admiration

Quand Balzac, pour l'amour de Stendhal, se transforme en critique littéraire. Page 34

HISTOIRE RELIGIEUSE

Rome contre les dominicains

Comment le Saint-Office entreprit de réduire, dans les années 50, l'un des ordres les plus prestigieux.



Jacques Leno, l'un des premiers prêtres-ouvriers en France.

Page 37

DOSSIER

Les folies Goncourt

Alors qu'est réédité le *Journal* d'Edmond et Jules, le festival de Nancy s'est interrogé : à quoi sert le Prix Goncourt ? Pages 38 et 39

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Prisonniers des façades

La Façade, un livre de la romancière Lubisa Monikova Page 46

Picasso écrivain

Quand il ne peignait pas, il se reposait en écrivant. Tous ses textes sont réunis en un somptueux volume. Voici la préface de Michel Leiris.

PICASSO, ÉCRITS
Textes établis, présentés et annotés par Marie-Laure Bernadac conservateur au Musée Picasso et par Christine Piot. Textes en espagnol, traduits par Albert Bensoussan réédition des musées nationaux/Gallimard volume relié sous jaquette nombreuses illustrations 496 p., prix de lancement jusqu'au 31 déc. : 790 F ; ensuite, 860 F.

«... Je n'en peux plus de ce miracle qui est de ne rien savoir dans ce monde et de n'avoir rien

appris qu'à aimer les choses et les manger vivantes... »

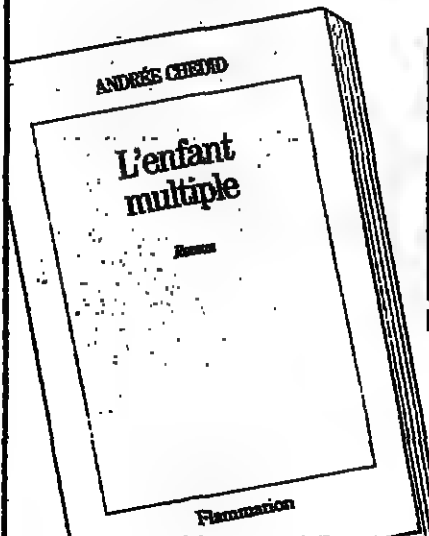
Ainsi parle Picasso dans un poème en langue espagnole qui, publié ici en espagnol et en français comme tous ses poèmes, fait figure inaugurale, aucun texte poétique plus ancien n'ayant été retrouvé.

Soumis à nulle contrainte d'euphonie, de rythme ni même de sens rationnel et dans une veine plus voisine (dans l'ensemble) du nihilisme dada que du surréalisme, école buissonnière, marche au gré des rencontres, dérive au fil des mots comme au fil des idées (celles-ci ne pouvant exister sans ceux-là qui sont en

quelque sorte leur substance et point seulement leur véhicule). Tels se présentent dans leur spécificité abrupte la plupart des nombreux poèmes de Picasso, dont le premier qui nous soit connu remonte au 18 avril 1935 et le plus récent au 20 août 1959 (soit quelque quatorze ans avant que la mort mette fin à une période uniquement illustrée celle-là par des fêtes somptueuses captivant le regard), date mentionnée — comme pour situer d'un coup une note de journal intime — en tête de la section finale de sa dernière œuvre écrite : *El Externo del Conde de Orgaz*, esquisse théâtrale vivante vite à la poésie pure.

(Lire la suite page 41.)

Andrée Chedid Un formidable hymne à la vie.



Dominique Eddé - Le Monde
243 pages - 85 F

Flammarion

Mené avec une grande maîtrise... une métaphore sur l'égal entêtement de l'amour et de la tragédie dans les scénarios de la vie.

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Hubert Haddad dans « l'Eternité des songes »

En même temps que son dixième roman reparait la première œuvre d'un écrivain dont on peut ainsi mieux suivre le cheminement

ARMELLE
OU L'ÉTERNEL RETOUR
d'Hubert Haddad.
Préface de Georges-Olivier
Châteaureynaud
Le Castor astral, 168 p., 85 F.
OHOLIBA DES SONGES
d'Hubert Haddad
La Table ronde, 268 p., 95 F.

Si la valeur et l'originalité d'un romancier se mesurent à sa capacité d'inventer, de construire, de lire en livre, un univers qui ne ressemble à nul autre, celles d'Hubert Haddad devraient ne plus laisser aucun doute. Lorsque, de plus, cet univers n'est pas de pure fantaisie mais constitue la scène des interrogations essentielles qui retournent l'homme sur lui-même pour l'affronter à la question de son origine et de sa finitude, l'originalité se lève de gravité, de nécessité.

Chez Hubert Haddad, cette nécessité se confond avec un cheminement initiatique dont les romans sont les étapes. Initiation non pas au sens d'un apprentissage, de l'acquisition d'un savoir ésotérique ou spirituel, mais ouverture au mystère de l'existence — fil tendu entre deux secrets qui se superposent : celui de l'origine et celui de la mort.

Ce cheminement, il serait naïf de l'envisager sur le mode linéaire. Au moment de se mettre en route, tout est déjà donné. Chaque étape ne sera que la reprise de ce don, de la question, de l'angoisse premières, coulées comme plomb fondu dans un moule singulier : on peut façonner le moule de diverses manières, compliquer ou simplifier ses formes, la matière, elle, s'élargit toujours au même creuset. Il faut rendre grâce aux hasards et aléas de l'édition de nous permettre aujourd'hui, en même temps que le dixième roman d'Hubert Haddad (1), de lire son premier, écrit il y a vingt ans et oublié dans les soutes d'un éditeur, lui-même tombé dans l'oubli. Il faut surtout savoir gré au Castor astral d'avoir exhumé, sous une jaquette bizarrement inadaptée, un livre qui méritait largement de l'être.

Armelle ou l'éternel retour — qui portait, à sa première publication, le titre étrange de *J'ai tant pis pour lui* — est, comme l'écrit dans sa préface G.-O. Châteaureynaud, le « foyer initial », le « livre



Hubert Haddad : une inspiration onirique.

genèse » dont les romans ultérieurs procéderaient. Récit d'une malédiction et d'une quête sans but, sinon celui du retour à cette fatalité malheureuse, *Armelle* met en scène quatre personnages marqués, ployés sous un trop lourd destin. L'inceste, l'homosexualité, la drogue ou la prostitution, ne sont que les figures transitoires de cette fatalité, les « enveloppes pailleuses du trésor », trésor dont il n'est pas donné à l'homme de s'enrichir.

« Le passé est incurable... »

Oholiba des songes, le dernier roman d'Haddad, manifeste la continuité de ses préoccupations et de ses hautes. La phrase y est mieux assurée que dans

Armelle ou l'éternel retour. L'échappée poétique, qui prend un tour moins incantatoire et aphoristique, s'inscrit dans un récit à la thématique plus large. Le déroulement de la fiction elle-même exprime la richesse et la cohérence de l'inspiration onirique propre à l'auteur.

Reporter photographe, Samuel Faun, entre l'Erythrée et Beyrouth, court après les images de la guerre ; images de « l'horreur fastidieuse du monde » et du « jeu meurtrier des nations ». A New-York, au pied de Manhattan, « dans cette ville de carton goudronné de la provinciale Amérique », il poursuit une autre quête, intérieure celle-là, qui conduit ses pas incertains jusqu'à une salle mitoyenne de Lower East Side. « *Oholiba des songes* », la pièce qu'affiche le Nouveau Théâtre Yiddish devient ce lieu, à la limite du rêve et de la réalité, où Samuel rencontre à la fois ses origines juives et une femme, Mélanie, figure emblématique de « la redoutable éternité des songes ».

« Le passé est incurable, incurable ! On ne guérit pas de la mémoire. Ce qu'on appelle un

souvenir reflète la texture cachée du réel (...). La mémoire est réelle, comprenez-vous ? Se souvenir, c'est se pencher sur des mondes égarés, mais parfaitement présents. » Hubert Haddad excelle à rendre cette douleur remémorée de la mémoire dans un présent exsangne. Ses personnages se croisent à la lisière d'eux-mêmes, de leurs souvenirs. Leur identité, ils la cherchent dans cet espace envahi par des rêves obscurs, indéchiffrables.

Mélanie est aussi la Perle du théâtre et la Rebecca d'une histoire oubliée, enfouie dans les replis de la mémoire. Entre ces noms, au sein du télescopage des identités, Samuel se perd dans une douceur qui est comme hors du monde et de la vie.

Malgré quelques longueurs et un onirisme dans lequel le lecteur parfois s'égare, le roman d'Hubert Haddad témoigne de la puissance et de l'unité de son univers romanesque.

Patrick Kéchichian.

(1) Outre un recueil de nouvelles, *la Rose de Damocès* (1982), H. Haddad a publié, de 1974 à 1988, huit romans chez Albin Michel. Signalons également l'entretien avec l'écrivain qu'a publié la revue *Jeunes* n° 30. Atelier du Gué, 11300 Villelongue-d'Aude.

Daniel Rondeau : drôle de style...

Les Tambours du monde, ou comment un roman ambitieux se perd dans les méandres de curieuses métaphores

LES TAMBOURS DU MONDE
de Daniel Rondeau
Grasset, 370 p., 112 F.

Au jeu des citations plus ou moins tronquées et sorties de leur contexte, on peut ridiculiser n'importe quel écrivain, jusqu'aux plus grands. Proust n'a pas échappé à quelques métaphores douteuses et à des banalités parfois nécessaires au rythme du récit. Et que dire de Hugo ! On devrait donc résister à la tentation de jouer au petit pion, au chasseur traquant les assemblages de mots incohérents ou extravagants. Si l'on a du mal à respecter ce principe avec le dernier livre de Daniel Rondeau, *Les Tambours du monde*, c'est qu'il est absolument boursoufflé de ces phrases que l'on relit plusieurs fois tant on a peine à y croire, et qui finissent par donner un tel sentiment d'incongruité qu'on en perd le fil du roman.

« Inventaire comique »

Il faudrait des pages pour les relever et en faire un assez comique « inventaire ». Sachez seulement que lorsque l'on a fini d'entendre « le séphir (sic) légèrement brachiteux de sa respiration », on peut voir des « yeux en amande, deux porcelaines mélancoliques dans la motte du visage ». « La musique (ce cliquetis laminaire de l'automne et du chagrin) du récit coule dans la fosse de ce désespoir combattu (sa vie) » empêche « Jean d'entendre le son éclatant des fanfares de son propre avenir » et le dispute au « grelottement soudain du souvenir ». Le héros commence par « s'empêtrer dans la symbolique de l'action » (nous aussi) avant qu'une femme ne pose « sa tendresse endormie sur le coussin musclé de son épaulé ». On en a presque terminé quand on apprend que quelqu'un « ouvre la fenêtre de sa chambre, enfourché le chambrane de pierre ». Un acrobate, doublé d'un passe-muraille, sans doute.

Le projet de Daniel Rondeau, toutefois, est ambitieux, et loin d'être dépourvu d'intérêt : tracer, à travers la figure de Jean l'homme — alias Louis Bonaventura — le portrait d'une nouvelle

« génération perdue ». Celle qui, en Europe de l'Ouest, au tournant des années 70 et 80, a cru trouver dans le terrorisme un substitut des grands combats du siècle, dont elle avait été privée.

La nostalgie de l'action

Jean l'homme enfant a été entraîné, dans la nostalgie de l'action par les récits du colonel, un ami de son père — aviateur mort dans un accident lorsque Jean avait huit ans. Quand il rencontre Claudia, une jeune Italienne liée aux terroristes, il entre « tout naturellement » dans le cercle. Il va de désenchantement en désastre, des délires du professeur (le fameux et mystérieux « Grand Vieux », évoqué au début de cette décomposition comme l'inspirateur des Brigades rouges) aux actions manquées (alors qu'on avait programmé la « chute de Milan »). Il finira duelliste et meurtrier, avant de devenir Louis Bonaventura, marié, père de deux enfants et passionné de... pigeons.

Arrivé péniblement au bout de ce texte, après avoir « salomé » entre les métaphores, on est soudain saisi d'un doute : on en vient à se dire qu'une telle accumulation de phrases ridicules, d'expressions ampoulées, de la part d'un journaliste brillant, déjà auteur de cinq livres, ne peut qu'être intentionnelle. Daniel Rondeau a-t-il voulu « parler faux » pour illustrer l'imposture et le mensonge qui sont au cœur de cette histoire ? A-t-il voulu mettre en parallèle le terrorisme, succédané des grands enjeux épiques, et une langue qui soit une dévotion du romantisme ? On peut supposer que telle est l'analyse faite par les jurés Goncourt, qui viennent de mettre *Les Tambours du monde* sur leur sélection. Si tel était le cas — pourquoi ne pas parler sur l'intelligence et la bonne foi ? — il conviendrait tout de même de s'interroger, plus que ne semble l'avoir fait Rondeau, sur les conditions d'intelligibilité et les limites de la parodie.

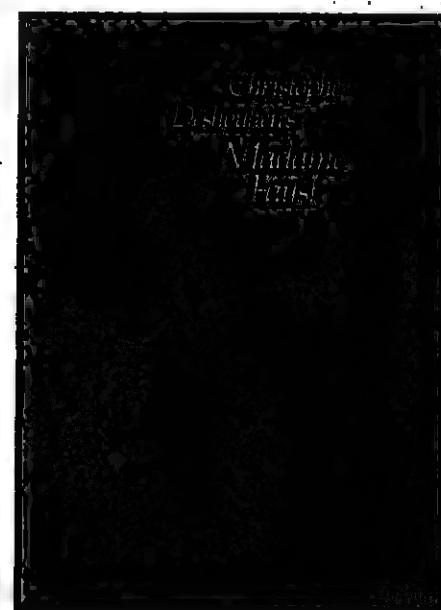
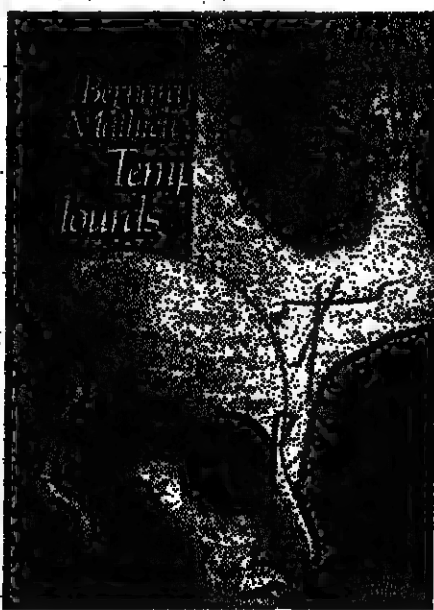
Josyane Savigneau.

cet automne, Julliard

Bernard Mathieu / Temps Lourds • « Sur fond de guerre civile, un épais conte moral, foisonnant de pistes parallèles, méditation sur notre époque, sombre protestation contre les modes de transmission d'une culture qui ne devrait pas s'effondrer. » LE FIGARO

Agustín Gomez Arcos / L'homme à genoux • « Un très sardonique roman d'aventures, plein d'un humour qui ne fait ni rire ni sourire, mais réjouit le cœur de sa vengeresse féroce. » MICHÈLE BERNSTEIN / LIBÉRATION

Christophe Deshoulières / Madame Faust • « A vingt-sept ans Christophe Deshoulières fait en littérature des débuts monumentaux. Il nous convainc qu'un jeune romancier peut avoir une vision du monde épique, et une ambition sans borne. » ALAIN BOSQUET / LE QUOTIDIEN DE PARIS



Les livres ou la vie ?

Un savoureux roman noir de Pierre Bourgeade

L'EMPIRE DES LIVRES
de Pierre Bourgeade.
Gallimard, 234 p., 88 F.

Avec Pierre Bourgeade, écrivain rusé, tout d'ironie malgré sa feinte innocence, il ne faut jamais se fier aux apparences. Il semble tenté par l'apologue où se pose, sinon se résout, une question capitale d'ordre politique, religieux ou moral. Mais ce qui l'intéresse, c'est la chair même du récit, le flamboiement d'imagination que celui-ci requiert.

Son dernier roman, qui tombe à pic dans une rentrée littéraire où la création parade de tous ses feux pour nous enfoncer dans le réel ou au contraire nous y arracher, paraît s'interroger sur le pouvoir — néfaste ? salutaire ? — exercé par les livres, d'imagination bien sûr. C'est du moins ce que suggère le titre, *L'Empire des livres*. Mais comme le mot « empire » désigne aussi le lieu où ce pouvoir s'exerce, Pierre Bourgeade nous introduit tout bonnement dans une librairie et se choisit pour héros, avec une rare coquetterie, un vieux libraire.

M. Dufourcq, le soixantaine, exerce son activité depuis des lustres dans une boutique de Bayonne, humide mais bien située. Il a créé son fonds lui-même à partir d'un bureau de tabac légué par ses parents, afin de satisfaire la passion qu'il nourrit pour les livres.

M. Dufourcq ne paie pas de mine. Il ne roule pas sur l'or. Ses mains se sont prématurément couvertes de tavelures. Mais c'est une sorte de saint naïf et humble que la lecture semble avoir préservé de toutes les tentations, en particulier celles de la chair.

Les cinq années de mariage qu'il a vécues avec une femme maigre et pudique, dont « la sensualité se bornait à aimer les fleurs, les canaris et le salmis de palombe », n'ont pas non plus éveillé son appétit pour ces plaisirs-là. Les livres auraient pu compenser. Mais dans son innocence, le libraire a toujours glissé sur les pages impures de certaines œuvres, pour ne prêter attention qu'au message délivré. « Ainsi M. Dufourcq eût-il remis sans l'ombre d'une hésitation les œuvres du marquis de Sade à une jeune fille de treize ans, persuadé qu'elle saurait, comme lui-même, faire la part du feu... pour s'en tenir à la haute portée philosophique de ces textes ».

Pierre Bourgeade voudrait-il être lu de cet en-là ? J'en doute. Son interrogation sur « l'empire des livres » lui fournit l'occasion d'un savoureux roman noir où les bibliothèques flamment sous des mains incendiaires, où les beaux

jeune de pelote basque sont tués par leur maître après l'amour, où les vieillards abandonnés se pendent, où les jeunes filles de province, montées seules à Paris pour continuer leurs études, s'adonnent aux pires débauches. Et c'est bien entendu à ces spectacles hautement colorés que nous sommes conviés, beaucoup plus qu'aux délices de la lecture.

Le ciel et l'enfer

Autant que les dilemmes, Pierre Bourgeade aime les oppositions, le rapprochement des contraires. Son précédent roman avait mis face à face le marquis de Sade et Thérèse d'Avila. Il avait fallu à l'auteur beaucoup d'inventions déliantes et de tours fantastiques pour en arriver là. Dans la librairie de Bayonne, les choses vont plus simplement de soi. Il suffit qu'un soir une jeune femme y pénètre, à la recherche d'un ouvrage qui moulerait sa solitude, pour que le contact soit établi entre le ciel et l'enfer.

L'habitant du ciel est mineur, nous l'avons vu. La rescapée de l'enfer est intacte, belle et fraîche comme aux jours de son adolescence. M^{lle} d'Urruty, issue d'une bonne famille basque, élevée par les dames de Saint-Maur, aimait, elle aussi, les livres. Elle en lisait dix à la fois, sautant de l'un à l'autre.

A force de lire des obscénités, elle avait eu envie de la vie : douteux effet de la lecture ! A force de lire des livres, elle avait eu envie d'en sortir. Retour au pays natal, où elle trouve refuge auprès du candide libraire : un refuge tellement sûr contre son passé qu'elle l'épouse pour assurer la pérennité de la librairie !

M. Dufourcq a été, en effet, trahi par le fils de son premier mariage, en qui il avait placé toutes ses espérances. Vincent a pris les livres en haine. A dix-huit ans, il est parti pour l'Argentine, où il a fait fortune. Là-bas, il commande la Mafia qui rançonne les banques. Et pour sa satisfaction personnelle, il fait brûler les grandes bibliothèques comme les petites librairies. Il a choisi la vie ! M^{lle} d'Urruty, elle, s'est rangée parmi les feuillettes noircies.

Elle n'y restera pas plus que Vincent en Argentine. Et le drame se joue... Il retient moins que la mise en place sur l'échiquier de ces pions disparates : le saint homme des livres, le séducteur présumé du Mal, le jeune fou qui se délivre de ses humiliations à coup d'incendies. Pierre Bourgeade presse d'ailleurs le mouvement et l'achève sur une pirouette qui laisse le dénouement en suspens.

Et bien ! on regrette que ce captivant roman à la fois érotique, policier, romantique, ne joue pas le jeu jusqu'au bout. Il nous avait fait croire à ses personnages emblématiques, si bien insérés dans un décor paisible et réaliste : les ruelles espagnoles du vieux Bayonne, les fermes aux toits rouges du Pays basque, la Sologne même, cadre des débauches éperdues, et toute prise dans des us et coutumes campagnards, le petit café près de l'église romane, la poularde égarée qu'on plume et qu'on vide... Effets d'oppositions encore ! Seule en définitive, l'ironie trouve pleinement son compte dans cette création où elle est maîtresse. Mais le compte est bon.

Jacqueline Piatier.

Rectificatif — Le roman de Jack-Alain Léger, dont Jacqueline Piatier a rendu compte dans le « Monde des livres » du 22 septembre, ne porte pas comme titre *le Silece des humières* mais *le Silece des ténèbres* (éd. O. Orban).

LE VERGER DU DIABLE
d'Alain Gerber
Grasset, 270 p., 96 F.

Depuis ses débuts en littérature — il y a déjà une quinzaine d'années — Alain Gerber a entrepris de froter son propre imaginaire à celui des grandes littératures de notre époque. Démarche unique, aussi pleine d'embûches que de charmes, qui l'a conduit à tracer ses itinéraires intimes sur les continents littéraires grandioses du réalisme magique ibéro-américain (*le Jade et l'Obsidienne*), de l'humour tragique des ghettos juifs (*Une rumeur d'éléphant*), des grands espaces d'aventure de l'Amérique du Nord (*le Lapin de lune*), du spleen ivre d'Europe centrale (*les Heures Jours de M. Ghichka*) ou des explorations conradiennes (*la Trace aux esclaves*). Amoureux du jazz, qu'il connaît mieux que personne, Alain Gerber sait qu'il existe des grands thèmes connus de tous, des « standards » à partir desquels les grands musiciens peuvent inventer une œuvre qui devra tout à la couleur et à la science de leur écriture instrumentale.

Un vieux monsieur veille

Dans *le Verger du Diable*, il joue, cette fois, sur le thème de la dictature sud-américaine dont nous connaissons par cœur chaque note : le chaos et la poussière, l'omnipotence policière, la guérilla invisible et menaçante, le président fantôme muré dans sa citadelle, la corruption et le mensonge qui empoisonnent tout, y compris le sentiment que l'on peut avoir de soi-même, la violence nue, la torture, la brutalité des antagonismes de classes, la mainmise des compagnies américaines, la peur et la terreur. Mais il lui donne un développement profondément original.

Cela tient d'abord au mode mineur qu'il a choisi. Le héros-narrateur du *Verger du Diable* n'est ni un potentat mégalomane, ni un révolutionnaire romantique, c'est un vieux monsieur assez minable dont la caractéristique, dans cet univers où tout se

calcule en rapport de forces, est de n'avoir ni le moindre pouvoir, ni l'énergie et le courage nécessaires pour en conquérir une parcelle. Fils d'un puissant propriétaire terrien, d'un féodal brutal et cynique, le professeur Ramos ne s'est construit que dans la haine de son père, se choisissant lâche et veule, incapable de donner, incapable de recevoir, obéissant aux ordres les plus contraires à sa conscience. Autrefois, alors qu'il faisait son service militaire, il a participé à l'exécution d'une bande de guérilleros parmi lesquels se trouvait son seul ami, le seul être qu'il admirait et qu'il aimait. Lorsque le roman commence, son fils, passé à son tour à la résistance, a été livré à la police, torturé et tué, ce qui n'empêche pas Ramos de recevoir chaque semaine à sa table le capitaine Mendoza, chef de la sécurité militaire.

Au soleil de la dictature, il ne se passe rien, sinon une inexorable impression d'écrasement.

Alain Gerber sur un tempo sud-américain

Le Verger du Diable, ou comment un romancier affronte son imaginaire aux terreurs d'une dictature



BERNARD CHAZOT

comme étouffés à leur tour par le bâillon d'une conscience malade d'elle-même. Ainsi intimidés, la présence cancéreuse du mal prend une force étonnante. Nous ne voyons pas — avec horreur, avec fureur — se déchainer la bête dictatoriale, nous la sentons, à travers l'âme malade et bouleversée de Ramos, instiller ses poisons, imposer ses misérables raisons, inviter au dégoût définitif de soi-même.

La vie après la pourriture

Mais grâce à l'extrême rigueur de l'écriture de Gerber, au don, fort rare, qu'il possède de nous mettre en sympathie avec des personnages qui ne nous inspireraient, sous une autre plume, qu'un apitoiement mitigé, nous sentons aussi, peu à peu, Ramos se regagner, rassembler les hardes de son passé de médiocre pour en coudre un habit qui, pour n'être pas reluisant, sera enfin le sien. Du moins peut-il l'espérer.

Sans solution de continuité, avec une maîtrise qui doit un peu à la technique et beaucoup à l'intelligence profonde des êtres, Gerber nous fait saisir son personnage central à la fois de l'extérieur — comme le reflet évanescant, le mirage, l'ombre portée d'un despotisme borné — et de l'intérieur — où tout paraît mort et désolé jusqu'à ce que quelque chose qui ressemble à de la vie émane de la pourriture, qu'un fruit timide se forme sur une branche morte du verger du Diable.

Jamais, sauf peut-être dans ses admirables nouvelles des *Jours de vin et de roses*, Gerber n'était parvenu à faire partager avec autant de sensibilité et de justesse ce déchirement entre le besoin d'amour et l'exigence de lucidité, autour duquel tournent les interrogations majeures de ses livres. Dire que *le Verger du Diable* est son meilleur roman, c'est simplement constater qu'on ne pourra plus désormais penser au thème qu'il a utilisé sans entendre immédiatement sa musique.

Pierre Lepape.

DÉBUTS

Les excès de Thierry Fournieu

LA VIE AUX SOURCES
de Thierry Fournieu
Champ Vallon
coll. « Recueil », 196 p., 96 F.

Des premiers temps de la conscience à ceux de sa vie adulte, aux lendemains désenchantés de 68, le narrateur de *La Vie aux sources* — premier roman de Thierry Fournieu — dévoile une à une les figures qui ont tissé sa définition du sentiment amoureux.

Ses débuts sont marqués d'une très forte ambivalence : l'amour total, quasi fusionnel, de la générale Maillotte, sa gouvernante saintongeaise, et « l'inextinguible souffrance d'amour » incarnée par sa mère, sous le signe « de la folie et du mensonge ». Féminine ou masculine, tous les autres personnages — saisons éphémères ou fascinations de l'enfance et de l'adolescence — rassemblent ces deux extrêmes originaux, chargés confusément du chaos et la réputation, la sincérité et la trahison. Aux prises avec la mélancolie « d'avoir perdu l'unique bien », le jeune homme tente, jusqu'aux

abords de la démente, d'élucider sa propre place au sein de cet amalgame de haïnes et d'envoûtements successifs.

Un premier roman emprunte souvent au thème du parcours initiatique, mêlant aux tribulations du personnage un hommage aux « prédécesseurs », à tous ceux qui ont nourri chez l'auteur l'amour des livres et de l'écriture. Ainsi en va-t-il de *La Vie aux sources*. Mais, ici, l'hommage est rendu à l'excès. De Homère à Malraux en passant par Dante, Faulstich, Candere, James, Capote, Nietzsche, Gracq ou Tournier, le texte de Thierry Fournieu est « criblé » de toute une constellation littéraire. Et de très belles évocations — comme le chapitre consacré à Maillotte, celui retraçant le passé d'Antonio, le « mentor » salvateur ou l'amour du narrateur pour les oiseaux — sont gâtées par une surabondance de métaphores et d'apophtegmes, un style excessivement travaillé, à la limite de l'emphase, écouffant littéralement ces moments de qualité.

Valérie Cadet.

Le premier but de Laurent Bénégui

CARAMELLE
de Laurent Bénégui
Ed. Bernard Baurault
98 p., 78 F.

« Certaines personnes sont un jour décorées de la Légion d'honneur, d'autres mangent souvent des nouilles. De l'étude de cet antagonisme un peu simpliste, il ressort que l'appartenance à la seconde catégorie, à la vie de Wolfgang-Chloé Négus, l'anti-héros du premier roman de Laurent Bénégui est tout entière résumée dans son nom. Les initiales de son prénom semblaient le prédestiner à la profession qu'il exerce : « M. Pipi » dans un grand magasin. Quant à son patronyme, il semble symboliser son existence : Négus est la racine latine de néant.

Renversé par un autobus, W.-C. Négus reçoit sa vie comme dans un film de Claude Lelouch : « Ce fut le documentaire le plus apophrigique auquel il m'ait été donné d'assister. » Il ne se passe rien dans sa vie jusqu'au jour où il rencontre Caramelle, une collégienne les graffitis et qui ravit le métier de Wolfgang-Chloé.

C'est le grand amour, le bonheur, W.-C. Négus vit, enfin.

Leur amour ne durera que quelques pages. Il s'arrête brutalement, un week-end de grand départ : « Parmi les quarante-cinq morts, il y en avait une qui me rejoignait simplement pour me faire des câlins après une journée de boulot. » Caramelle morte, W.-C. Négus retrouve à nouveau son néant, cherchant désespérément le corps aimé et disparu. Il ne lui reste plus qu'à disparaître à son tour. Il décide de se suicider pendant un match de football, simplement parce qu'il regardait la Coupe du monde avec Caramelle et parce qu'il s'agit d'un beau match pour mourir. Y parviendra-t-il ? Deons que son existence sera suspendue à un tir de penalty.

Laurent Bénégui joue avec les mots comme un footballeur avec un ballon. Quelquefois, il cherche à trop en faire et tire à côté. Souvent, il ajuste mieux son rire et ses mots font mouche. Le résultat est un peu inégal, mais, avec Caramelle, Laurent Bénégui a marqué un joli premier but.

Alain Salles.

ANTILLES

Une société duale, une image éparpillée, les espoirs et déchirements de l'âme créole.

En librairie 89 F.

autrement ÉDITIONS

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE RELIGIEUSE

Le Saint-Office, le frère prêcheur et le prêtre-ouvrier

Dominicain, François Leprieur raconte l'implacable décapitation, au début des années 50, de l'un des ordres les plus anciens et les plus prestigieux.

QUAND ROME CONDAMNE DOMINICAINS ET PRÊTRES-OUVRIERS, de François Leprieur. Plon-Éditions du Cerf, coll. « Terre humaine », 785 p., 190 F.

Le cloître à la campagne, les chœurs grégoriens, les moines en oraison : la connaissance de la vie religieuse reste limitée à quelques archétypes et clichés sur papier glacé. Certes, la transparence n'est pas le fort des grands ordres, mais accentuée par l'apparition d'un puissant courant charismatique, une sorte d'esthétisme émotionnel et de folklore mystique se développe, occultant le fonctionnement des communautés religieuses, leurs crises internes, leur poids de chair, leurs rapports au monde et à Rome.

A l'inverse, le livre de François Leprieur plonge, presque jusqu'au sordide, dans l'un des épisodes les moins glorieux de l'histoire du catholicisme au vingtième siècle. Il raconte l'implacable décapitation, minutieusement organisée et programmée, au début des années 50, de l'un des ordres les plus anciens et prestigieux, celui de Saint-Dominique, de Thomas d'Aquin et du grand Lacordaire, par les cercles les plus retrogrades de la curie romaine, agissant, selon des méthodes héritées de l'inquisition, sous l'empire de la droite française la plus intégriste, celle qui n'a jamais pardonné la Révolution et les droits de l'homme, le modernisme et de Gaulle.

Huis clos au couvent

Au début des années 50, une moitié du monde vit sous la férule du stalinisme et l'autre dans sa hantise. La guerre froide est à son zénith. Des révoltes ouvrières grondent, en France comme à Berlin-Est. Des prêtres ouverts sont emprisonnés en Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie. L'Eglise du silence souffre derrière son rideau de fer, alors qu'aux Etats-Unis triomphe le maccarthysme. A Rome, le pape est malade. Le régime autoritaire, impérial, de Pie XII touche à sa fin. Sans cette trame politique et psychologique, on ne peut comprendre les événements décrits par François Leprieur, dominicain. Elle n'est hélas que suggérée, dans ce récit limité à un huis clos de couvents.

Car c'est dans ce climat de peur paralysante que le Vatican entend mettre fin à l'expérience des prêtres-ouvriers, soupçonnés de pactiser avec le diable, c'est-à-dire le communisme, et éliminer les religieux, notamment dominicains, qui leur prêtent des effectifs et, pis encore, leur com-

pétence théologique, leur influence dans les milieux intellectuels et médiatiques.

C'est un lieu commun de dire que l'Eglise a perdu la classe ouvrière. La naissance des prêtres-ouvriers après la guerre est une manière de renverser le cours de l'histoire, le plus grand défi missionnaire du siècle. Un petit livre comme *France, pays de mission*, écrit en 1943 par les abbés Daniel et Godin, se répand comme une flamme dans les camps de prisonniers, les séminaires, les couvents et les presbytères. La vocation sacerdotale se confond avec l'embrasement sur le lieu de travail, la vie en milieu ouvrier, l'engagement syndical et politique à gauche, c'est-à-dire à l'époque au parti communiste.



Des camarades de travail offrent un ciboire à un prêtre-ouvrier.

Pour Rome, cette évolution est insupportable. Les dénonciations commencent. Les campagnes de délation font rage. Après les prudentes mises en garde, les coups de crosse se mettent à pleuvoir. Les stages de travail pour séminaristes sont supprimés. Le séminaire de la Mission de France est fermé en 1953. Dirigé par le très conservateur cardinal Ottaviani, le Saint-Office met en marche la machine répressive. Pie XII décide de mettre fin brutalement à l'expérience. Un ultimatum est fixé au 1^{er} mars 1954 : à cette date, tous les prêtres-ouvriers doivent avoir regagné leurs cures ou leurs couvents.

Fidèles à leur vœu d'obéissance au pape, les jésuites se soumettent. Les prêtres séculiers suivent les consignes d'un évêque divisé. Mais, héritiers du Moyen Age, les dominicains ont une tradition et des constitutions autrement plus démocratiques. Couverts par leurs supérieurs, les prêtres-ouvriers de l'ordre traînent les pieds. Les témoins de

la théologie française, qui sont alors des dominicains, prennent pour eux fait et cause. Le règlement du conflit tourne à l'épreuve de force entre ces religieux et le Vatican. Celui-ci fait coup double : en frappant les prêtres-ouvriers, il ramène à la raison l'ordre réputé frondeur des frères prêcheurs.

C'est le maître général de l'ordre, l'Espagnol Suarez, qui se charge de la basse besogne : obtenir la démission des supérieurs des trois provinces dominicaines de France et l'éloignement des théologiens contestataires, notamment les pères Chem, Congar et Férret. Il plaide le moindre mal, c'est-à-dire le maintien des constitutions démocratiques de l'ordre que Rome menace de supprimer.

ton aujourd'hui dans l'Eglise catholique de telles crises d'indiscipline et surtout une telle grossièreté pour en venir à bout, allant jusqu'à l'infiltration, dans les conférences de théologiens surveillés, d'indicateurs aux ordres du nonce et du Vatican ? Mais les souvenirs ne s'effacent pas si facilement. Cette crise de 1953-1954 est restée dans les provinces dominicaines de France comme un puissant traumatisme et ce livre va leur servir d'exutoire. A ceux qui reprocheront à l'ordre des frères prêcheurs de renouer toute cette boue, plutôt que d'étudier et de prier, le vieux Père Congar, victime de ces événements, fait par avance cette réponse : « Fallait-il tout publier ? On peut se le demander, mais je dirai oui, parce que c'est arrivé, que c'est vraiment un objet d'histoire, et qu'après les prêtres-ouvriers on n'a rien trouvé d'autre comme solution à une question peut-être insoluble, l'évangélisation de la classe ouvrière. »

Le statut théologique en question

Les séquelles de l'affaire ne sont pas minces, en effet. Non seulement le fossé s'est creusé entre l'Eglise et la classe ouvrière, mais toute discussion sur la théologie du sacerdoce est depuis lors bloquée. Les textes conciliaires sur le prêtre sont les plus décevants. On peut comprendre la répugnance du magistère à admettre la cohabitation de deux foyers de vie dans le sacerdoce : celui du travailleur manuel et celui du prêtre consacré à Dieu. La même justification sert à l'interdiction du mariage. Pourtant, c'est bien l'absence de toute remise en question de ce statut théologique du prêtre qui est, parmi d'autres raisons, à l'origine de la crise massive du recrutement sacerdotal et religieux.

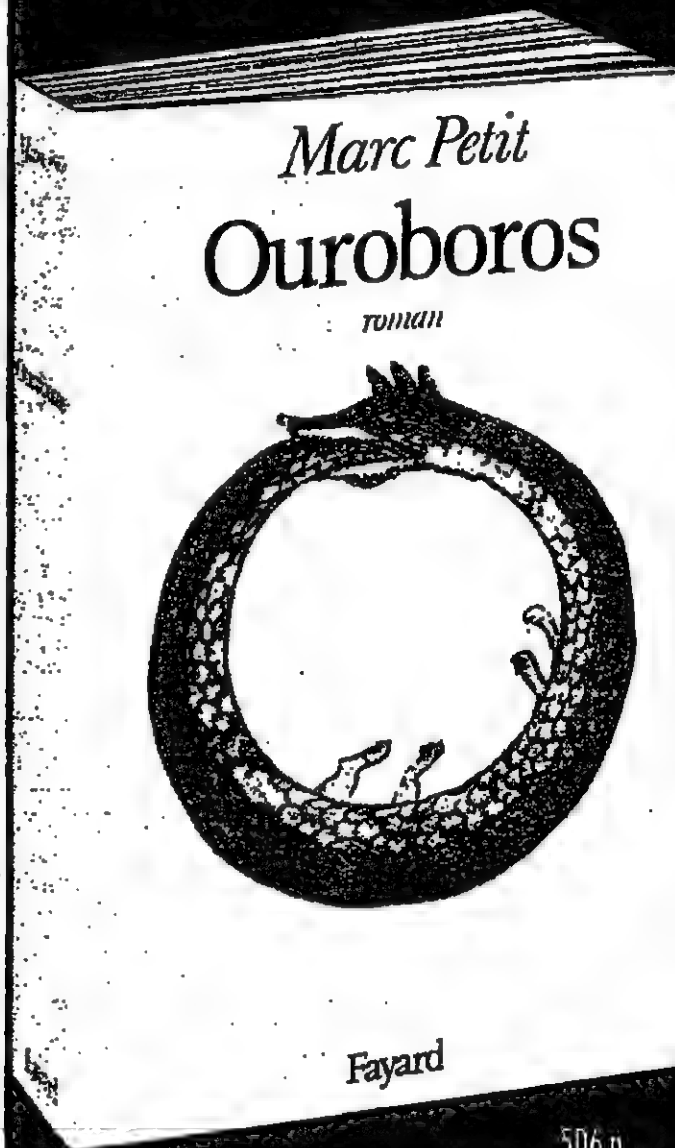
D'autres fractures ont pris leur source, on se sent consolidées, à l'occasion de ces règlements de comptes sur le dos des prêtres-ouvriers. L'opinion a « flambé ». Les intellectuels se sont engagés. La presse de droite exulte. Celle de gauche fulmine et s'indigne.

Des lignes de partage se forment entre ceux qui défendent, quoi qu'il en coûte, cet idéal de liberté, de généralité des prêtres-ouvriers, la rupture de l'Eglise avec les forces de l'argent, son ouverture à la modernité, et ceux qui font de Rome une sorte de mal nécessaire, l'instrument de régulation indispensable à toute institution. C'est Mauriac contre Claudel. C'est la gauche anticléricale, qui hier voulait la mort de l'Eglise de France et qui, dans ce bras de fer avec Rome, prend sa défense. C'est le Parti communiste déchiré entre sa solidarité avec des prêtres, qui partagent la vie de travailleurs et rejoignent ses rangs, et son dogme qui veut que l'Eglise n'a rien à faire dans la classe ouvrière.

La dernière question, jamais résolue et qui ne cesse de rebondir, est celle du statut du théologien dans l'Eglise. Les conflits sont aujourd'hui plus fustigés entre les théologiens et l'autorité. Les censures, les polémiques sont plus discrètes, mais les méthodes ont-elles, au fond, vraiment changé ? Usage du secret, ordres de soumission, sanctions non motivées, double langage, refus du droit de défense : le dernier chapitre de François Leprieur, intitulé avec indulgence « Le poids du système », est accablant. Dans une conception thomiste, le religieux obéit, mais il garde le droit de penser autrement. Dans l'autre, on réclame de lui au mieux l'adhésion de l'intelligence, au pis la démission de la conscience. La question de l'obéissance religieuse et celle des droits de l'homme dans l'Eglise sont loin d'être tranchées.

Henri Tincq.

OUROBOROS,
le serpent métallique
"qui se mord la queue dans l'inutile poursuite de son ombre," domine la rentrée littéraire de toute sa déraisonnable ambition...



506 p.
120 F.

...Un événement dans l'art de faire rêver l'Histoire. Avec Marc Petit, les trois mousquetaires passent de Michelet à Foucault, de l'Histoire des hommes à celle de leurs concepts, les deux se conjuguant pour entraîner le lecteur dans une archéologie du savoir.

Jean-Baptiste Michel, *Le Nouvel Observateur*

Marc Petit fait la preuve des capacités de renouveau du roman français enfin ouvert sur l'immensité des cultures et l'internationale des inquiétudes.

J.M. de Montremy, *La Croix*

FAYARD

RACHID MIMOUNT



De même auteur :
LE FLEUNE DÉTOURNÉ (1982)
TOMBEEZ (1984)

L'honneur de la tribu

Le plus beau roman paru en France depuis le début de l'année.

Bernard Pivot / *Apostrophe*

Avec Rachid Mimount, la littérature algérienne a trouvé son Gabriel Garcia Marquez.

Frédérique Vittoux / *Le nouvel Observateur*

Truculence, virulence, ironie, telles sont les vertus de ce roman, sans oublier un sombre lyrisme.

Jean Chalon / *Le Figaro*

ROBERT LAFFONT

la collection sur la vie

Les folies Goncourt

On n'évoquerait sans doute pas chaque automne le nom des frères Goncourt si, en mémoire de Jules — mort en 1870, — Edmond — mort en 1896 — n'avait créé par testament une académie, et un prix littéraire qui connaît plus que tout autre les faveurs du public. Le prix Goncourt est un phénomène de l'institution littéraire française qui n'a pas — pour le meilleur et pour le pire — d'équivalent à l'étranger.

Mais Jules et Edmond de Goncourt resteront également dans l'histoire de la littérature comme les observateurs aigus et souvent impitoyables du monde des lettres au dix-neuvième siècle. On vient de rééditer leur célèbre *Journal*. Et le livre sur la place, à Nancy, a su rendre hommage à la fois à l'œuvre de Jules et d'Edmond et à ce prix Goncourt qu'Henri Troyat — qui l'obtint il y a plus d'un demi-siècle — évoque avec mélancolie.

L'héritage d'Edmond

A Nancy, d'anciens lauréats se sont interrogés : à quoi sert le prix Goncourt ?

Jules et Edmond de Goncourt étaient les véritables vedettes du « Livre sur la place », la manifestation littéraire annuelle qu'organisent depuis onze ans, sur la place Stanislas de Nancy, la municipalité lorraine, le journal *l'Est républicain* et l'association Lire à Nancy.

Michel Caffier, de *l'Est républicain*, qui est à la fois l'âme de ce « Livre sur la place » et sa cheville ouvrière, n'avait pas seulement voulu rendre hommage à d'illustres Lorrains, mais inviter le public, les éditeurs, les écrivains, les journalistes, les critiques à s'interroger ensemble sur cette institution littéraire dont les frères Goncourt furent les observateurs aigus et impitoyables et qu'ils révolutionnèrent en créant, par le testament d'Edmond, l'Académie Goncourt et son fameux prix.

L'institution littéraire, c'est un territoire aux frontières imprécises et mouvantes. Il aurait été inconcevable, il y a encore vingt ans, qu'un train entier de romanciers célèbres, d'historiens de renom et de grands éditeurs parisiens se déverse pendant trois jours sur la place d'une ville de province ; inconcevable que, soixante mille visiteurs s'agglutinent devant des stands, dans le seul but de rencontrer des écrivains dédicant à tour de bras leurs ouvrages. Inconcevable encore que l'Académie Goncourt vienne à Nancy, pratiquement au complet, pour y décerner sa bourse de la biographie (1) et pour rendre publique la première liste de sélection pour le prix — attendu nerveusement par tous les écrivains de la rentrée (2).

La « découverte » de Marguerite Duras

« A quoi sert le prix Goncourt ? » C'est le thème — vite relégué à l'état de prétexte par l'enthousiasme des échanges — qu'avait retenu le *Monde* pour le débat qu'il organisait.

M. Robert Kopp, le concepteur de la dernière édition du *Journal* des frères Goncourt (*lire ci-contre*, l'article de Geneviève Brisac), avait pourtant d'entrée circonscrit le sujet en lisant la partie du testament d'Edmond dans laquelle celui-ci définit la tâche qui incombera à la future académie : choisir parmi les livres en prose — mais pas obligatoirement des romans parus dans l'année — celui qui leur paraîtra le meilleur, l'accent étant porté sur la jeunesse de l'écrivain primé et sur le caractère novateur de son entreprise littéraire.

Si des membres de l'Académie Goncourt avaient participé au débat — comme c'était prévu, — ils auraient peut-être éprouvé quelques difficultés à justifier la « découverte » de Marguerite Duras à soixante-dix ans ou l'originalité créatrice de lauréats aussi vite oubliés que primés, comme Francis Walder ou Anna Langfus. Mais, à défaut des aca-

démiciens qui avaient déclaré forfait, jugeant sans doute le terrain impraticable, six anciens lauréats du prix avaient eu la courtoisie de répondre aux questions des lecteurs. Par ordre d'ancienneté dans le couronnement : Félicien Marceau (1976), Patrick Grainville (1979), Didier Decoin (1977), Dominique Fernandez (1982), Michel Host (1986) et Erik Orsenna (1988). Ils subirent un feu roulant de questions qui débordèrent vite le cadre du prix Goncourt, dont Erik Orsenna devait dire que « le plus grand bienfait qu'il apporte à son lauréat, c'est le soulagement de ne plus l'attendre ».

On s'interrogea, par exemple, pour savoir si un bon écrivain aujourd'hui peut être ignoré de l'édition. Pour Dominique Fernandez et Didier Decoin, c'est impossible : un livre qui est refusé par quatre ou cinq maisons d'édition sérieuses ne peut pas être bon. Michel Host pense que certains gros manuscrits,

démiciens qui avaient déclaré forfait, jugeant sans doute le terrain impraticable, six anciens lauréats du prix avaient eu la courtoisie de répondre aux questions des lecteurs. Par ordre d'ancienneté dans le couronnement : Félicien Marceau (1976), Patrick Grainville (1979), Didier Decoin (1977), Dominique Fernandez (1982), Michel Host (1986) et Erik Orsenna (1988). Ils subirent un feu roulant de questions qui débordèrent vite le cadre du prix Goncourt, dont Erik Orsenna devait dire que « le plus grand bienfait qu'il apporte à son lauréat, c'est le soulagement de ne plus l'attendre ».

La réforme de l'orthographe

Mais il y a sans doute plus grave, comme le remarque Erik Orsenna, que cette poignée éventuelle de manuscrits intéressants et refusés : ce sont des dizaines de romans publiés chaque année et qui, par le seul jeu du système d'information-librairie, ne trouveront que cent cinquante ou deux cents lecteurs. « La vraie



Les frères Goncourt vus par Cagnat

bogarde, c'est moins de se faire éditer que de trouver son public. Sur les deux cents romans qui paraissent en août et en septembre, la presse en retiendra une trentaine, toujours les mêmes. Les autres demeureront totalement inconnus de leurs lecteurs potentiels.

A quoi Michel Host ajoute : « La presse n'est plus aujourd'hui l'élément déterminant pour faire connaître un livre. Ce qu'il faut pour un auteur, c'est avoir courir très vite d'une radio à une télévision.

Ceux qui ne savent pas ont beaucoup de mal à faire connaître leur travail.

Curieusement, le débat sur l'institution littéraire, ses pompes, ses œuvres et ses ratés a pris fin sur un échange véhément concernant... la réforme de l'orthographe. Une réforme que Félicien Marceau, de l'Académie française, juge utile si elle se limite « à la trentaine d'anomalies de l'orthographe » ; que Grainville écrivain rejette, mais que Grainville enseignant juge indispensable. Une réforme dont la seule perspective fait sortir le

calme Didier Decoin de ses gonds : « C'est un crime moral qu'on cherche à perpétrer. C'est un débat qu'il faut se hâter de ranger au plus profond des tiroirs pour ne jamais plus le faire ressortir. »

P. L.

(1) Elle a récompensé, en 1989, l'Anglaise Joanna Richardson pour *Judith Gaskier*, biographie d'une des filles de Théophile Gautier (Seuil, 320 p., 95 F).

(2) Lire, en page 48, la liste des premières élections des jurys Goncourt, Renaudot, Femina et Médicis.

Journal à quatre mains et deux têtes

La collection « Bouquins » réédite ce monument de quatre mille pages que les frères terribles ont dressé à l'individualisme du dix-neuvième siècle.

JOURNAL
d'Edmond et Jules de Goncourt.
Préface de Robert Kopp
texte établi par Robert Ricasse.
Robert Laffont
coll. « Bouquins »
trois volumes de 300, 1 360
1 420 p., 120 F chacun.

Le premier volume du *Journal* des frères Goncourt parut le 2 décembre 1851, jour du coup d'État de Napoléon III. — « par une malchance habituelle à notre existence entière », remarquait Edmond, qui ne voyait pas plus loin, quand il s'agissait de se plaindre. C'était aussi l'aube d'une époque nouvelle. Flaubert commençait *Madame Bovary* et Melville bouclait *Moby Dick*.

Cette nouvelle époque, ils allaient essayer d'en capturer « l'ondoyante humanité dans sa vérité momentanée », d'en dire « un millionième de vérité ». C'est aussi une confession qui, dit Edmond, est l'« expansion d'un seul mot, d'un seul je ». Pourtant, ils étaient deux : Edmond, né en 1822, et Jules, né en 1830. Deux « créatures passionnées, nerveuses, maladeusement impressionnables ».

Et ce n'est pas le moindre paradoxe de ce trompe-l'œil fascinant, de ce monument à l'individualisme du dix-neuvième siècle, que de constater de la manière la plus radicale l'individu qu'ils prétendent passer au scalpel en gommant, dans leur vie et dans leur œuvre, toutes les frontières : inventant un je à quatre mains et à deux têtes, un

espace littéraire où, sur une même page, dans un désordre d'apparence, se télescopent une anecdote mondaine, un rêve de noyade, le portrait à la Daumier d'un ami cher, la vision exacerbée d'un reflet de doigt sur le cuir d'un siège de fiacre, un cri d'ennui.

On les imagine, assis à leur pupitre double, comme Bouvard et Pécuchet. Jusqu'à sa mort, en 1870, c'est Jules qui tient la plume, lui qui ajoute les pointes, cette ironie fine, tissée d'images. Ce qui les mène : « De toute notre vie, il nous manque quelque chose comme une bouteille de vin ou une palette de sang pour être au diapason des hommes, des femmes, des événements. Nous sommes un peu dans l'existence comme des gens entrés au bal de l'Opéra sans être un peu gris. » Ils font tapissier, voyeurs, collectionneurs, et transforment la vie en choses vues. Le *Journal* fait de deux êtres une seule voix, aux inflexions, disent-ils, plutôt féminines.

« Une lorgnette nouvelle »

« Nous sommes maintenant comme des femmes qui vivent ensemble, dont les sentes se mêlent, dont les règles viennent en même temps : nos migraines nous viennent en même temps. » Ce qui induit, toute misogynie mise de côté — elle est le reflet fidèle du temps, comme l'antisé-

mitisme, — une « immense complicité avec les femmes, si éloquentes dans la douleur, et qui pourtant n'omettent pas de dire : j'ai bien fait de ne pas m'acheter une robe d'été ». Ils font de même.

Le *Journal* est le genre de la subjectivité, petites et extravagances de l'égo. On y lit l'ennui, les amertumes, les malades et les chagrins d'auteur : « Plus la moindre espérance, battus les quais. » C'est qu'on ne fait pas les livres que l'on veut, mais Edmond, le hasard vous en donne l'idée, et puis votre caractère, vos humeurs, ce qu'il y a en vous de plus indépendant que vous-même, courent cette idée.

L'idée d'être deux pour écrire d'une seule voix se retourne, paradoxalement : pendant vingt-six ans, Edmond écrira seul, comme s'il était encore deux, pérennisant cette étrange lorgnette binoculaire qu'ils avaient inventée, et le faisant par amour de son frère et de la littérature : « Il ne s'agit pas de personnages, il ne s'agit pas de style, le tout est d'inventer une lorgnette nouvelle, faire voir les êtres et les choses à travers des verres qui n'aient pas encore servi. »

Il y a d'abord une manière de voir les personnages qu'ils croquent, exactement comme leur ami Gavarni à l'eau-forte. L'idée collée à la peau, ou au costume, allégoriques dans le détail. Gavarni, une « intelligence échouée dans un tonneau de matière », une « lassitude d'hippopotame ». Pouthier, qui envisage d'

« offrir une muselière à sa mère ». Balzac, « ignare, ignoble, ne sachant rien, dont il semblait qu'il se rappelât toutes choses, même les ignorées ».

Les frontières effacées

Les danses du ventre de la rue du Caire succèdent à une journée passée à se griser les yeux de bibelots, un monteur de billard se transforme en abbé napolitain en enfilant sa blouse.

Ils notent alors : « Le monde est loin d'être infini. » Ce qui est un credo de collectionneur. Et l'on se croit dans un grenier, au milieu des objets de toilette pour femmes qu'accumule Edmond, de porcelaines japonaises, de bibelots de chez Hayashi ou Bing. Un brio-à-brac.

D'où vient alors que cette manière suscite tant de colères et d'agressivité ? Car c'est aussi cela un des sujets du *Journal* : cette hostilité que suscite l'entreprise.

1866 : « Il y a maintenant, écrit Jules, des colères déclarées non seulement contre notre forme et nos idées, mais contre notre dualité... C'est aux deux frères qu'on en veut, au mariage de notre fraternité. »

1887 : Edmond enregistre « la haine imbecile du journalisme de notre bord, conservateur et catholique ».

1889 : « Je suis insulté, humilié, vilipendé comme un débauché. » C'est peut-être que le *Journal*, par-delà le roman simultané qu'il

constitue, par-delà sa valeur de chronique et son poids de vérité, dit l'inavouable, est bâti sur le non-dit. Peut-être parce qu'il est le fruit de cette « intersubjectivité » scandaleuse des deux frères, il mêle ce qui ne doit pas être mêlé, les rêves, très nombreux, et les visions, les mauvaises pensées et les théories littéraires, les ragots et la morale, en vrac, l'inconscient individuel en miroir de l'inconscient collectif.

Et c'est en quoi les frères Goncourt sont encore bien moins « clean » que leurs vieux amis et complices, Flaubert, Gavarni ou Maupassant. Ils effacent les frontières entre le réel et l'irréel, le bien et le mal, bien avant les surréalistes, Bataille ou Gombrowicz.

Ils ne croyaient ni à Dieu ni à diable, mais qu'un écrivain vivant peut valoir un écrivain mort. Ils écrivaient : « Le paradis, ce sera pour tous les gens qui ont travaillé pour la postérité, de s'y voir vivre ; et l'enfer, pour tous ceux qui n'ont rien fait pour elle, bureaucrates, bourgeois, crétiens et pions, de s'y voir morts. » Et sans doute furent-ils — si tant est qu'il soit légitime de comparer des frères — des sortes de frères Lumière : artisans et révolutionnaires.

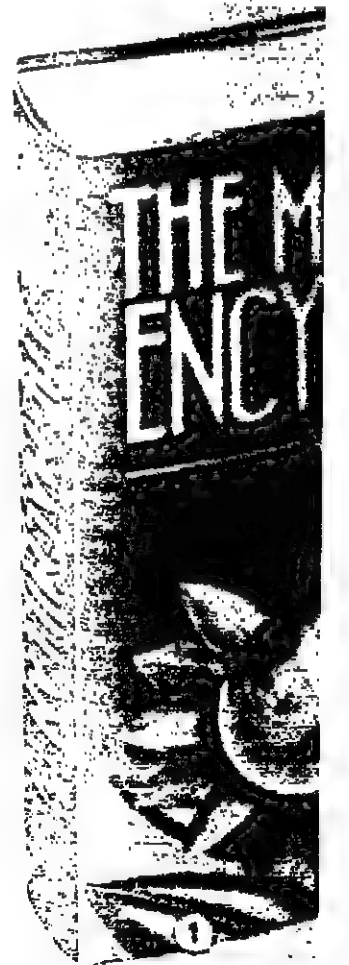
Geneviève Brisac

— A lire aussi sur les frères Goncourt : *Jules et Edmond*, le génie audacieux, de Wanda Baumour (éditions Persée).

Henri Troyat

L'Indispensable

L'INDISPENSABLE



REFERENCE DE TR

English BOOK CL

صحنه من الامل

LIVRES ♦ IDÉES
P O S S I E R

Henri Troyat : « Mon prix, en 1938... »

*Il est le plus ancien lauréat vivant du Goncourt.
L'académicien évoque cette folle journée d'il y a cinquante ans.*

Tout comme il est le plus ancien membre de l'Académie française, 'où il siège depuis trente ans, Henri Troyat, qui n'a pourtant que soixante-dix-huit ans, est le plus ancien lauréat vivant du prix Goncourt. Il y a plus d'un demi-siècle, en 1938, que Troyat a reçu cette récompense pour *l'Aravage*, son quatrième roman, publié chez Plon. Ce qui ne l'empêche pas de parler de son bonheur et de ses angoisses avec beaucoup de fraîcheur.

• Mon éditeur, Maurice Bourdelle, m'avait prévenu : sa seule certitude, quant à mon livre, c'est qu'il n'aurait pas le Goncourt. Tous les gens informés disaient qu'il n'y aurait pratiquement pas de discussion et que le prix reviendrait à Bruze, de François de Roux. Je n'avais donc pas le moindre souci, au point même d'oublier que jour se réunissent les jurés de Drouant.

« J'avais vingt-sept ans. J'avais obtenu le Prix populaire pour mon premier livre, *Faux Jours*, publié alors que je faisais mon service militaire à Metz, et je gagnais ma vie en occupant un poste de rédacteur aux services du budget de la préfecture de la Seine. Le jour où Goncourt, l'ancien remède aux poches détreppées avec un ami. Nous étions heureux de nous retrouver, et le repas s'est un peu prolongé. Si bien que je suis arrivé en retard à mon travail. En haut de l'escalier de la préfecture, j'ai vu un huissier qui agita les bras, et j'ai pensé que mon chef de bureau voulait me passer un savon à cause de mon retard. Mais l'huissier s'est précipité vers moi en me criant que j'avais le prix Goncourt. J'ai cru à une blague. Mais mon éditeur m'a

téléphoné pour me confirmer la nouvelle. Je me suis donc rendu au siège de Plon, rue Garancière — il y a longtemps qu'il n'y avait plus personne chez Drouart ; et là, il y avait des tas de journalistes qui m'attendaient et qui me posaient une foule de questions auxquelles je ne m'étais évidemment pas préparé à répondre.

Une semaine de confort

« La première agitation passée, Maurice Bourdelle m'a entraîné vers son bureau afin de modifier le contrat qui le liait à Plon. Le soir, à la maison, avec mes parents, nous avons fait la fête, sabbé le champagne et bu de la vodka; mais je les ai quittés rapidement : j'ai passé la moitié de la nuit à écrire deux ou trois articles que j'avais promis pour le lendemain. J'ai pris une semaine de congé à la préfecture. Fus davantage. Il n'était pas question pour moi de continuer mon travail social. Je n'étais pas intéressé par le prix après un accident, un événement à la fois heureux et effrayant qui ne devait pas modifier mon itinéraire. L'histoire m'a d'ailleurs donné raison. J'ai été le dernier Goncourt du temps de paix. La guerre est arrivée, je n'ai pas pu publier avant des années. L'élan était brisé, et il m'a fallu reconquérir le public et une certaine notoriété.

► Le prix Goncourt avait déjà un très grand retentissement et assurait la vente de 100 000 à 150 000 exemplaires, mais le climat qui entourait la vie littéraire était très différent. A cette époque, un livre faisait lentement son chemin. Le travail de

l'écrivain était terminé avec le livre. On faisait deux ou trois grandes ventes, mais pas de séances de signature en province, et surtout pas de télévision.

• Aujourd'hui, il faut que les auteurs soient les promoteurs de leurs livres et presque des

amélioré ma vie matérielle, mais, comme écrivain, il m'a rempli d'une sorte de terreur. Ce prix était une telle surprise qu'il me paralysait : qu'allais-je pouvoir écrire pour mériter et justifier une telle récompense ?

Sauvé
par Dostoïevski

« Je crois que j'aurais eu beaucoup de mal à écrire tout de suite un roman tant l'appréhension était grande. Fort heureusement, j'avais entrepris, avant même la publication de *L'Archange*, ma première biographie, celle de Dostoïevski. C'est ce qui m'a sauvé de l'angoisse : la possibilité de continuer à écrire en cessant le cadre du roman. L'imagination était au repos, la matière m'était donnée. Depuis, j'ai toujours écrit deux romans à la fois : biographie ; autre sorte de fiction déstabilisée, les angoisses du roman. Et je comprends très bien, pour l'avoir vécu, que l'attribution du Goncourt, le moment de joie passé, provoque une certaine panique chez de jeunes auteurs : que vais-je faire ? Je ne vais plus rien ou écrire.

» Au début des années 50, on m'a sollicité plusieurs fois pour être membre de l'Académie Goncourt. Et sans doute aurais-je cédé si je n'avais pas été un fils d'émigrés. Car, dans le même temps, quelques amis écrivaient me faisais savoir que l'Académie française était disposée à m'accueillir. Voir leur fils à l'Académie française, c'était une telle joie et une telle récompense pour mes parents ! »

**Propos recueillis par
Pierre Lepape.**

acteurs. Nous avions, il est vrai, encore deux ou trois salons littéraires que nos attachés de presse nous recommandaient de fréquenter. Mais le métier même d'attaché de presse était différent : « passer » un livre, allouer une certaine somme à une personne distinguée, laquelle organisait, dans son appartement, quelques dîners choisis avec des journalistes. Tout cela demeurait très sévère.

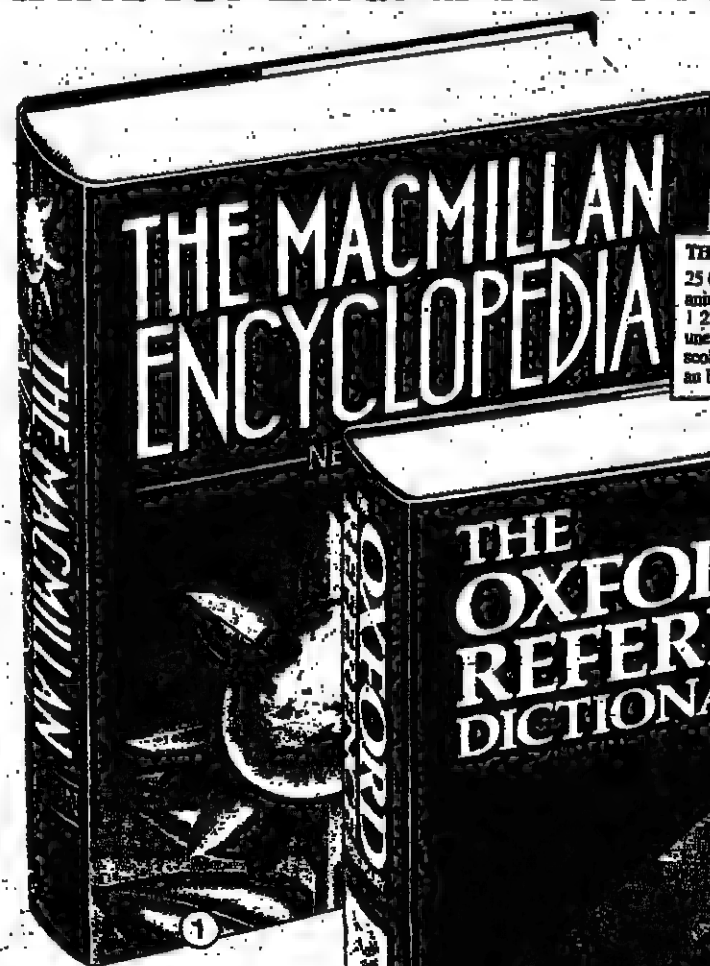
« Ce prix Goncourt m'a rempli de joie ; il a, immédiatement,

L'INDISPENSABLE TRIO D'OUVRAGES DE RÉFÉRENCE EN ANGLAIS

CHOISISSEZ CES

**OUVRAGES DE
RÉFÉRENCE POUR**

29* SEULEMENT F



THE MACMILLAN ENCYCLOPEDIA
25 000 articles sur les gens, les lieux, les oiseaux, les animaux, les plantes, l'histoire, les arts et les sciences : 1 234 illustrations. Reconnu dans le monde entier comme une source de référence essentielle pour les devoirs scolaires ou pour approfondir vos recherches chez vous ou au bureau. Nouvelle édition entièrement révisée.

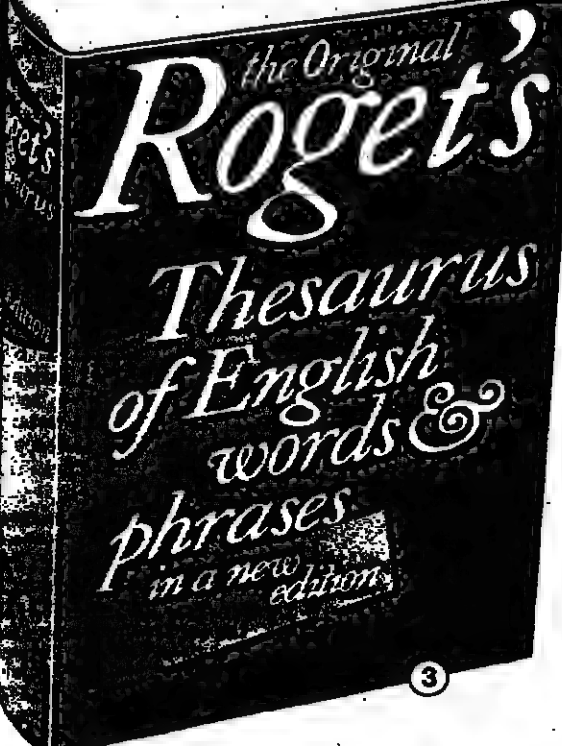
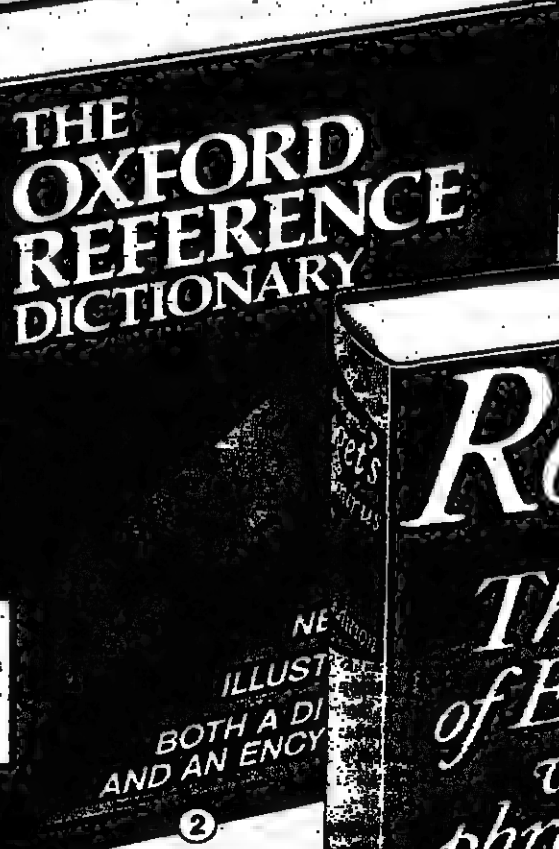
ROGET'S THESAURUS
Comportant plus de 250 000 mots et expressions, dont 11 000 viennent compléter cette nouvelle édition, cet ouvrage est le compagnon indispensable de l'amoureux des langues. Il vous aidera à trouver cette nuance précise qui vous échappe, à découvrir cette autre façon d'exprimer une expression obscure ou un cliché fastidieux, et bien plus encore. Le meilleur thésaurus qui soit.

THE OXFORD REFERENCE DICTIONARY
Plus de 75 000 définitions de mots et d'expressions claires et rigoureuses, leur prononciation et leur étymologie. Des articles sur les noms propres, qu'il s'agisse de personnages historiques ou de fiction, de Beethoven à Dramele, accompagnés de biographies courtes - un superbe dictionnaire illustré.

The English

BOOK CLUB

87 Newman Street, Londres W1P 4EN, Angleterre.



Ce complément indispensable à votre bibliothèque vous permettra de bénéficier de tous les avantages de The English Book Club.
Des centaines de milliers de membres en Europe ont déjà découvert les avantages accordés aux membres de The English Book Club. Chaque livre que nous proposons est spécialement sélectionné pour sa qualité, sa valeur et son intérêt par nos éditeurs afin de vous permettre les meilleures lectures en langue anglaise.

DES LIVRES DE QUALITÉ
Vous trouverez de superbes ouvrages de référence, des best-sellers et classiques de la littérature, des livres sur l'Angleterre et les États-Unis, des atlas, guides et livres pratiques sur la langue anglaise et son usage, dictionnaires, livres pour enfants, biographies, livres d'art, de photographies et d'histoire. En tout, des centaines et des centaines de livres parmi lesquels vous pourrez choisir aussi longtemps que vous serez membre, soit une gamme étendue d'excellentes lectures pour satisfaire tous les goûts.

MAGAZINES GRATUITS
Vous recevrez avec vos livres offerts à titre de bienvenue le dernier numéro d'un magazine gratuit appelé "Bookshop". Il vous donnera tous les détails en anglais concernant notre sélection du moment et ses envois en illimité. Illustré en couleurs de manière à ce que vous puissiez faire soigneusement votre choix pour votre prochaine commande. Un nouveau numéro de "Bookshop" vous sera envoyé environ tous les trois mois. Mais afin de vous offrir un choix encore plus large nous vous enverrons, en plus, à intervalles réguliers des suppléments dans lesquels vous pourrez aussi choisir un livre.

Tant que vous serez membre, tout ce que vous aurez à faire sera d'acheter au moins un livre parmi ceux figurant dans chacun des numéros de "Bookshop" (ou les suppléments). C'est votre seule obligation. La durée minimale d'adhésion recouvre quatre numéros du magazine "Bookshop".

10 JOURS D'EXAMEN GRATUIT SANS OBLIGATION
Vous ne paierez vos livres offerts à titre de bienvenue qu'après avoir eu suffisamment de temps pour les examiner tranquillement et si vous êtes satisfait de leur qualité et leur valeur. La qualité de nos livres est notre meilleure publicité. Remplissez simplement votre coupon et envoyez-le aujourd'hui. Cela ne pourrait être plus facile. Rappelez-vous: **N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT.**

En cas de réclamations concernant les produits ou services du Club, n'hésitez pas à nous écrire directement à l'adresse suivante: The English Brook Club, 87 Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGI ETERRE.

Retournez ce coupon-réponse à notre adresse française:
The English Book Club, S.P. 24, 62246 Nouvelles-sous-les-Coudes.

Où, cela m'intéresse de devenir membre de The English Book Club à Londres et j'aimerais recevoir les livres qui portent les numéros de code suivants:

En même temps que mes livres, je recevais le premier numéro du magazine "Bookshop" fournissant des détails complets sur la qualité, la catégorie et le prix des livres qui me seraient proposés en une qualité de membre. Si je décidais de commander des livres, je ne paierai que 29 F, plus 190 F seulement pour les frais d'envoi et d'installation et d'entretien ainsi mentionnés. En tant que membre, mon engagement ne consistait qu'à acheter au moins un livre par trimestre. Si je n'achetais rien, mon abonnement était automatiquement résilié à 3 mois. Si je ne pouvais pas commander dans le temps prescrit, j'acceptais de recevoir le livre choisi par l'éditeur "Editor's Choice" décrit dans "Bookshop". Mon adhésion durait au minimum pendant 4 trimestres du magazine "Bookshop", après quoi, je pourrais annuler mon adhésion à tout moment en donnant par écrit un avis d'un mois. Si je n'annulais pas mon abonnement, je devais continuer à recevoir le magazine "Bookshop" et les livres à 29 F plus 190 F. Si je n'annulais pas mon abonnement, je recevais simplement les livres à 29 F plus 190 F, en plus, au cours de la première année de mon abonnement. La première année de mon abonnement était gratuite.

Signature: ☒ _____ Date: _____

Cette offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Écrire en majuscules SVP)

Prénoms	
---------	--

%% ☐ **Rev**

Code [] **Ville** []
Postal []

Conformément à la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 vous pourrez exercer votre droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant figurant sur notre fichier informatique clientèle auprès de la société

LA MÉTHODE SOCIALE
de Frédéric Le Play.
Médiéens Klincksieck, 656 p., 160 F.
L'OPINION ET LA FOULE
de Gabriel de Tarde.
PUF, 184 p., 85 F.

INITIATION
À LA PRATIQUE SOCIOLOGIQUE
de Patrick Champagne, René Lenoir,
Dominique Méral et Louis Pinto.
Dunod, 238 p., 115 F.

LE JOURNAL DE RECHERCHE
de René Lenoir.
Médiéens Klincksieck, 270 p., 140 F.

CLÉS POUR UNE POÉTIQUE
DE LA SOCIOLOGIE
de Richard Brown.
Traduit de l'anglais par Rémi Clignet.
Actes Sud, 352 p., 180 F.

À la fois des sociologues et des philosophes, elle se ravive. L'effacement des grandes théories, tout autant que l'effacement du réel et du sens dans les décombres de la postmodernité, avait ravagé les certitudes. En fait, les sciences du social bougent, elles évaluent autrement les systèmes de références et les modes explicatifs qui les ont orientés depuis plusieurs décennies, elles changent d'objets en même temps que de paradigmes. La connaissance de leur connaissance, et de ses effets, devient un de leurs objectifs. Elles ont non pas seulement à affronter l'épreuve des turbulences de ce temps, mais aussi à redéfinir leur position dans des sociétés où leur contribution affecte pour une part les langages et le jeu des rapports sociaux. Le paysage intellectuel qu'elles composent, pour être devenu plus discret et moins propice aux affrontements polémiques, n'en reste pas moins diversifié; il se transforme, il est plus mouvant qu'il ne l'était lorsque les dominations d'écoles fixaient les perspectives.

Le regain sociologique se mesure d'abord à la multiplication des publications, signe d'une certaine reprise de confiance. Durant les derniers mois, plusieurs ouvrages ont paru, sans lien immédiat apparent, et qui forment pourtant un ensemble significatif. Les uns guident le retour à des œuvres dont les auteurs étaient depuis longtemps oubliés ou méconnus. Les autres interrogent, en des façons différentes, la démarche sociologique et ce que l'on pourrait désigner comme nouvelles fréquentations de la discipline. Ainsi, pourquoi cette vive curiosité pour Frédéric Le Play, « inventeur oublié », selon la qualification de ses commentateurs actuels (1)? D'autant plus que ceux-ci ne semblent pas avoir la moindre affinité avec l'inspiration d'un catholicisme social fané, avec l'auteur « engagé » de la *Réforme sociale* en France (1864), qui retint l'attention de

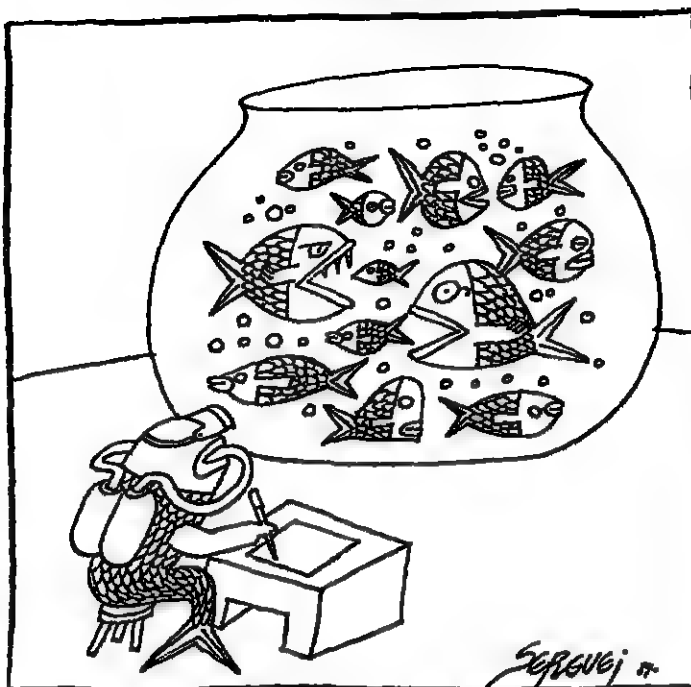
Napoléon III et en reçut des charges. C'est la méthode de cet ingénieur, voyageur, homme de terrain, observateur en direct à partir d'une grille d'analyse des modes de vie et des conditions matérielles (les budgets des familles, ouvrières surtout, paysannes à un moindre degré), qui se trouve éclairée. Cet empirisme de contact, associé à un large comparatisme, est exalté afin d'être opposé à l'empirisme indirect, qui procède à partir d'échantillons, de questionnaires, de sondages, de séries statistiques. L'observation directe, la généralisation par comparaison, ce sont là autant de règles de recherche qui accompagnent une récente anthropologisation — au sens des études de type « ethnographique » — de la sociologie.

Avec Tarde, le mouvement de retour à une portée de plus grande amplitude; il implique, en même temps que la découverte des essais publiés sous le titre *L'Opinion et la Foule*, la reprise du grand ouvrage consacré aux *lois de l'imitation* érigées en principes constitutifs des sociétés humaines. Les questions de méthode sont également en cause et actualisables: la considération du nombre et son traitement, l'opinion assimilée à un produit de consommation et l'intuition des sondages qui peuvent la manifester, l'introduction d'une dimension sociologique dans la science politique.

Mais la rencontre avec Tarde tire sa force de la mise en évidence de problèmes qui sont aussi ceux d'aujourd'hui, avec une autre extension, une autre intensité. Le plus important est sans doute ce qui contribue à ressourcer le débat sur la démocratie, ce qui vient d'une époque — la fin du dix-neuvième siècle — où elle était pour certains un facteur de désordre et d'irrationalité. Tarde oppose aux détracteurs une théorie du public et de l'opinion publique où l'effet de masse n'est

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



Le regain sociologique

plus négatif; il fait du suffrage universel un instrument de mesure des variations de l'opinion et des désirs, et de définition de l'identité collective. Il accorde au système démocratique la capacité de remplir une fonction essentielle: celle d'informer la société sur elle-même, à la façon d'un outil statistique.

DEPUIS, les moyens d'information se sont multipliés, le métier de sociologue s'est organisé en nourrissant l'attente d'une contribution à la résolution des problèmes sociaux. La demande a été souvent déçue, et le statut de la sociologie se modifie quand varient la détermination de ses objectifs et le choix de ses procédures. La querelle des pratiques reste ouverte, mieux argumentée parce que fondée sur les résultats acquis et diffusés durant les dernières décennies. Elle met en jeu le caractère scientifique de la sociologie, la possibilité de parvenir à une objectivité qui ne se réduise pas à une explication hasardeuse du vécu.

des apparences de la science). Il y a là un appel à investir le plus de science possible dans la connaissance du social, mais tempéré par une meilleure évaluation de ce qui la contrarie ou la fausse. C'est ainsi que la relation du sociologue à l'objet de sa recherche est reconnue comme un révélateur de « certaines propriétés » de celui-ci, et comme un rapport imposant l'« analyse raisonnée » des obstacles sociaux à l'interrogation sociologique. Une analyse d'où l'introspection est bannie.

C'est, inversement, à l'implication du chercheur que René Lenoir s'attache en traitant du « journal de recherche », en voulant accéder à la connaissance intime de tout ce qui est en jeu dans la pratique d'enquête et la mise en forme finale des résultats. Lenoir part du principe que l'observateur est nécessairement « impliqué dans le terrain », alors même qu'il ne choisit pas de s'impliquer par le recours à l'observation participante. La présence de l'enquêteur est inévitablement une intervention, la subjectivité est toujours à

l'œuvre et, en ce sens, l'acte de recherche est un acte (scientifique) manqué. Les journaux de recherche — ces hors-textes qui entretiennent un rapport complexe avec le texte savant — révèlent « les aspects les plus secrets de l'implication du chercheur ». Ils permettent le dévoilement de ce qui se passe dans l'enquête et de la dynamique par laquelle celle-ci s'accomplit. On comprend alors la place privilégiée que Lenoir accorde aux journaux ou carnets des anthropologues et des socio-anthropologues; ils sont les matériaux d'une science des sciences sociales, d'une connaissance des processus de la recherche et de la découverte.

PAR d'autres voies, en prenant en charge l'apport des diverses écoles contemporaines, Richard Brown propose aussi une vision du mode de connaissance sociologique; il la dit « esthétique ». Il tient pour acquis le fait qu'« en toute formulation théorique, on retrouve toujours les expériences personnelles et les intérêts de l'auteur ». Au-delà, ce qui est affirmé, c'est l'analyse des activités scientifiques et des recherches esthétiques: « Elles visent à l'élaboration de paradigmes dont la fonction est de faciliter la compréhension de l'expérience humaine ».

Le rapprochement des disciplines s'effectue lorsque Brown considère le concept de point de vue en esthétique et le problème du point de vue en sociologie. Le premier élimine la distinction entre l'objectif et le subjectif. Le second se pose en raison de l'impossibilité d'occuper la position du spectateur absolu, de parvenir à un « mode de connaissance libéré de tout point de vue ». Une part d'incertitude et de doute reste irréductible. Le rapprochement entre façons de connaître, toutes traitées comme des perspectives particulières, s'accomplit davantage encore dans les développements consacrés au statut de la métaphore. Le mode de pensée métaphorique intervient dans les sciences autant que dans les arts. En ce sens, la sociologie doit identifier les métaphores les plus fécondes sans les hiérarchiser, définir des critères pour distinguer une métaphore qui « marche ». Les figures métaphoriques de base — ou paradigmes sociologiques — sont examinées dans leur succession: l'organisme, la machine, et, maintenant, le langage, le drame, le jeu. Cette exploration effectuée par Brown se révèle d'une grande fécondité; elle justifie sa recherche des clés d'une « poétique de la sociologie »; elle fait de son livre un outil indispensable, en même temps qu'une preuve du regain sociologique.

(1) Les *Inventeurs oubliés*. Le Play et ses constitutifs aux origines des sciences sociales, de Bernard Kahan et Antoine Savoye, Champ Vallon, 292 p., 152 F.

L'insaisissable objet de la politique

De l'histoire de Sciences-Po à la théorie des systèmes ou comment penser l'organisation de la cité.

NAISSANCES DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE, de Pierre Favre, Fayard 331 p., 140 F.

LE CONCEPT DE SYSTÈME POLITIQUE, de Jean-Louis Vulliamme, PUF 576 p., 240 F.

MACHIAVEL, de Quentin Skinner, traduit de l'anglais par Michel Pion, Le Seuil 186 p., 85 F.

Si Durkheim, à la fin du dix-neuvième siècle, n'avait pas écarté la politique du domaine de la sociologie et si l'Ecole des Annales, entre les deux guerres, ne l'avait pas exclue du terrain de l'histoire, la science politique en France, à en croire Pierre Favre, n'aurait pas attendu la dernière après-guerre pour se constituer en une discipline autonome, distincte à la fois du droit public et de la philosophie. Avant que se développent des recherches assez rigoureuses pour justifier, en partie au moins, l'appellation de « science » politique, de nombreux travaux ont en effet pris pour objet l'État, le pouvoir ou la démocratie, mais il a fallu que s'accumulent les études, que se croisent les enquêtes, que s'affinent les méthodes pour que se crée peu à peu une communauté de chercheurs capable de conférer à leur champ d'investigation sa cohérence et sa légitimité. Car une science, comme l'explique fort bien l'auteur, ne

se définit pas seulement par le recours à certaines procédures logiques qui rendent possibles démonstrations et vérifications; elle « n'apparaît véritablement qu'à partir du moment où existent des institutions de discussion, d'évaluation et de transmission des résultats de la recherche ». L'institution qui va précisément servir de cadre en France à la science politique naissante et nourrir les débats indispensables à son épanouissement est l'Ecole libre des

sciences politiques, fondée en 1871 par un obscur journaliste ami de Taine, Emile Boutmy.

La nouvelle école, dont Pierre Favre raconte ici les premières années d'existence, ne sera d'abord qu'un carrefour de diverses spécialités, allant du droit constitutionnel à l'histoire diplomatique, mais elle va concourir peu à peu à l'émergence d'un objet d'études inédit. Aussi la date de 1871 peut-elle à bon droit être tenue pour le point de départ de la jeune discipline. Son véritable point d'arrivée correspondra, on l'a dit, aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Mais Pierre Favre considère comme un jalon important la publication en 1913 du *Tableau politique de la France de l'Ouest*, d'André Siegfried, même si ce livre ne fut pas reconnu à l'époque comme il l'aurait dû. C'est donc entre ces deux dates, 1871 et 1913, qu'il situe la « première institutionnalisation » de la science politique, la seconde se produisant dans les années 40.

Enfin, Siegfried

vint. Pendant cette période, en effet, l'Ecole libre des sciences politiques va s'imposer comme le principal lieu d'enseignement de la nouvelle discipline. Une vive polémique opposera en particulier Emile Boutmy à Claude Buffon, professeur de droit et « en la circonstance, précise Pierre Favre, véritable représentant des

facultés ». En définitive, la science politique ne fera qu'une « fausse entrée » dans les facultés de droit pour être assez vite rejetée au bénéfice des sciences purement juridiques. Mais, si Sciences-Po reste ainsi maîtresse du terrain, elle ne parvient pas pour autant à donner un statut scientifique à une matière qui demeure éclatée en de multiples tendances.

Enfin, Siegfried vint. Le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, « unanimement reconnu dans le monde entier comme fondateur de l'étude scientifique des élections », selon Pierre Favre, décrit pour la première fois, avec précision, sur la base d'une classification géographique, les déterminations sociales des comportements politiques. Un quart de siècle sera nécessaire pour que ses leçons soient enfin comprises. Sociologue, Pierre Favre privilégie évidemment l'approche sociologique de la politique, notamment contre celle de la philosophie du droit. Son livre en est un riche et stimulant exemple.

Définir l'objet propre d'une science de la politique fut la préoccupation constante de ceux qui se sont efforcés de mieux comprendre les règles de cette activité commune à toutes les sociétés. Parmi les tentatives les plus récentes, on mentionnera le gros travail de Jean-Louis Vulliamme sur le « concept de système politique ».

Machiavel

et la cybernétique. Philosophes, l'auteur, qui se propose d'analyser « la politique en tant que tel », distingue sa démarche non seulement des « philosophies doctrinales », mais aussi des méthodes de la sociologie, qui considère à tort, selon lui, le champ politique comme un « sous-système » de la société. « Il est possible, dit-il, que le système politique ne soit pas une simple « partie » du système social, mais soit le système social tout entier en tant qu'il a pour fonction de se doter de fonctions ».

On n'entrera pas dans le détail d'une investigation qui s'appuie sur la cybernétique et la théorie des systèmes pour tenter de penser « l'auto-organisation politique » de la communauté sociale; on se contentera de noter que pour Jean-Louis Vulliamme la science politique « n'est pas une science sociale parmi d'autres, mais la clé de voûte de leur organisation », et qu'en essayant de définir avec rigueur « le domaine du politique », l'auteur apporte une contribution substantielle à la discipline née à la fin du siècle dernier.

A vrai dire, il n'est pas inutile de remonter au-delà du dix-neuvième siècle, au moins jusqu'à Machiavel. Le Florentin n'a-t-il pas été le premier à poser l'autonomie de la politique, en la séparant hardiment de la morale privée?

Dans un petit livre lumineux, qui suit pas à pas la vie et les écrits de l'auteur du *Prince*, des *Discours* et des *Histoires florentines*, le professeur Quentin Skinner montre bien ce renversement des perspectives par rapport à la tradition humaniste. Historien et philosophe, Quentin Skinner, dont Michel Pion présente utilement dans sa postface les méthodes d'interprétation, inspire de la philosophie analytique, souligne notamment la fécondité du concept de *virtù*, qui apparaît *a posteriori* comme le fondement possible d'une science de la politique.

Thomas Feraud.

Jacques Darcanges

Contre les fausses valeurs de la modernité

Le vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Le monde sans visa

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias: Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS

17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

2 Gens

IMAGE ET

avec les photos

20-21-22 oct.

LIVRES • MÉS

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Picasso écrivain

par MICHEL LEIRIS

(Suite de la page 37.)

Elle paraît marquer — en espagnol, comme si la langue maternelle s'était imposée pour ces pages ultimes — le terme d'une activité littéraire couvrant une période de vingt-cinq ans, soit plus du quart de la vie de cet artiste qui, de tout temps, fut l'ami des poètes, portait un nombre d'entre eux, d'aujourd'hui, d'hier (Mallarmé), voire de jadis (Góngora) et compta notamment parmi ses tout proches Apollinaire puis Eluard.

Libre coulé qui ne prend jamais forme de discours et, chemin faisant, se révèle riche en fulgurances, telle me paraît être l'écriture picassienne, qu'on ne voit s'organiser tant soit peu que dans les deux pièces de théâtre (...) *Le Désir attrapé par la queue* et *les Quatre Petites Filles*, écrits de plus longue haleine et plus structurés, que l'ordinaire des poèmes ne serait-ce que par le jeu des répétitions et l'intervention d'indications scéniques introduisant un tout autre registre et rompant ainsi la continuité de l'écrit. Ces textes produits, peut-on présumer, en dehors de toute visée immédiate dramaturgique n'en ont pas moins été portés à la scène, ce à quoi ne se serait pas, normalement, prêt *El Escriba*... cette large fresque espagnole, parsemée de personnages, de personnalités qui emprunte son titre à un tableau fameux du Greco et dans laquelle la forme dialoguée du début a été faite d'être rejetée comme si l'auteur, n'écoulant que son bon plaisir, s'était écarté de son projet initial sans annuler pour autant ce qui en était résulté (...).

Un soliloque sans suite logique

Moderato, sur le ton de quelqu'un qui débute docilement des vérités premières, en presque chaque cas et que la langue en cause soit l'espagnol ou le français, un soliloque sans suite logique où, quelquefois simplement énumérés comme en un inventaire, se trouvent brassés pêle-mêle plutôt qu'unis par des liens d'articulation positive ou relevant de la métaphore des éléments disparates qui peuvent être les plus précieux comme les plus triviaux. Temps éternel (quelquefois relayé par l'impératif ou par l'infinitif de même orientation des modes d'emploi ou des recettes de cuisine), le présent de l'indicatif : la chose est là, bien là, ou en ce moment même elle arrive. (...) Comme le dit ordinairement le titre de la pièce, *Trois de plus*, recueil de quelques-uns des derniers poèmes, « morceaux de peau ». La vie elle-même — cette « vie de vie » qui, avec la mort pour pendant, est nommée dans une lecture que font les quatre petites filles au commencement de l'acte VI — la vie à boire et à manger avec ses temps forts et ses temps faibles. Rien qui sente les petits plats mis dans les grands, ni le bel ajustement des jours féconds. Une poésie de ras du sol, qui ne s'élève jamais au-dessus du niveau de la mer, bien qu'ayant certes, comme celle-ci, ses vagues et ses remous.

Flot qu'à tout bout de champ ne laisse pas de fleurir comme une écume telle couleur ou tel aro-en-ciel de couleurs aux noms (semble-t-il) prononcés presque amoureusement. D'ailleurs, deux de choses fort diverses appelées par les mots mais qui, malgré l'intensité de leur présence, ne sont bien sûr que des

mots, billes qu'en jouant l'on fait rouler et qui s'entrechoquent, lancées couramment dans d'abstruses aventures qui n'ont droit de cité qu'au niveau de l'écrit, celui-ci, non comme garant de la réalité à laquelle, bien qu'éventuellement d'une manière confondante, il semble se référer. Sorte de psalmodie où c'est souvent l'impossible qui est signifié et où comptent seuls les agrégats de vocables qui se trouvent mis en jeu et s'appellent les uns les autres jusqu'à par moments se bousculer. Faire virtuellement se produire ce qui raisonnablement ne pourrait se produire mais prend corps grâce à une assertion qui doit, si l'on peut dire, être crue sur parole, tel est le pouvoir éblouissant dont ce type d'écriture s'avère doué à tout instant. « *Flat lux* », « Sésame ouvre-toi » : diktat coup de baguette. Que la chose soit dite et la voilà qui est !

Parfois — comme en de nouveaux états — reprises successives du même lambeau de texte comportant d'une version à l'autre des éléments en majorité les mêmes mais rangés dans un ordre différent, comme si leur manipulation offrait un éventail de possibilités qu'il y a lieu de toutes essayer. Ailleurs, rien d'autre qu'une bouleversante litanie où se répète indéfiniment le mot « ciel », bientôt assomé d'images après l'avoir été d'adjectifs indiquant ses couleurs à l'exclusion du bleu qui, tardif mais non négligé, apparaît — quadruplement affirmé — au point final, éprouvamment simple et parfaitement laïque de cette manière d'invocation. En définitive, dans le langage plutôt que dans des choses auxquelles les mots font allusion, mais dans à quoi n'est pas étrangère une écho des sentiments, puisqu'on y voit — par endroits — s'affirmer entre autres l'amour en des séquences dont la saveur et la fraîcheur paraissent par elles-mêmes et suffisent à rendre de la façon la plus sensible cet émoi de tout l'être. Baromètre du climat régnant aussi bien que des humeurs, kaléidoscope dont à longueur de calendrier le poète, à l'affût de la merveille qui un instant le comble, ne se lasse pas de tourner et retourner les éléments dans sa bouche, dévoreur de réalités ou de pseudo-réalités par le truchement des paroles qui les évoquent.

Superpianiste d'ambiance

Adeptes du rêve, yeux ouverts, superpianistes d'ambiance laissant ses doigts se promener en somnambules sur le clavier, Picasso, qui oublie comme par système presque chaque fois qu'il tient la plume son étonnant pouvoir de construire en trouvant toujours un équilibre saisissant fit-il des plus acrobatiques et qui s'abandonne volontiers — jusque dans ses pièces de théâtre, sortes de poèmes à plusieurs voix — à de fabuleux monologues intérieurs que ne bride ni protocole rhétorique ni thème défini et où pointent de-ci de-là échos de corrida et autres souvenirs d'Espagne, joués, insatiablement des mots comme d'autres, obéissant à leurs seules impulsions, jouant d'un instrument de musique. Parmi les auteurs modernes actuels, troublés par ce qu'il a de frénésie et de sursaut, on peut à la rigueur le comparer pour essayer de le situer dans la cartographie des lettres, lui qui déjà au sommet de sa

gloire se réjouissait plaisamment de voir *les Quatre Petites Filles* publiées dans la série blanche des éditions Gallimard, car cela lui semblait la consécration écrite à part entière, je ne vois guère que James Joyce qui, dans son *Finnegans Wake* (veillée funéraire tout comme c'est de funérailles qu'il s'agit côté Orgas, dans cette œuvre dernière aux allures épiques de Jugement dernier), ait fait preuve d'une pareille capacité de promouvoir le langage chose réelle (dirait-on), qui se mange ou se boit gloutonnement et d'en user avec autant de vertigineuse liberté. Trait qui leur est commun et qui les met tous deux à part, ainsi distants l'un de l'autre que s'avèrent, par la lettre comme par l'esprit, ces deux prestigieux produits de notre siècle, le grand écrivain à jamais dubitois malgré l'effort et le grand artiste originaire d'une lumineuse ville andalouse. L'un n'hésitant pas à créer de nouveaux mots et visant à faire soustraire au langage le sens, l'autre chez qui, suggéré tant par de tranquilles affirmations au

contenu burlesquement aberrant que par des passages à vide où la machine à mâcher ne mastique même plus un semblant de nourriture — ténait l'oiseau tradidit d'une série de notes de musique nommée chacune par son nom ou bien, autre bouffée d'ironie, l'égrènement d'un chapelet de chiffres sans rapport avec le contexte — le nada du non-sens culmine, soleil noir, dans le ciel glauque de l'humour.

(Les interventions sont de la rédaction.)

Signaler aussi : — le récent recueil de Michel Leiris, *Images de marque*. En phrases très brèves, une sorte d'anthologie poétique (*Le Temps qu'il fait*, 50 F) ; — la reprise, dans la collection « L'Imaginaire » de Gallimard, du livre autobiographique de Michel Leiris *le Ruban au cou d'Olympia*, paru en 1981. De leur côté, les éditions Fourbis publient deux textes de l'écrivain sur Francis Bacon, sous le titre *Bacon le hors-la-loi*. Le premier date de 1977, le second a été publié dans *Critique* en 1981. Michel Leiris se passionne depuis longtemps pour cet artiste de la « tension exorcisée » qui fit cette année ses quatre-vingt ans. (Fourbis, 21, passage Dumas, 75011 Paris, 60 p. 60 F.)

FREDERIC DEVAL

Le Flamenco et ses valeurs

Peu de musiques savent autant rassembler dans la convivialité, se toucher d'aussi près au sacré. Culture traditionnelle, le flamenco est la vie telle qu'en elle-même l'espèce humaine la vivra jusqu'à son extinction.

Codéon Aubier / Festival d'Arles

Aubier

BERNARD PIRIS

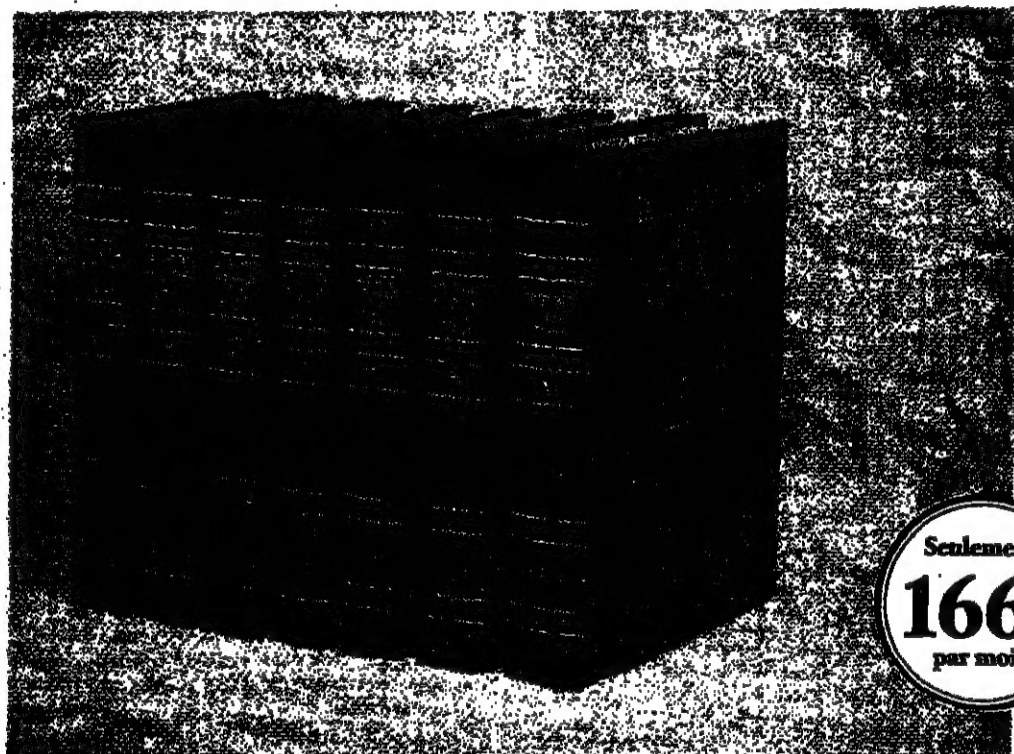
Fernando Sor

Une guitare à l'ère du Romantisme

La méthode et les compositions de Fernando Sor sont les éléments obligatoires de la formation et du répertoire des guitaristes d'aujourd'hui. Bernard Piris trace la vie aventureuse de ce grand pédagogue, éclaire son œuvre musicale replacée dans le contexte du romantisme.

Codéon Aubier / Festival d'Arles

Aubier



C'est là le plus beau des Littres. Un monument de 7732 pages, enrichi des 3000 mots les plus récents de notre langue.

Devenu introuvable, voici le Littré somptueusement réédité.

7 volumes vraiment très précieux pour la Bible de la langue française.



Depuis 1865, on a constamment réédité ce fastueux travail sur la langue française. Cuvée d'une vie entière qui, du nom d'Emile Littré, fit un nom commun : le Littré.

Mais jamais encore on n'avait apporté autant de soin à une réédition. Du travail de grand artisan pour le plus bel écrivain offert aux 85 000 mots qui irriguent notre culture.

Mots exhumés du passé, mots appropriés pour l'usage, mots savants, mots de la rue : tout est là. Définis comme jamais. Ordinateurs impayables du mieux dire. Juges suprêmes de tous les différends linguistiques.

Mais sans rien de professoral. Chaque mot, ici, vit et est heureux de vivre. Constantement mis en situation dans le vif de la langue. Héros de centaines de milliers de citations dont chacune est une œuvre d'art.

Tout le Littré des mots. Montaigne et Bossuet, Voltaire et Musset, ou tel poète anonyme du XV^e ; ont ainsi collaboré au Littré. Pour le faire lire comme un roman éponyme de passion.

C'est le grand souffle chaud de toute la légende des mots. Un ouvrage tellement exceptionnel que, plus d'un siècle après sa parution, il garde ses grandes entrées dans chaque bibliothèque. Pour la place d'honneur.

Et plus encore aujourd'hui, avec son nouvel habit péroratoire. Sept livres où la richesse de l'édition s'est élevée au niveau de la richesse de l'œuvre.

Trage limité ? Certes. Mais quel plus beau stimulant pour dire oui tout de suite, oui enfin, à ce fabuleux Littré.

Sans lequel, dans votre bibliothèque, une place à jamais restera vide.

Sept volumes in-quarto (21,5 x 28,5 cm). Reliure havane d'une pièce. Plats avec doublage mousse. Dos à 4 nerfs sautés avec pièces de titres couleur cernés de filets or. Titres et tranche supérieure dorés. Typographie d'époque.

CADEAU

Envoyez le bon de commande dans la semaine et vous recevrez le nouveau livre des amoureux de la langue française : « Chasse-trap(p)es ». 26 textes divertissants, dans l'esprit des dictionnaires de Mérimée et des célèbres joutes mondiales d'orthographe. Indispensables pour tester votre maîtrise du français. Et ce cadeau vous restera acquis quelle que soit votre décision d'achat.

BON DE COMMANDE PERSONNEL

À retourner dès aujourd'hui à Littré/Encyclopædia Britannica, 30r. Maisie-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

OUI, je désire recevoir le Grand Littré en 7 volumes édition luxe. Je vous adresse donc 150 F soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ Au comptant - Avec un règlement de 2730 F, complétant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 2880 F)

☐ A crédit - En 18 mensualités de 166 F chacune. Soit 2988 F (dont frais de crédit : 258 F ; taux nominal : 11,62 %, taux effectif global : 11,62 %) complétant les droits de réservation... soit au total 3138 F.

Veuillez alors me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits) ☐ ccp ☐ banque, ainsi que l'offre préalable de crédit.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Profession : _____

Code Postal : _____ Signature obligatoire

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour y renoncer et être remboursé, en vous avisant par lettre recommandée A.R. Le montant de mes droits de réservation m'est alors remboursé. Cette offre n'est valable que jusqu'à épuisement de la présente édition et ne concerne que la France métropolitaine. Pour toute autre destination nous consulter.

Gens d'images

CONGRÈS

"IMAGE ET ETHNOLOGIE"

Avec les notes de C. LEVISTRAUSS

20-21-22 octobre 1989 à Rully (71)

Contact : 03 20 41 03

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Honneur
aux Tchèques

Honneur aux lettres tchécoslovaques ! A l'écart de cette perestroïka qui ébranle le monde communiste, la Tchécoslovaquie reste, en apparence, de marbre. Pourtant, comme toujours dans l'Histoire, c'est grâce aux écrivains, aux Hasek d'aujourd'hui, que le pays véritable apparaît dans sa révolte à peine masquée.

Ainsi une littérature dactylographie-polycopiée (qui refuse le nom russe de samizdat) se poursuit dans une légalité précaire, à la limite de la clandestinité, assurant la fabrication et la diffusion de livres qui ne peuvent paraître dans les Editions d'Etat : les livres de la collection « Petites » (« Cadenas », de Ludvik Vaculik, et ses « Chroniques » diffusées à quelques exemplaires, que « tout le monde » lit : le Groupe E.E. (« Editions-Expositions »), créé par le frère de Vaclav Havel, Ivan Havel, qui « publie » surtout de la philosophie et de l'histoire ; Cheska Experte (« les Messageries tchèques »), diffusées par Jaromir Horec, qui comptent, dans les domaines de la poésie, de l'histoire, des Mémoires, cent vingt titres (polycopiés de douze à quatre-vingt exemplaires). Ecrite un an après la Charte 77, la Clé des songes, de Ludvik Vaculik, sera une révélation : l'entrée à l'intérieur du pays de Kafka pour les lecteurs français, passionnés et inclassables dans la tête et les occupations quotidiennes d'un intellectuel pragoïse, ses rencontres, ses rêves, ses promenades, ses convocations, l'amitié et la délation.

Vaut-il mieux être extérieur pour pouvoir comprendre ce qui se passe ? On pourrait le croire, puisque, curieusement, paraissent un Traité des courtes merveilles (chez Grasset), écrit directement en français par un jeune Tchèque, Vaclav Jemel, et un roman picaresque, la Façade, écrit en allemand par une Pragoïse émigrée, qui est une traversée hors des apparences des pays de l'Est. Quant à Vaclav Havel, en prison ou dans son appartement des bords de la Vltava, il reste chez lui, dans sa langue. Et c'est à lui que les libraires allemands remettent, à la Foire de Francfort, le prix de la Paix 1989. Des Ecrits politiques (chez Calmann-Lévy) et un livre d'entretiens intitulé Interrogatoire à distance (aux Editions de l'Aube) paraîtront à cette occasion. Une chose, déjà, semble sûre : le lauréat, privé de passeport, n'a pas, selon les autorités, le droit de voyager à l'étranger. Ce sera donc l'auteur Maximilien Schell qui lira, en allemand, son discours de remerciement le 14 octobre à Francfort.

LA FAÇADE

de Libuse Monikova.
Traduit de l'allemand
par Nicole Casanova
Belfond, 344 p., 145 F.

QUEL voyage ! L'humour, décidément, passe mieux les frontières que les hommes. Même si le sous-titre du livre — M.N.O.P.Q. — reste comme un code secret, inviolable, même si le foisonnement du langage ne cesse de vous tourmenter, même si cette fable picaresque et désopilante n'a vraiment rien d'optimiste, la Façade, de Libuse Monikova, mérite vraiment qu'on s'y attarde. La romancière, née à Prague en 1945, germaniste de formation, installée depuis 1971 en Allemagne fédérale où elle a enseigné la littérature comparée, est l'auteur d'essais sur Borges, Kafka, Wedekind et de deux récits : Eine Schädigung (1981) et Pavane für eine Vetterbene Infantin (1983). Son roman, la Façade, le premier à être traduit en français, a obtenu le prix Alfred-Döblin 1987. Tchèque, elle écrit en allemand dans une langue d'une fabuleuse richesse verbale que la traductrice, Nicole Casanova, a réussi, le plus souvent, à faire passer en français avec une étonnante maestria.

Du château de Bohême, où se passe l'action principale du roman, nous ne verrons que la façade, que quatre artistes, tous membres de l'Académie des beaux-arts, ont été chargés par la commission centrale pour la protection des monuments de restaurer. Travail de Sisyphe que celui qui consiste à rafraîchir cette façade Renaissance entièrement couverte de sculptures, de moulures, de voussures, de voussures, de caissons ouvragés, qui se dégradent régulièrement et de plus en plus vite. Ne se sentant pas prisonniers du modèle original — d'autant plus qu'à dix mètres de hauteur leurs œuvres sont moins visibles, — ils se sentent libres d'interpréter l'œuvre de leurs prédécesseurs et ils n'hésitent pas à remplacer les motifs détruits ou effacés par les produits de leur imagination. Le travail fini, on les retrouve au « Bélier » ou dans une autre taverne où ils se chamaillent, boivent force bières et refont le monde, ressuscitant les faits marquants de l'histoire tchèque ou universelle.

LA CLÉ DES SONGES

de Ludvik Vaculik.
Traduit du tchèque
par Jean Rubes
éditeur Actes Sud, 574 p., 180 F.

Alors que Milan Kundera s'adresse au cercle magique de la littérature tchèque pour les « initiés », tout en trouvant un langage universel par lequel il

exprime la signification universelle de l'expérience tchèque, Ludvik Vaculik procède à l'inverse : il atteint le centre même du labyrinthe en écrivant sans savoir pour qui, car ses feuilletons dactylographiés à une dizaine d'exemplaires avec des carbonnes ne peuvent atteindre que quelques centaines de personnes au plus. Ainsi, le monde occidental lui est inaccessible, sa mentalité étant d'ailleurs aussi étrangère à Vaculik qu'il en est éloigné. Et pourtant, ce monde occidental est, au moment où il écrit, son seul destinataire, son seul récepteur potentiel (1).

Vaculik écrit pour « personne », pour le lecteur le plus impitoyable, celui qui juge mais ne récompense point. Il écrit la nuit, chapitre après chapitre, des feuilletons qu'il va cacher le lendemain dans un endroit sûr. Auteur de centaines de courts textes brillants — les Chroniques, — il a contribué d'une manière significative à l'épanouissement de la littérature tchèque officielle, clandestine, étant éditeur des « publications » dactylographées ; ses deux romans précédents, la Hache (1966) et les Cobayes (1970), ont été publiés en traduction française aux éditions Gallimard.

La Clé des songes, notes prises entre janvier 1979 et février 1980, n'est pas un journal, car son texte est destiné, dès le début, à être publié. Sa fonction intime est intentionnellement décalée pour servir de témoignage. Vaculik, ainsi, prolonge d'autres journaux-témoignages, ceux de Jiri Kolar (Témoin oculaire, Foie de Prométhée, publiés aux Editions de la Différence), écrits pendant les années de la terreur stalinienne. L'encerclement, le désespoir,

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Libuse Monikova.

CHANGEMENT de décor : départ pour le Japon. La commande d'un mur en relief devant le mur de l'administration de Kyoto fournit, en effet, à la bande l'occasion de changer d'air, d'obtenir des visas de sortie, et de partir vers l'Est, vers un Japon qu'ils n'atteindront jamais, enghés dans une Sibérie plutôt trop hospitalière, à cause d'une correspondance manquée et d'une escale intermédiaire non prévue à Sverdlovsk, contretemps aériens qui ne semblent pas fantaisistes qu'à ceux qui ne les ont pas expérimentés...

qui, même lors de leur grand voyage, se retrouvent piégés par le grand pays voisin, incapables d'en sortir autrement que pour retourner à leur point de départ. Incapables de s'évader. Sauf pour représenter sur la façade, sans que personne sans rendre compte, l'histoire secrète d'un peuple de Barbares qui aurait voulu conquérir l'Occident.

QU'ILS reviennent, au bout du voyage, de Sibérie, d'Oulan-Bator et d'Alma-démorodok, sans avoir vu ni Kyoto, ni même Khabarovsk, il leur faudra bien finir par l'avouer à ceux qui les attendent et attendent les cadeaux qu'ils auraient dû rapporter du monde capitaliste. Mais comment raconter cette plongée — forcée — dans le monde soviétique, sinon, comme le fait l'auteur, par une accumulation de faits qui, en fin de compte, font penser plutôt à un séjour dans un univers exotique et fou, fou, fou. Comme par exemple l'épisode de la dent de Maltzahn transformée par un « dentiste » de Sibérie en poste émetteur-récepteur qui capte toutes les stations de l'URSS et change de poste dès qu'il remue la tête. Ou la parodie du match (rue) de hockey URSS-Tchécoslovaquie qui, dans l'histoire des deux pays frères, a souvent joué un rôle extra-sportif.

La métaphore de la restauration de la façade prend une dimension particulière, planétaire, car c'est tout le monde de l'Est que fait surgir Libuse Monikova dans ces pérégrinations hasardeuses, ces conversations éthyliques ou bas-bleus, ces références aux grands écrivains russes comme à la culture mondiale, ces contraintes incommensurables de la vie quotidienne. Un monde de l'Est vu avec une dévotion colossale par un étrange groupe humain, qui est un mélange de Schweik et de Candide, à la fois juge et partie. Manœuvré autant par ses voisins que par ses propres dirigeants. Et qui ne cesse de regretter que le « grand frère » ait trop oublié la mémoire de Jaroslav Hasek, ce combattant réellement internationaliste qui combattait avec les Rouges jusqu'aux rives de l'Angara avant de se réfugier dans le national-autentisme de Schweik.

Le voyage vers Kyoto, avorté en Sibérie, c'est finalement une traversée des apparences, le passage de l'autre côté d'une autre-façade derrière laquelle se décompose tout un empire quasi colonial. Alors, autant retourner devant une façade de Bohême...

Mais pas de panique, puisque — les hôtes sont compétents, habitués aux pannes et incidents qu'elles nomment escales sans donner d'explications ».

Une série d'aventures fantastiques, dans un monde qui tourne délibérément le dos au monde occidental, mais qui en conserve les références culturelles les plus hétéroclites. Symbole d'un combat inlassable contre l'oubli, le roman, évidemment politique, dépasse à tout moment la politique pour donner la primauté à la mémoire et à la culture qui continue de vivre, même dans le plus grand désordre, dans la bouffonnerie, dans la tragédie, chez des êtres enfermés. Enfermés DEVANT une façade, privés du droit de s'en échapper librement et

Prisonniers de façades

Ludvik Vaculik, qui n'écrit pour personne

La Clé des songes n'est ni une fiction, ni un document, ni un journal.
Comment nommer ce qui rend compte d'une vie, d'un pays où l'absurdité et le réel se confondent sans cesse ?

Une source d'imprévisible

Un roman a besoin d'une trame logique, un journal s'en passe. Un roman est une fiction, un journal est un document, du moins en apparence. La Clé des songes n'est ni fiction ni document authentique. Vaculik a rejeté d'avance la possibilité de développer une histoire car cela supposerait que l'auteur connaît le dénouement.

« En fait, qu'est-ce que ce livre ? Quand j'ai commencé à écrire, en janvier, je ne savais pas ce que son sujet deviendrait. Je ne connaissais pas tous ses futurs personnages, je n'avais aucune intention précise. Comment puis-je savoir ce que fera celui-ci ou celui-là et à quoi ce sera bon ? » Les personnages portent leurs vrais noms, ce qu'ils disent et ce qu'ils font correspond en gros à leurs paroles et actes dans la vie réelle. Mais où se situent les limites du réel ? A la fin, il apparaît qu'aucun d'entre eux ne se reconnaît, comme si la fidélité de la représentation était la source la plus sûre de la fiction. D'ailleurs, elle l'est, peut-être.

L'auteur s'ouvre son sujet au monde extérieur, qui devient ainsi sa source d'imprévisible : les conflits, les renversements

des situations, les menaces et les catastrophes viennent du dehors, et le texte en devient dans une certaine mesure dépendant. En revanche, il en tire des règles nouvelles, qui le conditionnent, qui s'imposent à la place des règles littéraires. De même que l'auteur d'un roman d'aventures, ignorant les situations auxquelles il sera confronté le lendemain, respecte la perspective du narrateur ou la forme, Vaculik ne sait pas si son manuscrit sera ou non confisqué par la police, si son ami pourra revenir de l'étranger ou s'il ne sera pas arrêté devant la porte d'un porte-parole de la Charte 77.

Vaculik fait des incertitudes existentielles un jeu littéraire. Son écriture est motivée par la réalité extralittéraire, c'est-à-dire par la terreur policière brutale (par exemple, les activités ou les noms des personnes qui ne doivent pas être dévoilés deviennent énigmatiques). Et inversement : la réalité brutale de la terreur policière, avec l'enchaînement des situations absurdes et la monstruosité de la vie quotidienne, est une source inépuisable de l'humour, du comique, des rêves et d'autres effets littéraires. Une situation tout à fait enviable pour un écrivain, à condition qu'on puisse envier un homme qui souffre de ségrégation.

Dix ans après la « normalisation »

Le temps historique du livre est à maints points de vue exceptionnel : c'est la Tchécoslovaquie dix ans après l'invasion des armées du pacte de Varsovie, après la consolidation du régime répressif, au moment où une partie des intellectuels partent en

exil et une autre partie essaie de sauver l'identité culturelle du pays et de soi-même. Cette situation est particulière et, pour un lecteur non initié, fantastique. Le temps de son journal, tel que Vaculik l'a choisi, ne se situe ni au début ni à la fin de cet état de choses : c'est un petit fragment du temps infini et irrévocable. Une année choisie au milieu de l'éternité invariable et qui, par rapport à l'Histoire, est aussi impérieuse et fatale dans son hasard paradoxal que cet autre fragment appelé une vie.

Faut-il lire La Clé des songes comme un témoignage sur les écrivains, philosophes, anciens hommes politiques, gens ordinaires vivant à Prague à la fin des années 70, ou comme un roman surprenant où, à travers le labyrinthe des rêves, des cauchemars diurnes et nocturnes, des faits, des conflits et de la recherche du sens des choses, se dégage progressivement l'essence de l'être ?... Comme une expérience littéraire ou comme l'histoire saisissante d'un homme qui, par son pouvoir intellectuel, affectif et moral, agit comme un aimant dont les lignes de force séparent l'ordre du chaos ? « Paradoxalement », explique Jean Rubes dans sa préface, là où le livre est autobiographique et où l'auteur en est le protagoniste, le document devient roman. Fiction authentique ou authentiquement fictive ? En tout cas, un livre important.

Sylvie Richterova.

professeur à l'université de Padoue

(1) Diffusé clandestinement en Tchécoslovaquie à partir de 1980, la Clé des songes a paru en tchèque, en 1985, chez Sixty-Eight Publisher, à Toronto.

Patrick DREVET

Une chambre dans les bois

roman

« Un adolescent face au désir »
Patrick Keckichian/Le Monde

« Ecrit dans une langue riche, sensuelle, ce roman nous ouvre les portes de l'adolescence, farouche et de ses tourments »
Nicolas Bréhal/Le Figaro Magazine

GALLIMARD *rif*

صباحنا من الامل

Le Monde • Vendredi 29 septembre 1989 43

L'AUTOMNE A AUSSI LE PARFUM DES LIVRES.



Flammarion

ACTUALITÉS

Les premières sélections des jurys Goncourt, Renaudot, Femina et Medias

Le jury du prix Goncourt a rendu publiquement samedi 23 septembre, lors de la manifestation Le Livre sur la place à Nancy, sa sélection de septembre pour le prix qui sera attribué le 20 novembre.

Une deuxième sélection aura lieu le mercredi 11 octobre et une dernière, lors de la Foire de Brive, le 10 ou le 11 novembre.

Voici, par ordre alphabétique des auteurs, les vingt titres des romans sélectionnés : *la Vie éternelle*, roman de Jacques Attali (Fayard); *l'Atelier de Peter Loewen* de Baptiste-Marrey (Actes Sud); *les Herbes amères* de Chochana Boukhouz (Balland); *Juliette Pomerleau* d'Yves Beauchemin (Folio); *la Croissance des voleurs*, de Michel Chailion (Seuil); *l'Enfant multiple*, d'André Chéned (Flammarion); *White spirit*, de Paul Constant (Gallimard); *la Lettre à Kirilenko*, d'Henri Coulonges (Stock); *les Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *la Chair de Pierre*, de Jacques Folch-Ribes (Laffont); *l'Impromptu de Madrid*, de Marc Lambron (Flammarion); *les Folies Koenigsmark*, de Gilles Lapouge (Albin Michel); *le Rêve de Confucius*, de Jean Levi (Albin Michel); *l'Homme de la tribu*, de Rachid Mimouni (Robert Laffont); *les Escaliers de Chambord*, de Pascal Quignard (Gallimard); *les Tambours du monde*, de Daniel Rondeau (Grasset); *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard); *Mon beau navire*, d'Anne Wisniewsky (Gallimard).

Voici, pour le prix Renaudot qui sera également décerné le 20 novembre, les ouvrages retenus : *la Cinquantième* de Saint-Quentin, de Jacques Bens (Ramsay); *la Lettre à Kirilenko*, d'Henri Coulonges (Stock); *En attendant la guerre*, de Claude Delarue (Seuil); *Madame Faust*, de Christophe Deshouillères (Julliard); *les*

Comptoirs du Sud, de Philippe Doumenc (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *Roi étranger visitant l'exposition universelle*, de Jean-Pierre Escande (Arles); *l'Étre et le Géant*, de Bernard Fauconnier (Régine Deforges); *Le Burelain*, de Richard Jorif (François Bourin); *Conciliabule avec la reine*, de Jean-Marie Lachet (Gallimard); *le Lit du voyage*, de Bernard Lambert (Denoël); *l'Homme aux raps*, de Nicolas Morel (Seuil); *l'Office des témoins*, de Suzy Morel (Calmann-Lévy); *le Petit Marcel*, de Raphaël Fividal (Grasset); *le Lait de la nuit*, de Boris Schreiber (François Bourin).

Pour le Femina, qui sera décerné le 27 novembre, onze ouvrages ont été retenus : *l'Enfant multiple*, d'André Chéned (Flammarion); *White spirit*, de Paul Constant (Gallimard); *En attendant la guerre*, de Claude Delarue (Seuil); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *la Chair de Pierre*, de Jacques Folch-Ribes (Laffont); *l'Impromptu de Madrid*, de Marc Lambron (Flammarion); *les Folies Koenigsmark*, de Gilles Lapouge (Albin Michel); *le Rêve de Confucius*, de Jean Levi (Albin Michel); *l'Homme de la tribu*, de Rachid Mimouni (Robert Laffont); *les Escaliers de Chambord*, de Pascal Quignard (Gallimard); *les Tambours du monde*, de Daniel Rondeau (Grasset); *Un grand pas vers le Bon Dieu*, de Jean Vautrin (Grasset); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard).

Voici enfin la liste pour le Médias : *Paris-Athènes*, de Vassilis Alexakis (Seuil); *l'Empire des livres*, de Pierre Bourgeade (Gallimard); *le Livre brisé*, de Serge Doubrovsky (Grasset); *Rosa Gallica*, de Colette Fellous (L'Arpenture-Gallimard); *le Burelain*, de Richard Jorif (François Bourin); *la Rumeur du soleil*, de Philippe Le Guillou (Gallimard); *le Roman de la lune enfoncée*, de Jules Merleau-Ponty (Climata); *Je suis écrivain*, de François Weyergans (Gallimard).

Cinq éditeurs font l'Europe

C'est une première : cinq éditeurs européens vont publier simultanément des livres d'une collection qu'ils ont conçue ensemble. Basil Blackwell pour la Grande-Bretagne, Le Seuil pour la France, C.H. Beck pour l'Allemagne, Critica pour l'Espagne et Latsura pour l'Italie ont présenté au cours d'une conférence de presse, le mercredi 27 septembre à Paris, leur création commune : « Faire l'Europe ».

Il s'agit d'une collection d'ouvrages historiques qui dirigera Jacques Le Goff et qui, selon les termes de l'historien, « doit réunir des études sur les « mouvements » qui ont traversé l'Europe au-delà de l'histoire nationale d'un seul pays. Ces volumes auront pour horizon la quête de l'identité collective de l'Europe à travers les péripéties de son histoire et la pluralité de ses composantes. Ils ne formeront pas une collection « académique » mais s'adresseront à un vaste public intelligent, cultivé, exigeant sur la rigueur et l'authenticité ».

Parmi les premiers ouvrages annoncés, qui paraîtront donc en même temps en cinq langues : *la Cité européenne*, de Leonardo Benevolo, spécialiste de l'histoire de l'architecture, les *Christianités séparées*, de Peter Brown, qui étudie la formation de l'Europe comme communauté chrétienne, *le Romantisme*, de Maurice Cranston, le biographe anglais de Locke et de Rousseau, *l'Homme et la Nature en Europe*, de Robert Delort, *l'Europe et la langue parfaite*, d'Umberto Eco, *l'Europe des Lumières*, d'Ulrich

Imhof, *l'Europe et la mer*, de Michel Mollat, *l'Industrialisation européenne*, de Jordi Nadal, *l'Europe des paysans*, de Werner Rösener ou *les Communautés politiques européennes* de Pierre Vilier.

La publication des premiers livres se fera à partir de 1992 selon des présentations qui pourront différer, mais en respectant l'intégralité des textes et en plaçant chaque volume sous le label unique « Faire l'Europe ».

Que cette initiative ait une portée culturelle et politique qui dépasse le simple cadre éditorial, c'est aussi ce qu'a voulu marquer M. Michel Rocard en recevant à déjeuner à Matignon après la conférence de presse les cinq éditeurs concernés, ainsi que Jacques Le Goff et Umberto Eco.

P.L.

Le poète tchèque Jan Skacel prix Vilenica

Franz Werfel reconnaîtrait-il dans le prix littéraire international Vilenica (créé en septembre 1986 par l'Association des écrivains slovaques) cette « Académie mondiale des poètes et des penseurs » dont il rêvait et qui ne passait alors aux yeux du monde que le poids de l'utopie ? Peut-être.

Chaque année, en septembre, le prix Vilenica récompense une œuvre littéraire née dans l'espace culturel de l'Europe centrale. Durant quatre jours, des poètes slovaques, tchèques, hongrois, autrichiens, serbes, croates, etc., lisent leurs œuvres, discutent littérature et font vivre la culture. Du concret. L'ironie du sort veut que cette « franchise réalité » trouve son assise au sein d'une Europe centrale passivement perçue en Occident comme une zone floue à bien des égards, d'autant qu'elle est « culturellement à l'Ouest, politiquement à l'Est », suivant la formule de Milan Kundera (1).

Ce prix avait déjà couronné les œuvres de Fulvio Tomizza (1986), Italien de Trieste, Peter

Handke (1987), dont le roman *Le Recouvrement* évoque directement le pays slovaque, et Peter Esterházy (1988), hongrois. Cette année, les sept jurés, assistés de consultants de tous les horizons européens, ont choisi de saluer l'œuvre du poète tchèque Jan Skacel.

Largement considéré par ses compatriotes comme l'un des plus grands, Skacel, né en 1922 dans un village du sud de la Moravie (Vnorovy), n'a connu jusqu'à présent, en France, que peu de traductions (2). Vilenica tiche donc de réparer un oubli et de replacer Skacel aux côtés de Seifert ou de Hrabal. Si l'on en croit Bernard Fabre, l'un de ses traducteurs, Skacel est « un sculpteur du langage qui creuse dans l'ancêtre de la langue » ; de même, le poète slovaque Boris A. Novak souligne la singularité de son art : « C'est une poésie riche dans l'usage des symboles, pourtant simple et tendre, soucieuse des questions les plus brûlantes de l'existence ». Quelques titres de recueils suffisent à

Anne-Lise David.

(1) Milan Kundera, « Un Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, nov. 1983. Voir également le texte de G. Kundera, « From the Center », in *Vilenica 89*.

(2) Dans *Lettre internationale*, n° 21, 64 89, et dans le numéro spécial consacré à Jan Skacel de la revue *Opérateurs* (279, rue de Valenciennes, 75015 Paris), à paraître en novembre. Voir aussi l'entretien de J. Skacel avec A. Lefebvre, dans *Trois Générations* (Gallimard, 1970).

EN BREF

■ **Hommage à Rainer Maria Rilke.** — La Maison de la poésie organise une série de manifestations en hommage à Rainer Maria Rilke : deux lectures-conférences auront lieu le 5 octobre (autour des *Épigrammes*) et le 19 octobre (autour des *Sonnets à Orphée*) à 20 h 30 ; un récital au cours duquel Zygmunt Biezynski lira des textes de Rilke se tiendra chaque soir à 20 h 30, du 11 au 14 octobre ; enfin, une exposition, « Rilke et l'âme de l'Occident » (il s'agit du philosophe Wittgenstein) — lieu jusqu'au 29 décembre (101, rue Rambuteau, 75001 Paris).

■ **Colloque Jean-Jacques Rousseau.** — Un colloque international, « Jean-Jacques Rousseau, Émile et la Révolution », se tient jusqu'au 4 octobre, à Montmorency (Mairie de Montmorency, tél. : 39-64-44-31).

■ **Rencontre avec Goffredo Parise.** — Une rencontre est organisée autour de l'écrivain italien Goffredo Parise, à l'occasion de la sortie de deux livres aux éditions L'Arpenture, le 28 octobre, à 18 heures, à l'Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris. Toujours à l'Institut italien, une exposition de photographies de Lucio Capellari se tient jusqu'au 30 octobre.

■ **Année Nin et Henry Miller.** — Année Nin et Henry Miller. Rencontre avec Henry Miller et ses amis (1967) et une heure avec Année Nin (1971). Les deux cassette vidéo sont disponibles à la librairie Biffures (44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-71-73-32) ou par correspondance à Cinq continents, (163, avenue de Clichy, 75017 Paris. Tél. : 46-27-90-00).

■ **Prix littéraires.** — Plusieurs prix littéraires ont été récemment attribués : le prix de la bourse Goncourt du récit historique, à Gilles Lapouge pour *les Folies Koenigsmark* (Albin Michel) le prix

Jacques-Charbonne à Georges Emmanuel Clancier pour *Ces ombres qui m'éclairaient* (Albin Michel) ; le prix de la Corne d'or à Bernard Alexandre pour *le Horoscope* (Folio-Terraviva) ; le prix de la Nouvelle de la Main à Daniel Zimmermann pour *Nouvelles de la zone interdite* (L'Instant) ; le prix Capri — décerné, pour la troisième année par le centre italien de diffusion de l'art et la culture — aux écrivains Alberto Moravia, Roger Peyrefitte et Hector Bianciotti ; le prix Paul-Jean Toulet à Anne Wisniewsky pour *Mon beau navire* (Gallimard).

■ **Concours de nouvelles.** — L'association ALPHEA (Aspects littéraires, photographiques et poétiques de la région lyonnaise) organise, jusqu'au 15 décembre 1989, un concours littéraire réservé aux nouvelles. Règlement complet de ce VII^e prix ALPHEA de la nouvelle sur simple demande à M. Bruno Dewacé, 9, avenue Pierre-Curie, 69190 Hazebrouck. Prêtez de joindre une enveloppe timbrée ou un coupon-réponse international.

■ **Les poètes objectivistes américains.** — Des rencontres internationales autour des poètes objectivistes américains (Louis Zukofsky, Carl Rakosi, George Oppen et Charles Reznickoff) auront lieu au Centre littéraire de Royaumont les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre. (Fondation Royaumont 95270 Luzarches, tél. : 30-55-89-18 et 40-18).

STAGES D'ÉDITION

— **INITIATION :** Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.

— **SPECIALISATION :** Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Hébergement et inscriptions : S.I.P.E.L. 8, pl. du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. : 45-81-55-50 - 45-50-23-30

EN POCHES

En 1915, Paul Fort fut le « premier belle vieillesse ». Il lui apportait le stock complet de sa revue *Vers et prose*, à laquelle Valéry avait donné la *Soirée* avec M. Testa. Léon-Paul Fargue, la bouche toujours pleine de contreparties « devant tout de suite le meilleur ami de la maison ». Un jour, Apollinaire, « assez père Ubu », franchit le seuil de sa boutique pour s'indigner qu'il n'y ait pas « un seul livre de combatant dans cette vitrine » ; mais l'exemplaire d'Alceus venait d'être vendu, et leur relation vira très vite à l'amitié. Reverdy lui livrait régulièrement la revue *Nord-Sud* où débattaient le jeune Aragon, André Breton et Philippe Soupault, qui fondaient dans la cuisine du livre, et devinrent avec Cocteau, Gide, Cocteau, « les grands amants de la rue de l'Odéon ». De passage à Paris, Rilke lui offrit le *Grand Pardon* « tout entier écrit de sa main », ce qui le fit tomber à genoux en pleurant.

Pendant trente-six ans, de 1915 à 1951, elle anima avec passion ce vivre intellectuel qu'était la librairie du 7, rue de l'Odéon. Elle, c'est Adrienne Monnier, dont le recueil savoureux de souvenirs et d'articles, fournissant d'énormes et de portraits inattendus, est à nouveau disponible dans la collection « Bibliothèque » d'Albin Michel, repris sous le titre *Rue de l'Odéon* (n° 30).

Val. C.

■ **Déjà riche en littérature médiévale**, la collection « GF » Flammarion accueille, en deux volumes, *le Jeu de Robin et de Marion* et surtout *le Jeu de la Helle*, poète de la fin du treizième siècle qui fut aussi l'un des plus grands musiciens du Moyen Âge. Selon Jean Duhamet, qui présente avec le texte original et la traduction en français moderne ce psychodrame médiéval écrit sans doute pour une réunion de la Cour des jongleurs et bourgeois d'Arras, derrière l'aspect comique et satirique se dissimule une pièce amère dont le vif moral et spirituel met en question les mythes et les idéaux de la littérature courtoise (n° 520 et 538). Le même Jean Duhamet présente également en bilingue, dans la collection Poésie/Gallimard, une Anthologie de la poésie lyrique française des XII^e et XIII^e siècles, dans laquelle on retrouvera, outre Adam de la Halle et Rutebeuf, de nombreux noms beaucoup moins connus.

Un siècle superlatif, dans un domaine tout différent, la grande mystique allemande Hildegarde de Bingen donne à la littérature religieuse une de ses grandes œuvres visionnaires. Bernard Gorceix a traduit et présenté l'essentiel du *Livre des œuvres divines* (Albin Michel, collection « Spiritualité vivante »).

■ **En « GF »**, après les *Poésies*, voici les deux derniers volumes de l'édition des œuvres de Rimbaud due à Jean-Luc Steinmetz : *Vers nouveaux et Une saison en enfer* (n° 506) et *les Illuminations* (n° 517).

■ **Lancée au printemps**, la collection « Lire et voir les classiques », chez Presses-Poches, a aussi bien dans le choix de ses titres que dans sa présentation (dossiers iconographiques, historique et littéraire), cherche un large public qui veut un accès plus étroit qu'habituel aux grandes œuvres du patrimoine. Sont ainsi réédités, de Flaubert, *l'Éducation sentimentale* (n° 6014) et les *Trois Contes* (n° 6009) par Pierre-Louis Rey ; les *Fleurs du mal*, de Baudelaire, accompagnées d'extraits d'autres œuvres, avec une présentation de Robert Schickel (n° 6022) ; les *Fables*, de La Fontaine, par Marie-Madeleine Fragonard (n° 6012) ; *la Mer à cheval*, de George Sand, par Claudette Sarlet (n° 6008) ; enfin, Claude Auzias, responsable de cette collection, présente *Cyrano de Bergerac*, d'Edmond Rostand (n° 6007).

■ **Chez le même éditeur**, signalons également deux titres de Hoffmann : *Sœur Monka*, préfacé par A. Pleyre de Mandargues (n° 3374) et *les Éclats du diable* (n° 3373).

■ **La Révolution française** vue, entre Paris et Londres, par Charles Dickens : *Un conte de deux villes*, dont une adaptation télévisée a été récemment diffusée, est publiée en « Folio », dans une traduction de Jeanne Médieu-Bégin, avec une préface de Jean Gattégno (n° 2106).

Un anti-Goncourt ?

Un nouveau prix littéraire, doté de 200 000 francs par Cassagnan, le célèbre graveur parisien, vient d'être créé. Ce prix sera attribué à un ouvrage — roman ou texte — le dimanche précédant l'attribution des prix Goncourt et Renaudot, à l'Hôtel Maurice, c'est-à-dire, cette année, le 20 novembre. Un communiqué précise que « déçu par le manière dont, chaque automne, sont attribués, en France, les prix littéraires, un

jury libre de toute dépendance éditoriale et seulement conduit par le souci de faire partager au public la bonté de lire » a fondé ce prix. Le jury est composé de onze membres : Angelo Rinaldi, Jean-François Revel, Jérôme Garcin, Maurice Nadeau, Pierre Dumayet, Bernard Frank, Florence Malraux, Philippe Meyer, Philippe Dauby, Philippe Denery et Geneviève Guérin.

Le Fonds Henriot pour l'œuvre retrouvée

On ne peut que se féliciter des initiatives des industriels dans le domaine du mécénat culturel. Celle de la maison Champagne Henriot, annoncée au cours d'une brillante et très parisienne réception chez Maxim's, infère, sous une forme originale, le domaine littéraire. Le Fonds Henriot pour l'œuvre retrouvée se propose, en effet, de financer la réédition d'ouvrages devenus introuvables. A cet effet, un comité d'honneur s'est constitué. Sa diversité et son éclectisme — on y trouve aussi bien les noms de Georges Duby, Emmanuel Le Roy Ladurie, Robert Sabatier, Daniel Rondeau, Dominique Jamet ou de Bernard Frank que ceux de Patrick Polvre d'Arvor, François Xenakis, Sylvie Gennep, Jean Frenet, Bruno Racine, Pierre-Jean Remy et Maurice Rheims — seront, espérons-le, les gages de la diversité des œuvres choisies.

L'HOPITAL À VIF

Des urgences « ingérables » aux technologies de pointe, de l'accueil des enfants à celui des vieillards, tout un monde défile devant nos yeux.

En librairie 89 F.

autrement

Benoît DUTEURTRE



L'amoureux malgré lui

roman

« Quand on est jeune, solitaire, qu'on est un apprenti musicien incertain de son avenir et guetté par la médiocrité, quelle est la recette pour survivre ? L'amour bien sûr. »

Jossiane Saignes / Le Monde

GALLIMARD

nrf